

Arrondissement de Montréal-Nord Direction des services administratifs 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5		14_cahier_charges_20231017
--	--	----------------------------

# Cahier des charges

## AMÉNAGEMENT DU PARC PILON - PHASE 1.

### Appel d'offres public n° 1140

*Marie-Andrée BERTRAND*

Marie-Andrée Bertrand, Architecte paysagiste,  
**Chargé de projet, Ville de Montréal**



Gilles Hanicot, Architecte paysagiste  
**Professionnel désigné, Turquoise design inc.**

27 mars 2024

Révision N°	Date	Description	Préparé par :
00	27-03-2024	Émis pour appel d'offres	MAB et GH



Arrondissement de Montréal-Nord <b>Direction des services administratifs</b> 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	<b>AVIS PUBLIC D'APPEL D'OFFRES</b>	Appel d'offres public <b>N° 1140</b> Exécution de travaux 14_cahier_charges_20231017
---	---	---

## Avis public d'Appel d'offres

### VILLE DE MONTRÉAL

#### ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Des soumissions, sont demandées et devront être reçues, avant **11 h 00**, à la date ci-dessous, à l'adresse suivante: Mairie de l'arrondissement de Montréal-Nord, 4243, rue de Charlevoix, Montréal-Nord, (Québec) H1H 5R5, au Bureau d'accès Montréal, à l'attention du secrétaire d'arrondissement de Montréal-Nord, M. Marc-Aurèle Aplogan pour :

**Catégorie :** Travaux de construction

**Appel d'offres :** 1140

**Titre de l'appel d'offres :** Aménagement du parc Pilon - Phase 1.

**Date d'ouverture :** 8 mai 2024

**Dépôt de garantie :** 10 % de la valeur de la soumission

**Renseignements :** Pour toute question s'adresser à : [appelsdoffres.mtl nord@montreal.ca](mailto:appelsdoffres.mtl nord@montreal.ca)

**Documents :** Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 3 avril 2024.

**Visite supervisée des lieux :** ☒ N/A. ou ☐ Oui, obligatoire :

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web [www.seao.ca](http://www.seao.ca). Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la mairie de l'arrondissement de Montréal-Nord, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelques natures que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Fait à Montréal, le 3 avril 2024.

Le secrétaire d'arrondissement,  
Marc-Aurèle Aplogan

## BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Le mandat du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal est de surveiller les processus de passation des contrats et l'exécution de ceux-ci par la Ville de Montréal ou une personne morale qui lui est liée, de façon à prévenir les manquements à l'intégrité et de favoriser le respect des dispositions légales et des exigences de la Ville en matière d'octroi et d'exécution des contrats.

**Faites une différence en signalant au Bureau de l'inspecteur général  
une irrégularité en matière contractuelle ou un manquement à  
l'éthique.**

**Par formulaire en ligne**

[www.bigmtl.ca/signalement-denonciation/formulaire-de-denonciation/](http://www.bigmtl.ca/signalement-denonciation/formulaire-de-denonciation/)

**Par courriel**

[big@bigmtl.ca](mailto:big@bigmtl.ca)

**Par téléphone**

514 280-2800

**Par télécopieur**

514 280-2877

**Par la poste ou en personne**

1550, rue Metcalfe  
Bureau 1200, 12<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3A 1X6

**Visitez le site web pour plus d'informations**

[www.bigmtl.ca/](http://www.bigmtl.ca/)

<b>Arrondissement de Montréal-Nord</b> <b>Direction des services administratifs</b> 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	<b>AVIS DE DÉSISTEMENT</b>	Appel d'offres public <b>N° 1140</b> Exécution de travaux 14_cahier_charges_20231017
--	--------------------------------	---

**Numéro d'appel d'offres :** 1140

**Titre de l'appel D'OFFRES :**

Aménagement du parc Pilon - Phase 1

Si vous ne prévoyez pas répondre à cet appel d'offres, nous apprécierions connaître les motifs de votre désistement. À cette fin, veuillez remplir le présent formulaire, le signer et le retourner le plus tôt possible à l'adresse suivante courriel:

**[appelsdoffres.mtl nord@montreal.ca](mailto:appelsdoffres.mtl nord@montreal.ca)**

Motifs de désistement	✓	Commentaires
<b>Cahier des charges</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le devis technique est trop spécialisé.</li> </ul>		
<b>Délai de soumission et d'octroi</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les délais de la Soumission sont insuffisants.</li> <li>La période de soumission ne convient pas au Fournisseur.</li> <li>Longs délais d'octroi de la part de la Ville.</li> </ul>		
<b>Produit ou service</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le Fournisseur est Sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance</li> <li>Produit ou service non offert.</li> <li>Spécifications demandées non rencontrées.</li> </ul>		
<b>Délai de livraison</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Délais de livraison hors d'atteinte.</li> <li>Les Fournisseurs ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu.</li> </ul>		
<b>Carnet de commandes</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le carnet de commandes du Soumissionnaire est complet présentement.</li> </ul>		
<b>Garanties</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée.</li> <li>Difficulté à obtenir la garantie requise.</li> </ul>		
<b>Autres</b>		

(Nom de l'entreprise)

(Signature du représentant de l'entreprise)

(Date)

<b>Arrondissement de Montréal-Nord</b> <b>Direction des services administratifs</b> 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	<b>TABLE DES</b> <b>MATIÈRES</b>	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux 14_cahier_charges_20231017
--	-------------------------------------	--

## Table des matières

	PAGE
AVIS PUBLIC D'APPELS D'OFFRES .....	ii
BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL .....	iii
AVIS DE DÉSISTEMENT .....	iv
	<b>NOMBRE TOTAL</b>
	<b>DE PAGES</b>
SECTION I – INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES .....	27
SECTION II – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES .....	72 + Annexes
SECTION III – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES .....	22 + Annexe
SECTION IV – FORMULAIRE DE SOUMISSION .....	8
SECTION V – DOCUMENTS TECHNIQUES NORMALISÉS .....	1269
SECTION VI – ANNEXES .....	9
1. Liste de rappel des documents à joindre à la soumission;	
2. Liste des sous-contractants;	
3. Gabarit d'étiquette de retour,	
SECTION VII – DOCUMENTS TECHNIQUES SPÉCIALES .....	436
SECTION VIII – LISTE DES PLANS .....	34

Arrondissement de Montréal-Nord  
Direction des services administratifs  
4243, rue de Charlevoix  
Montréal (Québec) H1H 5R5

**SECTION I**  
**INSTRUCTIONS AUX**  
**SOUMISSIONNAIRES**

Appel d'offres public  
N° **1140**  
Exécution de travaux  
14\_cahier\_charges\_20231017

## **SECTION I**

### **INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES**

Section à NE PAS retourner

## Cahier des Instructions aux soumissionnaires

---

### Exécution de travaux

*Mode d'adjudication : Plus bas soumissionnaire conforme.*

**Date d'émission : 11 septembre 2023**

Le texte comportant une ligne verticale en marge est un nouveau texte ou un texte modifié par rapport à la version précédente du document

Modificatif n°	Date	Description	Préparé par
<a href="#">MOD-IAS_PBS-022023</a>	12-12-2023	Article 4. e) « renvoi à l'article 2.10 »	SA
<a href="#">MOD-IAS_PBS-032023</a>	12-12-2023	Article 2.10.3. « renvoi à l'article 2.10 »	SA
<a href="#">MOD-IAS_PBS-012023</a>	08-12-2023	Article 4. h) - Formulaire H	SA



## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>DÉFINITION .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>CONDITIONS RELATIVES À LA PRÉPARATION DE LA SOUMISSION.....</b>	<b>4</b>
2.1	OBTENTION DU CAHIER DES CHARGES .....	4
2.2	FRAIS DE SOUMISSION .....	4
2.3	EXAMEN DU CAHIER DES CHARGES ET VISITES DES LIEUX .....	4
2.4	MODIFICATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES À L'APPEL D'OFFRES .....	5
2.5	CARACTÉRISTIQUES DESCRIPTIVES ET ÉQUIVALENCE .....	6
2.6	PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION .....	7
2.7	SIGNATURE DE LA SOUMISSION .....	8
2.8	ENVOI ET RÉCEPTION DES SOUMISSIONS .....	8
2.9	AVIS DE DÉSISTEMENT .....	8
2.10	DOCUMENTS DE GARANTIE À FOURNIR AVEC LA SOUMISSION .....	8
2.11	CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ .....	10
2.12	RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE.....	12
2.13	CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE .....	13
<b>3</b>	<b>CONDITIONS RELATIVES À LA SOUMISSION .....</b>	<b>15</b>
3.1	ACCEPTATION DES SOUMISSIONS .....	15
3.2	SOUMISSION PRÉSENTÉE PAR UN CONSORTIUM.....	15
3.3	ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE ET APTITUDE À SOUMISSIONNER.....	15
3.4	RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	15
3.5	RETRAIT OU MODIFICATION DES SOUMISSIONS.....	16
3.6	PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS .....	16
3.7	ABSENCE DE CONTRAT .....	16
3.8	CONTRAT À PRIX UNITAIRES .....	16
3.9	CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE.....	18
3.10	FORMATION .....	19
<b>4</b>	<b>REJET AUTOMATIQUE D'UNE SOUMISSION .....</b>	<b>20</b>
<b>5</b>	<b>DURÉE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>21</b>
<b>6</b>	<b>ANALYSE DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>22</b>
<b>7</b>	<b>DÉFAUT .....</b>	<b>23</b>
<b>8</b>	<b>REMISE DES GARANTIES .....</b>	<b>24</b>
<b>9</b>	<b>CONFIDENTIALITÉ DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>25</b>
<b>10</b>	<b>LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES .....</b>	<b>26</b>
<b>11</b>	<b>PROCÉDURE SUR LA RÉCEPTION ET L'EXAMEN DES PLAINTES .....</b>	<b>27</b>
11.1	PROCÉDURE DE GESTION DES PLAINTES.....	27
11.2	RÈGLES DE PRÉSENTATION D'UNE PLAINTÉ .....	27

**1 DÉFINITION**

Dans le présent document, lorsque les termes ci-dessous comportent une majuscule, ils ont le sens qui est défini à l'article 1 - Définitions - du Cahier des clauses administratives générales.

## **2 CONDITIONS RELATIVES À LA PRÉPARATION DE LA SOUMISSION**

### **2.1 OBTENTION DU CAHIER DES CHARGES**

Le Soumissionnaire doit se procurer le Cahier des charges sur le SEAO, en acquittant les frais exigés, s'il en est. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents. À défaut pour un Soumissionnaire de s'être procuré lui-même le Cahier des charges via le SEAO, sa Soumission est rejetée. Le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) du Soumissionnaire figurant sur la Soumission doit être le même que celui fourni pour se procurer le Cahier des charges sur le SEAO.

### **2.2 FRAIS DE SOUMISSION**

2.2.1 Le Soumissionnaire n'a droit à aucun dédommagement pour les frais encourus pour l'obtention du Cahier des charges, la préparation et la présentation de sa Soumission ou pour la fourniture de renseignements ou de documents complémentaires demandés par le Responsable de l'Appel d'offres.

### **2.3 EXAMEN DU CAHIER DES CHARGES ET VISITES DES LIEUX**

2.3.1 Afin d'établir l'étendue des obligations auxquelles il s'engage dans le Contrat et des risques inhérents aux travaux qu'il doit exécuter, le Soumissionnaire doit notamment

- a) étudier soigneusement le Cahier des charges ainsi que tout autre écrit ou toute Norme auxquels la Ville réfère dans ce dernier;
- b) vérifier les lieux accessibles au public où les travaux doivent être exécutés ou, lorsque ces lieux ne sont pas accessibles au public, prendre rendez-vous auprès du Responsable de l'Appel d'offres pour les vérifier;
- c) faire un examen complet de la nature et de l'état des lieux où les travaux doivent être exécutés et à proximité de ceux-ci, notamment des bâtiments, des constructions et des ouvrages souterrains accessibles et indiqués sur les plans;
- d) recueillir et vérifier tous les éléments et renseignements pertinents à l'exécution des travaux, notamment auprès des entreprises propriétaires des Réseaux techniques urbains (RTU);
- e) évaluer les conditions générales de travail, d'entreposage et d'accès aux lieux.

2.3.2 Tous les renseignements fournis relativement aux structures et aux Réseaux techniques urbains (RTU) existants le sont à titre d'information seulement à des fins de soumission et non de construction. Leur position est approximative.

2.3.3 Le Soumissionnaire doit inclure aux articles appropriés de la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission tous les coûts liés aux Réseaux techniques urbains (RTU) et occasionnés par leur présence.

2.3.4 Le Soumissionnaire doit, de plus, signaler à la Ville sans délai toute erreur, omission ou inexactitude dans le Cahier des charges, qu'il décèle ou qu'il aurait dû déceler, compte tenu de son expérience ou de son expertise.

### 2.3.5 Visite supervisée des lieux

Le statut de la visite indiquée ci-dessous s'applique au présent Appel d'offres.

Aucune visite supervisée des lieux par la Ville n'est prévue pour cet Appel d'offres.

Lorsqu'une visite est requise, le Soumissionnaire doit prendre rendez-vous selon les modalités suivantes :

- Dates des visites :
- Horaire :
- Date limite pour prendre rendez-vous :
- Pour rendez-vous :

2.3.6 Le Soumissionnaire doit avoir pris connaissance du Cahier des charges avant la visite. La personne qui fait visiter le Soumissionnaire n'est en aucun cas autorisée à répondre aux questions afin d'expliquer la portée des travaux ou les contraintes relatives au projet. Toute question doit être posée selon les modalités prévues à la section 2.4 Modifications et communications relatives à l'Appel d'offres.

2.3.7 Le Soumissionnaire ou son représentant qui se présente à la visite doit respecter les exigences au niveau de la sécurité sur les lieux en portant, si requis, des équipements de protection individuelle tels que bottes, casques, dossard, harnais et lunettes.

## 2.4 MODIFICATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES À L'APPEL D'OFFRES

2.4.1 S'il y a lieu de clarifier ou de modifier l'Appel d'offres, la Ville émettra un Addenda.

2.4.2 Le Soumissionnaire est invité à poser toute question ou à faire toute demande de clarification sur l'ensemble des Documents d'Appel d'offres. Toute question ou demande de clarification de la part d'un Soumissionnaire doit être acheminée par courriel, en spécifiant le numéro et le titre de l'Appel d'offres, au responsable de l'appel d'offres.

2.4.3 En déposant une Soumission, son signataire atteste avoir reçu tous les Addendas publiés par la Ville sur le système SEAO.

2.4.4 Aucun renseignement relatif à l'Appel d'offres n'est opposable à la Ville, à moins d'avoir été fourni au moyen d'un Addenda.

2.4.5 Toute question concernant le Cahier des charges susceptible d'avoir une incidence sur le prix des soumissions doit être soumise par écrit à l'adresse courriel indiquée à l'article 2.4.6 ci-dessous, au moins 10 Jours calendrier avant l'ouverture des Soumissions.

- 2.4.6 Les Soumissionnaires sont priés de noter que toutes les questions (techniques, administratives ou de toute autre nature) concernant le Cahier des charges doivent être soumises par écrit, selon les délais prévus, au Responsable de l'Appel d'offres à l'adresse courriel suivante :

Nom du Responsable de l'Appel d'offres : Ahmed Yasmi

Adresse courriel : appelsdoffres.mtl nord@montreal.ca

- 2.4.7 Toute question ou communication concernant le comportement du Responsable de l'Appel d'offres ou l'intégrité du processus d'octroi du Contrat doit être adressée au bureau de l'inspecteur général ou au contrôleur général de la Ville

## **2.5 CARACTÉRISTIQUES DESCRIPTIVES ET ÉQUIVALENCE**

Dans le présent appel d'offres, puisqu'il est impossible de décrire certaines spécifications techniques en termes de performance ou d'exigence fonctionnelle, veuillez noter que, lorsque des caractéristiques descriptives tels que des marques et modèles sont mentionnées pour décrire un produit dans les devis techniques, les documents normalisés ou les plans, elles doivent être considérées à titre d'exemple seulement et que sera considérée conforme toute équivalence à ces caractéristiques.

Toute demande d'équivalence doit comprendre une fiche descriptive du produit proposé ainsi que toute autre information pertinente. La demande doit être suffisamment documentée pour que la Ville soit en mesure de l'évaluer. Il est de la responsabilité du Soumissionnaire de faire la preuve de l'équivalence et de se conformer au processus prescrit par la Ville à cet effet.

Tous les frais associés à la démonstration de l'équivalence sont à la charge du Soumissionnaire.

Toute demande d'équivalence doit être adressée au responsable désigné de l'appel d'offres au moins 10 jours avant l'ouverture des soumissions. Lorsque l'équivalence est acceptée, la Ville rend sa décision en émettant un addenda. Seules les équivalences qui ont été autorisées par addenda sont considérées par la Ville au moment de l'étude de la conformité des soumissions. Toute décision quant à une équivalence est à l'entière discrétion de la Ville.

Lorsque, pour des raisons de compatibilité ou d'interopérabilité, aucune équivalence n'est possible pour un élément spécifique, une mention à cet effet est incluse dans les documents d'Appel d'offres.

## **2.6 PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION**

- 2.6.1 La Soumission doit être présentée sur le Formulaire de Soumission officiel fourni, accompagné de toutes ses annexes et de tous les autres documents exigés aux Documents d'Appel d'offres.
- 2.6.2 La Soumission doit contenir toutes les informations demandées par la Ville, présentées selon les exigences de la Ville. La soumission ne doit contenir aucune autre condition que celles stipulées par la Ville et, le cas échéant, toute telle condition sera réputée non écrite.
- 2.6.3 Toute rature faite sur le Formulaire de soumission doit être paraphée par le signataire de la Soumission.
- 2.6.4 Les exemplaires de la Soumission requis sont les suivants :
- a. Un (1) exemplaire papier réputé être l'original, non relié;
  - b. Deux (2) copies papier de l'original, non reliées, portant la mention « copie »;
  - c. Une (1) copie électronique non verrouillée des originaux papiers en format PDF et une (1) copie de la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission en format Excel, le tout déposé sur une clé USB et placé dans l'enveloppe de soumission.
  - d. La clé USB doit être clairement identifié(e) au nom du Soumissionnaire avec le No de l'Appel d'offres (SEAO). En cas de divergence entre le document papier et le document électronique, le document papier réputé être l'original a préséance.
- 2.6.5 Au moment de compléter le Formulaire de soumission, le Soumissionnaire :
- a. dont l'entreprise est constituée au Québec,
  - b. dont l'entreprise n'est pas constituée au Québec, mais y exerce une activité, incluant l'exploitation d'une entreprise,
  - c. qui a son domicile au Québec,
- doit y inscrire le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) ainsi que le nom de l'entreprise, tel qu'inscrit au Registraire des entreprises du Québec (REQ).
- 2.6.6 Le Soumissionnaire doit indiquer dans sa Soumission l'adresse de l'établissement où tous les avis et procédures en rapport avec le Contrat pourront lui être adressés, livrés ou signifiés. En l'absence de cette indication, le Soumissionnaire élit domicile au Greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.
- 2.6.7 Pour tous les Sous-traitants assujettis au Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ), une copie de leur soumission doit être adressée à la Ville lors du dépôt au BSDQ.

**2.7 SIGNATURE DE LA SOUMISSION**

- 2.7.1 Le Formulaire de soumission doit être dûment signé. Le signataire du Formulaire de soumission est réputé être dûment autorisé à signer la Soumission. L'absence de signature du Formulaire de soumission entraîne le rejet automatique de celle-ci.

**2.8 ENVOI ET RÉCEPTION DES SOUMISSIONS**

- 2.8.1 Pour la transmission de la soumission en format papier, toute Soumission doit, pour être valablement reçue, se trouver physiquement sous pli cacheté, au lieu désigné, à la date et à l'heure indiquées dans l'avis public. L'horodateur qui se trouve dans le lieu désigné fait foi de la date et de l'heure de réception de la Soumission. Le Soumissionnaire doit utiliser l'étiquette de la Ville, disponible en annexe du présent Cahier des charges, et l'apposer sur son enveloppe de -retour.

**2.9 AVIS DE DÉSISTEMENT**

- 2.9.1 Afin de permettre à la Ville de connaître les raisons ayant mené une entreprise à ne pas présenter une Soumission après avoir commandé le Cahier des charges via le SEAO, celle-ci doit remplir et signer l'avis de désistement joint au Cahier des charges et le retourner à la Ville.
- 2.9.2 L'entreprise qui retire sa Soumission sans en présenter une autre au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour la réception des Soumissions doit également remplir et signer l'avis de désistement joint au Cahier des charges et le retourner à la Ville.

**2.10 DOCUMENTS DE GARANTIE À FOURNIR AVEC LA SOUMISSION****2.10.1 Garantie de soumission**

- a. Le Soumissionnaire doit joindre à sa Soumission une garantie de soumission qui doit être d'un montant équivalant à au moins 10 % du montant total de la Soumission, incluant les taxes;
  - b. la garantie de soumission doit être valide pour toute la durée de validité de la Soumission, tel que prévu à l'article 5, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité de la Soumission;
  - c. Toute restriction contenue dans la garantie de soumission ayant pour effet de limiter la responsabilité du Soumissionnaire au montant de la garantie de soumission est sans effet vis-à-vis de la Ville et est réputée non écrite.
- 2.10.1.1 Pour les Appels d'offres dont le total de la Soumission incluant les taxes est inférieur à 500 000 \$ :

La garantie doit être fournie suivant l'une ou l'autre des modalités suivantes :

- i. par un chèque visé fait à l'ordre de la Ville de Montréal et tiré sur une institution financière autorisée à faire affaire au Québec et encaissable dans la ville de Montréal;

- i. par un cautionnement de soumission qui inclut une lettre d'engagement à émettre un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services tel que prescrit à l'annexe B du CCAG et valide pour la durée de validité de la Soumission et émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1, r.1) dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec;
- iii. par une lettre de garantie bancaire irrévocable, inconditionnelle et payable à première demande nonobstant tout litige, conforme à l'annexe C du CCAG et émise par une institution financière faisant affaire au Québec et encaissable dans la Ville de Montréal.

2.10.1.2 Pour les Appels d'offres dont le total de la Soumission incluant les taxes est supérieur ou égal à 500 000 \$ :

- i. La garantie doit être fournie par un cautionnement de soumission qui inclut une lettre d'engagement à émettre un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services tel que prescrit à l'annexe B du CCAG et valide pour la durée de validité de la Soumission et émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1, r.1) dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec.

2.10.2 Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire :

Le Soumissionnaire doit joindre à sa Soumission l'annexe H Lettre d'intention d'assurer un Soumissionnaire du CCAG, complétée et dûment signée par la compagnie d'assurances avec laquelle il souhaite faire affaire. La lettre doit correspondre aux montants de garantie exigés dans le CCAS selon la catégorie de travaux spécifiée. La compagnie d'assurances doit détenir un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1, r.1) dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec (article 3.1.1.1 du CCAG).

2.10.3 Présentation des documents de garanties à fournir avec la soumission

**MOD-03**

Le cautionnement de soumission qui inclut la lettre d'engagement à émettre un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services tel que prescrit à l'Annexe B du CCAG et prévu à l'article 2.10 des Instructions aux Soumissionnaires, devra être joint à la Soumission dans l'une ou l'autre des formes suivantes :

- a. L'original du cautionnement de soumission qui inclut la lettre d'engagement à fournir un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services

OU



- b. le cautionnement de soumission qui inclut la lettre d'engagement à fournir un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services qui est une copie du cautionnement généré numériquement, disponible auprès de la compagnie de caution, auquel cas cette copie du document généré numériquement sera réputée respecter les exigences énoncées à la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information, RLRQ, chapitre C.-11 pour remplir les fonctions d'original. Dans un tel cas, le Soumissionnaire doit joindre les informations et le lien internet permettant à la Ville de vérifier sur le site internet de la compagnie de caution la validité du cautionnement et de la lettre d'engagement soumis

## 2.11 CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

Le Soumissionnaire doit rencontrer toutes les exigences d'admissibilité suivantes afin que sa Soumission soit recevable.

### 2.11.1 Autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics

La situation marquée d'un X dans l'encadré s'applique au Contrat découlant du présent Appel d'offres.

☐ L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics n'est pas requise.

**OU**

☐ Contrat visé par le décret 796-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 octobre 2014)

Si le Contrat visé par le présent Appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M\$ et a pour objet des travaux de construction :

Le Soumissionnaire doit, au moment du dépôt de sa Soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa Soumission ou joindre l'accusé de réception de l'Autorité des marchés publics confirmant que sa demande de renouvellement a été reçue au moins 90 jours avant la fin de l'échéance.

**OU**

☒ Contrat visé par le décret 1049-2013 du 23 octobre 2013 (entré en vigueur le 23 octobre 2013)

Si le Contrat visé par le présent Appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 100 000 \$ et a pour objet des travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de réparation ou de rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout :

Le Soumissionnaire doit, au moment du dépôt de sa Soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Pour faciliter une telle vérification par la Ville, il joint une copie de son autorisation à sa Soumission ou joint l'accusé de réception de l'Autorité des marchés publics confirmant que sa demande de renouvellement a été reçue au moins 90 jours avant la fin de l'échéance.

**OU**

☐ Contrat visé par le décret 795-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 septembre 2014)

Si le Contrat visé par le présent Appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 100 000 \$ et a pour objet :

- a. l'approvisionnement en enrobés bitumineux;
- b. des services reliés à la construction, la reconstruction, la démolition, la réparation ou la rénovation en matière de voirie, aqueduc ou égout :

Le Soumissionnaire doit, au moment du dépôt de sa Soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa Soumission ou joindre l'accusé de réception de l'Autorité des marchés publics confirmant que sa demande de renouvellement a été reçue au moins 90 jours avant la fin de l'échéance.

#### 2.11.2 Calcul pour établir le montant de la dépense

Pour établir si un Soumissionnaire doit détenir une autorisation de contracter, il importe de calculer la dépense découlant de sa Soumission, en tenant compte des taxes nettes. Dans le cadre du présent Appel d'offres, le pourcentage de taxes nettes applicables à la Ville est de 4,9875 %. Le calcul se fait donc de la façon suivante :

$$D = (Ms) \times (1 + \% Tn) \text{ où :}$$

D : Montant de la dépense. Comparer au montant fixé par le Décret applicable pour déterminer si une autorisation de contracter est requise.

Ms : Montant hors taxes de la Soumission

%Tn : Pourcentage de taxes nettes applicables

#### 2.11.3 Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)

Le Soumissionnaire ne doit pas, au moment du dépôt de sa soumission, être inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, sa période d'inadmissibilité doit être terminée.

#### 2.11.4 Licence de la Régie du bâtiment du Québec

Le Soumissionnaire doit détenir, à la date d'ouverture des Soumissions, une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fins de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Pour faciliter une telle vérification par la Ville, il joint une copie de cette licence à sa Soumission.

#### 2.11.5 Attestation de Revenu Québec

Le Soumissionnaire doit détenir, à la date de dépôt de sa Soumission, une attestation valide délivrée par Revenu Québec avant la date limite fixée pour le dépôt des Soumissions, selon laquelle il a produit les déclarations et rapports requis par les lois fiscales et il n'a pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu. Pour permettre une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de cette attestation à sa Soumission.

Si l'adjudication du Contrat survient après la période de validité de l'attestation jointe à la Soumission du plus bas Soumissionnaire conforme, ce dernier devra produire une attestation valide avant l'octroi du Contrat.

Tout Soumissionnaire n'ayant pas un établissement au Québec ou qui n'y exerce aucune activité ou qui n'y exploite pas une entreprise doit, en lieu et place d'une telle attestation, remplir et signer l'annexe D Absence d'établissement au Québec du CCAG et la présenter avec sa Soumission lorsqu'un accord de libéralisation des marchés conclu par le gouvernement du Québec est applicable.

### 2.12 RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

2.12.1 En déposant une Soumission, son signataire fait toutes les affirmations solennelles contenues au Règlement sur la gestion contractuelle (joint à l'annexe E du CCAG) adopté par la Ville en vertu de la Loi sur les cités et villes et souscrit à tous les engagements qui y sont prévus.

2.12.2 La Ville peut résilier le Contrat conclu avec l'Adjudicataire s'il est découvert après l'adjudication du Contrat que les affirmations solennelles faites par le signataire de la Soumission ne respectent pas les engagements prévus au Règlement sur la gestion contractuelle.

Dans une telle éventualité, l'Adjudicataire est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de la Soumission qu'il a présentée et le montant du Contrat que la Ville a conclu avec une autre personne pour compléter le Contrat, y compris tous les dommages résultant d'une telle résiliation.

**2.13 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Tout Soumissionnaire doit remplir et signer l'annexe S « Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11) du CCAG et la joindre à sa Soumission.

**2.13.1 Francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus**

De plus, en raison des obligations imposées par la Charte de la langue française concernant le processus de francisation des entreprises, un Soumissionnaire ayant un établissement au Québec qui, durant une période de 6 mois, emploie, au Québec, 50 personnes ou plus et auquel s'applique la section II du chapitre V du titre II de la Charte de la langue française (« Francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») doit, pour se voir adjuger un contrat, joindre à l'annexe S « Charte de la langue française » du CCAG, selon le scénario applicable ci-après, le document qui a été délivré par l'Office québécois de la langue française (OQLF) :

- a. un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF;

*Dans un tel cas, le nom du Soumissionnaire doit figurer dans la liste des entreprises certifiées par l'OQLF.*

- b. à défaut de détenir le document ci-haut, le Soumissionnaire doit fournir une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;
- c. à défaut de détenir l'un des 2 documents ci-haut, le Soumissionnaire doit fournir un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis l' « analyse de la situation linguistique » à l'OQLF;
- d. à défaut de détenir l'un des 3 documents ci-haut, le Soumissionnaire doit fournir une attestation d'inscription à l'OQLF datée de moins de trois (3) mois et doit remplir, dans le délai prescrit par la Charte de la langue française, les obligations en lien avec la transmission de l' « analyse de la situation linguistique » à l'OQLF.

Un Soumissionnaire ayant un établissement au Québec qui, durant une période de 6 mois, emploie, au Québec, 50 personnes ou plus et auquel s'applique la section II du chapitre V du titre II de la Charte de la langue française (« Francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») ne peut se voir adjuger un contrat si son nom figure sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'OQLF.

### 2.13.2 Francisation dans certaines autres entreprises

De plus, en raison des obligations imposées par la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11) concernant le processus de francisation des entreprises, un Soumissionnaire auquel s'applique la section III du chapitre V du titre II de la Charte de la langue française (« Francisation dans certaines autres entreprises ») doit, pour se voir adjuger un contrat, déclarer à l'annexe S « Charte de la langue française » du CCAG qu'il n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le Soumissionnaire a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

### **3 CONDITIONS RELATIVES À LA SOUMISSION**

#### **3.1 ACCEPTATION DES SOUMISSIONS**

- 3.1.1 La Ville n'est tenue d'accepter aucune Soumission.
- 3.1.2 La Ville n'est pas tenue de motiver l'acceptation ou le rejet d'une Soumission.
- 3.1.3 La Ville peut, s'il est de son intérêt, passer outre à tout vice de forme ou défaut mineur que peut contenir la Soumission et permettre, à sa discrétion, à tout Soumissionnaire de corriger sa Soumission dans la mesure où cette correction n'affecte pas le prix de sa Soumission, sous réserve de ce qui est prévu à l'article 3.8.1.2.
- 3.1.4 Le Soumissionnaire doit remédier à tel défaut et doit le corriger à la satisfaction de la Ville dans le délai indiqué par le Responsable de l'appel d'offres.
- 3.1.5 Le Soumissionnaire ne peut tirer avantage du fait qu'il n'a pas respecté une exigence des documents contractuels ou qu'il a négligé d'apporter, à la satisfaction de la Ville, une correction demandée pour se retirer ou se démettre de sa Soumission.

#### **3.2 SOUMISSION PRÉSENTÉE PAR UN CONSORTIUM**

La formation de consortium est interdite.

#### **3.3 ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE ET APTITUDE À SOUMISSIONNER**

- 3.3.1 La Ville se réserve la possibilité de refuser toute Soumission d'un Entrepreneur ou d'un Fournisseur, qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des Soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant de la part de la Ville ou dont l'un de ses Sous-traitants, le cas échéant, a fait l'objet d'une telle évaluation durant la même période.

La liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant est rendue publique sur le site Internet de la Ville ([Ville de Montréal/Services aux citoyens/Droits et réglementation/Diffusion proactive/Liste fournisseurs insatisfaisants](#)). Cette liste comprend également les entrepreneurs.

#### **3.4 RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

- 3.4.1 Le Responsable de l'Appel d'offres peut, après l'ouverture des Soumissions, requérir du Soumissionnaire tout document lui permettant de vérifier l'identité de ce dernier ainsi que toute information supplémentaire lui permettant d'évaluer ladite Soumission. Il peut aussi demander des informations additionnelles sur les prix soumis pour permettre la bonne compréhension de l'offre. Toutefois, ces informations ne modifient en rien le Formulaire de soumission, lequel prévaut en tout temps.
- 3.4.2 Le Soumissionnaire doit fournir, à la demande du Responsable de l'Appel d'offres, les renseignements et documents supplémentaires concernant sa Soumission.
- 3.4.3 Le Soumissionnaire qui fait défaut de fournir les renseignements ou documents requis par le Responsable de l'Appel d'offres est réputé en défaut, tel que précisé à l'article 7.1.1.b).

**3.5 RETRAIT OU MODIFICATION DES SOUMISSIONS**

- 3.5.1 Le Soumissionnaire ne peut ni modifier ni retirer sa Soumission après la date fixée pour l'ouverture des Soumissions et pour toute la durée de validité de la Soumission.
- 3.5.2 Après l'ouverture des Soumissions, le Responsable de l'Appel d'offres peut demander au Soumissionnaire de prolonger, par écrit, la durée de validité de sa Soumission. Si ce dernier accepte, il doit, au besoin, fournir à la Ville tous les documents requis en vertu du Cahier des charges avec la bonne durée de validité.

**3.6 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS**

- 3.6.1 La Soumission ainsi que les documents qui accompagnent ladite Soumission demeurent la propriété exclusive de la Ville et ne seront pas retournés au Soumissionnaire.
- 3.6.2 Le Cahier des charges ne devra pas être utilisé à d'autres fins que celles visées par l'Appel d'offres ni être publié, reproduit ou copié, en tout ou en partie.
- 3.6.3 Quiconque se procure un exemplaire du Cahier des charges s'engage à ne pas divulguer, de quelque façon que ce soit, en tout ou en partie, le contenu de ce document à quiconque n'est pas directement concerné par la préparation et la rédaction de la Soumission.

**3.7 ABSENCE DE CONTRAT**

- 3.7.1 Le Soumissionnaire reconnaît que sa Soumission ne constitue pas un Contrat, mais une simple proposition, formulée à la suite d'un Appel d'offres, qu'il soumet à la considération de la Ville.
- 3.7.2 Le Soumissionnaire reconnaît également qu'une Soumission ne lie pas la Ville, tant et aussi longtemps que le Contrat n'a pas été accordé par l'Autorité compétente.

**3.8 CONTRAT À PRIX UNITAIRES****3.8.1 Généralités**

- 3.8.1.1 Le prix inscrit à la section A) Sommaire du Formulaire de soumission a préséance et sert à déterminer la plus basse Soumission, sous réserve de la section 3.8.2
- 3.8.1.2 Le montant de la Soumission d'un Contrat à prix unitaires est la somme des Prix Globaux ajoutée à la somme des produits des Prix unitaires et des quantités indiquées à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission.

**3.8.2 Correction d'une erreur d'écriture ou de calcul**

- 3.8.2.1 La Ville peut corriger toute erreur d'écriture ou de calcul dans une Soumission et effectuer les ajustements qui en découlent. Cependant, le Prix unitaire soumis ne peut jamais être corrigé, mais peut être reconstitué conformément à l'article 3.8.3.
- 3.8.2.2 En cas d'erreur d'écriture ou de calcul à la section C) Bordereau de Soumission, le Prix unitaire, le Prix global ou le prix forfaitaire, selon le cas, prévaudra et la Soumission sera corrigée en conséquence.

3.8.2.3 Si la correction d'une erreur d'écriture ou de calcul a pour effet de changer l'ordre des Soumissionnaires, le Responsable de l'Appel d'offres en avise par écrit les Soumissionnaires concernés.

### 3.8.3 Reconstitution d'un Prix unitaire

Le Soumissionnaire doit compléter chaque élément de la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission, étant entendu que si le Soumissionnaire omet d'indiquer un Prix unitaire, la Ville peut le reconstituer en divisant le prix total présenté par la quantité indiquée par la Ville.

### 3.8.4 Frais généraux de chantier

#### 3.8.4.1 Généralités

L'Entrepreneur doit fournir un Prix global pour l'item Frais généraux de Chantier. Ce Prix global est limité à un maximum de sept pour cent (7,0%) de la valeur totale de la soumission, sans les taxes.

#### 3.8.4.2 Rejet

La Soumission de l'Entrepreneur est automatiquement rejetée si le prix à l'item Frais généraux de Chantier dépasse sept pour cent (7,0%) de la valeur totale de la soumission, sans les taxes.

#### 3.8.4.3 Paiement

Le mode de paiement de l'item Frais généraux de Chantier est déterminé au Cahier des clauses administratives spéciales.

Le montant de la Soumission à Prix unitaires est la somme des produits des Prix unitaires indiqués à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission par la quantité de chaque élément indiquée à cette section.

Le montant de la Soumission d'un Contrat à prix unitaires est la somme des Prix Globaux ajoutée à la somme des produits des Prix unitaires et des quantités indiquées à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission.

### 3.8.5 Quantités

3.8.5.1 Lorsque l'Entrepreneur, conformément au Contrat, exécute un travail à Prix unitaire ou fournit un bien, il n'a droit qu'au paiement des quantités de travaux réellement exécutés et de biens réellement fournis sans dépasser le maximum théorique payable établi dans la description des items aux documents techniques normalisés.

3.8.5.2 Les quantités indiquées à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission ne sont que des quantités estimées aux fins de l'évaluation des Soumissions. Les quantités réelles pourront être supérieures ou inférieures à celles indiquées dans la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission.



**3.9 CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE**

- 3.9.1 Le Prix forfaitaire soumis au Formulaire de Soumission est fixe et invariable bien que l'Ouvrage, les travaux ou les biens à fournir prévus au Cahier de charges aient exigé plus de travail ou aient coûté plus cher qu'il n'avait été prévu par le Soumissionnaire
- 3.9.2 Le Prix forfaitaire, comprend, notamment la fourniture des Matériaux, du matériel, des menus objets et de la main-d'œuvre, l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation, au parachèvement et, le cas échéant, à l'entretien de l'Ouvrage, ainsi que toutes les autres dépenses inhérentes et nécessaires à la fourniture des biens, à l'exécution des travaux et à l'accomplissement des obligations visées par le Contrat
- 3.9.3 Le prix inscrit à la section A) Sommaire du Formulaire de soumission a préséance et sert à déterminer la plus basse Soumission.
- 3.9.4 La répartition du Prix forfaitaire dans la ventilation des prix inscrits à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission est à titre indicatif seulement. Le Soumissionnaire doit prévoir, dans la détermination de son Prix forfaitaire, le coût de l'ensemble des travaux requis pour l'exécution du Contrat. Les coûts reliés à ces travaux ou à un élément non identifié ou omis par la Ville dans la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission doivent être inclus dans le prix de sa Soumission.
- 3.9.5 Le Prix forfaitaire comprend également les frais de douanes et les taxes, autres que celles sur les produits et services (TPS) et sur la taxe de vente du Québec (TVQ) qui doivent être indiquées séparément.
- 3.9.6 Les Frais généraux de chantier et les Frais d'administration doivent également être inclus au Prix forfaitaire et indiqués séparément tels que précisés dans la section C) Bordereau de prix ou bordereau de prix ventilé.

Le mode de paiement de ces items est déterminé au Cahier des clauses administratives spéciales.

- 3.9.7 Correction d'une erreur d'écriture ou de calcul

En tout état de cause, la Ville peut corriger une erreur d'écriture ou de calcul et effectuer les ajustements qui en découlent.

Si la correction d'une erreur d'écriture ou de calcul a pour effet de changer l'ordre des Soumissionnaires, le Directeur en avise par écrit les Soumissionnaires dont le rang serait ainsi changé. Ces Soumissionnaires sont réputés avoir accepté la correction s'ils ne communiquent pas leurs objections par écrit au Directeur dans les 48 heures de la réception de cet avis. Le Directeur prend connaissance des objections et fait part de sa décision aux Soumissionnaires.

- 3.9.8 Recours

Aucun recours ne peut être exercé contre la Ville du fait qu'elle exerce ou qu'elle n'exerce pas sa discrétion de corriger les erreurs d'écriture ou de calcul et de faire les ajustements au Prix de la soumission, et ce, même si le rang des Soumissionnaires est changé.

### 3.10 FORMATION

La Ville de Montréal a élaboré, en collaboration avec d'autres municipalités, une formation spécifique aux travaux d'infrastructures municipales. Le titre de la formation est : « *Gestion de la mise en œuvre des travaux d'infrastructures municipales* ».

Cette formation d'une durée de deux jours est dispensée par différents organismes. Cette formation est obligatoire pour le surintendant ou le chargé de projets ou le contremaître des entrepreneurs œuvrant sur les chantiers municipaux d'infrastructures souterraines.

L'Adjudicataire d'un contrat de travaux d'infrastructures municipales souterraines devra fournir les certifications de formation en « *Gestion de la mise en œuvre des travaux d'infrastructures municipales* » de son surintendant ou de son chargé de projet ou de son contremaître affectés aux travaux de ce contrat, et ce, avant la réunion de démarrage des travaux. L'Entrepreneur doit s'assurer d'avoir en tout temps au moins une personne en autorité sur le Chantier qui détient ladite certification. La certification s'applique aux personnes et non aux entreprises. La certification a une validité de cinq ans.

**Dans le cadre du présent appel d'offres, la formation « *Gestion de la mise en œuvre des travaux d'infrastructures municipales* » est** Obligatoire

#### 4 **REJET AUTOMATIQUE D'UNE SOUMISSION**

Toute Soumission ne satisfaisant pas à l'une ou à l'autre des conditions ci-dessous décrites sera jugée non conforme et sera automatiquement rejetée :

- a. Le Soumissionnaire doit s'être procuré lui-même et pour lui-même les documents d'Appel d'offres via le SEAO;
- b. Le Soumissionnaire doit avoir participé à une visite des lieux supervisée lorsque celle-ci est obligatoire;
- c. La Soumission doit être complétée sur le Formulaire de soumission de la Ville;
- d. Le Formulaire de soumission doit être signé;
- MOD-02 | e. La garantie de soumission doit être jointe à la Soumission et être conforme aux exigences prévues à l'article 2.10;
- f. La Soumission doit avoir été reçue à l'endroit prévu et avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions;
- g. Toute autre condition de conformité indiquée dans le Cahier des charges et pour laquelle il est indiqué que le non-respect entraîne le rejet automatique de la Soumission.
- MOD-01 | h. Le défaut de joindre la lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire conformément à l'annexe H constitue une non-conformité majeure entraînant le rejet de la soumission.

**5      DURÉE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS**

À compter de la date d'ouverture des Soumissions, toute Soumission est valide pour une durée de :

90 Jours calendrier

**6      ANALYSE DES SOUMISSIONS**

- a) La Ville procède à l'examen des Soumissions reçues en vérifiant l'admissibilité des Soumissionnaires et la conformité de leur Soumission;
- b) Sous réserves de l'article 3.1.1, le Contrat sera adjugé au Soumissionnaire ayant déposé la Soumission conforme la plus basse;
- c) En cas d'égalité des résultats de l'Appel d'offres, le Contrat est adjugé à la suite d'un tirage au sort.

## **7      DÉFAUT**

- 7.1.1    Après l'ouverture des Soumissions, le Soumissionnaire est réputé en défaut :
- a.    s'il modifie ou retire sa Soumission;  
      ou
  - b.    s'il refuse, néglige ou est incapable de fournir les documents, les renseignements requis dans le Cahier des charges ou les précisions demandées par le Responsable de l'Appel d'offres.
- 7.1.2    Dans les cas mentionnés à l'article 7.1.1, le Responsable de l'Appel d'offres précise à la caution, le cas échéant, la nature du défaut reproché au Soumissionnaire.
- 7.1.3    Le Soumissionnaire réputé en défaut au sens de l'article 7.1.1 est responsable envers la Ville de la différence entre le montant de sa Soumission et le montant du Contrat accordé à tout autre Soumissionnaire, y compris tous les dommages consécutifs à son défaut, tandis que la responsabilité financière de la caution est limitée au montant mentionné dans le cautionnement de soumission. La garantie de Soumission sera alors utilisée par la Ville, sans préjudice à ses autres droits et recours.

## **8      REMISE DES GARANTIES**

- 8.1.1    Après l'octroi du Contrat, à l'exception de celles fournies sous forme de cautionnement, les garanties de soumission seront remises sans intérêt aux Soumissionnaires dont les Soumissions n'auront pas été retenues.
- 8.1.2    Si la garantie de soumission de l'Adjudicataire est fournie sous la forme d'un chèque visé, la Ville l'encaissera après l'octroi du Contrat à titre de garantie d'exécution et de garantie pour les obligations de l'entrepreneur. Le remboursement de la garantie s'effectuera selon les modalités prévues à l'article 5.6.7 du CCAG.
- 8.1.3    Si la garantie de soumission de l'Adjudicataire est fournie sous la forme d'une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle (annexe C), celle-ci demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du délai de validité des soumissions. La lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle – Garantie de soumission (annexe C) est remise à l'Adjudicataire lorsque ce dernier aura fourni une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle – Garantie d'exécution (annexe Q) conforme à l'article 2.1.1.1 b) du CCAG.

## **9 CONFIDENTIALITÉ DES SOUMISSIONS**

Seuls les renseignements consignés la section A) Sommaire du Formulaire de soumission seront rendus publics, sans restrictions, lors de l'ouverture des Soumissions.

En conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), la Ville pourrait être appelée à communiquer, sur demande adressée au greffier de la Ville de Montréal, lorsque le Contrat est accordé par le comité exécutif, le conseil municipal ou le conseil d'agglomération, et aux secrétaires d'arrondissement lorsque le Contrat est accordé par un conseil d'arrondissement, certaines informations relatives à cet Appel d'offres, et ce, en conformité avec la procédure établie par cette loi.



**10     LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES**

Le Soumissionnaire doit respecter les dispositions de la Charte de la langue française et ses règlements. À cet égard, la Soumission doit être présentée en français et toute communication écrite ou verbale doit se faire en français.

## **11 PROCÉDURE SUR LA RÉCEPTION ET L'EXAMEN DES PLAINTES**

### **11.1 PROCÉDURE DE GESTION DES PLAINTES**

La procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication ou de l'attribution d'un contrat adoptée par la Ville conformément à l'article 573.3.1.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), peut être téléchargée sur le site Internet de la Ville au lien suivant :

[http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/prt\\_vdm\\_fr/media/documents/procedure\\_loi\\_108.pdf](http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/prt_vdm_fr/media/documents/procedure_loi_108.pdf)

### **11.2 RÈGLES DE PRÉSENTATION D'UNE PLAINTE**

Le Soumissionnaire ou toute Personne ayant un intérêt au sens de la Loi peut porter plainte auprès de la Ville relativement au présent Appel d'offres. La procédure à suivre pour déposer une plainte se trouve dans la Procédure de Gestion des Plaintes de la Ville.

Montréal 



Arrondissement de Montréal-Nord  
**Direction des services administratifs**  
4243, rue de Charlevoix  
Montréal (Québec) H1H 5R5

**SECTION II**  
**CAHIER DES**  
**CLAUSES**  
**ADMINISTRATIVES**  
**GÉNÉRALES**

Appel d'offres public  
N° **1140**  
Exécution de travaux  
14\_cahier\_charges\_20231017

## **SECTION II**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES**

Section à NE PAS retourner

# Cahier des clauses administratives générales

---

Exécution de travaux

Révision 11 septembre 2023

Modificatif n°	Date	Description	Préparé par
-	-	-	-

### **AVIS**

Le présent cahier doit être utilisé dans son intégralité. L'Entrepreneur doit tenir compte du fait que certaines clauses du présent cahier peuvent être complétées, modifiées ou annulées par d'autres documents du Cahier des charges. Une lecture diligente de tous les documents du Cahier des charges est nécessaire. Tout changement apporté au contenu du présent cahier est précisé dans un document distinct, soit dans les instructions aux Soumissionnaires, soit dans le cahier des clauses administratives spéciales.

L'utilisateur ou l'utilisatrice sont invités à faire part de toute suggestion ou de tout commentaire concernant l'application des clauses du présent cahier en remplissant l'annexe A Commentaires et propositions de modifications du CCAG et des IAS et en l'envoyant à [comiterevision@montreal.ca](mailto:comiterevision@montreal.ca). Tous les formulaires reçus seront étudiés afin que le comité de rédaction et de révision puisse apporter annuellement les modifications nécessaires au présent cahier, le cas échéant

### **AVANT-PROPOS**

Le présent document a été revu par le comité de révision, qui est formé des membres suivants

Alain Fiset, VSMPE	Isabel Serra, SAJ
Amar Sadoun, RDP-PAT	Marie-Hélène Juneau-Voyer, SAJ
Christian Marcoux, SE	Monya Ostiguy, SIRR
Dominic Vachon, SIRR	Vincent Leblanc, SGPI
Etienne Blais, SIRR	Vincent Thibault, SIRR
Jasmin Corbeil, SGPMRS	Yvan Péloquin, SIRR

Le texte comportant une ligne verticale en marge est un nouveau texte ou un texte modifié par rapport au document de la précédente émission.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>DÉFINITIONS .....</b>	<b>7</b>
1.1	ACTIVITÉ .....	7
1.2	ACTIVITÉ CRITIQUE .....	7
1.3	ADDENDA.....	7
1.4	ADJUDICATAIRE.....	7
1.5	APPEL D'OFFRES.....	7
1.6	AUTORITÉ COMPÉTENTE .....	7
1.7	AMF.....	7
1.8	AMP .....	7
1.9	BORDEREAU DE SOUMISSION .....	7
1.10	B.S.D.Q. ....	8
1.11	CAHIER DES CHARGES .....	8
1.12	CHANTIER .....	8
1.13	CHEMIN CRITIQUE .....	8
1.14	CONSORTIUM.....	8
1.15	CONTINGENCES .....	8
1.16	CONTRAT .....	9
1.17	CONTRAT À PRIX UNITAIRE .....	9
1.18	CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE .....	9
1.19	DESSINS D'ATELIER .....	9
1.20	DIRECTEUR .....	9
1.21	ÉCHÉANCIER.....	9
1.22	ENTREPRENEUR.....	9
1.23	FICHES TECHNIQUES.....	9
1.24	FORMULAIRE DE SOUMISSION.....	9
1.25	FOURNISSEUR .....	10
1.26	FRAIS D'ADMINISTRATION .....	10
1.27	FRAIS GÉNÉRAUX DE CHANTIER .....	10
1.28	INSPECTION .....	10
1.29	JOUR OUVRABLE .....	10
1.30	JOUR CALENDRIER .....	10
1.31	MAIN-D'ŒUVRE .....	10
1.32	MATÉRIAUX .....	10
1.33	MATÉRIEL .....	11
1.34	MODIFICATIF .....	11
1.35	NORMES.....	11
1.36	OUVRAGE .....	11
1.37	PRIX FORFAITAIRE OU PRIX GLOBAL.....	11
1.38	PRIX UNITAIRE .....	11
1.39	PROFESSIONNEL DÉSIGNÉ .....	11
1.40	RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE (RGC).....	11
1.41	REPRÉSENTANT DÉSIGNÉ.....	11
1.42	RÉSEAUX TECHNIQUES URBAINS (RTU) .....	11
1.43	RESPONSABLE DE L'APPEL D'OFFRES.....	11



1.44	SEAO .....	12
1.45	SOUMISSION .....	12
1.46	SOUMISSIONNAIRE .....	12
1.47	SOUS-CONTRAT VISÉ .....	12
1.48	SOUS-TRAITANT .....	12
1.49	TRAVAUX DE JOUR.....	12
1.50	TRAVAUX DE NUIT .....	12
1.51	TRAVAUX DIFFÉRÉS.....	12
1.52	TRAVAUX EN CONTINU .....	12
1.53	VILLE.....	13
1.54	VISA .....	13
<b>2</b>	<b>GARANTIE D'EXÉCUTION ET GARANTIE DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DES MATÉRIAUX ET SERVICES .....</b>	<b>14</b>
2.1	CONDITIONS GÉNÉRALES.....	14
2.1.1	CONDITIONS RELATIVES À LA GARANTIE D'EXÉCUTION ET À LA GARANTIE DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DES MATÉRIAUX ET SERVICES .....	14
2.1.2	DÉFAUT .....	15
2.2	AUTRES CONDITIONS .....	15
<b>3</b>	<b>ASSURANCES.....</b>	<b>16</b>
3.1	CONDITIONS GÉNÉRALES.....	16
3.1.1	GÉNÉRALITÉS .....	16
3.1.2	ASSURANCE – RESPONSABILITÉ CIVILE .....	16
3.1.3	ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE FORMULE DES NON-PROPRIÉTAIRES.....	16
3.1.4	ASSURANCE CHANTIER FORMULE ÉTENDUE .....	16
3.1.5	DÉFAUT .....	17
<b>4</b>	<b>DISPOSITIONS CONTRACTUELLES.....</b>	<b>18</b>
4.1	GÉNÉRALITÉS .....	18
4.1.1	LIEU DE FORMATION DU CONTRAT .....	18
4.1.2	REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRENEUR .....	18
4.1.3	INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS .....	18
4.2	APPLICATIONS ET EXEMPTIONS.....	20
4.2.1	LOIS .....	20
4.2.2	LICENCE D'ENTREPRENEUR .....	20
4.2.3	PERMIS, CERTIFICATS ET AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC .....	20
4.2.4	TAXES.....	21
4.2.5	EXEMPTIONS, SUBVENTIONS ET RABAIS .....	21
4.2.6	BREVETS ET DROITS D'AUTEUR .....	22
4.2.7	FORMATION.....	22
4.2.8	EXIGENCES POUR LES DOCUMENTS À SOUMETTRE.....	23
4.3	RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR .....	23
4.3.1	EXÉCUTION DU CONTRAT .....	23
4.3.2	CESSION .....	23
4.3.3	SOUS-TRAITANCE.....	24
4.3.4	LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL.....	25
4.3.5	EXPLOSIFS .....	27
4.3.6	PROTECTION.....	27
4.3.7	ARCHÉOLOGIE .....	30
4.3.8	MESURES D'URGENCE .....	30

4.3.9	COMPTABILITÉ ET CONTRÔLE .....	30
4.3.10	RECOURS ET RESPONSABILITÉS .....	31
4.3.11	RÉCLAMATIONS, COMPENSATION ET RETENUES .....	32
4.3.12	RESPECT DE LA PERSONNE ET DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS.....	33
4.4	PROCESSUS D'ÉVALUATION DU RENDEMENT DE L'ADJUDICATAIRE.....	33
4.4.1	GÉNÉRALITÉS .....	33
4.4.2	ÉVALUATION.....	34
4.4.3	GRILLE D'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE.....	34
4.4.4	AVIS DE REDRESSEMENT .....	35
4.4.5	TRANSMISSION D'UNE ÉVALUATION DE RENDEMENT INSATISFAISANT .....	35
4.5	DÉFAUT – RÉSILIATION .....	35
4.5.1	DÉFAUT DE L'ENTREPRENEUR .....	35
4.5.2	RÉSILIATION.....	37
<b>5</b>	<b>TRAVAUX.....</b>	<b>38</b>
5.1	EXÉCUTION .....	38
5.1.1	DÉBUT DES TRAVAUX ET AUTORITÉ DU DIRECTEUR .....	38
5.1.2	EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	38
5.1.3	ALIGNEMENTS ET NIVEAUX.....	39
5.1.4	DESSINS D'ATELIER, FICHES TECHNIQUES ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR EXAMEN.....	39
5.1.5	PLANS ANNOTÉS PAR L'ENTREPRENEUR (ANCIENNEMENT TEL QUE CONSTRUIT OU TQC).....	42
5.1.6	PLANS DE LOCALISATION DES INFRASTRUCTURES .....	43
5.1.7	ÉCHÉANCIER D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ET PLANIFICATION HEBDOMADAIRE .....	43
5.1.8	DÉLAI DE RÉALISATION DES TRAVAUX .....	44
5.1.9	MODIFICATION APPORTÉE AUX DÉLAIS .....	44
5.1.10	INSTRUCTION DE CHANTIER .....	45
5.1.11	GESTION DES CHANGEMENTS.....	46
5.1.12	PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS .....	49
5.1.13	SUSPENSION DES TRAVAUX .....	51
5.1.14	PÉNALITÉS.....	52
5.1.15	TRAVAUX SIMULTANÉS .....	53
5.1.16	MAINTIEN DE LA CIRCULATION .....	53
5.1.17	TRAVAUX NON CONFORMES.....	53
5.1.18	FERMETURE D'EAU 54	
5.1.19	USAGE DES BORNES D'INCENDIE .....	54
5.1.20	TRAVAUX DURANT LA PÉRIODE DE DÉGEL .....	54
5.1.21	TRAVAUX DIFFÉRÉS .....	54
5.2	MAIN-D'ŒUVRE ET SALAIRES.....	55
5.2.1	HEURES SUPPLÉMENTAIRES DE TRAVAIL.....	55
5.2.2	CHANGEMENT DU COÛT DE LA MAIN-D'ŒUVRE.....	55
5.2.3	Ajustement du prix du carburant .....	55
5.3	MATÉRIAUX .....	58
5.3.1	MATÉRIAUX SPÉCIFIÉS .....	58
5.3.2	DEMANDE D'ÉQUIVALENCE .....	58
5.3.3	CONTRÔLE QUALITATIF .....	59
5.4	MATIÈRES CONTAMINÉES .....	59
5.4.1	ANALYSE.....	59
5.5	SÉCURITÉ, PROTECTION, ENVIRONNEMENT ET PROPRETÉ .....	60
5.5.1	SÉCURITÉ ET PROTECTION.....	60
5.5.2	ENVIRONNEMENT.....	61
5.5.3	ÉVACUATION ET DISPOSITION DES OBJETS, MATÉRIAUX, APPAREILS OU ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX ET AUTRES.....	62

5.5.4	PROPRETÉ DU CHANTIER ET DES RUES AVOISINANTES.....	63
5.5.5	NETTOYAGE FINAL.....	63
5.6	PAIEMENTS, RÉCEPTIONS ET GARANTIES .....	64
5.6.1	DEMANDES DE PAIEMENT : DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	64
5.6.2	DÉCOMPTES PROGRESSIFS .....	65
5.6.3	RÉCEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX .....	66
5.6.4	DÉFICIENCES ET TRAVAUX À COMPLÉTER .....	68
5.6.5	DÉCOMPTÉ FINAL.....	68
5.6.6	PAIEMENT DES TRAVAUX DIFFÉRÉS .....	70
5.6.7	LIBÉRATION DES RETENUES ET GARANTIES .....	70
5.6.8	GARANTIE D'ENTRETIEN DES TRAVAUX .....	71
5.6.9	PÉRIODE DE GARANTIE D'ENTRETIEN DES TRAVAUX .....	71
5.6.10	ENTRETIEN DURANT LA PÉRIODE DE GARANTIE.....	71
5.6.11	RÉCEPTION DÉFINITIVE DES TRAVAUX.....	71
5.6.12	DÉCOMPTÉ DÉFINITIF.....	72
<b>6</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>73</b>
6.1	ANNEXE A: COMMENTAIRES ET PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS DU CCAG, DES IAS ET DES DTN .....	73
6.2	ANNEXE B: CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT.....	76
6.3	ANNEXE C: LETTRE DE GARANTIE BANCAIRE IRRÉVOCABLE ET INCONDITIONNELLE .....	80
6.4	ANNEXE D: FORMULAIRE D'ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC.....	83
6.5	ANNEXE E: RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE.....	85
6.6	ANNEXE F: CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION .....	123
6.7	ANNEXE G: CAUTIONNEMENT DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE, DES MATÉRIAUX ET SERVICES .....	126
6.8	ANNEXE H: LETTRE D'INTENTION D'ASSURER UN SOUMISSIONNAIRE.....	130
6.9	ANNEXE I: CERTIFICAT D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE.....	133
6.10	ANNEXE J: CERTIFICAT D'ASSURANCE CHANTIER FORMULE ÉTENDUE .....	137
6.11	ANNEXE K1: FORMULAIRE 1: DEMANDE DE CHANGEMENT .....	141
6.12	ANNEXE K2: FORMULAIRE 2: ORDRE DE CHANGEMENT.....	142
6.13	ANNEXE M: QUITTANCE PARTIELLE .....	144
6.14	ANNEXE N : QUITTANCE FINALE .....	147
6.15	ANNEXE O: DÉCLARATION SOLENNELLE DES DÉCOMPTES PROGRESSIFS.....	150
6.16	ANNEXE S: CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE .....	152

## **1 DÉFINITIONS**

Dans le présent document, lorsque les termes ci-dessous comportent une majuscule, ils ont le sens suivant :

### **1.1 ACTIVITÉ**

Tâche faisant partie intégrante de l'Échéancier qui doit être exécutée pour réaliser l'Ouvrage.

### **1.2 ACTIVITÉ CRITIQUE**

Tâche faisant partie intégrante de l'Échéancier et ayant une marge nulle.

### **1.3 ADDENDA**

Document émis par la Ville et transmis via le SEAO modifiant le Cahier des charges avant l'ouverture des Soumissions.

### **1.4 ADJUDICATAIRE**

Soumissionnaire auquel le Contrat a été octroyé.

### **1.5 APPEL D'OFFRES**

Processus tenu par la Ville pour manifester son intention de faire exécuter des travaux et pour recevoir des offres quant à l'exécution de ces travaux.

### **1.6 AUTORITÉ COMPÉTENTE**

Instance municipale qui a le pouvoir d'octroyer ou de résilier le Contrat selon les compétences et les seuils autorisés en vertu de la charte et des règlements de la Ville de Montréal, tels que le comité exécutif, le conseil municipal, le conseil d'agglomération ou les conseils d'arrondissement.

### **1.7 AMF**

Autorité des marchés financiers : Organisme mandaté par le gouvernement du Québec pour encadrer le secteur financier québécois et prêter assistance aux consommateurs de produits et services financiers.

### **1.8 AMP**

Autorité des marchés publics : Organisme gouvernemental neutre et indépendant qui a comme principal rôle la surveillance des marchés publics et l'application des lois et des règlements encadrant les contrats publics au Québec. Son rôle de surveillance vise le secteur public, les réseaux de la santé et de l'éducation, les sociétés d'État et les organismes municipaux.

### **1.9 BORDEREAU DE SOUMISSION**

Section C) du Formulaire de soumission, comprenant le Bordereau de prix dans le cas d'un Contrat à Prix unitaires ou le Bordereau de prix ventilé des travaux dans le cas d'un Contrat à prix forfaitaire.

**1.10 B.S.D.Q.**

Bureau des soumissions déposées du Québec. Organisme privé dont la mission est de recevoir et d'acheminer des Soumissions d'entrepreneurs spécialisés dans l'industrie de la construction au Québec.

**1.11 CAHIER DES CHARGES**

Ensemble des documents de l'Appel d'offres fournis par la Ville, soit :

- Les Addendas;
- Les instructions aux Soumissionnaires;
- Le Formulaire de soumission;
- Les plans et devis spécifiques de l'Appel d'offres;
- Le cahier des clauses administratives spéciales (CCAS);
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG);
- Les devis techniques spéciaux;
- Les devis et documents techniques normalisés;
- Les plans et dessins normalisés.

**1.12 CHANTIER**

Emplacement où sont exécutés les travaux, ainsi que les lieux utilisés à proximité du Chantier pour les installations temporaires ou pour le dépôt de Matériaux ou de Matériel.

**1.13 CHEMIN CRITIQUE**

Suite d'Activités critiques ininterrompues du début à la fin du Contrat et faisant partie intégrante de l'Échéancier des travaux. La somme de la durée de toutes les Activités critiques faisant partie du Chemin critique doit être visible à l'Échéancier des travaux et doit respecter le délai de réalisation du Contrat prévu à l'article 5.1.8.

**1.14 CONSORTIUM**

Regroupement d'entreprises, de personnes ou de sociétés non organisées juridiquement liées par une entente, qui présente une Soumission en vue d'obtenir un contrat et pour lequel chacune des entreprises, des personnes ou des sociétés demeure responsable des obligations découlant du Contrat.

**1.15 CONTINGENCES**

Situation qui survient dans le cadre de l'exécution d'un contrat, qui requiert une modification qui constitue un accessoire au Contrat et n'en change pas la nature et que le Directeur autorise l'Entrepreneur à exécuter ou à fournir en signant une demande de changement exécutoire ou un ordre de changement.

**1.16 CONTRAT**

Le Cahier des charges, la Soumission et la résolution de la Ville acceptant la Soumission du plus bas Soumissionnaire conforme ou, selon le cas, la lettre du fonctionnaire autorisé à accepter cette Soumission.

**1.17 CONTRAT À PRIX UNITAIRE**

Contrat dans lequel les items sont présentés dans le Bordereau de soumission pour lesquels des Prix unitaires sont soumis.

**1.18 CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE**

Contrat dans lequel l'ensemble des travaux et prestations est détaillé et pour lequel un Prix forfaitaire est soumis.

**1.19 DESSINS D'ATELIER**

Les dessins d'atelier désignent les dessins de conception d'ingénierie ou d'architecture que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail les Matériaux, les dimensions, les détails d'assemblage ou de construction d'une partie de l'Ouvrage visé.

**1.20 DIRECTEUR**

Directeur responsable de la gestion du Contrat ou son Représentant désigné.

**1.21 ÉCHÉANCIER**

Réseau d'Activités dépendantes, associées à des délais estimés et à des jalons, qui illustre la durée totale de la réalisation de l'Ouvrage. L'Échéancier d'exécution des travaux est élaboré selon le modèle de Gantt ou tout autre modèle indiqué dans le cahier des clauses administratives spéciales, le cas échéant.

**1.22 ENTREPRENEUR**

Personne physique, société ou personne morale, ainsi que ses représentants, ses successeurs ou ses ayants droit, retenue à titre d'Adjudicataire pour réaliser le Contrat.

**1.23 FICHES TECHNIQUES**

Les fiches techniques désignent les documents de produits manufacturés tels que des illustrations, des dépliants, des graphiques de rendement, des extraits de catalogue et d'autres types de documents que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'Ouvrage visé.

**1.24 FORMULAIRE DE SOUMISSION**

Ensemble de documents à remettre au dépôt de la Soumission, qui inclut, sans s'y limiter, les sections suivantes :

A) Page sommaire;

B) Résumé du Bordereau de prix;

C) Bordereau de prix ou bordereau de prix ventilé.

**1.25 FOURNISSEUR**

Personne physique, société ou personne morale, ainsi que ses représentants, ses successeurs ou ses ayants droit, retenue pour fournir des Matériaux ou du Matériel.

**1.26 FRAIS D'ADMINISTRATION**

Les Frais d'administration sont les frais indirects indépendants du chantier qui doivent être supportés par l'Entrepreneur, tels que le bureau-chef de l'Entrepreneur et les charges associées (mobilier, chauffage, frais de connexion, hypothèque, etc.), le personnel de direction, le personnel clérical, les estimations, les frais de financement, juridiques, comptables, les honoraires professionnels, les frais accessoires en lien avec des cotisations, frais d'adhésion professionnel, certifications, ainsi que les profits.

**1.27 FRAIS GÉNÉRAUX DE CHANTIER**

Les Frais généraux de chantier sont les frais directement reliés aux activités de chantier qui doivent être supportés par l'Entrepreneur. Ces frais incluent, sans s'y limiter, les assurances et les garanties exigées au cahier des charges, les permis et frais associés, les mobilisations et les démobilisations prévues au contrat, les activités préparatoires aux visites de réception, le plan de santé et sécurité et l'agent de prévention, si requis, la surintendance et la gérance du projet, les inspections vidéo des secteurs affectés par le Chantier, les installations temporaires de l'Entrepreneur et la remise en état des lieux.

**1.28 INSPECTION**

Activité de surveillance visant à assurer la conformité des Matériaux et des travaux par rapport aux Normes et au Cahier des charges et qui s'exerce au moyen d'observations visuelles méthodiques ou de méthodes reconnues des éléments d'un Ouvrage chez l'Entrepreneur, ses Sous-traitants ou ses Fournisseurs, ou encore au Chantier.

**1.29 JOUR OUVRABLE**

Jour autre qu'un samedi, un dimanche, un jour férié ou un jour de vacances annuelles prévu dans les décrets de l'industrie de la construction.

**1.30 JOUR CALENDRIER**

Tous les jours de la semaine, incluant le samedi et le dimanche, les jours fériés ainsi que les jours de vacances annuelles prévus dans les décrets de l'industrie de la construction.

**1.31 MAIN-D'ŒUVRE**

Toute personne que l'Entrepreneur affecte directement à l'exécution du Contrat notamment, les salariés, contremaîtres, chefs d'équipe, sous-traitants, mais excluant les personnes énumérées dans les définitions aux articles Frais d'administration et Frais généraux de chantier.

**1.32 MATÉRIAUX**

Tout ce qui, pour exécuter l'Ouvrage, y est incorporé ou doit l'être.

**1.33 MATÉRIEL**

Outils, outillage, instruments, appareils, machinerie et véhicules nécessaires à l'exécution des travaux et qui ne sont pas incorporés à l'Ouvrage.

**1.34 MODIFICATIF**

Modification apportée à un document avant une ré-émission officielle.

**1.35 NORMES**

Ensemble des règles établies par un organisme compétent concernant la fabrication d'un objet ou l'utilisation d'un procédé.

**1.36 OUVRAGE**

Ensemble des travaux que l'Entrepreneur doit réaliser aux termes du Contrat.

**1.37 PRIX FORFAITAIRE OU PRIX GLOBAL**

Prix unique, fixe et invariable, pour un ensemble déterminé de travaux et de prestations.

**1.38 PRIX UNITAIRE**

Prix fixe et invariable qui s'applique à un élément du Bordereau de prix dont les quantités sont indiquées à titre estimatif.

**1.39 PROFESSIONNEL DÉSIGNÉ**

Employé d'une personne morale, société ou personne physique qui exploite une entreprise individuelle, œuvrant en architecture, en architecture du paysage ou en ingénierie ou en gestion de projet, qui est mandatée par la Ville pour concevoir l'Ouvrage en tout ou en partie, ou en assurer la surveillance des travaux ou la gestion du projet.

**1.40 RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE (RGC)**

Règlement sur la gestion contractuelle adopté par la Ville en vertu de la Loi sur les cités et villes.

**1.41 REPRÉSENTANT DÉSIGNÉ**

Employé de la Ville qui est nommé par le directeur responsable de la gestion du Contrat lors de la transmission à l'Entrepreneur de la lettre d'octroi de contrat ou dans l'ordre de débiter les travaux.

**1.42 RÉSEAUX TECHNIQUES URBAINS (RTU)**

Ensemble des réseaux souterrains ou aériens de télécommunication et d'énergie – réseaux de gaz, d'électricité et de chauffage urbain.

**1.43 RESPONSABLE DE L'APPEL D'OFFRES**

Personne qui est désignée et autorisée à répondre aux questions pendant la période de soumission, et ce, jusqu'à l'octroi du Contrat.



**1.44 SEO**

Système électronique d'appel d'offres.

**1.45 SOUMISSION**

Ensemble des renseignements et des documents présentés par un Soumissionnaire dans le cadre du présent Appel d'offres en vue de l'obtention du Contrat.

**1.46 SOUMISSIONNAIRE**

Personne physique ou morale, ou société, qui complète, signe et dépose une Soumission.

**1.47 SOUS-CONTRAT VISÉ**

Pour les Contrats visés par le Décret 1049-2013 ou le Décret 795-2014, tout sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat et dont la dépense est égale ou supérieure à 25 000 \$ pour :

- des travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de réparation ou de rénovation en matière de voirie, d'égout ou d'aqueduc;
- des services reliés à un contrat de travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de réparation ou de rénovation en matière de voirie, d'égout ou d'aqueduc;
- la fourniture d'enrobés bitumineux;

ou

- Pour les Contrats visés par les Décrets 796-2014 et 435-2015, tout sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat et dont la dépense est égale ou supérieure à 1 000 000 \$ s'il s'agit d'un sous-contrat de services ou dont la dépense est égale ou supérieure à 5 000 000 \$ s'il s'agit d'un sous-contrat de travaux de construction.

**1.48 SOUS-TRAITANT**

Une personne morale, société, coopérative ou personne physique qui exploite une entreprise individuelle, qui fournit des Matériaux ou exécute des services ou des travaux directement ou indirectement pour le compte et selon les directives de l'Entrepreneur en vertu d'un sous-contrat.

**1.49 TRAVAUX DE JOUR**

Travaux exécutés durant la période comprise entre 7h00 et 19h00 pendant laquelle l'Entrepreneur effectue des travaux.

**1.50 TRAVAUX DE NUIT**

Travaux exécutés durant la période comprise entre 19h00 et 7h00 pendant laquelle l'Entrepreneur effectue des travaux.

**1.51 TRAVAUX DIFFÉRÉS**

Travaux qui, sur autorisation du Directeur, sont complétés après la réception provisoire totale des travaux.

**1.52 TRAVAUX EN CONTINU**

Travaux que l'Entrepreneur doit exécuter sans interruption selon l'horaire prévu au CCAS.

**1.53 VILLE**

La Ville de Montréal, incluant ses arrondissements

**1.54 VISA**

Étampe portant la signature du Directeur ou d'un Professionnel désigné, apposée sur les documents soumis par l'Entrepreneur pour attester qu'il a pris connaissance et examiné ces documents, mais uniquement en regard de leur conformité générale au Cahier des charges.

## **2 GARANTIE D'EXÉCUTION ET GARANTIE DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DES MATÉRIAUX ET SERVICES**

### **2.1 CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **2.1.1 CONDITIONS RELATIVES À LA GARANTIE D'EXÉCUTION ET À LA GARANTIE DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DES MATÉRIAUX ET SERVICES**

2.1.1.1 Pour les Contrats dont le total de la Soumission incluant les taxes est inférieur à 500 000 \$ :

a) Lorsque la garantie est fournie sous forme de chèque visé :

- Le chèque doit être fait à l'ordre de la Ville et tiré sur une institution financière autorisée à faire affaire au Québec, pour une somme équivalant à 10 % de la valeur du montant du Contrat, incluant les taxes;
- La Ville encaissera le chèque joint à la Soumission après l'octroi du Contrat. Le remboursement de la garantie s'effectuera selon les modalités prévues à l'article 5.6.7.2.2;
- En tout temps, après l'octroi du Contrat, l'Entrepreneur peut remplacer la garantie donnée sous forme de chèque visé par un cautionnement d'exécution de Contrat et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services conformes au paragraphe 2.1.1.1.c);

b) Lorsque la garantie est fournie sous forme de lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle :

- La lettre doit être fournie par l'Entrepreneur dans les 15 jours calendrier suivant l'Adjudication du Contrat et être conforme à l'annexe Q du CCAG;
- La lettre doit être payable à la première demande nonobstant tout litige, être émise par une institution financière autorisée à faire affaire au Québec et encaissable dans la Ville de Montréal, pour une somme équivalant à 10 % de la valeur du montant du Contrat, incluant les taxes;
- La remise de la lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle, par la Ville à l'Entrepreneur, s'effectuera selon les modalités de l'article 5.6.7.2.3;
- En tout temps, après l'octroi du Contrat, l'Entrepreneur peut remplacer la garantie donnée sous forme de lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle par un cautionnement d'exécution de Contrat et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services conformes au paragraphe 2.1.1.1.c);

c) Lorsque la garantie est fournie sous forme de cautionnement :

- L'Entrepreneur doit fournir la garantie d'exécution du Contrat et la garantie de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services sous la forme de cautionnements conformes aux annexes F et G du CCAG, dans les quinze (15) Jours calendrier suivant l'adjudication du Contrat. Chacun de ces cautionnements doit protéger la Ville pour une somme équivalant à 50 % du montant total du Contrat, incluant les taxes.;
- Les cautionnements doivent être émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenir une autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1). Elle doit être dûment autorisée à faire affaire au Canada et avoir un établissement au Québec.

2.1.1.2 Pour les Contrats dont le total de la Soumission, incluant les taxes, est égal ou supérieur à 500 000 \$, les garanties doivent être fournies sous forme de cautionnements :

- L'Entrepreneur doit fournir la garantie d'exécution du Contrat et la garantie de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services sous la forme de cautionnements conformes aux annexes F et G du CCAG, dans les quinze (15) Jours calendrier suivant l'adjudication du Contrat. Chacun de ces cautionnements doit protéger la Ville pour une somme équivalant au moins à 50 % du montant total du Contrat, incluant les taxes;
- Les cautionnements doivent être émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenir une autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1). Elle doit être dûment autorisée à faire affaire au Canada et avoir un établissement au Québec.
- Toute dépense occasionnée du fait de l'utilisation de ces garanties est à la charge de l'Entrepreneur.

2.1.1.3 Divulgarion du cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services

- L'Entrepreneur doit informer ses Sous-traitants de l'existence du cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services en affichant une copie du cautionnement à un endroit visible et accessible à tous les Sous-traitants sur le Chantier ou en faisant parvenir, par la méthode de son choix, une copie du cautionnement à l'ensemble des Sous-traitants affectés au présent Contrat.
- Sur demande du Directeur, l'Entrepreneur doit démontrer que les informations relatives au cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services ont été transmises aux Sous-traitants.

## 2.1.2 DÉFAUT

2.1.2.1 Après l'octroi du Contrat, l'Entrepreneur est réputé en défaut s'il refuse, néglige ou est incapable de fournir, dans les délais prévus, les garanties et les autres documents et renseignements requis dans le Cahier des charges.

2.1.2.2 Dans le cas mentionné à l'article 2.1.2.1, le Directeur avise l'Entrepreneur du défaut reproché et lui donne l'ordre d'y remédier immédiatement, ainsi qu'à la caution, le cas échéant. Si, dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la réception de cet avis, l'Entrepreneur ou la caution n'obtempère pas à cet ordre, la Ville peut résilier le Contrat.

2.1.2.3 L'Entrepreneur dont le Contrat est résilié est responsable envers la Ville de la différence entre le montant de sa Soumission et le montant du Contrat accordé à tout autre entrepreneur, en plus de tous les autres dommages consécutifs à son défaut, tandis que la responsabilité financière de la caution est limitée au montant mentionné dans les cautionnements fournis. Toutefois, si la résiliation découle du défaut de la caution de fournir les cautionnements requis en violation des lettres d'engagement à cet effet fournis avec la Soumission de l'Entrepreneur, la caution est solidairement responsable avec l'Entrepreneur de tous les dommages subis par la Ville.

## 2.2 AUTRES CONDITIONS

Les conditions particulières liées aux garanties sont contenues dans les formulaires présentés en annexe.

### **3 ASSURANCES**

#### **3.1 CONDITIONS GÉNÉRALES**

##### **3.1.1 GÉNÉRALITÉS**

- 3.1.1.1 Les contrats d'assurance doivent être émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenant une autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1). Elle doit être dûment autorisée à faire affaire au Canada et avoir un établissement au Québec.
- 3.1.1.2 Lorsque des garanties et limites additionnelles sont demandées au-delà des limites minimales prévues aux articles 3.1.2.1 et 3.1.3.1, elles sont précisées au CCAS, le cas échéant.
- 3.1.1.3 Les contrats d'assurances de responsabilité civile, de responsabilité civile automobile formule des non-propriétaires (FPQ no 6) et de chantier formule étendue doivent être en vigueur à compter de la date du début des travaux jusqu'à la réception définitive des travaux.

##### **3.1.2 ASSURANCE – RESPONSABILITÉ CIVILE**

- 3.1.2.1 L'Entrepreneur doit fournir au Directeur, au plus tard quinze (15) Jours calendrier avant le début des travaux, une copie du certificat d'assurance de responsabilité civile pour la Ville d'une limite minimale de deux millions de dollars (2 000 000 \$) pour chaque sinistre ou événement. Le contrat d'assurance doit offrir des garanties au moins équivalentes à celles offertes par le formulaire BAC 2100 du Bureau d'assurance du Canada.
- 3.1.2.2 La Ville de Montréal doit être désignée comme assurée additionnelle du contrat d'assurance, à l'exclusion de toute autre personne, et l'Entrepreneur doit fournir le certificat d'assurance responsabilité civile de la Ville de Montréal sur le formulaire prévu à cet effet à l'annexe I dûment signé par le représentant autorisé de l'assureur. Aucune modification au libellé du texte ne peut être apportée au formulaire fourni par la Ville.

##### **3.1.3 ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE FORMULE DES NON-PROPRIÉTAIRES**

- 3.1.3.1 Le certificat d'assurance fourni par l'Entrepreneur à l'article 3.1.2 doit inclure une garantie d'assurance automobile (formule des non-propriétaires, FPQ no 6) d'une limite minimale de deux millions de dollars (2 000 000 \$) à chaque sinistre ou événement.

##### **3.1.4 ASSURANCE CHANTIER FORMULE ÉTENDUE**

- 3.1.4.1 Lorsque requis dans le CCAS, l'Entrepreneur doit fournir au Directeur, au plus tard quinze (15) Jours calendrier avant le début des travaux, une copie du certificat d'assurance chantier formule étendue au montant de la valeur du Contrat, incluant les taxes et les Contingences. La valeur de la couverture de l'assurance chantier formule étendue devra être ajustée en cours de projet, le cas échéant, pour couvrir la valeur des Contingences ajoutées au Contrat. La police d'assurance doit inclure, lorsque spécifié au CCAS, la valeur des structures existantes.

3.1.4.2 L'Entrepreneur doit fournir un certificat d'assurance sur le formulaire prévu à cet effet à l'annexe J dûment signé par le représentant autorisé de l'assureur. Aucune modification au libellé du texte ne peut être apportée au formulaire fourni par la Ville.

3.1.4.3 La Ville de Montréal, le Professionnel désigné, les Sous-traitants et les Fournisseurs doivent être nommés comme assurés dans ce contrat d'assurance.

### 3.1.5 DÉFAUT

3.1.5.1 Après l'octroi du Contrat, l'Entrepreneur est réputé en défaut s'il refuse, néglige ou est incapable de fournir, dans les délais prévus, les contrats d'assurance et les autres documents et renseignements requis dans le Cahier des charges.

3.1.5.2 Dans le cas mentionné à l'article 3.1.5.1, le Directeur avise l'Entrepreneur du défaut reproché et lui donne l'ordre d'y remédier immédiatement, ainsi qu'à la caution, le cas échéant. Si, dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la réception de cet avis, l'Entrepreneur n'obtempère pas à cet ordre, la Ville peut résilier le Contrat.

3.1.5.3 L'Entrepreneur dont le Contrat est résilié est responsable envers la Ville de la différence entre le montant de sa Soumission et le montant du Contrat accordé à tout autre entrepreneur, en plus de tous les autres dommages consécutifs à son défaut, tandis que la responsabilité financière de la caution est limitée au montant mentionné dans les cautionnements fournis.

## **4 DISPOSITIONS CONTRACTUELLES**

### **4.1 GÉNÉRALITÉS**

#### **4.1.1 LIEU DE FORMATION DU CONTRAT**

- 4.1.1.1 Le Contrat est formé à Montréal à la date où il est dûment approuvé par l'Autorité compétente et il est régi par les lois du Québec. En conséquence, toute procédure doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

#### **4.1.2 REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRENEUR**

- 4.1.2.1 L'Entrepreneur doit fournir au Directeur le nom et l'adresse complète d'un représentant dûment autorisé. L'Entrepreneur doit informer la Ville, au moyen d'un avis transmis par courrier recommandé ou par courriel avec accusé de réception, de tout changement d'identité ou d'adresse du représentant ainsi désigné.
- 4.1.2.2 L'Entrepreneur doit être représenté par une personne compétente et ayant la capacité de diriger les opérations durant les travaux. Le Directeur peut exiger le remplacement du représentant s'il le juge nécessaire. Un tel remplacement ne peut avoir pour effet de créer un lien contractuel entre la Ville et le représentant de l'Entrepreneur et ne peut en aucun cas augmenter les obligations de la Ville aux termes du Contrat ni relever l'Entrepreneur de ses obligations.
- 4.1.2.3 Pour faire face à toute situation d'urgence, l'Entrepreneur doit fournir au Directeur, à la réunion de démarrage, le nom et le numéro de téléphone de la personne responsable du Chantier, laquelle doit être joignable en tout temps (24 heures sur 24).
- 4.1.2.4 Il est recommandé que le représentant de l'Entrepreneur possède une adresse de courriel Google (@gmail) ou un compte public Google à partir d'une adresse professionnelle afin de faciliter le partage de documents provenant de la suite Google de la Ville.

#### **4.1.3 INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS**

- 4.1.3.1 En cas de contradiction ou de difficulté d'interprétation, l'ordre de préséance des documents constituant le Contrat est le suivant pour les contrats dont la nature des travaux est principalement reliée à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation en matière de parcs, de voirie, d'aqueduc ou d'égout :

- 1) Les Addendas;
- 2) Les instructions aux Soumissionnaires;
- 3) Le Formulaire de soumission;
- 4) Le cahier des clauses administratives spéciales;
- 5) Le cahier des clauses administratives générales;
- 6) Les plans spécifiques de l'Appel d'offres;
- 7) Les devis techniques spéciaux;
- 8) Les devis et documents techniques normalisés;
- 9) Les plans et dessins normalisés;

## 10) La Soumission de l'Adjudicataire.

De plus, l'ordre de préséance suivant s'applique selon les dispositions ci-dessous :

- 1) Les dimensions cotées sur les plans prévalent sur les dimensions mesurées à l'échelle;
- 2) Les dessins de détails ont préséance sur les dessins normalisés;
- 3) Les plans de détails prévalent sur les plans d'ensemble;
- 4) À moins d'indication contraire, les Normes auxquelles renvoie le Cahier des charges sont celles en vigueur au moment de l'ouverture des Soumissions et elles en font partie intégrante;
- 5) À moins d'indication contraire, le document récent prévaut sur le document ancien.

4.1.3.2 En cas de contradiction ou difficulté d'interprétation, l'ordre de préséance des documents constituant le Contrat est le suivant pour les contrats dont la nature des travaux est principalement reliée à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation de bâtiments ou à des travaux dont la nature n'est pas énumérée à l'article précédent :

- 1) Les Addendas;
- 2) Les instructions aux Soumissionnaires;
- 3) Le Formulaire de soumission;
- 4) Les devis techniques spéciaux;
- 5) Les devis et documents techniques normalisés;
- 6) Les plans spécifiques à l'Appel d'offres;
- 7) Le cahier des clauses administratives spéciales;
- 8) Le cahier des clauses administratives générales;
- 9) Les plans et dessins normalisés;
- 10) La Soumission de l'Adjudicataire.

De plus, l'ordre de préséance suivant s'applique selon les dispositions ci-dessous :

- 1) Les dimensions cotées sur les plans prévalent sur les dimensions mesurées à l'échelle;
- 2) Les dessins de détails ont préséance sur les dessins normalisés;
- 3) Les plans de détails prévalent sur les plans d'ensemble;
- 4) À moins d'indication contraire, les Normes auxquelles renvoie le Cahier des charges sont celles en vigueur au moment de l'ouverture des Soumissions et elles en font partie intégrante;
- 5) À moins d'indication contraire, le document récent prévaut sur le document ancien.



4.1.3.3 La Ville étant assujetti à la Charte de la langue française (RLRQ, chapitre C-11), l'Adjudicataire doit s'assurer que les dispositions de cette loi et de ses règlements sont suivies et respectées, notamment en ce qui concerne l'utilisation du français dans le cadre de toute communication écrite ou verbale entre l'Adjudicataire et la Ville.

4.1.3.4 Par ailleurs, si des services sont fournis au public par l'Adjudicataire, ce dernier doit se conformer aux dispositions de la Charte de la langue française et de ses règlements qui seraient applicables à la Ville comme si elle avait-elle même fourni ces services au public.

## 4.2 APPLICATIONS ET EXEMPTIONS

### 4.2.1 LOIS

4.2.1.1 L'Entrepreneur doit respecter les lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des autorités fédérales, provinciales ou municipales s'appliquant au Contrat qui lui a été accordé, notamment en matière de santé et de sécurité au travail.

Il doit posséder durant toute la durée du contrat tous les permis, licences, enregistrements, certificats, accréditations, attestations ou autorisations requis par les autorités publiques en relation avec ses activités, notamment celles découlant des documents d'appel d'offres.

### 4.2.2 LICENCE D'ENTREPRENEUR

4.2.2.1 Pendant toute la durée du Contrat, l'Entrepreneur doit détenir une licence valide, avec la ou les sous-catégories appropriées, émise par la Régie du bâtiment du Québec et ne comportant pas de restriction aux fins de l'obtention d'un Contrat public en vertu de la Loi sur le bâtiment (chapitre B-1.1) et du Règlement sur les restrictions aux licences d'entrepreneur aux fins d'un contrat public (chapitre R-20, r. 14), à défaut de quoi l'Entrepreneur s'expose aux sanctions prévues à la loi. Il doit transmettre au Directeur la preuve de son renouvellement, le cas échéant.

### 4.2.3 PERMIS, CERTIFICATS ET AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

#### 4.2.3.1 Généralités

4.2.3.1.1 L'Entrepreneur doit, sans frais, obtenir tous les permis, certificats et autorisations nécessaires en vertu de la réglementation municipale, et s'assurer de respecter et de faire respecter les exigences rattachées à ces permis, certificats et autorisations. Les permis, certificats ou autorisations doivent être demandés en temps opportun, de façon à respecter les délais prévus, sauf le permis de construction, qui est sous la responsabilité du Directeur.

#### 4.2.3.2 Autorisation d'occupation temporaire du domaine public

4.2.3.2.1 L'Entrepreneur doit obtenir toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public avant de débiter les travaux, que ce soient des travaux qu'il exécute lui-même ou qu'il fait exécuter par ses Sous-traitants.

4.2.3.2.2 L'Entrepreneur doit remplir une demande de permis d'occupation temporaire du domaine public en utilisant le formulaire en ligne sur le site de montreal.ca. L'Entrepreneur doit respecter et faire respecter par ses Sous-traitants les conditions d'occupation temporaire du domaine public imposées par le permis d'occupation temporaire du domaine public.

4.2.3.2.3 L'Entrepreneur doit faire parvenir une copie des autorisations d'occupation temporaire du domaine public au Directeur.

4.2.3.2.4 L'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les inconvénients que peut causer l'occupation temporaire du domaine public. Il doit également respecter la durée et les conditions d'occupation temporaire du domaine public et, le cas échéant, les faire respecter par ses Sous-traitants.

4.2.3.2.5 L'Entrepreneur doit signifier en temps réel sa localisation exacte via une application mobile lorsqu'il se mobilise pour effectuer des travaux dans le domaine public et lorsqu'il quitte les lieux (se démobilise). Le Directeur fournira, lorsque requis, les modalités et les fonctionnalités de l'application lors de la réunion de démarrage.

#### 4.2.4 TAXES

4.2.4.1 Si les taux ou les modalités d'application ou d'imposition de la TPS ou de la TVQ sont modifiés par toute loi, tout règlement ou tout décret du gouvernement, après l'ouverture des Soumissions, ces nouveaux taux ou ces nouvelles modalités d'application et d'imposition seront applicables au Contrat.

4.2.4.2 L'Entrepreneur doit indiquer ses numéros d'enregistrement de TPS et TVQ sur tout décompte progressif ou toute autre facturation transmise dans le cadre du Contrat.

#### 4.2.5 EXEMPTIONS, SUBVENTIONS ET RABAIS

4.2.5.1 Lorsque la Ville a droit à des exemptions, subventions ou remboursements, ou peut bénéficier de prêts ou de formules de partage des coûts, l'Entrepreneur doit fournir à la Ville, sans frais et sur demande, tous les renseignements et toutes les données nécessaires à ces fins.

4.2.5.2 Si l'Entrepreneur doit présenter une telle demande au bénéfice de la Ville, il doit la déposer en temps utile auprès des Autorités compétentes et remettre à la Ville le montant ainsi obtenu. À moins que le Cahier des charges ne prévoit d'autres dispositions quant à la rémunération liée à la présentation d'une telle demande, la Ville, suivant une entente avec l'Entrepreneur, paie à ce dernier les Frais d'administration qu'il a engagés pour compiler et fournir les renseignements et données, et présenter une demande aux Autorités compétentes.

4.2.5.3 Le cas échéant, l'Entrepreneur doit rembourser à la Ville toute perte qu'elle peut subir directement ou indirectement par suite du défaut de l'Entrepreneur de remplir ses obligations, telles que précisées aux articles 4.2.5.1 et 4.2.5.2.

#### 4.2.6 BREVETS ET DROITS D'AUTEUR

- 4.2.6.1 L'Entrepreneur garantit qu'il détient la propriété de tous les brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, secrets industriels ou savoir-faire et les droits moraux (ci-après : la propriété intellectuelle) ou qu'il détient une licence à l'égard de cette propriété intellectuelle, lui permettant d'exécuter le Contrat. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Entrepreneur garantit que la propriété intellectuelle dont il se sert pour exécuter le Contrat n'enfreint pas les droits de tierces parties ou ceux qu'il détient à l'égard de tous les Matériaux et le Matériel qu'il fournit ainsi que les procédés qu'il décide d'utiliser pour exécuter le Contrat ne contreviennent à aucun brevet ni à aucune licence.
- 4.2.6.2 L'Entrepreneur garantit et tient la Ville indemne de toute intervention, poursuite ou réclamation découlant directement ou indirectement de la propriété intellectuelle et des droits précédemment mentionnés, y inclus des interventions judiciaires et administratives, poursuites, contestations ou réclamations, incluant la violation de propriété intellectuelle, et s'engage à prendre fait et cause et à tenir la Ville indemne contre toute responsabilité, perte, réclamation, coût, amende, procédure de toute nature et de tout jugement rendu contre la Ville, en capital, intérêts et frais, y compris les frais judiciaires et extrajudiciaires. Au besoin, et notamment dans le cadre d'une défense ou d'un règlement d'un tel coût, responsabilité, perte, réclamation, amende ou poursuite, l'Entrepreneur doit obtenir, pour la Ville, le droit de continuer d'utiliser le bien ou le procédé visé, ou, à défaut, le remplacer ou le modifier entièrement à ses frais pour qu'il n'y ait plus violation de ladite propriété intellectuelle.
- 4.2.6.3 L'Entrepreneur accorde à la Ville tous les droits et toutes les licences requis pour faire réparer, comme bon lui semble, l'Ouvrage ainsi que tout le Matériel et tous les Matériaux ou objets employés dans le cours de l'exécution des travaux, le tout sans limite territoriale ni limite de temps, et, à cet effet, l'Entrepreneur renonce à ses droits moraux.
- 4.2.6.4 L'Entrepreneur cède également à la Ville tous les droits d'auteur se rapportant aux rapports, études, plans et autres documents réalisés dans le cadre du présent Contrat et pour lesquels il détient la propriété intellectuelle ou est l'utilisateur autorisé, le tout sans limite de territoire ni de temps.

#### 4.2.7 FORMATION

- 4.2.7.1 Le chargé de projet, le surintendant ou le contremaître de l'Entrepreneur œuvrant sur les chantiers municipaux d'infrastructures souterraines doivent détenir une certification valide délivrée dans le cadre de la formation « Gestion de la mise en œuvre des travaux d'infrastructures municipales » qui est dispensée par différents organismes. Cette certification doit être valide lors de la réunion de démarrage, à défaut de quoi le Directeur émet un avis de défaut conformément à l'article 4.5.1.1.
- 4.2.7.2 L'entrepreneur doit fournir les certifications valides du chargé de projet, du surintendant ou du contremaître affectés au Contrat avant la réunion de démarrage des travaux, lorsque la formation est obligatoire selon des Instructions aux soumissionnaires. L'Entrepreneur doit s'assurer d'avoir en tout temps au moins une personne en autorité sur le chantier qui détienne ladite certification.

#### 4.2.8 EXIGENCES POUR LES DOCUMENTS À SOUMETTRE

- 4.2.8.1 Les documents à soumettre pendant toute la durée du contrat tels que les notes de chantier, les dessins d'atelier, les pièces justificatives, les décomptes progressifs, etc. doivent être lisibles, détaillés et éditables au besoin. Ils doivent être fournis en format numérique et être acheminés au responsable du contrat par courriel.

#### 4.3 **RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR**

##### 4.3.1 EXÉCUTION DU CONTRAT

- 4.3.1.1 L'Entrepreneur a la responsabilité complète de l'exécution de l'ensemble des travaux et assume à leur égard une obligation de résultat. Il doit les diriger et les surveiller efficacement et en toute sécurité.
- 4.3.1.2 L'Entrepreneur doit permettre aux responsables des Réseaux techniques urbains de réaliser leurs travaux et doit en assurer la coordination et en tenir compte dans son Échéancier.
- 4.3.1.3 L'Entrepreneur est seul responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences et procédés d'exécution des travaux, lesquels doivent être établis conformément aux exigences du Contrat. Il est également seul responsable de la coordination de tous les travaux, incluant ceux des autres entrepreneurs qui pourraient être présents dans les limites du Chantier.
- 4.3.1.4 L'Entrepreneur doit prévoir les frais associés à cette coordination aux articles appropriés à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission.
- 4.3.1.5 L'exécution du Contrat comprend aussi la fourniture de tous les autres Matériaux et de tout autre Matériel ainsi que l'exécution de tous les autres travaux qui sont nécessaires à la réalisation du Contrat, à moins qu'ils ne soient expressément exclus dans le Cahier des charges.

##### 4.3.2 CESSION

- 4.3.2.1 L'Entrepreneur ne peut faire cession du Contrat sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Directeur.
- 4.3.2.2 Une telle cession ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour la Ville et ne peut être accordée, à moins que l'Entrepreneur respecte intégralement les conditions suivantes :
- a) Présentation d'un autre entrepreneur qui, de l'avis du Directeur, possède les qualifications requises, qui accepte de compléter le Contrat accordé aux prix et aux conditions qui y sont mentionnés et qui assume, sans réserve, la responsabilité des travaux déjà exécutés;
  - b) Fourniture de tous les cautionnements, de toutes les garanties et de tous les contrats d'assurance requis par le nouvel Entrepreneur;
  - c) Fourniture de toutes les quittances requises des réclamants énumérés à l'annexe G;
  - d) Paiement, par chèque visé, de la plus élevée des sommes suivantes :
    - 1. 5 000,00 \$ à titre de frais de gestion;

2. 1 % de la valeur du Contrat, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et à la taxe de vente du Québec (TVQ);
- e) Signature d'une quittance finale en faveur de la Ville relativement au Contrat accordé.

#### 4.3.3 SOUS-TRAITANCE

##### 4.3.3.1 Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics pour les Sous-contrats visés

L'Entrepreneur doit s'assurer que le Sous-traitant est autorisé par l'Autorité des marchés publics à contracter à la date de conclusion du sous-contrat dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) Le Contrat est visé par le décret 796-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 octobre 2014) et, il s'agit d'un Sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat visé par le présent Appel d'offres et dont la dépense est égale ou supérieure à 1 000 000 \$ s'il s'agit d'un sous-contrat de services ou dont la dépense est égale ou supérieure à 5 000 000 \$ s'il s'agit d'un sous-contrat de travaux de construction;
- b) Le Contrat est visé par le décret 1049-2013 du 23 octobre 2013 (entré en vigueur le 23 octobre 2013) et :
  - i. Il s'agit d'un Sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat pour des travaux de même nature que ceux du Contrat et dont la dépense est égale ou supérieure à 25 000 \$;
  - ii. Il s'agit d'un Sous-contrat d'approvisionnement en enrobés bitumineux ou d'un Sous-contrat de services reliés à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout qui comporte une dépense égale ou supérieure à 25 000 \$ et qui est rattaché directement ou indirectement au Contrat;
- c) Le Contrat est visé par le décret 795-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 septembre 2014) et il s'agit d'un Sous-contrat de services relié à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout ou d'un Sous-contrat d'approvisionnement en enrobés bitumineux, rattaché directement ou indirectement au Contrat et la dépense est égale ou supérieure à 25 000 \$.

L'Entrepreneur doit transmettre au Directeur, pour chaque Sous-contrat visé : le nom et l'adresse du Sous-traitant, le montant et la date de conclusion du Sous-contrat ainsi qu'une copie de l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers détenue par le Sous-traitant. Par la suite, pendant toute la durée du Contrat, l'Entrepreneur doit, avant que ne débute l'exécution de tout autre Sous-contrat visé, fournir au Directeur une liste amendée de ses Sous-traitants, comportant les renseignements énumérés ci-haut.

##### 4.3.3.2 Si l'Entrepreneur a recours à des Sous-traitants, il doit :

- a) S'assurer que, pendant toute la durée du Contrat, le Sous-traitant détient une licence valide, avec la ou les sous-catégories appropriées, émise par la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et ne comportant pas de restriction aux fins de l'obtention d'un Contrat public en vertu de la Loi sur le bâtiment (chapitre B-1.1) et du Règlement sur les restrictions aux licences d'entrepreneur aux fins d'un contrat public (chapitre R-20, r. 14);

- b) Aviser le Directeur aussitôt qu'il est informé qu'un de ses Sous-traitants voit sa licence restreinte afin que la Ville puisse, à sa seule discrétion, présenter dans le délai prévu à la Loi sur le bâtiment une demande pour que la Régie du bâtiment du Québec autorise la poursuite du Sous-contrat avec ce Sous-traitant;
- c) Soumettre au Directeur, lors de la réunion de démarrage, une liste complète et détaillée précisant le nom des Sous-traitants, les travaux qu'ils doivent exécuter ou les biens qu'ils doivent fournir, et aviser le Directeur sans délai de toute modification apportée à cette liste pendant la durée du Contrat. L'Entrepreneur doit mettre à jour et transmettre ces informations au plus tard dix (10) Jours ouvrables avant le début des travaux visés pour chaque Sous-traitant. Il doit joindre à cette liste et à tout avis de modification de cette liste, le cas échéant, une photocopie de la licence délivrée par la Régie du bâtiment du Québec pour chaque Sous-traitant et, en temps opportun, une copie du renouvellement de toute licence venant à expiration avant la fin du Contrat. Le Directeur se réserve le droit de refuser l'accès à un Sous-traitant qui ne figure pas sur la liste transmise par l'Entrepreneur ou à l'égard duquel les informations requises n'ont pas été fournies au moment opportun;
- d) Fournir en tout temps, à la demande du Directeur, tout renseignement ou document supplémentaire concernant ces Sous-traitants;
- e) Assumer l'entière coordination des travaux qu'exécutent les Sous-traitants et la responsabilité de leurs actes ou omissions;
- f) Communiquer le contenu du Contrat aux Sous-traitants concernés, faire respecter par ces derniers toutes les dispositions du Contrat qui les concernent et leur remettre, le cas échéant, une copie du cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services;
- g) S'assurer, avant de conclure tout sous-contrat requis pour l'exécution du Contrat que chacun de ses Sous-traitants n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

4.3.3.3 Le Directeur peut, en tout temps, exiger le remplacement d'un Sous-traitant qui n'exécute pas les travaux conformément aux exigences du Contrat ou pour tout autre motif raisonnable. Un tel remplacement ne peut avoir pour effet de créer un lien contractuel entre la Ville et le Sous-traitant et ne peut en aucun cas augmenter les obligations de la Ville aux termes du Contrat ni relever l'Entrepreneur des obligations découlant du Contrat.

4.3.3.4 La modification de la liste des Sous-traitants pour quelque raison que ce soit n'a pas pour effet de modifier le Contrat, ni de créer de lien contractuel entre la Ville et les Sous-traitants, ni de relever l'Entrepreneur des obligations découlant du Contrat.

#### 4.3.4 LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

4.3.4.1 L'Entrepreneur doit :

- a) Assumer les obligations dévolues au maître d'œuvre :
  - i. En vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail et des règlements en découlant;
  - ii. Notamment auprès de tout autre entrepreneur, organisme ou service municipal ou paramunicipal autorisé par la Ville à effectuer des travaux sur le Chantier.
- b) Éliminer à la source les dangers concernant la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs et de toute personne présente dans les limites du Chantier;

- c) Élaborer un programme de prévention propre au Chantier, le cas échéant, et le transmettre aux personnes et aux unités désignées par la Loi sur la santé et la sécurité du travail et les règlements adoptés en application de cette loi. L'Entrepreneur doit également transmettre à la Ville une copie de son programme de prévention au plus tard dix (10) Jours calendrier avant de débiter les travaux. À défaut, le Directeur peut, sans préavis et sans frais, suspendre les travaux de l'Entrepreneur jusqu'à ce qu'il se conforme à cette exigence, sans modifier le prix du Contrat ni le délai de réalisation des travaux;
  - d) Fournir au Directeur, avant le début des travaux, une copie de l'Avis d'ouverture d'un Chantier de construction et de tout autre document exigé par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ainsi que l'avis de fermeture à la fin de ses travaux. Si des travaux doivent être réalisés près d'un réseau gazier, l'avis écrit d'ouverture de Chantier de construction doit en faire mention explicite;
  - e) S'engager à respecter et à faire respecter par ses employés, mandataires, Sous-traitants, employés ou représentants des Réseaux techniques urbains (RTU) et toute personne ayant accès au Chantier les dispositions du programme de prévention ainsi que toute loi ou tout règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Entrepreneur doit notamment respecter les dispositions de la Loi sur la santé et la sécurité du travail et des règlements en découlant.
- 4.3.4.2 Dans les huit (8) Jours calendrier qui suivent un accident, l'Entrepreneur doit faire parvenir au Directeur une copie de l'avis d'accident qu'il a transmis à la CNESST. Il doit en outre fournir tous les autres renseignements et documents demandés par le Directeur concernant cet accident.
- 4.3.4.3 L'Entrepreneur doit fournir, dans les quinze (15) Jours calendrier suivant la réception d'une demande du Directeur, tout document attestant qu'il s'est conformé à la Loi sur la santé et la sécurité du travail (RLRQ, c. S-2.1) et qu'il est en règle avec la CNESST relativement à ses obligations contractuelles.
- 4.3.4.4 Avant de débiter les travaux et à la réception provisoire totale des travaux, l'Entrepreneur doit remettre au Directeur un certificat de la CNESST attestant qu'il s'est conformé aux dispositions de la loi.
- 4.3.4.5 L'Entrepreneur doit remettre au Directeur une copie de tout document reçu de la CNESST ou transmis par l'Entrepreneur à celle-ci.
- 4.3.4.6 L'Entrepreneur est responsable de tout arrêt éventuel du Chantier résultant d'une ordonnance d'un inspecteur de la CNESST. Il doit rembourser à la Ville toute amende que celle-ci se verrait imposer et résultant du manquement de l'Entrepreneur de se conformer aux prescriptions de la loi.
- 4.3.4.7 L'Entrepreneur doit souscrire un contrat d'assurance patronale couvrant tout employé non protégé par la Loi sur la santé et la sécurité du travail.



#### 4.3.5 EXPLOSIFS

- 4.3.5.1 L'Entrepreneur doit respecter toute loi, tout règlement et toute directive du Directeur relatifs à l'achat, au transport, à l'entreposage et à l'utilisation des explosifs et s'assurer qu'ils sont respectés.
- 4.3.5.2 Sur demande du Directeur, l'Entrepreneur doit lui fournir tout renseignement requis concernant les explosifs.

#### 4.3.6 PROTECTION

##### 4.3.6.1 Ouvrages, immeubles, biens, personnes, lieux et environnement

L'Entrepreneur doit :

- 4.3.6.1.1 Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et la sécurité de toute personne et de tout bien meuble ou immeuble ou de toute propriété qui se trouvent sur le Chantier ou à l'extérieur et qui peuvent être affectés par l'exécution des travaux;
- 4.3.6.1.2 Prévoir les écrans, les bâches et les barrières nécessaires;
- 4.3.6.1.3 S'assurer de ne surcharger ni de permettre de surcharger aucune partie de l'Ouvrage afin de ne pas en compromettre l'intégrité;
- 4.3.6.1.4 Protéger les arbres, les arbustes, le gazon et les plantes d'ornement ou autres sur l'emplacement des travaux. À défaut, la Ville peut, à son entière discrétion, décider de réparer ou remplacer, aux frais de l'Entrepreneur, les arbres, les arbustes, le gazon et les plantes d'ornement qu'il a endommagés ou exiger de l'Entrepreneur qu'il procède lui-même aux réparations ou aux remplacements nécessaires;
- 4.3.6.1.5 Prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer la protection du mobilier urbain à l'intérieur des limites de son Chantier. Il sera tenu responsable de tout dommage causé à ces biens par l'exécution de ses travaux;
- 4.3.6.1.6 Protéger contre tout dommage les monuments, les bâtiments à caractère patrimonial et les sites historiques ou archéologiques qui se trouveraient dans l'emprise du Chantier ou dans son voisinage ou encore dans toute autre aire utilisée par l'Entrepreneur pour ses travaux;
- 4.3.6.1.7 Prendre toutes les précautions nécessaires pour la protection de l'environnement, des rues, parcs, terrains et bâtiments avoisinants ainsi que des installations des services publics et prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute forme de dommages ou de pollution;
- 4.3.6.1.8 Dans tous les cas, aviser immédiatement le Directeur des dommages qu'il a causés;
- 4.3.6.1.9 À la fin des travaux, réparer à la satisfaction du Directeur tous les dommages et tous les dégâts qu'il a causés sur le site des travaux ainsi qu'à la propriété publique ou privée touchée par ses travaux ou le remisage du Matériel, l'entreposage ou l'approvisionnement de Matériaux.
- ##### 4.3.6.2 Protection des infrastructures souterraines
- 4.3.6.2.1 Avant d'entreprendre des travaux d'excavation, d'enfoncement de pieux ou de forage, il appartient à l'Entrepreneur de recueillir auprès des tiers concernés tous les renseignements concernant l'état et la position exacte des installations sous leur responsabilité ou gestion, tant en plan qu'en élévation.



- 4.3.6.2.2 L'Entrepreneur doit formuler une demande de localisation des Réseaux techniques urbains (RTU) auprès d'Info-Excavation. Aucun travail d'excavation ou de construction ne peut être entrepris avant que l'Entrepreneur ait obtenu les résultats de la demande de localisation et que les RTU soient localisés et marqués sur le Chantier. L'Entrepreneur doit également s'assurer de respecter l'article 3.15.1 du Code de sécurité pour les travaux de construction (RLRQ c. S-2.1, r.4) en tout temps.
- 4.3.6.2.3 L'Entrepreneur doit effectuer la localisation des infrastructures souterraines à l'aide du plan de localisation géoréférencé fourni par le propriétaire du RTU concerné ou par la Ville, à moins que le propriétaire de l'infrastructure souterraine effectue lui-même le marquage.
- 4.3.6.2.4 Lorsque des travaux doivent être effectués près des Réseaux Techniques Urbains (RTU), ils doivent également être exécutés selon les exigences et recommandations décrites dans le document « Directives pour les travaux à proximité de nos infrastructures souterraines » publié par Info-Excavation.
- 4.3.6.2.5 Il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de prendre tous les moyens nécessaires pour maintenir le marquage des infrastructures souterraines (marquage décalé, arpentage, coordonnées géo référencées, etc.).
- 4.3.6.2.6 Avant le début des travaux, tous les RTU doivent avoir été localisés, identifiés et tracés clairement et visiblement au chantier à l'aide de peinture ou de piquets de couleurs appropriées selon le code de couleur adopté par l'Association canadienne de normalisation (CAN/CSA-C22.3 no 7).
- 4.3.6.2.7 Les rapports de localisation et les acquittements doivent être accessibles en tout temps sur les lieux de l'excavation de même que toutes les coordonnées des services d'urgence des propriétaires d'infrastructures.
- 4.3.6.2.8 Avant de débiter les travaux, l'Entrepreneur doit s'assurer que tous les intervenants sur le Chantier sont sensibilisés à la présence des infrastructures souterraines et, qu'en tout temps, ils ont en main les rapports de localisation pour référence. L'Entrepreneur doit s'assurer que l'équipe de travail œuvrant sur le Chantier est en mesure de bien interpréter un rapport de localisation.
- 4.3.6.2.9 L'Entrepreneur doit établir une zone tampon par une bande d'un (1) mètre de largeur de chaque côté de l'infrastructure souterraine. L'excavation mécanique est interdite dans la zone tampon tant que la conduite ou le massif n'est pas à découvert, sauf pour enlever la partie solide du revêtement de surface (ex : pavage, béton, pavé uni, etc.) qui se trouve au-dessus de l'infrastructure souterraine.
- 4.3.6.2.10 Lorsque des travaux d'excavation doivent être exécutés dans la zone tampon, l'Entrepreneur doit utiliser des méthodes d'excavation sécuritaire et non invasive, jusqu'à ce que la conduite ou le massif soit à découvert. Selon les conditions climatiques et géologiques, il peut utiliser soit l'excavation à la main, les techniques d'excavation par aspiration, ou des outils pneumatiques à la main. L'opérateur de la machinerie doit être accompagné d'au moins un travailleur.
- 4.3.6.2.11 À partir du moment où l'infrastructure devient visible, la zone tampon se voit diminuée de chaque côté de l'infrastructure souterraine en fonction du type de conduite ou de massif selon les prescriptions du propriétaire de l'infrastructure souterraine, afin de faciliter l'excavation. L'excavation mécanique doit se faire parallèlement à la conduite ou au massif en respectant les dégagements prescrits par les propriétaires de RTU et jamais au-dessus de ceux-ci.

4.3.6.2.12 Dans le cas d'une infrastructure souterraine appartenant à une entreprise régie par l'Office national de l'énergie (ONE), un inspecteur du propriétaire d'infrastructure doit être présent sur les lieux du Chantier durant toute la durée des travaux dans la zone tampon, lorsque requis par le propriétaire de RTU. Le cas échéant, les frais occasionnés par la présence de l'inspecteur sont à la charge de la Ville.

4.3.6.2.13 Lorsqu'une infrastructure souterraine est découverte dans le cours des travaux et que celle-ci n'avait pas été localisée, l'Entrepreneur doit cesser les travaux dans la zone d'excavation concernée et prendre les mesures appropriées afin de permettre la reprise des travaux dans les plus brefs délais. À cette fin, l'Entrepreneur doit notamment communiquer avec le propriétaire de l'infrastructure pour convenir de la méthode de travail appropriée.

4.3.6.2.14 Les infrastructures souterraines des RTU se trouvant dans la zone de construction des travaux projetés (chambres, conduites, massifs de conduits, etc.) doivent être protégées ou supportées par l'Entrepreneur selon les exigences et à la satisfaction des représentants de ces RTU et du Directeur ou du Professionnel désigné. L'Entrepreneur doit soumettre les plans de support requis, signés et scellés par un ingénieur aux représentants de ces RTU et au Directeur ou au Professionnel désigné avant de débiter les travaux projetés.

4.3.6.2.15 À moins d'indication contraire au Cahier des charges, les travaux de déplacement des RTU requis pour l'exécution du Contrat sont exécutés par les organismes concernés ou par leurs entrepreneurs.

4.3.6.2.16 L'Entrepreneur doit, à ses frais, protéger toutes les installations ou structures existantes exposées contre tous dommages et assumer les coûts de réparation ou de remplacement de celles qu'il a endommagées, ainsi que tous les dommages en découlant.

4.3.6.2.17 Lorsqu'un dommage survient ou est constaté à une infrastructure souterraine, l'Entrepreneur doit aviser le propriétaire de ce RTU et le Directeur, sans délai.

#### 4.3.6.3 Protection lors de travaux d'excavation

4.3.6.3.1 L'Entrepreneur doit obtenir une attestation décrivant la méthode d'excavation ou la méthode de soutènement à utiliser avant d'entreprendre les travaux d'excavation d'une tranchée, lorsque requis à l'article 3.15.3 du Code de sécurité pour les travaux de construction (RLRQ c. S-2.1, r.4).

4.3.6.3.2 Cette attestation doit être signée et scellée par un ingénieur qualifié dans la nature des sols et membre de l'OIQ et doit être transmise au Directeur ou au Professionnel désigné.

4.3.6.3.3 Les calculs de l'ingénieur quant au choix de l'angle des parois doivent être fournis par l'Entrepreneur sur demande du Directeur ou du Professionnel désigné. L'Entrepreneur doit également s'assurer de respecter l'article 3.15.3 du Code de sécurité pour les travaux de construction (RLRQ c. S-2.1, r.4) en tout temps. Une copie des rapports de visite de suivi de l'ingénieur et des attestations qui en découlent doivent être disponibles sur le Chantier.

#### 4.3.6.4 Protection - travaux près d'un oléoduc

4.3.6.4.1 Lorsque des travaux doivent être effectués près d'un oléoduc (pipeline), ils doivent être exécutés selon les exigences du Règlement de l'Office national de l'énergie sur le croisement de pipe-lines.

4.3.6.4.2 Avant de débiter les travaux, l'Entrepreneur doit aviser par écrit, avec copie au Directeur, la compagnie propriétaire de l'oléoduc, au moins dix (10) Jours ouvrables avant d'effectuer des travaux près de cette conduite et obtenir son autorisation écrite pour ce faire. L'autorisation obtenue doit être affichée sur le Chantier.

4.3.6.4.3 Aucun travail d'excavation ou de construction n'est permis sans la présence d'un représentant de la compagnie propriétaire de l'oléoduc.

#### 4.3.6.5 Repères géodésiques

4.3.6.5.1 Avant de débiter les travaux, l'Entrepreneur doit valider avec le Directeur si une visite des lieux est requise pour identifier les repères géodésiques situés dans les limites ou à proximité du Chantier, et déterminer ceux qui doivent être protégés, enlevés ou déplacés.

4.3.6.5.2 L'Entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour bien protéger les repères identifiés comme tels.

4.3.6.5.3 Dans tous les cas où, du fait de l'exécution de travaux, ces repères sont endommagés, l'Entrepreneur doit en aviser immédiatement le Directeur et, le cas échéant, les réparer ou les remplacer à ses frais selon les Instructions relatives à la matérialisation de repères du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MER) du Québec.

4.3.6.5.4 L'Entrepreneur doit se procurer à la division géomatique de la Ville les regards protecteurs et les couvercles des repères géodésiques à protéger, à remplacer ou à réparer. Il doit adresser sa demande au moins cinq (5) Jours ouvrables avant de débiter toute intervention ayant un impact sur ces repères, à l'adresse courriel suivante : [geodesie\\_geomatique@montreal.ca](mailto:geodesie_geomatique@montreal.ca).

#### 4.3.7 ARCHÉOLOGIE

Au cours de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur est susceptible de dégager des objets ou des ouvrages en maçonnerie, en bois ou en autres Matériaux qui ont un intérêt artistique, archéologique, historique ou autre. L'Entrepreneur doit immédiatement aviser le Directeur d'une telle découverte et interrompre tout travail qui pourrait endommager ou détruire les objets et les ouvrages ainsi dégagés jusqu'à ce qu'il ait obtenu l'autorisation formelle du Directeur de reprendre le travail. L'objet d'une telle découverte, quel qu'il soit, est la propriété exclusive de la Ville.

#### 4.3.8 MESURES D'URGENCE

Si, au cours de l'exécution des travaux et jusqu'à l'expiration du délai de garantie, il survient des situations découlant d'un geste ou d'une omission de l'Entrepreneur qui, de l'avis du Directeur, nécessitent des mesures d'urgence pour la protection du public, des ouvrages et des structures environnantes, et que l'Entrepreneur ne peut y remédier ou refuse de le faire, le Directeur peut prendre les mesures nécessaires pour y remédier. Les dépenses ainsi occasionnées sont à la charge de l'Entrepreneur et pourront être déduites de toute somme qui lui est due.

#### 4.3.9 COMPTABILITÉ ET CONTRÔLE

##### 4.3.9.1 Principes comptables

L'Entrepreneur doit comptabiliser distinctement le coût des biens, services ou travaux conformément aux principes et pratiques comptables généralement reconnus.

##### 4.3.9.2 Période de conservation

L'Entrepreneur conserve tous les livres, registres comptables pertinents au Contrat et documents relatifs au Contrat, de même que tout document ayant servi à l'élaboration de sa Soumission pendant cinq (5) ans après la fin du Contrat. Sur demande écrite de la Ville, la période de conservation peut être prolongée pour une période additionnelle de deux (2) ans.

#### 4.3.9.3 Droit de vérification

Sur demande écrite, pendant la durée du Contrat et pour la période de conservation prévue après la réception définitive, l'Entrepreneur met à la disposition de la Ville tous les livres, registres et documents mentionnés au paragraphe précédent que la Ville pourrait requérir pour vérifier que l'Entrepreneur a exécuté le Contrat conformément aux exigences prescrites. La Ville peut vérifier et reproduire toutes les pièces.

De plus, sur demande écrite, l'Entrepreneur s'engage à ce que tous les Sous-traitants mettent à la disposition de la Ville tous les livres, registres comptables pertinents au Contrat et documents relatifs au Contrat. La Ville peut vérifier et reproduire toutes les pièces.

#### 4.3.10 RECOURS ET RESPONSABILITÉS

4.3.10.1 L'Entrepreneur est seul responsable des dommages causés à la Ville et aux tiers en raison des travaux qu'il exécute dans le cadre du contrat, à compter de la date qui est fixée dans l'ordre de débiter les travaux, et ce, jusqu'à la réception définitive des travaux.

4.3.10.2 L'Entrepreneur doit également tenir la Ville indemne et à couvert de toute réclamation, demande, perte, frais, dommages, action, poursuite ou procédure de la part de quiconque, incluant les Sous-traitants, fondés, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables aux activités de l'Entrepreneur, de ses employés, agents, Fournisseurs, Sous-traitants et Sous-traitants de ces derniers, dans l'exécution de l'Ouvrage. Aux fins du présent article, le terme « activités » comprend tout acte ou toute omission, de même que tout retard à accomplir un acte.

4.3.10.3 L'Entrepreneur doit prendre fait et cause pour la Ville dans toute procédure découlant de l'exécution du Contrat, la tenir indemne de toute réclamation de quelque nature que ce soit et de tout jugement final rendu contre elle et acquitter tout règlement intervenu, en capital, en intérêts et en frais, et tout autre accessoire s'y rattachant.

4.3.10.4 L'Entrepreneur doit également maintenir les biens de la Ville libres, en tout temps, de toute priorité et hypothèque ou autre charge de quelque nature que ce soit. L'Entrepreneur doit notamment faire radier, à ses frais et avec diligence, toute hypothèque légale ou toute autre charge publiée, avec ou sans droit, sur un bien de la Ville, par un Sous-traitant ou toute autre personne ayant participé à l'Ouvrage. Il doit, au besoin, entreprendre les procédures judiciaires requises à cette fin au plus tard dans les soixante (60) Jours calendrier suivant une telle inscription et mener ces procédures à terme avec diligence. La Ville peut suspendre tout paiement tant que la charge n'est pas radiée ou effectuer toute retenue qu'elle juge appropriée.

#### 4.3.11 RÉCLAMATIONS, COMPENSATION ET RETENUES

- 4.3.11.1 Lorsqu'il y a contre l'Entrepreneur ou un Sous-traitant une réclamation ou une créance qui peut entraîner une responsabilité financière pour la Ville ou constituer une charge sur des immeubles lui appartenant, cette dernière a le droit de se tenir indemne en capital, en intérêts et en frais de toute telle réclamation ou créance, de quelque nature que ce soit, en retenant les sommes nécessaires à l'obtention des quittances appropriées. La Ville n'est pas tenue d'établir la validité de la réclamation ou de la créance.
- 4.3.11.2 Pour obtenir le paiement des sommes retenues par la Ville en regard de la réclamation ou la créance d'un tiers, la Ville peut exiger de l'Entrepreneur qu'il lui fournisse la preuve que ce tiers a été payé ou a renoncé à toute réclamation contre elle, ainsi que la preuve de la radiation de toute hypothèque légale, le cas échéant.
- 4.3.11.3 Si l'Entrepreneur doit des sommes d'argent à la Ville, pour quelque cause que ce soit, la Ville peut retenir et opérer compensation entre ces sommes et toute somme due à l'Entrepreneur, y compris sur toute somme retenue à titre de garantie, et lui demander de déposer toute somme requise afin de constituer une provision suffisante lui permettant d'être éventuellement indemnisée de tout règlement ou de tout jugement, en capital, en intérêts et en frais. La Ville paie, à compter de la date du jugement final ou du règlement, le cas échéant, sur l'excédent de toute somme ainsi retenue ou déposée, un intérêt annuel simple correspondant à la moyenne des taux préférentiels obtenus par la Ville au 1er janvier de chaque année.
- 4.3.11.4 Lorsqu'un sous-contrat est dénoncé par un Sous-traitant ou un Fournisseur ou lorsque le Directeur veut s'assurer qu'une dette quelconque existant en vertu de l'exécution du Contrat a été payée, la Ville peut, à sa seule discrétion, retenir une somme correspondant au montant de la dénonciation ou de la dette. Si l'Entrepreneur veut obtenir le paiement de la somme ainsi retenue, il doit fournir à la Ville une quittance ou une renonciation à toute réclamation et hypothèque légale de la part du Sous-traitant ou du Fournisseur. La Ville n'est pas tenue d'établir que le Sous-contrat dénoncé est soumis à une telle hypothèque légale.
- 4.3.11.5 Dans le cas où une réclamation ou une créance est établie après que tous les paiements dus par la Ville à l'Entrepreneur ont été effectués, l'Entrepreneur doit rembourser à la Ville toutes les sommes en capital, intérêts et frais, que la Ville a dû déboursier par suite du défaut de l'Entrepreneur, afin de payer cette réclamation ou créance et radier, le cas échéant, toute charge publiée sur un bien appartenant à la Ville en lien avec le présent Contrat.
- 4.3.11.6 Les droits prévus à l'article 4.3.11 sont au bénéfice exclusif de la Ville, qui pourra, à sa seule discrétion, les exercer ou non. Les droits prévus à l'article 4.3.11 ne peuvent en aucun cas être interprétés comme constituant une stipulation pour autrui ou comme offrant une protection quelconque aux créanciers ou aux Sous-traitants de l'Entrepreneur, aux Fournisseurs de Matériaux ou à toute autre personne.

#### **4.3.12 RESPECT DE LA PERSONNE ET DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS**

4.3.12.1 Afin de s'assurer du respect des personnes et des dispositions de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec (RLRQ, c. C-12), l'Entrepreneur doit :

- a) S'engager à traiter les citoyens, les employés de la Ville ainsi que les partenaires et autres Sous-traitants de celle-ci, avec courtoisie et professionnalisme dans leurs échanges, quelle que soit la forme. Il s'assure par ailleurs que ses Sous-traitants agissent ainsi.
- b) Promouvoir un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel.
- c) Éviter l'emploi d'une conduite inappropriée contrevenant aux règles collectives de respect ou du savoir-vivre en milieu de travail, et se caractérisant par des comportements rudes et non courtois, démontrant ainsi un manque de considération générale pour les autres.

4.3.12.2 En cas de faute, la Ville s'attend à ce que l'Entrepreneur prenne les mesures nécessaires auprès des personnes concernées afin de respecter ses engagements. Dans ce cas, la Ville avise l'Entrepreneur de tout comportement déviant par rapport aux exigences du présent Cahier des charges. L'Entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures pour intervenir afin de corriger la situation, mettre fin au comportement déviant signalé et fournir à la Ville toute l'information détaillant les démarches entreprises et les mesures mises en place. Si la Ville juge que ces mesures sont insuffisantes, elle peut exiger le remplacement du membre du personnel de l'entrepreneur qui est en faute.

4.3.12.3 L'Entrepreneur doit collaborer à toute vérification, portant sur le respect de ses engagements auprès de la Ville.

4.3.12.4 Tout manquement à l'article 4.3.12 de la part de l'Entrepreneur, d'un ou des membres du personnel à sa charge ainsi que de ses Sous-traitants, est susceptible de sanction de la part de la Ville, pouvant aller du simple avertissement jusqu'à la résiliation du contrat

#### **4.4 PROCESSUS D'ÉVALUATION DU RENDEMENT DE L'ADJUDICATAIRE**

##### **4.4.1 GÉNÉRALITÉS**

4.4.1.1 Au terme d'un appel d'offres public, la Ville doit déterminer si l'Adjudicataire doit faire l'objet d'une évaluation du rendement. Conséquemment, un suivi rigoureux et documenté sera effectué en cours de contrat. Par la suite, à la fin du contrat, le rendement de l'Adjudicataire sera évalué sur un ensemble de critères prédéfinis regroupés par thèmes. La grille de thèmes, incluant la pondération et les critères sous-tendus des thèmes, est fournie à la section « Clauses administratives spéciales » du présent Cahier des charges.

Si le rendement de l'Adjudicataire s'avère non satisfaisant, un rapport de cette évaluation lui sera transmis au plus tard soixante (60) jours à la suite de la réception définitive des travaux. Suite à la réception du rapport, le fournisseur ou l'entrepreneur disposera d'une période de trente (30) jours pour faire parvenir ses commentaires à la personne désignée responsable de l'évaluation. À la suite de la réception de ces commentaires, et si la personne désignée en maintient les conclusions, elle pourra faire entériner l'évaluation de rendement insatisfaisant par le comité exécutif de la Ville dans un délai de soixante (60) jours.

- 4.4.1.2 Si une évaluation de rendement insatisfaisant survient à l'égard du cocontractant ou de l'un de ses Sous-traitants, le cas échéant, après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat.

La Ville se réserve également le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat dans le cas où l'identité d'un Sous-traitant du cocontractant lui est communiquée après l'adjudication du contrat et que ce Sous-traitant a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par la Ville au cours des deux (2) années précédant la date de son sous-contrat.

#### 4.4.2 ÉVALUATION

- 4.4.2.1 La Ville procède à une évaluation de rendement de l'Adjudicataire dans les cas suivants:

- a) Le montant total du contrat, incluant les taxes, est de 1 million de dollars ou plus;
- b) Le montant du contrat dont la dépense nette se situe entre le seuil de l'appel d'offres public et 1 million de dollars et le résultat de l'étude de risque, préalable à l'adjudication du contrat, révèle qu'une évaluation du rendement est nécessaire.

- 4.4.2.2 Le rapport d'évaluation du rendement est basé sur une grille de critères préétablis propre au Contrat permettant de rendre compte du niveau de satisfaction de la Ville quant à la performance de l'Adjudicataire à qui la Ville a octroyé le Contrat.

- 4.4.2.3 Une évaluation de rendement insatisfaisant résulte d'une note inférieure à 70 % lors de l'évaluation du rendement de l'Adjudicataire.

#### 4.4.3 GRILLE D'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE

L'Adjudicataire est évalué sur les thèmes suivants et selon la pondération suivante :

- a) Conformité technique des travaux (25 %);
- b) Planification, organisation et respect des échéanciers (25 %);
- c) Administration du contrat (25 %);
- d) Signalisation et gestion des impacts des travaux (10 %);
- e) Santé et sécurité (15 %).



#### **4.4.4 AVIS DE REDRESSEMENT**

- 4.4.4.1 L'Adjudicataire est avisé que la Ville tiendra compte, en vue de l'évaluation de rendement du présent Contrat, de tout avis de redressement qu'elle émettra dans le cadre et au fur et à mesure de l'exécution du présent Contrat.
- 4.4.4.2 Un avis écrit de redressement peut s'imposer soit après un avertissement préalable à l'égard d'une situation, soit à l'occasion d'une faute grave ou d'une faute lourde de l'Adjudicataire, notamment lorsqu'il s'agit du défaut de l'Adjudicataire de respecter une obligation du Contrat ou de toute autre situation pouvant affecter la qualité d'exécution des travaux, le respect du délai de réalisation des travaux ou la collaboration requise de l'Adjudicataire et de son personnel dans le cadre de l'exécution du Contrat, le tout sous réserve de l'application de l'article 4.5.1.2.
- 4.4.4.3 Un avis écrit de redressement de la Ville est transmis à l'Adjudicataire. Lorsque l'Adjudicataire reçoit un avis de redressement de la Ville, il doit sans délai y donner les suites appropriées de manière à régler la situation ou le défaut dénoncé à la satisfaction de la Ville et, si requis, en soumettant avec diligence à la Ville pour commentaires un plan et un Échéancier de redressement. Le défaut de corriger les manquements énoncés à un avis de redressement peut entraîner l'application des mesures prévues à l'article 4.5.1.

#### **4.4.5 TRANSMISSION D'UNE ÉVALUATION DE RENDEMENT INSATISFAISANT**

Si le rendement de l'Adjudicataire s'avère non satisfaisant, un rapport sur cette évaluation lui sera transmis au plus tard soixante (60) Jours calendrier à la suite de la réception définitive des travaux. À la suite de la réception du rapport, l'Adjudicataire disposera d'une période de trente (30) Jours calendrier pour faire parvenir ses commentaires à la personne désignée responsable de l'évaluation. À la suite de la réception de ces commentaires, si la personne désignée maintient les conclusions, elle devra faire entériner l'évaluation de rendement insatisfaisant par le comité exécutif de la Ville dans un délai de soixante (60) Jours calendrier.

### **4.5 DÉFAUT – RÉSILIATION**

#### **4.5.1 DÉFAUT DE L'ENTREPRENEUR**

- 4.5.1.1 Sans égard à son droit d'imposer les pénalités en vertu de l'article 5.1.14, si l'Entrepreneur fait défaut de respecter l'une de ses obligations contractuelles, le Directeur avise par écrit l'Entrepreneur (avec copie à la caution) du défaut et, le cas échéant, du délai imparti pour y remédier.
- 4.5.1.2 Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Entrepreneur est en défaut notamment s'il :
- a) Ne commence pas les travaux à la date indiquée par le Directeur dans l'ordre de débiter les travaux;
  - b) Ne remplace pas les Matériaux refusés ou ne corrige pas les travaux déficients;
  - c) Fait exécuter des travaux par un Sous-traitant ne détenant pas la licence appropriée;
  - d) Enfreint les lois, décrets, arrêtés en conseil, règlements, ou les directives du Directeur;
  - e) Poursuit les travaux sans la célérité et la diligence requises;
  - f) Commet un acte de faillite ou devient insolvable;



- g) Suspend ses travaux sans l'autorisation écrite du Directeur;
- h) Abandonne les travaux;
- i) Conclut un contrat avec un Sous-traitant pour un Sous-contrat visé alors que ce Sous-traitant n'est pas pourvu d'une autorisation de l'Autorité des marchés publics ou que celle-ci est révoquée en cours d'exécution;
- j) Omet, à l'égard d'un Sous-contrat visé, de fournir au Directeur, dans le délai requis, les informations et documents exigés en vertu de l'article 4.3.3;
- k) Occupe le domaine public sans permis ou autorisation, ou qu'il ne respecte pas les conditions du permis ou de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public;
- l) Occupe le domaine public et qu'il n'effectue pas les Travaux en continu;
- m) Omet de maintenir en vigueur les contrats d'assurances selon les modalités prescrites.

4.5.1.3 Si l'Entrepreneur ne remédie pas au défaut dans le délai imparti, la Ville peut soit résilier le Contrat, soit demander à la caution de compléter les travaux, et cette dernière doit alors, dans les dix (10) Jours ouvrables suivants, confirmer par écrit son intention de compléter le Contrat ou, selon le cas, de payer les sommes prévues par la garantie d'exécution. Si la garantie d'exécution a été fournie sous forme de chèque, la Ville se réserve le droit de conserver les sommes encaissées. Si la garantie d'exécution a été fournie sous forme de lettre de garantie bancaire, la Ville se réserve le droit de l'encaisser.

4.5.1.4 Outre son droit d'opérer compensation, à compter de la demande d'intervention de la caution, la Ville suspend le paiement de toute somme qui pourrait être due à l'Entrepreneur.

4.5.1.5 Si la caution confirme son intention de compléter le Contrat, elle doit prendre les dispositions requises avant l'expiration des dix (10) Jours ouvrables qui suivent. L'entrepreneur retenu par la caution pour exécuter le Contrat en remplacement de l'Entrepreneur initial doit remplir toutes les conditions prévues au Contrat, notamment quant aux compétences et à l'expérience requises, et la Ville se réserve le droit de refuser tout entrepreneur proposé par la caution qui ne satisferait pas à ces conditions.

4.5.1.6 Si la caution n'intervient pas dans le délai mentionné ci-dessus, la Ville peut prendre possession du Chantier et faire exécuter les travaux et remplir toutes les autres obligations prévues au Contrat aux frais de l'Entrepreneur et de la caution.

4.5.1.7 Lorsque la Ville prend possession du Chantier :

- a) Le Directeur détermine la valeur des travaux exécutés, des Matériaux, du Matériel et des installations se trouvant sur le Chantier, et en dresse un inventaire et un état détaillé, dont la Ville remet copie à l'Entrepreneur et à la caution;
- b) Outre son droit d'opérer compensation, la Ville suspend le paiement de toute somme qui pourrait être due à l'Entrepreneur et, au fur et à mesure de l'exécution des travaux prévus au Contrat, effectue les décomptes :
  - i. Si les dépenses, dommages et frais engagés par la Ville pour compléter le Contrat sont supérieurs aux sommes payables à l'Entrepreneur, ce dernier et la caution, le cas échéant, doivent rembourser à la Ville l'écart entre ces sommes dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la demande à cet effet;
  - ii. Si les dépenses, dommages et frais engagés par la Ville pour compléter le Contrat sont inférieurs aux sommes payables à l'Entrepreneur, la Ville paie à l'Entrepreneur les sommes qui lui sont dues et qu'elle aura retenues, sans intérêt.

- 4.5.1.8 Cette prise de possession du Chantier n'a pas pour effet de libérer l'Entrepreneur ou la caution d'une obligation quelconque en vertu du Contrat ou de la loi. En conséquence, l'Entrepreneur et la caution sont solidairement responsables de toutes les dépenses engagées par la Ville pour remplir les obligations prévues au Contrat et sont réputés avoir renoncé à invoquer le fait qu'ils auraient pu remplir ces obligations à un coût inférieur.

#### 4.5.2 RÉSILIATION

- 4.5.2.1 Si la Ville résilie le Contrat en vertu de l'article 4.5.1, du Règlement sur la gestion contractuelle ou suite à une décision ou à une recommandation de l'inspecteur général de la Ville ou si ce dernier résilie le Contrat sans que la Ville ait renversé sa décision, les dispositions des articles 4.5.1.3 à 4.5.1.8 s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires et l'Entrepreneur est responsable de tous les dommages subis par la Ville en raison d'une telle résiliation.

- 4.5.2.2 La Ville peut aussi, en tout temps et à sa discrétion, résilier le Contrat malgré le fait que l'Entrepreneur ne soit pas en défaut, ni dans une situation prévue à l'article 4.5.2.1. Si elle se prévaut de ce droit, elle avise l'Entrepreneur et la caution par écrit et :

- a) La Ville paie à l'Entrepreneur, sur présentation des pièces justificatives, le coût des travaux réalisés avant la réception de l'avis de résiliation, selon le prix indiqué à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission, ainsi que, le cas échéant, le coût des biens fournis, lorsque ceux-ci peuvent lui être remis et qu'elle peut les utiliser. L'Entrepreneur doit remettre à la Ville tous les biens ainsi payés, dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la demande du Directeur à cet effet;
- b) Elle paie également à l'Entrepreneur, à titre de dommages-intérêts liquidés couvrant tout préjudice subi par ce dernier, un montant en fonction du solde contractuel, tel qu'il est déterminé ci-dessous. Aux fins de l'application du présent paragraphe, le solde contractuel constitue la différence entre, d'une part, le prix total du Contrat, excluant les taxes (TPS et TVQ) et les Contingences, et, d'autre part, le coût des travaux réalisés tel qu'il est défini au paragraphe précédent. Les sommes payées en vertu du présent paragraphe incluent les taxes applicables.

Le montant payable à l'Entrepreneur est calculé selon le barème suivant :

- i. 4 % sur la tranche de 0 \$ à 1 000 000,00 \$;
- ii. 3 % sur la tranche de 1 000 000,01 \$ à 5 000 000,00 \$;
- iii. 2 % sur la tranche de 5 000 000,01 \$ à 10 000 000,00 \$;
- iv. 1 % sur la tranche excédant 10 000 000,00 \$.

Aucun montant n'est payable à l'Entrepreneur suite à une résiliation décrite à l'article 4.5.2.1.

- 4.5.2.3 Nonobstant l'article 2129 du Code civil du Québec, les sommes payables en vertu de l'article 4.5.2.2 constituent les seules sommes payables à l'Entrepreneur.

## **5 TRAVAUX**

### **5.1 EXÉCUTION**

#### **5.1.1 DÉBUT DES TRAVAUX ET AUTORITÉ DU DIRECTEUR**

- 5.1.1.1 L'Entrepreneur doit commencer les travaux prévus à la date indiquée par le Directeur dans l'ordre de débiter les travaux. La date indiquée par le Directeur pour débiter les travaux constitue le point de départ pour le calcul du délai de réalisation des travaux prévu à l'article 5.1.8.
- 5.1.1.2 L'Entrepreneur ne doit pas débiter les travaux avant d'en avoir reçu l'autorisation écrite du Directeur.
- 5.1.1.3 Le Directeur a toute autorité pour gérer le Contrat et s'assurer que toutes les obligations de l'Entrepreneur prévues au Contrat sont respectées. À cet effet, il peut notamment :
- a) Refuser tout Matériel, tous Matériaux, procédés ou travaux non conformes au Cahier des charges ou ne respectant pas les critères de qualité demandés et ordonner, suivant le cas, leur correction, démolition, réfection ou remplacement; les travaux ainsi exécutés sont aux frais de l'Entrepreneur;
  - b) Ordonner, en tout temps, l'exécution des travaux en dehors des heures régulières de travail, selon les dispositions de l'article 5.2.1;
  - c) Se rendre, en tout temps, au Chantier ainsi que sur tous les lieux qui ont trait aux travaux, tels que les ateliers, magasins, usines et autres; tant l'Entrepreneur que ses Sous-traitants et Fournisseurs doivent lui en faciliter l'accès pendant les heures normales de travail;
  - d) Décider de toute question relative aux quantités et à la valeur des travaux. L'Entrepreneur qui désire contester une telle décision doit le faire conformément aux dispositions de l'article 5.1.12.

#### **5.1.2 EXÉCUTION DES TRAVAUX**

- 5.1.2.1 L'exécution des travaux doit être conforme au Contrat ainsi qu'aux directives émises par le Directeur.
- 5.1.2.2 L'Entrepreneur est tenu de fournir tout ce qui est usuel et nécessaire au parachèvement des travaux afin qu'ils soient conformes à l'usage auquel ils sont destinés.
- 5.1.2.3 L'Entrepreneur est seul responsable du coût des travaux, Matériaux, procédés ou Matériel non conformes qu'il est tenu de reprendre ou de remplacer.
- 5.1.2.4 L'Entrepreneur est tenu de fournir au Directeur toute information utile relative à l'exécution des travaux dont il a la responsabilité, ainsi qu'aux Matériaux et au temps nécessaires à cette fin.
- 5.1.2.5 Lorsqu'il occupe le domaine public, l'Entrepreneur doit prévoir et réaliser les Travaux en continu.

### 5.1.3 ALIGNEMENTS ET NIVEAUX

- 5.1.3.1 L'Ouvrage doit être réalisé de telle sorte que, à son achèvement, les alignements et niveaux montrés sur les plans émis pour construction ou sur ceux modifiés par la suite sur l'ordre du Directeur soient respectés.
- 5.1.3.2 La Ville implantera sur le terrain des stations d'arpentage aux abords de la zone des travaux et des élévations seront fournies pour ces points afin d'aider l'Entrepreneur dans la réalisation des travaux. Si des interventions nécessitent le déplacement des stations implantées par la Ville, ces dernières seront exécutées entièrement par l'Entrepreneur et à ses frais.
- 5.1.3.3 À moins d'indication contraire dans le CCAS, l'Entrepreneur doit lui-même, à ses frais, implanter l'Ouvrage projeté en plaçant des repères sur le Chantier. Il doit conserver les repères d'implantation jusqu'à ce que l'Ouvrage soit entièrement achevé à la satisfaction du Directeur.
- 5.1.3.4 Si l'Entrepreneur, au cours de l'exécution de ses travaux, constate une anomalie dans les repères d'implantation qu'il a fournis, il doit en aviser immédiatement le Directeur.
- 5.1.3.5 Le Directeur se réserve le droit de vérifier, en tout temps, l'implantation effectuée par l'Entrepreneur.
- 5.1.3.6 L'Entrepreneur doit se référer au devis technique pour les tolérances acceptées.

### 5.1.4 DESSINS D'ATELIER, FICHES TECHNIQUES ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR EXAMEN

#### 5.1.4.1 Registre des Dessins d'atelier

- 5.1.4.1.1 L'Entrepreneur doit soumettre au Directeur ou au Professionnel désigné un registre des Dessins d'atelier, Fiches techniques et échantillons requis pour l'exécution du Contrat pour examen dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la réunion de démarrage du projet.
- 5.1.4.1.2 Ce registre doit être mis à jour avant chaque réunion de chantier.
- 5.1.4.1.3 Ce registre doit contenir minimalement l'information suivante : le numéro du dessin avec le numéro de la révision, la section du devis, le nom du fichier informatique qui contient le Dessin d'atelier ou la Fiche technique, la date à laquelle les Dessins d'atelier, Fiches techniques ou échantillons sont soumis au Directeur ou au Professionnel désigné et la date à laquelle ils ont été visés par le Directeur ou le Professionnel désigné.

#### 5.1.4.2 Généralités

- 5.1.4.2.1 L'Entrepreneur ne peut pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt des Dessins d'atelier, des Fiches techniques ou d'échantillons avant que l'examen de l'ensemble des pièces soumises ne soit complètement terminé. Les travaux entrepris sans que les Dessins d'atelier, Fiches techniques et échantillons définitifs exigés aient été visés par le Directeur ou le Professionnel désigné peuvent être refusés. Les frais qui en résultent sont à la charge de l'Entrepreneur.
- 5.1.4.2.2 Les caractéristiques indiquées sur les Dessins d'atelier, les Fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques (SI).

- 5.1.4.2.3 L'Entrepreneur doit signer chaque dessin qu'il soumet pour Visa au Directeur ou au Professionnel désigné, et ce, même si le dessin est signé par le fabricant ou le Sous-traitant. La signature de l'Entrepreneur atteste l'exactitude des dimensions et leur conformité générale au Cahier des charges et à sa méthode de travail.
- 5.1.4.2.4 L'Entrepreneur doit prendre et vérifier les dimensions sur place, afin que ses travaux s'ajustent parfaitement aux éléments adjacents.
- 5.1.4.2.5 L'Entrepreneur doit adapter les Dessins d'atelier en fonction du projet particulier et indiquer les options, les modèles ou couleurs choisis qui s'appliquent, sinon ceux-ci seront retournés sans être examinés et seront considérés comme incomplets et à resoumettre.
- 5.1.4.2.6 L'Entrepreneur doit aviser le Directeur, au moment du dépôt des documents, des écarts que ceux-ci présentent par rapport aux exigences du Cahier des charges, et en exposer les motifs.
- 5.1.4.2.7 Le fait que les documents soumis et les échantillons soient visés par le Directeur ou le Professionnel désigné ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de réaliser l'Ouvrage et de soumettre des pièces complètes et exactes selon les exigences du Cahier des charges.
- 5.1.4.2.8 L'Entrepreneur n'agissant pas avec diligence sera le seul responsable du retard et des frais supplémentaires occasionnés par la transmission tardive des documents complets.
- 5.1.4.2.9 L'Entrepreneur doit conserver sur le Chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis.
- 5.1.4.3 Dessins d'atelier et Fiches techniques
- 5.1.4.3.1 L'Entrepreneur doit soumettre une (1) copie électronique, conformément à l'article 4.2.8, des Dessins d'atelier et Fiches techniques prescrits dans les sections techniques du devis et selon les exigences du Directeur ou du Professionnel désigné.
- 5.1.4.3.2 Si aucun Dessin d'atelier ni aucune Fiche technique ne sont exigés en raison de l'utilisation d'un produit de fabrication standard, l'Entrepreneur doit soumettre une (1) copie électronique de la documentation du fabricant prescrite dans les sections techniques du devis et exigées par le Directeur ou le Professionnel désigné.
- 5.1.4.3.3 Les Dessins d'atelier nécessitant de la conception d'ingénierie ou d'architecture doivent être scellés par un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) ou de l'Ordre des architectes du Québec (OAQ).
- 5.1.4.3.4 Les documents soumis pour être visés par le Directeur ou le Professionnel désigné doivent être accompagnés d'une fiche ou d'une lettre contenant les renseignements suivants :
- a) La date;
  - b) La désignation et le numéro du projet;
  - c) Le nom et l'adresse de l'Entrepreneur;
  - d) La désignation de chaque Dessin d'atelier ou Fiche technique ainsi que le nombre soumis.
- 5.1.4.3.5 Les documents soumis doivent porter ou indiquer ce qui suit :
- a) La désignation du Dessin d'atelier ou de la Fiche technique;
  - b) La date de préparation et les dates de révision;
  - c) La numérotation et le numéro du projet;
  - d) Le nom et l'adresse des personnes suivantes :

- i. Le Sous-traitant;
  - ii. Le Fournisseur;
  - iii. Le fabricant;
- e) Les détails pertinents sur les documents doivent indiquer, pour les portions de travaux concernées :
- i. Les Matériaux et les détails de fabrication, de construction, de fixation ou d'ancrage;
  - ii. Les détails avec les dimensions concernant le montage ou le réglage;
  - iii. Les caractéristiques telles que la puissance, le débit ou la contenance;
  - iv. Les caractéristiques de performance;
  - v. Les Normes de référence;
  - vi. Le poids;
  - vii. Les schémas de câblage indiquant les bornes terminales, le câblage interne de chaque appareil de même que les interconnexions entre les différents appareils;
  - viii. Les schémas unifilaires et les schémas de principe;
  - ix. Les liens avec les ouvrages adjacents;
  - x. Les dégagements nécessaires au fonctionnement, à l'entretien et au remplacement des appareils;
  - xi. Et tout autre renseignement nécessaire à l'exécution des travaux.

5.1.4.3.6 L'Entrepreneur doit supprimer les renseignements qui ne s'appliquent pas aux travaux.

5.1.4.3.7 Le Directeur ou le Professionnel désigné dispose de dix (10) Jours ouvrables pour examiner, commenter et apposer son Visa sur chaque lot de documents soumis. L'Entrepreneur doit tenir compte de ce délai dans l'élaboration de l'Échéancier des travaux. Ce délai n'est applicable qu'à compter du moment où les dessins sont complets et respectent les exigences de l'article 5.1.4.

5.1.4.3.8 L'examen des Dessins d'atelier par le Directeur ou le Professionnel désigné vise uniquement à vérifier la conformité au concept général des données indiquées sur ces derniers.

5.1.4.3.9 Cet examen ne signifie pas que le Directeur ou le Professionnel désigné accepte le contenu détaillé présenté dans les Dessins d'atelier, responsabilité qui incombe à l'Entrepreneur qui les soumet, et ne dégage pas non plus ce dernier de l'obligation de transmettre des Dessins d'atelier complets et exacts, et de se conformer à toutes les exigences du Cahier des charges.

5.1.4.3.10 Le Directeur ou le Professionnel désigné appose son Visa sur les Dessins d'ateliers et transmet ceux-ci avec ou sans annotation à l'Entrepreneur. Les travaux de fabrication et d'installation peuvent alors être entrepris en tenant compte des annotations, le cas échéant.

5.1.4.3.11 Si les Dessins d'atelier sont rejetés, la ou les copies annotées sont retournées et les Dessins d'atelier corrigés doivent de nouveau être soumis selon les indications précitées avant que les travaux de fabrication et d'installation puissent être entrepris.

5.1.4.3.12 L'Entrepreneur doit apporter aux Dessins d'atelier les corrections qui sont demandées par le Directeur en conformité avec les exigences du Cahier des charges.

5.1.4.3.13 Les corrections demandées aux Dessins d'atelier par le Directeur ou le Professionnel désigné sont réputées n'avoir aucun impact monétaire. Cependant, si l'Entrepreneur est d'avis que la demande requiert l'émission d'une demande de changement, il doit en aviser immédiatement le Directeur et le Professionnel désigné par écrit et obtenir leur approbation avant d'entreprendre les travaux.

#### 5.1.4.4 Échantillons

5.1.4.4.1 L'Entrepreneur doit soumettre la quantité d'échantillons de produits mentionnée dans les devis spécifiques aux fins d'examen, en respectant les prescriptions des sections techniques des devis. Il doit étiqueter les échantillons en indiquant leur origine et leur destination prévue.

5.1.4.4.2 L'Entrepreneur doit expédier les échantillons port payé au bureau du Directeur ou du Professionnel désigné.

5.1.4.4.3 L'Entrepreneur doit aviser le Directeur ou le Professionnel désigné des écarts qu'ils présentent par rapport aux exigences du Cahier des charges et en exposer les motifs.

5.1.4.4.4 Lorsque la couleur, le motif ou la texture fait l'objet d'une prescription, l'Entrepreneur doit soumettre toute la gamme d'échantillons nécessaires.

5.1.4.4.5 Les corrections demandées aux échantillons par le Directeur ou le Professionnel désigné sont réputées n'avoir aucun impact monétaire. Cependant, si l'Entrepreneur est d'avis que la demande requiert l'émission d'une demande de changement, il doit en aviser le Directeur et le Professionnel désigné par écrit et obtenir l'autorisation préalable du Directeur avant d'entreprendre les travaux.

5.1.4.4.6 L'Entrepreneur doit apporter aux échantillons les corrections qui sont demandées par le Directeur ou le Professionnel désigné.

5.1.4.4.7 Les échantillons examinés et visés deviendront la norme de référence à partir de laquelle la qualité des Matériaux et la qualité d'exécution des travaux finis et installés seront évaluées.

#### 5.1.5 PLANS ANNOTÉS PAR L'ENTREPRENEUR (ANCIENNEMENT TEL QUE CONSTRUIT OU TQC)

5.1.5.1 L'Entrepreneur doit tenir à jour une copie des plans annotés de toutes les disciplines, sur lesquels apparaissent les modifications réalisées au cours de l'exécution des travaux par lui ou ses Sous-traitants.

5.1.5.2 Les plans doivent être annotés clairement en rouge pour indiquer toutes les modifications acceptées qui sont survenues durant les travaux.

5.1.5.3 L'Entrepreneur doit remettre à la Ville au plus tard trente (30) Jours calendrier suivant la réception provisoire totale des travaux une copie numérisées (PDF) de chaque plan annoté portant la mention « annoté », signé et daté de la journée de l'émission du plan.

5.1.5.4 À défaut de recevoir lesdits plans annotés par l'Entrepreneur, la Ville ne pourra procéder au paiement du décompte final et à la libération de la retenue, tel que stipulé à l'article 5.6.7.2.1.



## 5.1.6 PLANS DE LOCALISATION DES INFRASTRUCTURES

- 5.1.6.1 Pour tous les travaux comportant de la construction, reconstruction des conduites d'eau et d'égout, ainsi que les projets comportant de la construction de réseau électrique, l'Entrepreneur doit mandater un arpenteur-géomètre ou un géomètre pour produire et fournir un plan de localisation des infrastructures répondant aux exigences du document technique normalisé d'infrastructures DTNI-12A « Guide: Plans de localisation des infrastructures », pour l'élaboration des plans d'inventaire ou finaux.
- 5.1.6.2 L'Entrepreneur est responsable de s'assurer que l'arpenteur-géomètre ou le géomètre mandaté et les membres de leur équipe soient présents pour relever progressivement les infrastructures souterraines avant que celles-ci ne soient enfouies.
- 5.1.6.3 L'Entrepreneur devra soumettre aux fins de paiements progressifs, à 25%, 50% et 75% de l'état d'avancement des travaux, un relevé terrain des infrastructures alors complétées et de celles existantes ne faisant pas partie de la portée des travaux mais devenus visibles suite à l'excavation. Le levé doit être réalisé selon les indications énoncées dans le document technique normalisé d'infrastructures DTNI-12A « Guide: Plans de localisation des infrastructures ». Ces relevés devront permettre à la Ville de s'assurer que les éléments demandés ont été relevés et du respect des précisions attendues.
- 5.1.6.4 L'Entrepreneur doit fournir au plus tard trente (30) Jours calendrier suivant la réception provisoire totale des travaux la version finale des plans de localisation des infrastructures. Ces plans doivent être minutés et signés par l'arpenteur-géomètre ou le géomètre mandaté. Ces plans géoréférencés XYZ doivent inclure les infrastructures existantes et nouvellement installées pour les rues concernées par les travaux.
- 5.1.6.5 À défaut de recevoir la version finale des plans de localisation minutés et signés par un arpenteur-géomètre ou un géomètre, la Ville ne pourra pas procéder au paiement du décompte final et à la libération de la retenue, tel que stipulé à l'article 5.6.7.2.1.

## 5.1.7 ÉCHÉANCIER D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ET PLANIFICATION HEBDOMADAIRE

### 5.1.7.1 Échéancier d'exécution des travaux

- a) Dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la demande du Directeur, l'Entrepreneur doit lui soumettre l'Échéancier respectant les délais contractuels. Le Directeur peut demander des précisions et corrections à l'Échéancier pour s'assurer du respect des obligations contractuelles de l'Entrepreneur.
- b) L'Échéancier doit tenir compte de tous les congés statutaires de l'industrie de la construction pour la durée du Contrat.
- c) L'Échéancier de l'Entrepreneur doit inclure entre autres :
  - i. L'ordre chronologique dans lequel l'Entrepreneur propose d'exécuter tous les travaux du Contrat, en tenant compte de toutes les restrictions imposées dans le Cahier des charges et notamment du maintien de la circulation et de la signalisation routière;
  - ii. La subdivision des travaux afin de favoriser une meilleure planification de l'Ouvrage pour permettre, lors de la mise à jour de l'Échéancier, de montrer l'avancement de chacune des tâches réalisées en temps réel;



- iii. Un diagramme de Gantt qui indique les dates de début et de fin de chacune des Activités prévues pour exécuter les travaux, avec leur interdépendance (prédécesseurs et successeurs) et le Chemin critique des travaux. Cet Échéancier doit être élaboré sur un logiciel tel que Microsoft Project ou l'équivalent. Le fichier électronique permettant la validation complète des liens indiqués dans l'Échéancier doit être transmis lors de l'acceptation et à chaque mise à jour;
- d) Dans son Échéancier, l'Entrepreneur doit notamment tenir compte de l'ensemble des Activités pour réaliser l'ensemble des travaux prévus au Contrat, incluant les délais liés aux Dessins d'atelier ainsi que les délais de fabrication et de livraison des divers Matériaux et équipements requis au Contrat;
- e) Lorsque l'Échéancier respecte les obligations du Contrat, le Directeur accepte l'Échéancier, qui devient l'Échéancier de référence.
- f) L'acceptation de l'Échéancier par le Directeur ne dégage aucunement l'Entrepreneur de ses obligations, dont notamment celle d'exécuter les travaux dans les délais prescrits.
- g) Après son acceptation, l'Échéancier de référence ne peut être modifié par l'Entrepreneur sans qu'une entente intervienne entre le Directeur et l'Entrepreneur pour le modifier. L'Entrepreneur doit en tout temps se conformer au déroulement de l'Échéancier de référence.
- h) Au cours de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit soumettre mensuellement pour acceptation un Échéancier mis à jour en fonction de l'avancement des travaux. Cette mise à jour doit être fournie lors de la remise de la demande de paiement et doit inclure les informations suffisantes pour chaque Activité, dont notamment le début initial, le début planifié, le début réel, la durée initiale, la durée planifiée et la durée réelle ainsi que le pourcentage d'avancement de chaque Activité pour analyser la planification révisée et toutes les actions correctives proposées par l'Entrepreneur afin de valider qu'elles sont adéquates pour assurer le respect de l'Échéancier.

#### 5.1.7.2 Planification hebdomadaire des travaux

En plus de l'Échéancier, l'Entrepreneur doit, et ce, de façon hebdomadaire, fournir un programme détaillé indiquant les Activités qu'il entend réaliser au Chantier au cours des trois semaines suivantes et il doit mettre à jour cette planification chaque semaine en illustrant ce qui a été exécuté en fonction de la planification présentée la semaine précédente. Ce suivi hebdomadaire doit être remis au Directeur deux (2) Jours ouvrables avant la réunion de chantier hebdomadaire.

### 5.1.8 DÉLAI DE RÉALISATION DES TRAVAUX

- 5.1.8.1 Le délai de réalisation des travaux est celui indiqué au CCAS et il constitue l'essence même du Contrat. Ce délai se calcule à compter de la date de début des travaux inscrite sur l'ordre de débiter jusqu'à la réception provisoire totale de l'ensemble des travaux prévus au Contrat. L'Entrepreneur ne doit pas débiter les travaux avant d'en avoir reçu l'autorisation écrite.

### 5.1.9 MODIFICATION APPORTÉE AUX DÉLAIS

- 5.1.9.1 Avis écrit d'impact sur le délai

Si l'Entrepreneur est d'avis qu'un événement non prévu à son Contrat ou une situation hors de son contrôle provoquera un retard significatif dans l'achèvement des travaux faisant l'objet du Contrat, il est tenu d'informer par écrit le Directeur de la nature, de la cause et de façon préliminaire des autres conséquences prévues, dans les cinq (5) Jours ouvrables qui suivent le commencement de cet événement ou la découverte de cette situation.

#### 5.1.9.2 Renonciation de l'entrepreneur

Le défaut de l'Entrepreneur d'informer le Directeur conformément à l'article 5.1.9.1 constitue une renonciation définitive de sa part à invoquer un tel événement ou une telle situation, et aucune prolongation du délai de réalisation des travaux ne lui sera accordée.

#### 5.1.9.3 Demande de prolongation du délai

Lorsque l'Entrepreneur réclame une prolongation du délai de réalisation des travaux, faisant suite à l'avis écrit d'impact sur le délai, il doit démontrer l'impact sur le Chemin critique de l'Échéancier de référence en fournissant, avec sa demande, toutes les pièces justificatives dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrables. Un retard dans l'exercice d'une Activité critique peut entraîner une prolongation du délai de réalisation seulement lorsqu'il n'est pas possible de modifier le déroulement des Activités ou de modifier l'ordre de celles-ci.

#### 5.1.9.4 L'Entrepreneur doit soumettre au Directeur ou au Professionnel désigné une proposition d'ordonnancement de ces travaux pour diminuer l'impact sur l'Échéancier du projet.

Lorsque le Directeur considère que ledit événement ou ladite situation justifie une prolongation du délai de réalisation des travaux, il en avise l'Entrepreneur et lui indique le nombre de jours de prolongation par l'émission d'un ordre de changement.

#### 5.1.9.5 Causes de retard

Des conditions météorologiques défavorables ou des événements causés par le fait de l'Entrepreneur ou d'une personne sous son autorité ne pourront, en aucun cas, être considérés comme une cause de retard échappant au contrôle de l'Entrepreneur ou non prévisible par celui-ci, à moins d'indication contraire dans le Cahier des charges.

### 5.1.10 INSTRUCTION DE CHANTIER

#### 5.1.10.1 Le Directeur ou le Professionnel désigné peut émettre toute instruction de chantier à l'égard d'une des situations suivantes :

- a) Apporter une précision au Contrat et ainsi faciliter la réalisation des travaux par l'Entrepreneur;
- b) S'assurer que l'exécution des travaux respecte les exigences du Cahier des charges;
- c) Intervenir lors d'une situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes;
- d) Toute autre situation découlant de l'exécution du Contrat.

#### 5.1.10.2 Une instruction de chantier ne constitue pas un changement au Contrat et n'occasionne pas de coût additionnel.

5.1.10.3 L'Entrepreneur doit donner suite à cette instruction de chantier et exécuter les instructions demandées avec diligence, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des travaux.

## 5.1.11 GESTION DES CHANGEMENTS

### 5.1.11.1 Modifications aux travaux

- a) Le Directeur peut, en tout temps, modifier les travaux et les conditions d'exécution du Contrat. Ces modifications n'ont pas pour effet d'annuler le Contrat; l'Entrepreneur ne peut s'en prévaloir comme cause de résiliation et doit s'y conformer. La Ville ne donne aucune garantie que des Contingences seront requises.
- b) Dans tous les cas, les modifications aux travaux sont signifiées à l'Entrepreneur par le Directeur ou le Professionnel désigné au moyen d'une « demande de changement », qui peut être exécutoire ou non selon la situation. Lorsqu'un prix pour la modification demandée est établi, la modification est formalisée au moyen d'un « ordre de changement » stipulant le montant payable à l'Entrepreneur, ainsi qu'un délai de réalisation supplémentaire, s'il y a lieu. Si les parties n'arrivent pas à convenir d'un prix pour la modification demandée conformément à l'article 5.1.11.4, le Directeur détermine alors le prix conformément à l'article 5.1.1.3 d).
- c) L'Entrepreneur ne peut apporter de modifications aux travaux à moins d'avoir reçu une demande de changement exécutoire ou un ordre de changement.
- d) Lorsque l'Entrepreneur juge qu'une compensation doit lui être accordée en raison d'une situation imprévue ou de conditions de Chantier substantiellement différentes du Contrat qui, de son opinion, engendrent des travaux ou la fourniture de Matériaux additionnels non inclus à son Contrat, il doit en aviser par écrit le Directeur avant d'entreprendre lesdits travaux. Le Directeur se réserve alors un délai raisonnable pour décider de la marche à suivre pour la poursuite des travaux, et en avise l'Entrepreneur par écrit.

### 5.1.11.2 Demande de changement

- a) Toute demande de changement émise par le Directeur ou le Professionnel désigné oblige l'Entrepreneur à soumettre un prix ou un crédit détaillé dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la réception de ladite demande, à moins qu'un délai différent ne soit spécifié dans celle-ci. La demande de changement est produite sur le Formulaire 1, « Demande de changement », de l'annexe K, « Gestion des changements ». La valeur du changement est déterminée selon les modalités de l'article 5.1.11.4.
- b) Après réception du prix proposé par l'Entrepreneur, le Directeur doit, dans un délai raisonnable, faire connaître sa position à l'égard de la proposition de l'Entrepreneur. S'il accepte la proposition, il émet un ordre de changement (art. 5.1.11.3). S'il refuse la proposition, il en avise l'Entrepreneur, qui doit resoumettre un prix dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la demande du Directeur à cet effet.
- c) L'Entrepreneur doit collaborer avec le Directeur ou le Professionnel désigné pour identifier les mesures permettant, entre autres, une exécution optimale du changement en fonction du Chemin critique de l'Échéancier de référence, et dans le respect du délai de réalisation fixé par le Directeur.

- d) Si l'Entrepreneur est d'avis qu'un délai additionnel doit lui être accordé en raison d'une demande de changement (exécutoire ou non), il doit faire la démonstration de l'impact de la modification aux travaux sur le Chemin critique de l'Échéancier de référence en fournissant toutes les pièces justificatives, et ce, dans un délai de dix (10) Jours ouvrables suivant l'émission de la demande de changement. Ceci n'a cependant pas pour effet d'empêcher la mise en œuvre d'une demande de changement exécutoire, le cas échéant.
- e) À défaut de soumettre la justification de l'impact de la modification aux travaux sur le Chemin critique de l'Échéancier de référence dans le délai prescrit, la modification aux travaux est réputée n'entraîner aucun impact sur le délai de réalisation des travaux.

Lorsque la demande de changement est exécutoire, le Directeur le signifie à l'Entrepreneur par le biais du Formulaire 1, « Demande de changement », de l'annexe K, « Gestion des changements », et ce dernier doit s'y conformer et procéder sans délai aux travaux avec diligence et célérité. Les travaux doivent alors être exécutés selon la méthode des « dépenses contrôlées », telle que décrite à l'article 5.1.11.4.2, jusqu'à ce qu'un prix soit établi conformément à l'article 5.1.11.4 ou 5.1.1.3 d).

### 5.1.11.3 Ordre de changement

- a) La modification aux travaux formalisée par l'émission d'un ordre de changement par le Directeur est produit sur le Formulaire 2, « Ordre de changement », de l'annexe K, « Gestion des changements ».
- b) L'Entrepreneur doit exécuter l'ordre de changement lorsqu'il est émis et approuvé par le Directeur. L'Entrepreneur est tenu de s'y conformer et d'exécuter les travaux décrits au moment et à l'intérieur du délai de réalisation convenu, et selon le prix établi.
- c) À noter qu'aucun paiement ne sera émis pour tout travail exécuté par l'Entrepreneur, non prévu au Cahier des charges et qui n'aura pas fait l'objet d'un ordre de changement.
- d) L'ordre de changement doit préciser, à chaque fois, si les modifications autorisées par le Directeur entraînent une modification au délai de réalisation des travaux et à l'Échéancier de référence.
- e) Pour être inclus dans une demande de paiement, l'ordre de changement doit être signé par les deux (2) parties, et l'Entrepreneur doit avoir transmis au Directeur toutes les pièces exigibles relatives à cet ordre de changement. Celui-ci sera payable selon l'avancement des travaux.
- f) Si l'Entrepreneur a fourni toutes les pièces justificatives requises, le cas échéant, conformément aux termes du Contrat et qu'un différend relatif à l'établissement des coûts des travaux ou relatif à l'impact d'une modification aux travaux sur le Chemin critique de l'Échéancier de référence subsiste, l'Entrepreneur le signifie sur le formulaire de l'ordre de changement. La Ville s'engage alors à payer un montant qu'elle estime juste pour la modification, ce qui ne constitue pas une renonciation de la part de l'Entrepreneur à faire valoir ses droits, dans la mesure où la procédure de règlement des différends prévue à l'article 5.1.12 est respectée.
- g) L'Entrepreneur doit mettre en œuvre sans délai l'ordre de changement malgré tout différend.

#### 5.1.11.4 Établissement de la valeur d'un changement

5.1.11.4.1 Chaque fois qu'il est nécessaire, en vertu du Contrat, d'établir le prix d'un changement, la valeur des travaux est établie conformément à l'une des règles a), b) ou c) ci-après (chaque règle prévaut sur la suivante dans l'ordre d'énumération) :

- a) Par l'application des Prix unitaires ou Prix globaux fournis par l'Entrepreneur dans le Formulaire de soumission;
- b) Par l'application des Prix unitaires déterminés dans la version du document normalisé d'infrastructures DTNI-11A + DNTI-11B « Répertoire des Prix unitaires des travaux d'infrastructures », en vigueur au moment de réaliser les travaux;
- c) Selon un Prix unitaire ou forfaitaire ventilé et documenté acceptable pour les deux parties.
  - i. Lorsque les travaux sont exécutés par l'Entrepreneur, une majoration de 15 % est ajoutée au total du montant des travaux, sans les taxes pour couvrir les Frais d'administration ainsi que les Frais généraux de chantier.
  - ii. Lorsque les travaux sont exécutés par un Sous-traitant, la majoration de 15 % du montant des travaux, sans les taxes, est accordée au Sous-traitant, et une majoration additionnelle de 10 % à l'Entrepreneur est ajoutée au total des montants pour couvrir les Frais d'administration ainsi que les Frais généraux de chantier. Une seule majoration de 15 % est acceptée, et ce, même si le Sous-traitant fait appel à un autre Sous-traitant.

5.1.11.4.2 Malgré le paragraphe précédent, le Directeur se réserve le droit, dans tous les cas et à sa seule discrétion, de payer les travaux ou parties de travaux concernés par ces changements, selon le principe des « dépenses contrôlées ». La valeur de ces travaux est alors calculée comme suit :

- a) Les salaires des contremaîtres et de la main-d'œuvre dédiée directement à l'exécution desdits travaux supplémentaires selon les taux de salaire indiqués au DTNI-11B « Taux horaire d'équipement, de machinerie et de main d'œuvre » ou au décret de l'industrie de la construction, plus les frais accessoires connexes imposés par les lois et décrets;
  - i. Lorsque les travaux sont exécutés par l'Entrepreneur, une majoration de 15 % est ajoutée au total du montant des travaux, sans les taxes pour couvrir les Frais d'administration ainsi que les Frais généraux de chantier.
  - ii. Lorsque les travaux sont exécutés par un Sous-traitant, la majoration de 15 % du montant des travaux, sans les taxes, est accordée au Sous-traitant, et une majoration additionnelle de 10 % à l'Entrepreneur est ajoutée au total des montants pour couvrir les Frais d'administration ainsi que les Frais généraux de chantier. Une seule majoration de 15 % est acceptée, et ce, même si le Sous-traitant fait appel à un autre Sous-traitant.
- b) Le prix de revient des Matériaux incorporés à l'Ouvrage en raison des travaux supplémentaires ou nécessaires à leur exécution, sans les taxes applicables
  - i. Lorsque les travaux sont exécutés par l'Entrepreneur, une majoration de 15 % est ajoutée au total du coût des matériaux, sans les taxes pour couvrir les Frais d'administration ainsi que les Frais généraux de chantier.

- ii. Lorsque les travaux sont exécutés par un Sous-traitant, la majoration de 15 % du coût des matériaux, sans les taxes, est accordée au Sous-traitant, et une majoration additionnelle de 10 % à l'Entrepreneur est ajoutée au total des montants pour couvrir les Frais d'administration ainsi que les Frais généraux de chantier. Une seule majoration de 15 % est acceptée, et ce, même si le Sous-traitant fait appel à un autre Sous-traitant.
- c) Les appareils et l'outillage nécessaires et acceptés par le Directeur, exception faite des outils habituels des corps de métier, selon les taux de location en vigueur lors de la réalisation des travaux.
  - i. Les taux de location utilisés doivent provenir du DTNI-11B « Taux horaire d'équipement, de machinerie et de main d'œuvre »;
  - ii. L'Entrepreneur doit prendre note du fait que les taux spécifiés dans les documents ci-dessus incluent les Frais d'administration, ainsi que le coût des opérateurs.

À la fin de chaque jour où des travaux additionnels ont été exécutés et dont la rémunération est prévue en dépenses contrôlées, l'Entrepreneur doit faire un état en indiquant en détail les travaux exécutés, les noms des ouvriers avec leur classification quant à leur emploi, les heures de travail, le taux de main-d'œuvre, la quantité et le coût des Matériaux incorporés dans lesdits travaux ainsi que le genre et les heures d'utilisation de l'outillage. L'Entrepreneur approuve l'état journalier des travaux supplémentaires et le transmettre au Directeur. La réception par le Directeur de l'état journalier ne constitue pas une acceptation des quantités et des montants qui y sont inscrits.

Aux fins d'approbation de ces états journaliers, le Directeur se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier chez l'Entrepreneur et, le cas échéant, chez le Sous-traitant la véracité des informations fournies et d'exiger toute pièce justificative qu'il juge nécessaire.

5.1.11.4.3 Si un changement aux travaux a pour résultat net une diminution du prix du Contrat, le montant du crédit doit être le coût net, sans majoration ni déduction pour les Frais d'administration et les Frais généraux de chantier.

5.1.11.4.4 Si un changement comporte un crédit et un débit, les Frais d'administration et les Frais généraux de chantier sont payés sur le différentiel entre les deux montants liés au dit changement.

## 5.1.12 PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

### 5.1.12.1 Obligations relatives aux avis

5.1.12.1.1 L'Entrepreneur peut se prévaloir de la procédure de règlement des différends dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- a) Lorsqu'il est en désaccord avec le délai fixé pour exécuter les travaux dans le cadre d'un ordre de changement;
- b) Lorsqu'il existe un désaccord sur la valeur d'un ordre de changement;
- c) Lorsqu'il est en désaccord avec une directive ou une décision de la Ville relative à l'exécution ou à l'interprétation de son Contrat;
- d) Lorsqu'il a l'intention de faire valoir une demande de compensation supplémentaire.

5.1.12.1.2 L'Entrepreneur a l'obligation de poursuivre les travaux malgré tout désaccord avec la Ville. La poursuite des travaux ne constitue pas une renonciation de sa part à faire valoir ses droits dans la mesure où la procédure de règlement des différends est respectée.

5.1.12.1.3 Dans tous les cas, l'Entrepreneur doit transmettre au Directeur dès que possible, mais au plus tard cinq (5) Jours ouvrables suivant la réception d'un ordre de changement, d'une directive, d'une décision ou de la survenance de l'événement qui, selon lui, justifie son différend, un avis écrit dans lequel il doit préciser la nature de sa demande, les raisons qui la justifient et fournir suffisamment d'information pour permettre à la Ville d'en faire l'évaluation. Si cet avis n'est pas transmis dans le délai prescrit, l'Entrepreneur sera réputé avoir renoncé à faire valoir ses droits et ne pourra présenter de demande de compensation relative à l'ordre de changement, à la directive, à la décision ou à l'événement concerné.

5.1.12.1.4 À défaut d'entente, l'Entrepreneur doit transmettre à la Ville le détail de sa demande de compensation accompagné des pièces justificatives au plus tard trente (30) Jours calendrier suivant la réception provisoire totale des travaux ou, dans le cas d'une demande de compensation relative à des travaux visés par une réception provisoire partielle, au plus tard trente (30) Jours calendrier suivant celle-ci. À l'expiration de ce délai, à moins qu'il en ait été convenu autrement par écrit avec le Directeur, cette demande. L'Entrepreneur sera réputé avoir renoncé à présenter une demande de compensation relative à l'avis transmis selon l'article 5.1.12.1.3. La Ville fera connaître sa position à l'égard de ladite demande dans un délai maximum de soixante (60) Jours calendrier, à moins qu'il en ait été convenu autrement.

5.1.12.1.5 Processus de médiation

- a) Lorsqu'un différend subsiste à la suite de l'exécution par les parties des « Obligations relatives aux avis » (5.1.12.1), la Ville ou l'Entrepreneur peut, par l'envoi d'un avis écrit à l'autre partie, proposer la médiation.
- b) Dans la mesure où toutes les parties acceptent le recours au processus de médiation, le médiateur est choisi d'un commun accord par la Ville et l'Entrepreneur. Il est chargé d'aider les parties à cerner leur différend et à identifier leurs positions et leurs intérêts, de même qu'à dialoguer et à explorer des solutions mutuellement satisfaisantes pour résoudre leur différend.
- c) Les parties, de concert avec le médiateur, définissent les règles applicables à la médiation et sa durée, précisent leurs engagements, attentes et besoins ainsi que le rôle et les devoirs du médiateur.
- d) Les honoraires et les frais du médiateur sont assumés en parts égales par les parties.
- e) Les représentants de chaque partie doivent être dûment mandatés pour procéder à la médiation.
- f) Tous les participants à la médiation devront signer un engagement de confidentialité avant la séance de médiation.
- g) Tout ce qui sera dit ou écrit et tous les renseignements et documents qui seront échangés au cours du processus de médiation seront considérés comme ayant été communiqués « sous toutes réserves » aux fins de négociation en vue d'une entente et ne seront pas recevables en preuve dans un processus judiciaire ou autre. Toutefois, une preuve qui est autrement admissible ou qui peut être communiquée ne saurait être rendue inadmissible en preuve dû au fait qu'elle a été utilisée pendant la médiation.
- h) À toute étape du processus, une partie peut décider de se retirer de celui-ci, à charge par elle d'assumer sa part des honoraires et des frais du médiateur.
- i) À défaut d'une entente entre la Ville et l'Entrepreneur au terme de la médiation, les parties conservent tous leurs droits et recours.



### 5.1.13 SUSPENSION DES TRAVAUX

5.1.13.1 Le Directeur peut suspendre les travaux, en totalité ou en partie, en tout temps avant ou après le commencement de leur exécution.

5.1.13.2 Toute suspension est notifiée à l'Entrepreneur par écrit, et la notification en précise l'étendue, la date d'application et la durée, si elle est connue. En l'absence d'une telle notification, aucune circonstance ou situation pouvant se présenter pendant la durée du Contrat ne peut être considérée comme une suspension.

5.1.13.3 À la réception de cette notification, l'Entrepreneur doit :

- a) Arrêter les travaux à la date et dans les limites indiquées;
- b) Suspendre, sauf instruction contraire du Directeur, tous les Contrats avec les Sous-traitants et toutes les commandes de Matériaux et de Matériel, à la seule exception, s'il y a lieu, de ce qui est nécessaire pour terminer la partie des travaux exclue du champ de la suspension;
- c) Poursuivre la partie des travaux qui n'est pas comprise dans la suspension;
- d) Prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour conserver en bon état ses installations et son Matériel pour la durée de la suspension;
- e) Prendre toutes les mesures jugées nécessaires par le Directeur pour conserver en bon état, pour la durée de la suspension, les travaux exécutés et les Matériaux déjà livrés sur le Chantier, prévenir tout accident et, le cas échéant, faire réparer tous les dommages survenus durant cette suspension.

Lorsqu'il a été convenu avec le Directeur que l'Entrepreneur se démobilise, les articles 5.1.13.3 d) et 5.1.13.3 e) ne s'appliquent pas.

5.1.13.4 Pendant la durée de la suspension, ni l'Entrepreneur ni ses Sous-traitants ne doivent retirer du Chantier, sans le consentement du Directeur, une partie d'Ouvrage, un matériau, une installation ou un Matériel qui s'y trouvent.

5.1.13.5 Sous réserve de l'article 5.1.13.6, la Ville paiera à l'Entrepreneur des frais raisonnables de démobilisation et de remobilisation si requis, et les autres coûts inévitables occasionnés par cette suspension, le cas échéant. L'Entrepreneur doit fournir toutes les pièces justificatives pour démontrer les coûts, le cas échéant.

5.1.13.6 Aucune somme n'est payable à l'Entrepreneur si la suspension est imputable à l'Entrepreneur ou à l'un de ses Sous-traitants.

5.1.13.7 L'arrêt des travaux durant la période hivernale ne peut être assimilé à une suspension des travaux si cet arrêt était prévu dans le Cahier des charges.



### 5.1.14 PÉNALITÉS

#### 5.1.14.1 Mise à jour de l'Échéancier d'exécution des travaux

- a) Si l'Échéancier d'exécution des travaux mis à jour par l'Entrepreneur n'est pas fourni lors de la remise du décompte progressif mensuel, la Ville peut retenir, pour chacun des décomptes progressifs mensuels, un montant correspondant à 0,5 % du montant de la demande de paiement produite au cours de ce mois, et ce, tant que l'Échéancier d'exécution des travaux mis à jour et conforme n'a pas été remis à la Ville. Cette retenue peut s'appliquer également si le Directeur constate que les documents sont incomplets, non représentatifs de la situation existante ou non réalistes par rapport aux prévisions.
- b) De plus, si l'Échéancier d'exécution des travaux mis à jour n'est toujours pas fourni lors de la remise du décompte progressif suivant, la Ville conservera, à titre de pénalité, le montant retenu, auquel cas la Ville transmettra à l'Entrepreneur un avis de pénalité.

#### 5.1.14.2 Occupation temporaire du domaine public

##### 5.1.14.2.1 Permis et autorisation d'occupation temporaire du domaine public

Si le Directeur constate que l'Entrepreneur ou l'un de ses Sous-traitants occupe le domaine public sans permis ou autorisation, ou est en défaut de respecter les conditions du permis ou de l'autorisation temporaire d'occupation du domaine public ou de tout autre permis ou autorisation, il peut imposer à l'Entrepreneur les pénalités prévues au Document technique normalisé d'infrastructures DTNI-8A « Maintien et gestion de la mobilité ».

##### 5.1.14.2.2 Continuité des travaux

Lorsque l'Entrepreneur occupe le domaine public et qu'il n'effectue pas de Travaux en continu, le Directeur peut imposer à l'Entrepreneur les pénalités suivantes en émettant un avis de pénalité.

- a) 1 000 \$ le premier jour;
- b) 2 000 \$ le deuxième jour;
- c) 3 000 \$ le troisième jour et chaque jour subséquent.

Les pénalités sont prélevées à même les sommes dues à l'Entrepreneur.

L'imposition de ces pénalités par le Directeur n'empêche pas l'application de l'article 5.1.14.3.

#### 5.1.14.3 Retard dans l'exécution des travaux

- a) Le délai stipulé au Cahier des charges pour la réalisation des travaux est de l'essence même du Contrat et le simple retard dans l'exécution des obligations de l'Entrepreneur peut entraîner l'imposition, par le Directeur, d'une pénalité.
- b) De façon générale et à moins d'indication contraire dans le Cahier des clauses administratives spéciales, pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'Entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du Contrat, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ). Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1 000 \$ par jour de retard.

#### 5.1.14.4 Retard dans la correction des déficiences

Si l'Entrepreneur fait défaut de soumettre un Échéancier ou si les travaux ne sont pas corrigés et complétés dans le délai imparti, tel que prévu à l'article 5.6.4, une pénalité de 1 000 \$ par jour de retard sera appliquée. Le montant total cumulé de cette pénalité ne peut excéder 0,75% de la valeur du Contrat.

#### 5.1.14.5 Conclusion d'un Sous-contrat visé alors que le Sous-traitant ne détient pas l'autorisation de l'Autorité des marchés publics

Aucune somme ne sera payée par la Ville à l'Entrepreneur relativement à des travaux effectués, à des services rendus ou à des biens fournis par un Sous-traitant d'un Sous-contrat visé si ce dernier n'est pas pourvu d'une autorisation de l'Autorité des marchés publics lors de la conclusion du Sous-contrat visé ou si, au cours de l'exécution d'un tel Sous-contrat visé, l'autorisation du Sous-traitant est révoquée.

### 5.1.15 TRAVAUX SIMULTANÉS

5.1.15.1 Dans le cas où le Cahier des charges prévoit que la Ville ou une compagnie des Réseaux techniques urbains, ou un entrepreneur mandaté par une compagnie des Réseaux techniques urbains fera exécuter des travaux en même temps que ceux de l'Entrepreneur (« travaux simultanés »), ce dernier doit :

- a) Accorder toute la collaboration nécessaire à l'exécution de ces autres travaux;
- b) Exécuter ses travaux de manière à ne pas nuire aux autres travaux réalisés sur le Chantier ou à proximité.

### 5.1.16 MAINTIEN DE LA CIRCULATION

5.1.16.1 L'Entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires afin que le Matériel, les Matériaux, les installations et les travaux n'entravent ni la circulation, ni l'exploitation des services d'utilité publique, ni les services des Réseaux techniques urbains.

5.1.16.2 L'Entrepreneur doit se conformer aux documents techniques normalisés d'infrastructures DTNI-8A « Maintien et gestion de la mobilité » relativement à l'utilisation des voies de circulation, à leur fermeture temporaire et à l'organisation des détours. Il doit soumettre, en temps opportun et selon les délais prescrits, les planches de signalisation et obtenir les approbations avant de débiter la mobilisation sur le Chantier.

5.1.16.3 L'Entrepreneur ne peut réclamer aucun dédommagement à la Ville pour les retards, délais ou frais supplémentaires qu'il doit assumer pour s'être conformé aux obligations découlant du maintien de la circulation

### 5.1.17 TRAVAUX NON CONFORMES

5.1.17.1 Si, pendant les travaux et jusqu'à leur réception définitive et sous réserve de ce qui est prévu à l'article 5.1.17.2, le Directeur déclare que certaines parties des travaux ne sont pas conformes aux exigences du Contrat, l'Entrepreneur doit les démolir, les refaire ou les corriger à ses frais.

5.1.17.2 Si le Directeur ne juge pas opportun de faire démolir ces travaux, il peut ordonner qu'ils soient laissés en place et déduire des sommes dues à l'Entrepreneur un montant équivalent à la valeur des dommages ainsi causés à la Ville, ce qui n'a pas pour effet de limiter les garanties applicables aux travaux.

#### 5.1.18 FERMETURE D'EAU

5.1.18.1 Lorsqu'un projet nécessite une fermeture d'eau, l'Entrepreneur doit respecter les procédures prévues au document technique normalisé d'infrastructures DTNI-1A « Travaux de conduites d'eau potable et conduites d'égout ».

#### 5.1.19 USAGE DES BORNES D'INCENDIE

5.1.19.1 L'Entrepreneur doit détenir une autorisation pour l'utilisation d'une borne incendie. Il doit respecter les dispositions du règlement 13-023 sur l'usage des bornes d'incendie (Règlement sur l'usage de l'eau potable – 3 octobre 2017, section IX) ou de tout autre règlement le remplaçant.

5.1.19.2 Dans sa demande d'autorisation, l'Entrepreneur doit spécifier le nombre de bornes d'incendie qu'il a l'intention d'utiliser ainsi que l'emplacement de chacune. Au début des travaux, l'Entrepreneur doit remettre une copie de l'autorisation d'utilisation temporaire – bornes d'incendie au Directeur ou au Professionnel désigné.

5.1.19.3 L'installation d'un robinet de fermeture est requise en tout temps. L'installation d'un compteur d'eau peut être requise dans certains arrondissements et dans le cas où une grande consommation d'eau est prévue. Dans un tel cas, les frais sont à la charge de l'Entrepreneur.

5.1.19.4 Si l'Entrepreneur désire prendre l'eau dont il a besoin et se brancher sur des conduites d'eau existantes précisées dans les limites du Chantier, il doit obtenir au préalable une autorisation écrite du Directeur.

5.1.19.5 L'autorisation peut être révoquée en tout temps.

#### 5.1.20 TRAVAUX DURANT LA PÉRIODE DE DÉGEL

L'Entrepreneur doit inclure dans ses prix les coûts de transport et tous les autres frais liés à la diminution des charges durant la période de dégel décrétée par le gouvernement du Québec lorsque l'Échéancier des travaux le prévoit ou le requiert.

#### 5.1.21 TRAVAUX DIFFÉRÉS

5.1.21.1 Le Directeur peut, à sa seule discrétion, autoriser que des travaux qui ne peuvent être exécutés avant la réception provisoire totale des travaux pour une raison hors du contrôle de l'Entrepreneur, soient différés.

5.1.21.2 Une fois complétés, ces Travaux différés seront soumis à la procédure de réception provisoire totale des travaux en y faisant les adaptations nécessaires.

## **5.2 MAIN-D'ŒUVRE ET SALAIRES**

### **5.2.1 HEURES SUPPLÉMENTAIRES DE TRAVAIL**

Lorsqu'il est spécifié au Cahier des charges que des travaux doivent être réalisés le soir, la nuit, le samedi ou le dimanche, les frais associés à ces travaux, exécutés en dehors des heures normales de travail, doivent être inclus dans le prix des items appropriés à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission.

### **5.2.2 CHANGEMENT DU COÛT DE LA MAIN-D'ŒUVRE**

5.2.2.1 La Ville paie à l'Entrepreneur toute augmentation du coût de la main-d'œuvre découlant d'un décret, d'une loi ou d'un arrêté en conseil survenu après l'ouverture des soumissions, tandis que l'Entrepreneur doit rembourser à la Ville toute diminution.

- a) L'Entrepreneur doit produire sa réclamation au plus tard 90 jours après le paiement du décompte final. L'Entrepreneur doit détailler sa réclamation dans la forme et la teneur que lui indique le Directeur. L'Entrepreneur doit permettre au Directeur de vérifier ses livres et ceux de ses Sous-traitants et lui fournir tous les documents nécessaires;
- b) La Ville doit, au plus tard 90 jours après le paiement du décompte final, prévenir l'Entrepreneur de son intention de déposer une réclamation. L'Entrepreneur doit fournir au Directeur, sur demande, tous les renseignements et données nécessaires et lui permettre de vérifier ses livres et ceux de ses Sous-traitants.

### **5.2.3 AJUSTEMENT DU PRIX DU CARBURANT**

Le prix de référence du carburant (PRC) utilisé pour le calcul de l'ajustement du prix du carburant est le prix moyen mensuel du carburant pour le mois de publication de l'appel d'offres (AO)<sup>A</sup>.

Le prix moyen mensuel du carburant (PMC) est déterminé par la moyenne des prix minimaux à la rampe de chargement, publié chaque semaine par la régie de l'énergie du Québec. Ce prix inclut la taxe d'accise fédérale et la taxe provinciale sur les carburants, mais pas la TPS ni la TVQ. Le prix moyen mensuel est une moyenne provinciale calculée par le Ministère des Transports du Québec (MTQ) et publiée sur son site Web ([www.transports.gouv.qc.ca](http://www.transports.gouv.qc.ca))<sup>B</sup>.

Le montant d'ajustement est établi à la hausse ou à la baisse, selon la fluctuation du PMC. Il s'applique au montant des travaux réalisés durant le mois visé par l'ajustement (avant les taxes et les travaux supplémentaires) auquel est appliqué un facteur (F) qui correspond au % des dépenses d'opération liées au carburant. Ce facteur est en fonction de la nature des travaux et est indiqué aux CCAS du présent appel d'offres.

Un ajustement est effectué chaque mois au cours duquel des travaux couverts par le bordereau de prix sont réalisés et au cours duquel une variation, à la hausse ou à la baisse, supérieure à 5% est enregistrée entre le PMC et le PRC. Lorsque la variation est égale ou inférieure à 5%, aucun ajustement n'est effectué.

L'ajustement est calculé de la façon suivante :

1. Si  $PMC > 1,05 \times PRC$ , la Ville verse à l'Adjudicataire une compensation comparable à la hausse du prix du carburant qui excède 105% du prix de référence. Cette compensation est calculée de la façon suivante :

$$MA = \left( \frac{PMC}{PRC} - 1,05 \right) \times MTG \times 10\%$$

2. Si  $PMC < 0,95 \times PRC$ , la Ville retient à l'Adjudicataire une compensation comparable à la baisse du prix du carburant qui est inférieur à 95% du prix de référence. Cette compensation est calculée de la façon suivante :

$$MA = \left( 0,95 - \frac{PMC}{PRC} \right) \times MTG \times 10\%$$

où

MA : Montant d'ajustement du prix du carburant mensuel (\$);

MTG : Montant des travaux payés (\$) = montant des travaux réalisés durant le mois visé par l'ajustement (avant les taxes et les travaux supplémentaires) multiplié par le facteur F en % indiqué aux CCAS qui correspond au % des dépenses d'opération liées au carburant.

PRC : Prix de référence du carburant qui est le prix moyen mensuel du carburant pour le mois de publication de l'appel d'offres (\$/litre).

PMC : Prix moyen du carburant pour le mois pendant lequel sont exécutés les travaux (\$/litre);

10% : Pourcentage du MTG retenu pour l'ajustement du carburant.

Exemple de calcul d'ajustement mensuel avec un facteur F de 25 % du coût des travaux réalisés au cours de la période visée :

1. Raccourci pour les mises à jour des prix moyens du carburant: [Art. 8.9 du CCDG - Ajustement du prix du carburant basé sur le prix à la rampe](#)
2. Par exemple, pour un  $PMC = 1,866$  \$/litre (nov. 2022)
3. Valider si un ajustement est applicable (nov. 2022) :

$$PMC > 1,05 \times PRC;$$

$$PMC > 1,05 \times 1,656 \text{ $/litre} = 1,7388 \text{ $/litre} = 1,739 \text{ $/litre};$$

$$PMC > 1,739 \text{ $/litre} = \text{vrai, donc il y a un ajustement.}$$

4. Déterminer le « MTG » :

$$MTG = \text{Montant: des travaux réalisés (en nov. 2022)} \times 25\%;$$

$$MTG = 1\,000\,000,00 \$ \times 25\% = 250\,000\$.$$

5. Appliquer la formule « MA »:

$$MA = \left( \frac{PMC}{PRC} - 1,05 \right) \times MTG \times 10\%$$

$$MA = ((1,866 / 1,656) - 1.05) \times 250\,000 \$ \times 10 \% = 1920,29 \$$$

Où

PMC = 1,866 \$/litre (prix pour le mois des travaux: nov. 2022)<sup>c</sup>

PRC = 1,656 \$/litre (prix pour le mois de l'appel d'offres: mai. 2022)<sup>c</sup>

MTG = 250 000,00 \$

#### Justification de l'indexation du carburant

L'Adjudicataire doit fournir mensuellement, avec chaque demande de paiement, le détail et les pièces justificatives pour illustrer et démontrer l'indexation du carburant. Le montant du paiement sera ajusté en fonction du montant d'ajustement du prix du carburant mensuel calculé selon la formule applicable.

L'ajustement sera payable au décompte progressif suivant la procédure d'avenant de la Ville et inclus au décompte progressif une fois approuvé par la Ville.

L'Adjudicataire doit tenir un registre récapitulatif des indexations mensuelles pour le projet.

**NOTE :** <sup>A</sup> Le PRC doit tenir compte toujours du mois de publication (exemple : un AO publié le 31 janv. 2022, il faut prendre l'indice de janvier 2022, soit un PRC de 1,173 \$).

<sup>B</sup> Sous l'onglet Entreprises et partenaires>Entreprises de camionnage>Camionnage en vrac>Tarifs de camionnage en vrac ([Art. 8.9 du CCDG - Ajustement du prix du carburant basé sur le prix à la rampe](#)).

Mois	Moyenne du prix minimum à la rampe pour le mois précédent	Mois	Moyenne du prix minimum à la rampe pour le mois précédent
Janvier 2022	1,173 \$	Décembre 2022	1,959 \$
Février 2022	1,279 \$	Janvier 2023	1,887 \$
Mars 2022	1,361 \$	Février 2023	1,831 \$
Avril 2022	1,590 \$	Mars 2023	1,584 \$
Mai 2022	1,656 \$	Avril 2023	1,517 \$
Juin 2022	1,983 \$	Mai 2023	1,411 \$
Juillet 2022	1,911 \$	Juin 2023	1,266 \$
Août 2022	1,704 \$	Juillet 2023	1,272 \$
Septembre 2022	1,626 \$	Août 2023	1,370 \$
Octobre 2022	1,612 \$	Septembre 2023	1,572 \$
Novembre 2022	1,866 \$		

### **5.3 MATÉRIAUX**

#### **5.3.1 MATÉRIAUX SPÉCIFIÉS**

- 5.3.1.1 Les Matériaux utilisés doivent être neufs et conformes au Cahier des charges.
- 5.3.1.2 Les Matériaux livrés sur le Chantier ne peuvent être enlevés sans la permission du Directeur.
- 5.3.1.3 Augmentation du coût des Matériaux

Lorsque l'exécution des travaux est reportée à une année subséquente à la demande du Directeur, la Ville peut accepter de défrayer l'augmentation du coût des Matériaux seulement lorsque l'Entrepreneur fournit toutes les pièces justificatives à cet effet.

Cependant, si, dans le Cahier des charges, l'exécution des travaux est prévue sur plusieurs années, la Ville ne paie pas de montant additionnel pour l'augmentation du coût des Matériaux.

- 5.3.1.4 Si le Cahier des charges prévoit la fourniture par la Ville de certains équipements et Matériaux, l'Entrepreneur doit faire l'Inspection de ces équipements ou de ces Matériaux au moment de leur livraison et aviser immédiatement le Directeur des déficiences.
- 5.3.1.5 L'Entrepreneur est responsable du maintien en bon état et de l'entreposage des équipements et Matériaux fournis par la Ville pendant la durée du Contrat, le cas échéant.

#### **5.3.2 DEMANDE D'ÉQUIVALENCE**

- 5.3.2.1 Si l'Entrepreneur désire substituer des Matériaux à ceux spécifiés dans les documents, il en supporte tous les frais, incluant les honoraires professionnels découlant de cette analyse, et doit en demander l'autorisation au Directeur en lui transmettant une demande à cet effet un minimum de trente (30) Jours calendrier avant la date prévue des travaux qui concernent cette demande, en y incluant notamment les informations suivantes :

- a) Les raisons de la demande d'équivalence;
- b) Les prix des Matériaux tels que spécifiés dans le Cahier des charges et de ceux proposés en équivalence;
- c) Les caractéristiques, spécifications techniques et autres renseignements utiles décrivant les Matériaux offerts;
- d) Tous les résultats d'essais de résistance ou de comportement exigés par le Directeur et exécutés par un laboratoire reconnu;
- e) Tout autre renseignement, essai ou rapport requis par le Directeur.

Les principaux éléments qui serviront à établir la comparaison pour établir cette équivalence sont notamment le type de construction, l'esthétique, le rendement, la capacité, les dimensions, le nombre de joints pour les conduites d'aqueducs, le poids, l'encombrement, les tolérances, la disponibilité des pièces de rechange, les problèmes d'entretien, les délais de livraison et l'existence de Matériaux semblables en service et éprouvés.



5.3.2.2 Le Directeur a toute l'autorité nécessaire pour approuver ou rejeter une demande d'équivalence en tenant compte notamment du fait :

- a) Que les produits proposés peuvent présenter un intérêt économique autant au niveau des coûts et fourniture et d'installation qu'au niveau des coûts de fonctionnement et d'entretien;
- b) De l'impact de la date de livraison des produits spécifiés au Cahier des charges ou de ceux proposés en équivalence sur le délai de réalisation des travaux.

5.3.2.3 Si le prix des Matériaux substitués est inférieur à celui des Matériaux spécifiés dans le Cahier des charges, l'Entrepreneur doit accorder à la Ville un crédit équivalant à 50 % de la différence entre le coût des Matériaux spécifiés et celui des Matériaux substitués.

5.3.2.4 La Ville n'est pas responsable des délais éventuels causés directement ou indirectement par ces substitutions et aucun ordre de changement à cet effet ne peut entraîner une modification à l'Échéancier des travaux.

L'Entrepreneur doit aussi prendre en compte le fait que l'approbation de telles équivalences peut entraîner certains délais et il ne peut faire aucune réclamation à la Ville pour ce motif.

5.3.2.5 Si la substitution est approuvée, l'Entrepreneur doit exécuter les travaux supplémentaires que cette substitution peut entraîner et faire les changements requis sans frais supplémentaires pour la Ville.

### 5.3.3 CONTRÔLE QUALITATIF

5.3.3.1 L'Entrepreneur doit fournir, à ses frais, les échantillons demandés par le Directeur aux fins d'essai et d'examen des Matériaux utilisés.

5.3.3.2 Si les essais démontrent que les échantillons sont conformes, leur coût est assumé par la Ville.

5.3.3.3 Cependant, si les essais démontrent que les échantillons ne sont pas conformes, l'Entrepreneur doit non seulement fournir des échantillons de remplacement, à ses frais, mais également assumer le coût de tous les essais exécutés par la Ville, le cas échéant.

5.3.3.4 Lorsque le Directeur désire contrôler en usine la qualité des Matériaux, l'Entrepreneur et ses Sous-traitants doivent, sans frais pour la Ville, fournir les locaux, la main-d'œuvre et l'appareillage nécessaires afin d'assister le Directeur.

## 5.4 **MATIÈRES CONTAMINÉES**

### 5.4.1 ANALYSE

5.4.1.1 Dans le cas où l'Entrepreneur rencontre, au cours de l'exécution de ses travaux, des matières jugées contaminées et que cela n'était pas prévu au Cahier des charges, il doit en aviser le Directeur immédiatement.



- 5.4.1.2 Ce dernier pourra exiger de l'Entrepreneur qu'il interrompe lesdits travaux et qu'il fasse analyser les matières concernées, notamment les sols, les revêtements muraux ou de plafond, l'isolation et la peinture, par un laboratoire reconnu et approuvé par la Ville. Une fois les résultats et les recommandations obtenus, l'Entrepreneur doit les remettre sans délai au Directeur. Les coûts d'analyse seront remboursés par la Ville.

## **5.5 SÉCURITÉ, PROTECTION, ENVIRONNEMENT ET PROPRIÉTÉ**

### **5.5.1 SÉCURITÉ ET PROTECTION**

- 5.5.1.1 Lorsqu'il est désigné comme maître d'œuvre au sens de la Loi sur la santé et sécurité au travail, l'Entrepreneur est seul responsable de la sécurité dans les limites du Chantier que ce soit lors de l'exécution du Chantier ou lors de travaux correctifs lors de la période de garantie.

#### **5.5.1.2 Affiches**

Sur le site des travaux, l'Entrepreneur ne doit poser ni tolérer aucune enseigne, annonce ou affiche autre que celles autorisées ou exigées par la loi, les règlements, le Contrat, les protocoles d'ententes des organismes subventionnaires, ou celles autorisées par le Directeur.

#### **5.5.1.3 Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail**

- 5.5.1.3.1 Dans le cadre de l'application de la loi fédérale sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), l'Entrepreneur est tenu de fournir, lors de la soumission des Dessins d'ateliers pour examen, les fiches signalétiques relatives aux produits spécifiés au Cahier des charges ou aux produits soumis en équivalence, lorsque les produits sont soumis à cette réglementation.

- 5.5.1.3.2 Il doit coordonner toutes les mesures préventives et fournir l'environnement et les protections individuelles appropriées pour les travailleurs lors de la manipulation ou de l'application de ces produits afin de respecter les spécifications des fiches signalétiques. Les fiches signalétiques doivent accompagner les produits lors de leur livraison.

- 5.5.1.3.3 Le défaut de respecter les spécifications desdites fiches signalétiques conformément aux obligations prévues par la loi peut entraîner l'arrêt des travaux.

- 5.5.1.3.4 À la réunion de démarrage, l'Entrepreneur doit fournir au Directeur le nom et les coordonnées de la personne responsable du dossier SIMDUT dans son entreprise.

- 5.5.1.3.5 L'utilisation ou la prise de possession, par la Ville, d'une partie de l'Ouvrage avant la réception provisoire totale des travaux ne dégage pas l'Entrepreneur de sa responsabilité en matière de sécurité et de protection.

#### **5.5.1.4 Les clôtures temporaires**

- 5.5.1.4.1 Lorsque l'Entrepreneur est tenu d'ériger des clôtures temporaires pour délimiter le périmètre de son Chantier, il doit les fournir, les installer et les entretenir pendant toute la durée du Contrat. Il doit fournir, pour approbation, les plans de localisation et de détail de ces clôtures avant leur installation. Aucun autre travail relatif au Contrat ne doit se faire avant que ces clôtures ne soient complètement érigées.

5.5.1.4.2 Lorsque des excavations sont effectuées, elles doivent être délimitées et protégées par des mesures qui respectent le Code de sécurité pour les travaux de construction. Lorsque requis, l'Entrepreneur doit clôturer le périmètre de l'excavation. Il doit maintenir cette clôture en bon état et ne l'enlever que lorsque le remplissage de l'excavation est complété.

## 5.5.2 ENVIRONNEMENT

### 5.5.2.1 Protection de l'environnement

L'Entrepreneur est tenu de prendre les dispositions nécessaires pour protéger l'environnement et pour éviter toute forme de pollution. L'Entrepreneur doit prévoir, pour la durée des travaux, la mise en place des mesures requises en cas d'urgence, tel un déversement accidentel de polluants.

Tout incident, déversement ou fuite susceptible d'atteindre un ouvrage d'assainissement doit être déclaré par l'Entrepreneur immédiatement à la Division du contrôle des rejets industriels du Service de l'environnement de la Ville par téléphone, au 514-280-4330 (24h/24, 7 jours par semaine). La déclaration doit être suivie dans les quinze (15) Jours calendrier d'une déclaration complémentaire, en utilisant le formulaire disponible sur le site internet suivant : <https://montreal.ca/demarches/demander-une-autorisation-environnementale-relative-aux-rejets-deaux-usees>, établissant les causes du déversement ainsi que les mesures prises pour en éviter la répétition.

### 5.5.2.2 Gestion des eaux

5.5.2.2.1 Les eaux générées par les Activités du Chantier (infiltration, ruissellement accumulé dans les excavations, accumulation dans les aires d'entreposage, etc.), doivent être gérées conformément aux prescriptions du DTNI-7A "Gestion des déblais et travaux de réhabilitation environnementale".

### 5.5.2.3 Nettoyage des bétonnières

Lorsque des travaux de bétonnage sont requis, l'Entrepreneur doit prévoir une méthode permettant de capter les sédiments lors du nettoyage des bétonnières afin de respecter le règlement 2008-47 de la Communauté métropolitaine de Montréal sur l'assainissement des eaux, pour les rejets à l'égout.

### 5.5.2.4 Gestion du bruit

5.5.2.4.1 L'Entrepreneur doit respecter la réglementation de l'arrondissement ou de la ville liée concernée en respectant les heures autorisées pour effectuer des travaux ainsi que le niveau sonore maximal permis (db). 115

5.5.2.4.2 Le Matériel utilisé sur le Chantier doit être muni, s'il y a lieu, de dispositifs particuliers en bon état de fonctionnement et de nature à assurer son insonorisation afin de respecter la réglementation en vigueur.

5.5.2.4.3 En complément des articles 5.5.2.4.1 et 5.5.2.4.2, lorsque l'utilisation du Matériel cause des inconvénients aux personnes, à la propriété ou à l'environnement, le Directeur peut notamment exiger :

- a) Que des moteurs électriques soient utilisés dans la mesure du possible;
- b) Que l'échappement des moteurs soit pourvu d'un silencieux;

- c) Que le bruit des compresseurs ou outils pneumatiques, pompes et autres soit atténué au moyen de capots ou d'abris insonorisés;
- d) Le remplacement de la machinerie de démolition et cassage de roc et de béton;
- e) Toute autre mesure permettant de corriger la situation.

5.5.2.4.4 L'Entrepreneur doit obligatoirement installer sur toute machinerie et véhicules opérés au Chantier, à l'exception des véhicules de transport en vrac, un dispositif d'alarme de recul à large bande (BBS) dans le but de réduire la nuisance environnante sur les riverains.

#### 5.5.2.5 Contrôle de la poussière

5.5.2.5.1 L'Entrepreneur doit respecter le Règlement 90 de la Communauté métropolitaine de Montréal sur les rejets dans l'atmosphère.

5.5.2.5.2 Il doit appliquer des techniques de travail limitant le soulèvement de la poussière en utilisant des produits acceptés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) et conforme à la norme BNQ 2410-300

#### 5.5.2.6 Protection de la couche d'ozone

5.5.2.6.1 Conformément à ses orientations en matière de protection de l'environnement, la Ville de Montréal adhère à l'effort mondial pour préserver la couche d'ozone de l'atmosphère terrestre.

5.5.2.6.2 Dans cette perspective, la Ville ne permettra pas l'utilisation de tout produit contenant l'un des chlorofluorocarbures (CFC), des halons, des composés ou l'une des substances ci-après mentionnées, ou fabriquées avec l'une de ces substances, s'il existe un produit de substitution :

- a) CFC-11, CFC-12, CFC-13, CFC-111, CFC-112, CFC-113, CFC-114, CFC-115, CFC-211, CFC-212, CFC-213, CFC-214, CFC-215, CFC-216, CFC-217;
- b) Halon 1211, Halon 1301 et Halon 2402;
- c) Méthylchloroforme (1, 1, 1 – trichloroéthane);
- d) Tétrachlorure de carbone.

5.5.2.6.3 Si les produits qu'il offre à la Ville contiennent l'une ou l'autre des substances mentionnées ci-dessus et qu'il n'existe aucun produit de substitution, l'Entrepreneur doit en informer la Ville.

### 5.5.3 ÉVACUATION ET DISPOSITION DES OBJETS, MATÉRIAUX, APPAREILS OU ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX ET AUTRES

5.5.3.1 À moins d'indication contraire, tous les objets, Matériaux, appareils ou équipements municipaux et autres provenant de travaux d'excavation ou de démolition appartiennent à la Ville. L'Entrepreneur doit en disposer selon les lois et règlements en vigueur.

5.5.3.2 Cependant, l'Entrepreneur doit :

- a) Si le Directeur les déclare utiles, les transporter et les placer convenablement à l'endroit qu'il désigne sur le site ou à un autre endroit spécifié au CCAS;
- b) Si le Directeur les déclare inutiles, en disposer à ses frais.

#### 5.5.4 PROPRETÉ DU CHANTIER ET DES RUES AVOISINANTES

L'Entrepreneur doit :

- 5.5.4.1 Procéder régulièrement au nettoyage du Chantier et respecter les directives du Directeur à cet effet;
- 5.5.4.2 Garder le Chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de Matériaux de rebut à l'exception de ceux générés par des travaux simultanés exécutés conformément à l'article 5.1.15;
- 5.5.4.3 Éliminer et évacuer les débris et les Matériaux de rebut hors du Chantier;
- 5.5.4.4 Entretenir les rues, les aires de circulation et de stationnement pour qu'il n'y ait pas d'émission de particules dans l'atmosphère ou d'entraînement sur la voie publique de matières susceptibles d'en produire. L'Entrepreneur doit nettoyer sans délai les rues, les aires de circulation et celles de stationnement, et toutes les autres propriétés salies à l'occasion de ses travaux. À défaut de ce faire, la Ville procède au nettoyage aux frais de l'Entrepreneur;
- 5.5.4.5 Garder les voies d'accès aux bâtiments exemptes de glace et de neige;
- 5.5.4.6 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des Autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des Matériaux de rebut;
- 5.5.4.7 Prévoir, sur le Chantier, des conteneurs pour l'évacuation des débris et des Matériaux de rebut;
- 5.5.4.8 Dans les bâtiments, nettoyer les surfaces intérieures avant le début des travaux de finition et garder ces zones exemptes de poussière et d'autres impuretés durant les travaux en question;
- 5.5.4.9 Éliminer les anciens ballasts contenant du BPC et les lampes contenant des produits dangereux tels que le mercure selon la réglementation en vigueur.

#### 5.5.5 NETTOYAGE FINAL

Avant les inspections préalables à toute réception provisoire (partielle et totale) et avant toute inspection finale des travaux, l'Entrepreneur doit :

- 5.5.5.1 Enlever les Matériaux et les matières en surplus et le Matériel de construction;
- 5.5.5.2 Enlever les débris et Matériaux de rebut, et laisser les lieux propres;
- 5.5.5.3 Nettoyer et polir les vitrages, les miroirs, les pièces de quincaillerie, les carrelages muraux, les surfaces chromées ou émaillées, les surfaces de stratifié, les éléments en acier ainsi que les appareils mécaniques et électriques. Remplacer tout vitrage, toute lentille ou tout globe brisé, égratigné ou endommagé;
- 5.5.5.4 Enlever la poussière, les taches et les marques relevées sur les éléments intérieurs tels les murs, les planchers, le mobilier et les appareils mécaniques et électriques;
- 5.5.5.5 Nettoyer les réflecteurs, les diffuseurs et les autres surfaces d'éclairage;

- 5.5.5.6 Balayer et nettoyer les trottoirs et les autres surfaces extérieures; balayer ou ratisser le reste du terrain;
- 5.5.5.7 Enlever les saletés et les autres éléments qui déparent les surfaces extérieures;
- 5.5.5.8 Nettoyer et retoucher les surfaces peintes qui ont été égratignées ou endommagées durant l'exécution des travaux; utiliser une peinture de type et de couleur identiques à la peinture d'origine;
- 5.5.5.9 Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant des produits en question.

## **5.6 PAIEMENTS, RÉCEPTIONS ET GARANTIES**

### **5.6.1 DEMANDES DE PAIEMENT : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **5.6.1.1 Ventilation des coûts de construction**

Dans le cadre d'un Contrat à prix forfaitaire, l'Entrepreneur doit fournir au Directeur, sur demande de celui-ci, une ventilation complète et détaillée du prix de sa Soumission. Cette ventilation doit être effectuée suivant une répartition que le Directeur ou son Professionnel désigné a établie et le total des montants indiqués dans cette ventilation doit être égal au prix total du Contrat. L'Entrepreneur doit fournir cette ventilation avant que ne débute l'exécution des travaux. Aucun paiement des travaux ne pourra être effectué par la Ville tant que l'Entrepreneur ne lui aura pas fourni une telle ventilation conforme.

#### **5.6.1.2 Inscription au fichier des fournisseurs pour le paiement électronique**

L'Entrepreneur doit être inscrit au fichier des fournisseurs du Service des finances de la Ville. L'inscription au fichier des fournisseurs peut se faire sur [le site Internet de la Ville de Montréal](#). Toutes les informations nécessaires au paiement électronique des factures doivent être transmises à la Ville en suivant la procédure décrite sur le site web de la Ville. Tous les paiements à l'Entrepreneur seront faits par paiement électronique.

#### **5.6.1.3 Aucun paiement à l'Entrepreneur n'est effectué tant que ce dernier n'a pas fourni au Directeur les documents de garantie ainsi que les attestations d'assurance exigées en vertu du Contrat.**

#### **5.6.1.4 La Ville ne paie aucun intérêt sur les retenues.**

#### **5.6.1.5 Aucun paiement ne constitue une acceptation des travaux.**

#### **5.6.1.6 La Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification des demandes de paiement déjà acquittées.**

#### **5.6.1.7 Lors de la recommandation pour paiement, le Directeur peut notamment déduire du paiement toute pénalité imposée à l'Entrepreneur et toute somme que la Ville a le droit de retenir ou de réclamer en vertu du Contrat ou de la loi.**

- 5.6.1.8 Lorsque le Directeur veut s'assurer qu'une dette quelconque existant en vertu de l'exécution du Contrat a été payée, il peut exiger que l'Entrepreneur présente, avec chaque décompte, une quittance de ses Sous-traitants et des Fournisseurs sur le formulaire de l'annexe M ou N, selon le cas, établissant que la dette concernée a été payée.
- 5.6.1.9 Le Directeur peut exiger que l'Entrepreneur présente, avec chaque décompte, une lettre ou tout autre document établissant que toutes les lois, tous les décrets et toutes les ordonnances ont été observés et que toutes les cotisations et tous les prélèvements exigibles en vertu des lois, des décrets et des ordonnances ont été payés.
- 5.6.1.10 Les articles 5.6.1.8 et 5.6.1.9 sont au bénéfice exclusif de la Ville et le Directeur peut s'en prévaloir ou non à sa seule discrétion. Ils ne peuvent en aucun cas être interprétés comme constituant une stipulation pour autrui ou comme offrant une protection quelconque aux créanciers ou aux Sous-traitants de l'Entrepreneur ou à toute autre personne.
- 5.6.1.11 Règle d'arrondissement des contrats à prix unitaires pour des items qui sont calculés avec des unités de mesurage.

Lors de la production d'une recommandation de paiement, la quantité réalisée indiquée dans les rapports cumulatifs doit être payée selon les règles d'arrondissements suivantes :

- i. sans aucune décimale, lorsque le prix unitaire d'un article au bordereau est inférieur à 10\$/unité;
- ii. sans dépasser une décimale, lorsque le prix unitaire d'un article au bordereau se situe entre 10\$ et 100\$/unité;
- iii. sans dépasser deux décimales, lorsque le prix unitaire d'un article au bordereau est supérieur à 100\$/unité;

## 5.6.2 DÉCOMPTES PROGRESSIFS

- 5.6.2.1 L'Entrepreneur doit produire mensuellement une demande de paiement conciliée avec le Directeur ou le Professionnel désigné au fur et à mesure de l'avancement des travaux, dans la forme prescrite par le Directeur. Cette demande de paiement doit préciser la valeur des travaux exécutés et des Matériaux incorporés à l'Ouvrage à la date de la demande de paiement au prorata de l'avancement des travaux et selon la ventilation détaillée des coûts du prix du Contrat en précisant la quantité et la valeur des travaux exécutés depuis le début du Contrat. Cette demande de paiement conciliée doit être produite au plus tard dix (10) Jours calendrier suivant la fin de la période visée par le décompte progressif.
- 5.6.2.2 La demande de paiement conciliée constitue le décompte progressif lorsque le Directeur la recommande pour paiement, déduction faite des pénalités, des retenues, des réclamations et des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur et d'une retenue de 10 % de la valeur des travaux exécutés conservée par la Ville à titre de garantie de la bonne exécution des travaux.

- 5.6.2.3 Si la demande de paiement émise par l'Entrepreneur n'a pas été conciliée avec le Directeur ou le Professionnel désigné, le Directeur peut, à sa seule discrétion dans les vingt (20) Jours calendrier suivant la réception de la demande, décider de recommander pour paiement un montant qu'il estime juste pour les travaux exécutés, déduction faite des pénalités, des retenues, des réclamations et des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur et d'une retenue de 10 % de la valeur des travaux exécutés conservée par la Ville à titre de garantie de la bonne exécution des travaux. Cette recommandation du Directeur constitue alors le décompte progressif et n'entraîne pas, le cas échéant, une renonciation de la part de l'Entrepreneur à faire valoir ses droits, dans la mesure où la procédure de règlement des différends prévue à l'article 5.1.12 est respectée.
- 5.6.2.4 L'Entrepreneur doit soumettre une facture du même montant que le décompte progressif dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la recommandation de paiement par le Directeur.
- 5.6.2.5 La Ville effectue le paiement du décompte progressif dans les trente (30) Jours calendrier qui suivent la date de réception de la facture émise par l'Entrepreneur correspondant aux exigences de l'article 5.6.2.4.
- 5.6.2.6 Les modalités de paiement décrites ci-dessus s'appliquent aussi aux Contingences ordonnées et acceptées par le Directeur.

### 5.6.3 RÉCEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX

#### 5.6.3.1 Réception provisoire totale des travaux

- 5.6.3.1.1 La réception provisoire totale des travaux ne peut être entreprise que lorsque toutes les conditions suivantes sont respectées :
- a) La valeur estimée des travaux à compléter, à exécuter ou à corriger est inférieure à 0,5 % du prix de l'Ouvrage (incluant les Contingences et excluant les Travaux différés);
  - b) Les travaux à corriger et les travaux à compléter, y compris ceux qui sont différés, n'empêchent pas l'Ouvrage d'être prêt en tout point pour l'usage auquel il est destiné et ne représentent pas un danger pour l'occupant;
  - c) La formation a été dispensée et la mise en service, effectuée.
- 5.6.3.1.2 Lorsque l'Entrepreneur estime que les conditions mentionnées à l'article 5.6.3.1.1 sont remplies, il en avise par écrit le Directeur.
- 5.6.3.1.3 Dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la réception de cet avis, le Directeur doit confirmer à l'Entrepreneur, par écrit et au moins trois (3) Jours ouvrables à l'avance, qu'il est disposé à inspecter les travaux en sa présence et convenir d'une date pour l'Inspection.
- 5.6.3.1.4 Cependant, si l'Entrepreneur ne se rend pas disponible dans un délai raisonnable, le Directeur peut procéder à l'Inspection des travaux en son absence.
- 5.6.3.1.5 L'Entrepreneur doit fournir, avant la réception provisoire totale des travaux, les documents exigibles en vertu du Contrat.
- 5.6.3.1.6 Le Directeur ou le Professionnel désigné procède, après avis à l'Entrepreneur, à une Inspection complète des travaux. Advenant que cette Inspection ne permette pas une réception provisoire totale des travaux en raison du fait que les conditions de l'article 5.6.3.1.1 ne sont pas rencontrées, les déboursés encourus par la Ville pour toute nouvelle Inspection des travaux en vue d'une réception provisoire totale seront aux frais de l'Entrepreneur. La Ville opérera compensation des déboursés à même tout montant dû à l'Entrepreneur après avis à ce dernier.

- 5.6.3.1.7 Une liste indiquant les déficiences à corriger et les travaux à compléter est jointe au certificat de réception provisoire totale des travaux; elle est signée par le Directeur et le Professionnel désigné, le cas échéant.
- 5.6.3.1.8 Dans le cas d'un Contrat à prix forfaitaire, pour chaque item inscrit sur la liste des déficiences et des travaux à compléter, le Directeur ou le Professionnel désigné indique une estimation du coût des travaux. Une retenue équivalente au montant de l'estimation majorée de 20% est faite sur les sommes dues à l'Entrepreneur.
- 5.6.3.1.9 Si le Directeur estime que les conditions mentionnées à l'article 5.6.3.1.1 sont remplies, il émet un certificat de réception provisoire totale des travaux. Dans ce cas, la date de la réception provisoire totale des travaux est celle indiquée au certificat.
- 5.6.3.1.10 Seule la réception provisoire totale des travaux entraîne, le cas échéant, l'arrêt du calcul des pénalités pour retard prévues à l'article 5.1.14.3.
- 5.6.3.2 Réception provisoire partielle
- 5.6.3.2.1 Le Directeur peut, à sa seule discrétion, prendre possession d'une partie de l'Ouvrage. Dans ce cas, il doit aviser l'Entrepreneur et convenir avec ce dernier d'une date pour l'Inspection des travaux visés.
- 5.6.3.2.2 Cependant, si l'Entrepreneur ne se rend pas disponible dans un délai raisonnable, le Directeur peut procéder à l'Inspection des travaux en son absence.
- 5.6.3.2.3 Une fois l'Inspection complétée, si les travaux visés sont à la satisfaction du Directeur, il rédige un rapport d'Inspection indiquant notamment les déficiences à corriger et les travaux à compléter ainsi que le délai pour ce faire et émet un certificat de réception provisoire partielle de cette partie des travaux.
- 5.6.3.2.4 Les travaux visés par le certificat de réception provisoire partielle seront soumis ultérieurement aux procédures de réception provisoire totale des travaux.
- 5.6.3.2.5 L'Entrepreneur doit effectuer la mise en service et dispenser les formations prévues au Cahier des charges en lien avec les travaux visés avant la réception provisoire partielle.
- 5.6.3.2.6 L'Entrepreneur doit transmettre les manuels d'instruction et les garanties écrites en relation avec les exigences du Cahier des charges au plus tard dix (10) Jours ouvrables suivant l'émission du certificat de réception partielle.
- 5.6.3.2.7 Le début de la période de garantie prévue à l'article 5.6.9 relative à la partie des travaux ayant fait l'objet de la réception provisoire partielle débute lorsque les exigences des articles 5.6.3.2.5 et 5.6.3.2.6 sont rencontrées.



#### 5.6.4 DÉFICIENCES ET TRAVAUX À COMPLÉTER

- 5.6.4.1 Un délai maximal de trente (30) Jours calendrier à compter d'une réception provisoire (partielle ou totale) des travaux est alloué pour corriger les déficiences et compléter les travaux visés par cette réception, à moins qu'un délai différent ne soit établi au préalable avec le Directeur.
- 5.6.4.2 À la suite de l'émission d'un certificat de réception provisoire partielle ou totale des travaux, l'Entrepreneur doit soumettre pour approbation, dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant le rapport d'Inspection, un Échéancier des travaux à corriger ou à compléter, à la satisfaction du Directeur.
- 5.6.4.3 Si l'Entrepreneur fait défaut de soumettre un Échéancier ou si les travaux ne sont pas corrigés et complétés dans le délai imparti, la pénalité prévue à l'article 5.1.14.4 sera appliquée.
- 5.6.4.4 L'Entrepreneur ne peut exiger compensation pour les Frais généraux de chantier dans le cas où des travaux correctifs de déficiences sont effectués suite à la réception provisoire lors de la période de garantie.

#### 5.6.5 DÉCOMPTE FINAL

- 5.6.5.1 Dans les trente (30) Jours calendrier suivant la réception provisoire totale des travaux, l'Entrepreneur doit transmettre une demande de paiement final au Directeur.
- 5.6.5.2 Pour un Contrat comportant des items à Prix unitaires et des Prix globaux:
  - 5.6.5.2.1 La demande de paiement final doit :
    - a) Préciser la quantité et la valeur des travaux exécutés pour chaque item depuis le début du Contrat;
    - b) Inclure toutes les pièces justificatives originales pour chaque item payé selon un Prix unitaire associé à une quantité réalisée au Chantier, notamment les billets de pesée ou de livraison. Chacun des billets originaux amassés au Chantier doit avoir été paraphé par le Directeur ou le Professionnel désigné.
  - 5.6.5.2.2 Le Directeur vérifie cette demande de paiement final en y apportant les corrections appropriées, le cas échéant.
  - 5.6.5.2.3 Lorsque tous les travaux déficients sont corrigés et tous les travaux sont complétés, à l'exception des Travaux différés, l'Entrepreneur avise le Directeur et le Professionnel désigné afin de procéder à une Inspection finale de ces travaux.
  - 5.6.5.2.4 Dans le cas où le Directeur ou le Professionnel désigné constate, lors de cette Inspection finale que tous les travaux n'ont pas été corrigés et complétés, les déboursés encourus par la Ville pour toute nouvelle Inspection des travaux seront aux frais de l'Entrepreneur. La Ville opérera compensation des déboursés à même tout montant dû à l'Entrepreneur.
  - 5.6.5.2.5 Suite à une Inspection finale concluante et à la conciliation de la demande de paiement final entre le Directeur ou le Professionnel désigné et l'Entrepreneur, le Directeur fait parvenir à l'Entrepreneur une proposition de règlement final que l'Entrepreneur doit confirmer accepter par écrit (« Demande de paiement conciliée »).

5.6.5.2.6 Cette Demande de paiement conciliée constitue le décompte final que le Directeur recommande pour paiement, si tous les documents qui doivent accompagner la demande de paiement final ont été fournis conformément à l'article 5.6.5.4 déduction faite des pénalités, des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur, des sommes que la Ville peut ou doit retenir en vertu de la loi et des prescriptions du Contrat et d'une retenue de garantie d'entretien des travaux prévue à l'article 5.6.8.

5.6.5.2.7 Si l'Inspection finale est concluante, mais que la demande de paiement final émise par l'Entrepreneur n'a pas été conciliée entre le Directeur ou le Professionnel désigné et l'Entrepreneur, le Directeur peut, à sa seule discrétion, décider de recommander pour paiement un montant qu'il estime juste pour les travaux exécutés déduction faite des pénalités, des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur, des sommes que la Ville peut ou doit retenir en vertu de la loi et des prescriptions du Contrat et d'une retenue de garantie d'entretien des travaux prévue à l'article 5.6.8. Cette recommandation du Directeur constitue alors le décompte final et n'entraîne pas, le cas échéant, une renonciation de la part de l'Entrepreneur à faire valoir ses droits, dans la mesure où la procédure de règlement des différends prévue à l'article 5.1.12 est respectée.

5.6.5.3 Pour un Contrat à prix forfaitaire :

5.6.5.3.1 La demande de paiement final doit :

- a) Inclure une liste de déficiences, par discipline, indiquant, pour chacune des déficiences à corriger ou à compléter, que celles-ci sont corrigées et complétées. L'Entrepreneur et son Sous-traitant, le cas échéant, doivent parapher chaque item de la liste de déficiences qui a été corrigée ou complétée.

5.6.5.3.2 Lorsque tous les travaux déficients sont corrigés et tous les travaux sont complétés, à l'exception des Travaux différés, l'Entrepreneur avise le Directeur et le Professionnel désigné afin de procéder à une Inspection finale de ces travaux. Le Directeur peut, à sa seule discrétion, procéder à des Inspections par discipline.

5.6.5.3.3 Dans le cas où le Directeur ou le Professionnel désigné constate, lors de cette Inspection finale que tous les travaux n'ont pas été corrigés et complétés, les déboursés encourus par la Ville pour toute nouvelle Inspection des travaux seront aux frais de l'Entrepreneur. La Ville opérera compensation des déboursés à même tout montant dû à l'Entrepreneur.

5.6.5.3.4 A la suite d'une Inspection finale concluante et de la fourniture de tous les documents qui doivent accompagner la demande de paiement final ont été fournis conformément à l'article 5.6.5.4, la demande de paiement final constitue le décompte final lorsque le Directeur la recommande pour paiement, déduction faite des pénalités, des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur, des sommes que la Ville peut ou doit retenir en vertu de la loi et des prescriptions du Contrat et d'une retenue de garantie d'entretien des travaux prévue à l'article 5.6.8.

5.6.5.4 La demande de paiement final doit être accompagnée des documents suivants :

- a) des plans annotés par l'Entrepreneur et des plans de localisation des infrastructures en relation avec les articles 5.1.5 et 5.1.6, les manuels d'instruction, de même que les garanties écrites en relation avec les exigences du Contrat ont été fournis;
- b) Une déclaration sous serment ou une affirmation solennelle attestant que toutes les sommes dues pour la main-d'œuvre et à tous les Sous-traitants ont été payées pour le montant qui a déjà été versé à l'Entrepreneur;
- c) Une attestation de conformité de la CNESST confirmant que l'Entrepreneur a payé sa cotisation à la CNESST;

- d) Une lettre d'état de la situation de la Commission de la construction du Québec attestant qu'il a versé toutes les contributions exigées par la loi;

- 5.6.5.5 L'article 5.6.5.4 est au bénéfice exclusif de la Ville et le Directeur peut s'en prévaloir ou non à sa seule discrétion. Il ne peut en aucun cas être interprété comme constituant une stipulation pour autrui ou comme offrant une protection quelconque aux créanciers ou aux Sous-traitants de l'Entrepreneur ou à toute autre personne.
- 5.6.5.6 L'Entrepreneur doit soumettre une facture du même montant que le décompte final dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la recommandation de paiement par le Directeur.
- 5.6.5.7 La Ville effectue le paiement du décompte final dans les trente (30) Jours calendrier qui suivent la date de réception de la facture émise par l'Entrepreneur correspondant aux exigences de l'article 5.6.5.6.
- 5.6.5.8 L'acceptation par l'Entrepreneur du décompte final ou l'encaissement du chèque en découlant constitue une reconnaissance par ce dernier qu'il n'a aucune réclamation contre la Ville résultant de ce Contrat et occasionnée par celui-ci, sauf celles, le cas échéant, dont un avis a déjà été signifié par écrit au Directeur conformément à la procédure de règlement des différends prévue à l'article 5.1.12 et qui ne sont pas réglées.

#### 5.6.6 PAIEMENT DES TRAVAUX DIFFÉRÉS

- 5.6.6.1 Après la réception provisoire totale des Travaux différés et la correction des déficiences en lien avec ceux-ci, le Directeur procède au paiement des Travaux différés selon les modalités prévues à l'article 5.6.5 en faisant les adaptations nécessaires.
- 5.6.6.2 La période de garantie relative aux Travaux différés débute à compter de la réception provisoire totale de cette partie des Travaux différés, selon les termes de l'article 5.6.9.1.

#### 5.6.7 LIBÉRATION DES RETENUES ET GARANTIES

- 5.6.7.1 Libération suite à la réception provisoire totale des travaux
  - 5.6.7.1.1 Seule la réception provisoire totale des travaux entraîne la libération de la première moitié de la somme retenue à titre de garantie de bonne exécution prévue aux articles 5.6.2.2 et 5.6.2.3, de laquelle on soustrait le montant du coût des travaux défectueux à corriger et des travaux à compléter établi selon les modalités prévues à l'article 5.6.3.1.8.
- 5.6.7.2 Libération suite au décompte final et à la correction des déficiences
  - 5.6.7.2.1 Seule l'émission du décompte final recommandé pour paiement par le Directeur, entraîne la libération de la deuxième moitié de la somme retenue à titre de garantie de bonne exécution des travaux, de laquelle on soustrait le montant de la retenue de garantie d'entretien des travaux, tel que stipulé à l'article 5.6.8, les sommes que la Ville peut ou doit retenir en vertu de la loi et des prescriptions du Contrat, et les pénalités de l'article 5.1.14.4, le cas échéant.
  - 5.6.7.2.2 Lorsque la garantie d'exécution et la garantie de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services de l'Entrepreneur sont fournies sous forme de chèque visé conformément à l'article 2.1.1.1.a), seule l'émission du décompte final recommandé par le Directeur entraîne la libération de celles-ci.

5.6.7.2.3 Lorsque la garantie d'exécution et la garantie de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services de l'Entrepreneur sont fournies sous forme de lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle, conformément à l'article 2.1.1.1.b), seule l'émission du décompte final recommandé par le Directeur entraîne la remise à l'Entrepreneur de celle-ci.

5.6.7.3 Libération suite à la réception définitive

5.6.7.3.1 Seule l'émission du certificat de réception définitive entraîne la libération de la retenue de garantie d'entretien des travaux prévue à l'article 5.6.8.

## 5.6.8 GARANTIE D'ENTRETIEN DES TRAVAUX

5.6.8.1 Suite au décompte final, la Ville effectue une retenue de garantie d'entretien des travaux de :

- a) 5 % de la valeur des travaux exécutés pour les projets > 50 k\$ et ≤ 100 k\$ (avant taxes);
- b) 5 % de la valeur des travaux exécutés jusqu'à un maximum de 10 000 \$ (avant taxes) pour les projets > 100 k\$ et ≤ 1 M\$ (avant taxes);
- c) 1 % de la valeur des travaux exécutés pour les projets > 1 M\$ et plus

Ce montant est conservé par la Ville à titre de garantie d'entretien des travaux jusqu'à leur réception définitive.

## 5.6.9 PÉRIODE DE GARANTIE D'ENTRETIEN DES TRAVAUX

5.6.9.1 À moins d'indication contraire dans le Contrat, l'Entrepreneur doit maintenir en bon état d'entretien et garantir le bon fonctionnement de l'Ouvrage pendant une période de 12 mois à compter de la réception provisoire des travaux concernés.

## 5.6.10 ENTRETIEN DURANT LA PÉRIODE DE GARANTIE

5.6.10.1 Pendant la période de garantie d'entretien des travaux, l'Entrepreneur doit exécuter tous les travaux correctifs exigés par le Directeur. S'il néglige ou refuse d'exécuter ces travaux dans le délai imparti, le Directeur les fait exécuter aux frais de l'Entrepreneur et, le cas échéant, de la caution.

5.6.10.2 Les méthodes de corrections des déficiences doivent respecter les exigences des Documents techniques normalisés d'infrastructures (DTNI) relatifs aux travaux concernés et être soumises au Directeur pour Visa avant d'entreprendre les travaux correctifs.

## 5.6.11 RÉCEPTION DÉFINITIVE DES TRAVAUX

5.6.11.1 Soixante (60) Jours calendrier avant l'expiration de la période de garantie d'entretien des travaux, que ce soit suite à une réception provisoire partielle ou à une réception provisoire totale, l'Entrepreneur avise le Directeur et le Professionnel désigné afin qu'ils procèdent à une inspection définitive des travaux.

5.6.11.2 Si l'Entrepreneur n'avise pas le Directeur de procéder à l'inspection définitive dans un délai raisonnable, ce dernier peut procéder à l'inspection en son absence.

5.6.11.3 Si le Directeur estime que, pendant la période de garantie d'entretien des travaux, l'Entrepreneur n'a pas maintenu l'Ouvrage en bon état d'entretien et de fonctionnement, notamment s'il demeure des travaux à corriger, des travaux à compléter ou que de nouvelles déficiences, malfaçons ou vices cachés sont découverts, il en avise l'Entrepreneur. Dans ce cas, la garantie d'entretien en regard de ces travaux est prolongée pour une période additionnelle de douze (12) mois à compter de l'acceptation des travaux correctifs requis par le Directeur.

5.6.11.4 Si le Directeur estime que, pendant la période de garantie d'entretien des travaux, l'Entrepreneur a maintenu l'Ouvrage en bon état d'entretien et de fonctionnement, et si la Ville n'est sujette à aucune réclamation découlant du Contrat, il émet un certificat de réception définitive confirmant que la Ville reçoit définitivement les travaux, accompagné d'un décompte définitif, au besoin.

5.6.11.5 Dans les cas visés à l'article 5.6.11.3, le certificat de réception définitive ne peut être émis avant la fin de la période additionnelle de douze (12) mois à compter de l'acceptation des travaux correctifs requis par le Directeur.

5.6.11.6 Seule la réception définitive confirme l'acceptation finale des travaux. Par conséquent, aucun acte ou geste de la Ville, dont notamment la surveillance, l'Inspection, l'approbation des Matériaux et des travaux ou des paiements antérieurs à la réception définitive des travaux, ne peut dégager l'Entrepreneur de sa responsabilité.

#### 5.6.12 DÉCOMPTE DÉFINITIF

5.6.12.1 Seule l'émission du certificat de réception définitive entraîne la libération de la retenue prévue à l'article 5.6.8, déduction faite des pénalités, des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur, des sommes que la Ville peut ou doit retenir en vertu de la loi et des prescriptions du Contrat, le cas échéant.

## **6      ANNEXES**

### **6.1      ANNEXE A: COMMENTAIRES ET PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS DU CCAG, DES IAS ET DES DTN**

## ANNEXE A

### COMMENTAIRES ET PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS DU CCAG, DES IAS ET DES DTN

Ce formulaire est à l'usage de tout employé de la Ville de Montréal ou de toute autre organisation souhaitant faire parvenir un commentaire ou une proposition de modification au cahier des clauses administratives générales (CCAG) ou aux instructions aux soumissionnaires (IAS). Le présent formulaire doit être rempli et transmis à l'adresse courriel [comiterevision@montreal.ca](mailto:comiterevision@montreal.ca). Les membres du comité de révision étudieront toutes les propositions reçues. Celles retenues amèneront des modifications aux CCAG et aux IAS qui seront révisés périodiquement.

*Note 1 : tous les champs possédant un astérisque (\*) sont des champs obligatoires.*

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR		
Nom et titre*:		
Organisation* :		
Adresse courriel * :		
Téléphone :	(     )     -	Date :

2. IDENTIFICATION DU DOCUMENT NORMALISÉ VISÉ *		
Nom du document	Page #	/ Section # / article #
<input type="checkbox"/> Instructions aux soumissionnaires (IAS)		/ /
- Titre de la section:		
<input type="checkbox"/> Cahier des clauses administratives générales (CCAG)		/ /
- Titre de la section:		
<input type="checkbox"/> Document technique normalisé		/ /
- Numéro du DTN:		

3. TEXTE EXISTANT

4. PROPOSITION DE NOUVEAU TEXTE OU COMMENTAIRE*

5. JUSTIFICATION ET IMPACT(S) POSITIF(S) POUR LA VILLE DE MONTRÉAL *

6. AUTORISATIONS (section réservée à la ville de Montréal)	
Nom, titre :	
Direction :	
Signature	Le     , 20     Date

**COMPLÉMENT** (veuillez indiquer à quelle section vous vous référez)



## **6.2 ANNEXE B: CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT**

## ANNEXE B

### CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

(numéro de cautionnement)	(numéro d'appel d'offres Ville)
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

#### LES PARTIES :

\_\_\_\_\_  
(nom de la compagnie d'assurances)  
ayant un établissement dans la province de Québec situé au  
\_\_\_\_\_  
(No, rue, ville, code postal)  
ici représentée par  
\_\_\_\_\_  
(nom et titre du représentant), dûment autorisé(e),  
(ci-après appelée la "**Caution**")

après avoir pris connaissance du Cahier des charges et d'une soumission écrite devant être présentée à la

#### VILLE DE MONTRÉAL,

(ci-après appelée la "**Ville**")

le \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_\_, par  
(date)

\_\_\_\_\_  
(nom de l'entreprise soumissionnaire)  
\_\_\_\_\_, ayant un établissement au  
(# NEQ)  
\_\_\_\_\_  
(No, rue, ville, code postal)  
ici représentée par  
\_\_\_\_\_, dûment autorisé(e),  
(nom et titre du représentant)  
(ci-après appelé le "**Soumissionnaire**")  
dûment autorisé(e), pour  
\_\_\_\_\_  
(description du contrat)

se porte caution du **Soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions énoncées aux sections « Cautionnement de soumission » et « Lettre d'engagement » ci-dessous.

## **CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION**

En cas de retrait de la soumission par le **Soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **Soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par la **Ville** en vertu du Cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services, la **Caution** s'oblige à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le **Soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat. Si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité est limitée à dix pour cent (10 %) du total de la soumission incluant les taxes.

La **Caution** ne peut retirer son cautionnement de soumission pendant les \_\_\_\_\_ jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où l'autorité compétente octroie le contrat à l'Adjudicataire.

La **Caution** renonce aux bénéfices de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

## **LETTRE D'ENGAGEMENT**

À la suite à l'octroi du contrat, la **Caution** s'engage envers la **Ville** à accorder au **Soumissionnaire** les cautionnements suivants, dans les 15 jours calendrier suivant l'adjudication du contrat :

- Un cautionnement d'exécution (Annexe F) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes, et
- Un cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services (Annexe G) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes.

En cas de défaut de la **Caution**, de fournir les cautionnements ci-dessus, la **Caution** sera solidairement responsable avec l'**Adjudicataire** de tous les dommages subis par la Ville.

En foi de quoi, la **Caution** et le **Soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont  
signé à \_\_\_\_\_ ,  
(ville)

le \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_\_  
(date)

\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_  
(Nom du représentant autorisé du **Soumissionnaire**) (Signature)

\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_  
(Nom du **témoïn** du **Soumissionnaire**) (Signature)

\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_  
(Nom du représentant autorisé de la **Caution**) (Signature)

\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_  
(Nom du **témoïn** de la **Caution**) (Signature)

Sceau de la **Caution** :  
(facultatif)



**6.3 ANNEXE C: LETTRE DE GARANTIE BANCAIRE IRRÉVOCABLE ET  
INCONDITIONNELLE**

## ANNEXE C

### LETTRE DE GARANTIE BANCAIRE IRRÉVOCABLE ET INCONDITIONNELLE

#### GARANTIE DE SOUMISSION

(numéro de référence de la garantie)	(numéro d'appel d'offres Ville)
(Date d'émission)	(numéro SEAO)

Bénéficiaire :	La Ville de Montréal
Adresse :	275, rue Notre Dame Est, Montréal, H2Y 1C6
Nom du soumissionnaire :	
Adresse du soumissionnaire :	
Description de l'appel d'offres :	

\_\_\_\_\_,  
(nom de l'institution financière et succursale)

ici représentée par : \_\_\_\_\_,  
(nom du représentant)

dûment autorisé(e), garantit de façon irrévocable le paiement des sommes qui vous seront dues par le soumissionnaire ci-dessus mentionné advenant le défaut de ce dernier de fournir :

- les certificats d'assurances, au plus tard quinze (15) jours calendriers avant le début des travaux
- autres documents requis selon les modalités prévues au cahier des charges.

La seule condition pour que la présente garantie soit réalisable est le défaut de produire les assurances et autres documents requis selon les termes du cahier des charges.

Après réception d'une demande écrite de paiement, dans laquelle la date d'ouverture des soumissions devra être mentionnée, \_\_\_\_\_,  
(nom de l'institution financière)

s'engage à acquitter ces sommes; toutefois, en aucun cas l'engagement total de

\_\_\_\_\_, en vertu des présentes,  
(nom de l'institution financière)

ne devra dépasser dix pour cent (10%) du montant de la soumission.

La présente garantie demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration du délai de validité des soumissions (incluant toute prolongation du délai initial de validité convenue entre le bénéficiaire et le soumissionnaire).

Toute demande de paiement, en vertu de la présente garantie, devra parvenir à \_\_\_\_\_ , au plus tard quinze (15)  
(nom de l'institution financière)

Jours ouvrables après l'expiration du délai de validité des soumissions.

Le paiement est exigible à la simple demande de paiement adressée à l'institution financière par le bénéficiaire.

\_\_\_\_\_  
(nom de l'institution financière et succursale)

\_\_\_\_\_  
(Adresse)

Par : \_\_\_\_\_ ,  
(signature du représentant autorisé)

\_\_\_\_\_  
(nom du représentant autorisé)

**6.4 ANNEXE D: FORMULAIRE D'ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC**



## ANNEXE D

### FORMULAIRE D'ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

Titre de l'appel d'offres :
Numéro d'appel d'offres :

Tout soumissionnaire n'ayant pas un établissement au Québec, où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifiée à son nom et accessible durant les heures normales de bureau, doit remplir et signer le présent formulaire et le produire avec sa soumission.

Tout soumissionnaire ayant un établissement au Québec doit, en lieu et place du présent formulaire, transmettre à la Ville de Montréal (ci-après « la Ville »), avec sa soumission, une attestation délivrée par l'Agence du revenu du Québec, nommé « Attestation de Revenu Québec ».

Je soussigné(e)

\_\_\_\_\_  
(Nom et titre de la personne autorisée à signer)

En présentant à la Ville la soumission ci-jointe (ci-après appelée la « soumission »), atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

Au nom de :

\_\_\_\_\_  
(Nom de l'entreprise soumissionnaire)

(Ci-après appelée le « soumissionnaire »)

Je déclare ce qui suit :

1. Le soumissionnaire n'a pas d'établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales du bureau.
2. J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.
3. Je suis autorisé(e) par le soumissionnaire à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la soumission.
4. Je reconnais que le soumissionnaire sera inadmissible à présenter une soumission en l'absence du présent formulaire ou de l'attestation délivrée par Revenu Québec.

Et j'ai signé, \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

## **6.5 ANNEXE E: RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE**

## **Annexe E**

### **Règlement de gestion contractuelle**

Le « Règlement du Conseil de Ville sur la gestion contractuelle » adopté en vertu de la résolution CM18 0859 et modifié en vertu de la résolution CM20 0310 s'applique aux contrats octroyés par le comité exécutif pour le conseil municipal ou un conseil d'arrondissement. Le « Règlement du Conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle » adopté en vertu de la résolution CG18 0387 et modifié en vertu de la résolution CG20 0158 s'applique aux contrats octroyés par le comité exécutif pour le conseil d'agglomération.

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**18-038 (Codification administrative)**

*MISE EN GARDE : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.*

**RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE**

**CODIFICATION ADMINISTRATIVE AU 21 JUIN 2021**  
**(18-038, modifié par 18-038-1, 18-038-2)**

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du 18 juin 2018, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

**CHAPITRE I**  
**DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES**

**SECTION I**  
**DÉFINITIONS**

**1.** Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

- 1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1);
- 2° « communications d'influence » : les communications orales ou écrites avec un titulaire d'une charge publique en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérées comme étant susceptibles d'influencer la prise de décisions relativement à l'attribution ou l'adjudication d'un contrat, à l'exception des communications avec le Bureau de l'inspecteur général, le Bureau du contrôleur général et des suivantes :
  - a) les communications faites dans le cadre de procédures judiciaires ou juridictionnelles ou préalablement à de telles procédures;
  - b) les communications faites dans le cadre d'une séance publique de la Ville;

- c) les communications faites par une personne ou un organisme énuméré aux articles 1 et 2 du Règlement relatif au champ d'application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011, r. 1);
- d) les communications faites, en dehors de tout processus d'attribution ou d'adjudication d'un contrat, dans le seul but de faire connaître l'existence et les caractéristiques d'un produit ou d'un service auprès d'un titulaire d'une charge publique;
- e) les communications faites dans le cadre de la négociation, postérieure à son attribution ou à son adjudication, des conditions d'exécution d'un contrat;
- f) les communications faites dans le cadre de la négociation d'un contrat individuel ou collectif de travail ou de la négociation d'une entente collective de services professionnels, notamment une entente visée par la Loi sur l'assurance maladie (RLRQ, chapitre A-29);
- g) les communications faites, dans le cadre de leurs attributions, par les titulaires d'une charge publique;
- h) les communications faites en réponse à une demande écrite d'un titulaire d'une charge publique;
- i) les communications dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité d'un titulaire d'une charge publique ou de toute autre personne;
- j) les communications ayant pour seul objet de s'enquérir de la nature ou de la portée des droits ou obligations d'un client, d'une entreprise ou d'un groupement en application de la loi;

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire ou l'adjudicataire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

- 4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;
- 5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;
- 6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période déterminée en vertu de l'article 24 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié à de tels contrats;
- 7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;
- 8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;
- 9° « personne liée » : désigne, selon le cas :
- a) la personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et la société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;
  - b) le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;
  - c) la personne à laquelle la personne déclarée inadmissible est associée au sein d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation;
  - d) la personne morale ou la société en nom collectif, en commandite ou en participation qui est contrôlée par le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;
- 10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;
- 11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

- 12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;
- 12.1° « soumissionnaire » : désigne, selon le cas, la personne qui s'est procuré les documents d'appel d'offres ou la personne qui a déposé une soumission dans le cadre de l'appel d'offres;
- 12.2° « titulaire d'une charge publique » : désigne un élu, un membre du personnel de cabinet ainsi qu'un fonctionnaire ou employé de la Ville;
- 13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;
- 14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;
- 15° « Ville » : la Ville de Montréal.

---

18-038, a. 1; 18-038-1, a. 1.

## **SECTION II**

### **OBJET**

**2.** Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

---

18-038, a. 2.

## **SECTION III**

### **CHAMP D'APPLICATION**

**3.** Le présent règlement s'applique aux démarches visant la conclusion d'un contrat, à tous les contrats conclus par la Ville ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur. Il est réputé faire partie intégrante de tous ces contrats.

---

18-038, a. 3; 18-038-1, a. 2.

## **CHAPITRE II**

### **MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2 DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES**

#### **SECTION I**

##### **LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU**

**4.** Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

- 1° avec un des soumissionnaires;
- 2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;
- 3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

---

18-038, a. 4.

**5.** En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute situation susceptible de le placer en conflit d'intérêts si elle survient pendant l'exécution du contrat.

---

18-038, a. 5; 18-038-1, a. 3.

**5.1.** En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare tout lien, au sens du paragraphe 9° de l'article 1, que lui-même ou l'un de ses administrateurs, associés, dirigeants ou actionnaires détenteurs d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote peut avoir avec une personne qui a contrevenu au présent règlement. Il s'engage également à informer par écrit la Ville sans délai de l'existence de tout tel lien survenant en cours d'exécution de contrat.

---

18-038-1, a. 4.



## **SECTION II**

### **COMMUNICATIONS**

---

18-038; 18-038-1, a. 5.

#### **SOUS-SECTION 1**

##### **COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES**

---

18-038; 18-038-1, a. 6.

**6.** Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci sauf lorsqu'il s'agit de discussions effectuées dans le cadre de l'utilisation d'un système de pondération et d'évaluation des offres conformément aux articles 573.1.0.5 et 573.1.0.6 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou dans le cadre des négociations qui sont effectuées conformément à l'article 573.1.0.10 de la même loi.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec la personne responsable du traitement et de l'examen des plaintes désignée conformément à l'article 573.3.1.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

---

18-038, a. 6; 18-038-1, a. 7.

**7.** *[Abrogé].*

---

18-038, a. 7; 18-038-1, a. 8.

#### **SOUS-SECTION 2**

##### **LOBBYISME**

**8.** Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications ont été effectuées conformément au présent règlement, à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011), au Code de déontologie des lobbyistes et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et avec qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

---

18-038, a. 8; 18-038-1, a. 9.

**9.** Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit à un soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier d'effectuer une communication d'influence avec un titulaire d'une charge publique au sujet de cet appel d'offres, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes.

En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence conformément au premier alinéa.

---

18-038, a. 9; 18-038-1, a. 10.

**10.** Tout titulaire d'une charge publique doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes.

---

18-038, a. 10; 18-038-1, a. 11.

**11.** Tout titulaire d'une charge publique qui est approché par une personne cherchant à influencer, au sens du paragraphe 2° de l'article 1, une prise de décision sur un sujet visé par le présent règlement, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, le titulaire d'une charge publique doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

---

18-038, a. 11; 18-038-1, a. 12.

### **SECTION III** **CONFIDENTIALITÉ**

**12.** La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

---

18-038, a. 12.

**13.** Tout intervenant ou titulaire d'une charge publique doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

---

18-038, a. 13; 18-038-1, a. 13.

#### **SECTION IV**

##### **PRÉVENTION DE LA FRAUDE ET DE MANŒUVRES DOLOSIVES**

---

18-038; 18-038-1, a. 14.

**14.** Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la fraude, une manœuvre dolosive ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

---

18-038, a. 14; 18-038-1, a. 15.

#### **SECTION V**

##### **SOUS-CONTRACTANT ET PERSONNE LIÉE**

---

18-038; 18-038-1, a. 16.

**15.** Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles ou avec une personne qui leur est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

---

18-038, a. 15; 18-038-1, a. 17.

**16.** Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible ou une personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant. Le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

---

18-038, a. 16; 18-038-1, a. 18.

## **SECTION VI**

### **GESTION CONTRACTUELLE**

**17.** Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concernée, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

---

18-038, a. 17; 18-038-1, a. 19.

### **SOUS-SECTION 1**

#### **VARIATION DES QUANTITÉS**

**18.** Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

---

18-038, a. 18.

### **SOUS-SECTION 2**

#### **UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES**

**19.** Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

- 1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 \$, incluant toutes les taxes applicables;
- 2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 \$ à 19 999 999,99 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables;
- 3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 \$ à 50 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 \$, incluant toutes les taxes applicables;

- 4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables.

---

18-038, a. 19.

**20.** Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

- 1° pour payer la dépense associée à une contingence;
- 2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;
- 3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

---

18-038, a. 20.

## **SECTION VII**

### **COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL**

**21.** Conformément à l'article 57.1.9 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

---

18-038, a. 21; 18-038-1, a. 20.

### **CHAPITRE III**

#### **CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT**

**22.** Tout titulaire d'une charge publique qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

---

18-038, a. 22; 18-038-1, a. 21.

**23.** *[Abrogé].*

---

18-038, a. 23; 18-038-1, a. 22.

**24.** La Ville peut, en cas de contravention aux articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16, à sa seule discrétion et suivant la réception d'une recommandation à cet effet, prévoir l'une ou l'autre, ou une combinaison, des sanctions suivantes :

- 1° déclarer inadmissible le contrevenant pour une période maximale de 5 ans. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée, au sens du paragraphe 9° a) de l'article 1, à ce dernier ainsi que toute personne pour laquelle il agissait lors de la contravention;
- 2° lorsque la contravention est commise en cours d'exécution de contrat, imposer au cocontractant toute pénalité monétaire ne pouvant excéder le montant le moins élevé entre 10 % de la valeur du contrat au moment de l'octroi et :
  - a) 10 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 100 000 \$;
  - b) 50 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 1 000 000 \$;
  - c) 100 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 10 000 000 \$;
  - d) 200 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est de 10 000 000 \$ ou plus;
- 3° imposer toute mesure particularisée de contrôle adaptée à la contravention commise.

Aux fins du paragraphe 1° du premier alinéa, la durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats débute à la date de la décision de l'instance décisionnelle compétente de la Ville, sous réserve de l'article 32.

---

18-038, a. 24; 18-038-1, a. 23; 18-038-2, a. 1.

**24.1.** La Ville ne peut imposer une sanction prévue à l'article 24 que si les conditions suivantes sont remplies :

- 1° elle fait suite au constat d'une contravention à l'un ou l'autre des articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16 du présent règlement;
- 2° le constat de la contravention et la sanction recommandée sont consignés par écrit dont copie a été transmise au contrevenant;
- 3° un délai d'au moins 10 jours de la réception de la copie de l'écrit visé au paragraphe 2° a été accordé au contrevenant afin qu'il puisse transmettre, par écrit, tout commentaire à la personne désignée dans l'avis transmis par la Ville;
- 4° les commentaires transmis en vertu du paragraphe 3° ont été examinés et considérés, le cas échéant.

La sanction devient définitive en étant approuvée par l'instance décisionnelle compétente de la Ville. Une copie de la décision est transmise au contrevenant.

---

18-038-1, a. 24.

**24.2.** La Ville détermine la sanction à imposer conformément à l'article 24 en tenant compte notamment des facteurs suivants :

- 1° les avantages tirés du fait de la commission de la contravention;
- 2° le degré de planification lié à la contravention et la période au cours de laquelle elle a été commise;
- 3° les conséquences de la contravention pour la Ville;
- 4° les contraventions et les sanctions antérieures pour des agissements similaires;
- 5° l'adoption de mesures en vue de réduire la probabilité de commission d'autres contraventions.

---

18-038-1, a. 24.

**25.** Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

---

18-038, a. 25.

**25.1.** Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5.1, 6 ou 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

---

18-038-1, a. 25.

**25.2.** Lorsqu'une personne déclare, conformément à l'article 5.1, avoir un lien avec une personne inadmissible et qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Lorsqu'une telle déclaration survient en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible. Le cas échéant, l'article 24.1 s'applique en y faisant les adaptations nécessaires.

---

18-038-1, a. 25.

**26.** *[Abrogé].*

---

18-038, a. 26; 18-038-1, a. 26.

**27.** *[Abrogé].*

---

18-038, a. 27; 18-038-1, a. 26.

**28.** Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

---

18-038, a. 28.

**29.** La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

- 1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;



- 2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :
  - a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;
  - b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;
  - c) de faire de la recherche ou du développement;
  - d) de produire un prototype ou un concept original;
- 3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;
- 4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;
- 5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;
- 6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

---

18-038, a. 29.

**30.** La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

- 1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;
- 2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

- 3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;
- 4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter;
- 5° lorsqu'il s'agit d'un contrat de location immobilière.

---

18-038, a. 30; 18-038-1, a. 27.

**31.** La Ville tient un registre des personnes inadmissibles ou qui ont contrevenu au présent règlement.

---

18-038, a. 31; 18-038-1, a. 28.

#### **CHAPITRE IV**

##### **RÉCIDIVE**

**32.** Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'inadmissibilité est prolongée, le cas échéant, pour la durée déterminée en vertu de l'article 24 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'inadmissibilité est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

---

18-038, a. 32; 18-038-1, a. 29.

#### **CHAPITRE V**

##### **GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR FAVORISER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS**

---

18-038; 18-038-1, a. 30.

**33.** La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 \$ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

---

18-038, a. 33.

**34.** La Ville ne peut conclure un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de cet article si ce contrat est en cours ou est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- 1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 autres personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;
- 2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

---

18-038, a. 34; 18-038-1, a. 31.

## **CHAPITRE V.1**

### **MESURES POUR FAVORISER LES BIENS ET SERVICES QUÉBÉCOIS ET LES ÉTABLISSEMENTS AU QUÉBEC**

---

18-038-2, a. 2.

**34.1.** Pour tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 \$ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), la Ville sollicite au moins 3 fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs qui offrent des biens ou services québécois ou qui ont un établissement au Québec, s'ils s'en trouvent, en mesure de réaliser le contrat.

Les mesures prévues au premier alinéa doivent demeurer en vigueur minimalement jusqu'au 25 juin 2024.

---

18-038-2, a. 2.

## **CHAPITRE VI**

### **MESURES TRANSITOIRES ET FINALES**

**35.** Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1<sup>er</sup> janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

---

18-038, a. 35.

**36.** Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1<sup>er</sup> janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

---

18-038, a. 36.

-----

## **ANNEXE 1**

### **ENGAGEMENT SOLENNEL**

---

*Cette codification du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) contient les modifications apportées par les règlements suivants :*

- *18-038-1    Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038), adopté à l'assemblée du 23 mars 2020;*
- *18-038-2    Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038), adopté à l'assemblée du 14 juin 2021.*

# ANNEXE 1

## Montréal

### Engagement solennel

Unité d'affaires : \_\_\_\_\_

Mandat :       Appel d'offres XX-XXXXX

(TITRE) \_\_\_\_\_

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection [ou technique], à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection [ou technique] et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avvertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection [ou technique].

Signature des membres du comité de  
sélection [ou technique]

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

Signature du secrétaire du comité de sélection [ou technique]

\_\_\_\_\_

Signé à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**RCG 18-024 (Codification administrative)**

*MISE EN GARDE : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.*

**RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE**

**CODIFICATION ADMINISTRATIVE AU 21 JUIN 2021**  
**(RCG 18-024, modifié par RCG 18-024-1, RCG 18-024-2)**

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du 21 juin 2018, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

**CHAPITRE I**  
**DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES**

**SECTION I**  
**DÉFINITIONS**

**1.** Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

- 1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1);
- 2° « communications d'influence » : les communications orales ou écrites avec un titulaire d'une charge publique en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérées comme étant susceptibles d'influencer la prise de décisions relativement à l'attribution ou l'adjudication d'un contrat, à l'exception des communications avec le Bureau de l'inspecteur général, le Bureau du contrôleur général et des suivantes :
  - a) les communications faites dans le cadre de procédures judiciaires ou juridictionnelles ou préalablement à de telles procédures;
  - b) les communications faites dans le cadre d'une séance publique de la Ville;

- c) les communications faites par une personne ou un organisme énuméré aux articles 1 et 2 du Règlement relatif au champ d'application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011, r. 1);
  - d) les communications faites, en dehors de tout processus d'attribution ou d'adjudication d'un contrat, dans le seul but de faire connaître l'existence et les caractéristiques d'un produit ou d'un service auprès d'un titulaire d'une charge publique;
  - e) les communications faites dans le cadre de la négociation, postérieure à son attribution ou à son adjudication, des conditions d'exécution d'un contrat;
  - f) les communications faites dans le cadre de la négociation d'un contrat individuel ou collectif de travail ou de la négociation d'une entente collective de services professionnels, notamment une entente visée par la Loi sur l'assurance maladie (RLRQ, chapitre A-29);
  - g) les communications faites, dans le cadre de leurs attributions, par les titulaires d'une charge publique;
  - h) les communications faites en réponse à une demande écrite d'un titulaire d'une charge publique;
  - i) les communications dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité d'un titulaire d'une charge publique ou de toute autre personne;
  - j) les communications ayant pour seul objet de s'enquérir de la nature ou de la portée des droits ou obligations d'un client, d'une entreprise ou d'un groupement en application de la loi;
- 3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire ou l'adjudicataire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

- 4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;
- 5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;
- 6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période déterminée en vertu de l'article 24 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié à de tels contrats;
- 7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;
- 8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;
- 9° « personne liée » : désigne, selon le cas :
- a) la personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et la société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;
  - b) le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;
  - c) la personne à laquelle la personne déclarée inadmissible est associée au sein d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation;
  - d) la personne morale ou la société en nom collectif, en commandite ou en participation qui est contrôlée par le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;
- 10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;
- 11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;



- 12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;
- 12.1° « soumissionnaire » : désigne, selon le cas, la personne qui s'est procuré les documents d'appel d'offres ou la personne qui a déposé une soumission dans le cadre de l'appel d'offres;
- 12.2° « titulaire d'une charge publique » : désigne un élu, un membre du personnel de cabinet ainsi qu'un fonctionnaire ou employé de la Ville;
- 13° « unité d'affaires » : un service de la Ville;
- 14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;
- 15° « Ville » : la Ville de Montréal.

---

RCG 18-024, a. 1; RCG 18-024-1, a. 1.

## **SECTION II**

### **OBJET**

**2.** Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

---

RCG 18-024, a. 2.

## **SECTION III**

### **CHAMP D'APPLICATION**

**3.** Le présent règlement s'applique aux démarches visant la conclusion d'un contrat, à tous les contrats conclus par la Ville ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur. Il est réputé faire partie intégrante de tous ces contrats.

---

RCG 18-024, a. 3; RCG 18-024-1, a. 2.

## **CHAPITRE II**

### **MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2 DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES**

#### **SECTION I**

##### **LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU**

**4.** Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

- 1° avec un des soumissionnaires;
- 2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;
- 3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

---

RCG 18-024, a. 4.

**5.** En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute situation susceptible de le placer en conflit d'intérêts si elle survient pendant l'exécution du contrat.

---

RCG 18-024, a. 5; RCG 18-024-1, a. 3.

**5.1.** En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare tout lien, au sens du paragraphe 9° de l'article 1, que lui-même ou l'un de ses administrateurs, associés, dirigeants ou actionnaires détenteurs d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote peut avoir avec une personne qui a contrevenu au présent règlement. Il s'engage également à informer par écrit la Ville sans délai de l'existence de tout tel lien survenant en cours d'exécution de contrat.

---

RCG 18-024-1, a. 4.

## **SECTION II**

### **COMMUNICATIONS**

---

RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 5.

#### **SOUS-SECTION 1**

##### **COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES**

---

RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 6.

**6.** Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci sauf lorsqu'il s'agit de discussions effectuées dans le cadre de l'utilisation d'un système de pondération et d'évaluation des offres conformément aux articles 573.1.0.5 et 573.1.0.6 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou dans le cadre des négociations qui sont effectuées conformément à l'article 573.1.0.10 de la même loi.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec la personne responsable du traitement et de l'examen des plaintes désignée conformément à l'article 573.3.1.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

---

RCG 18-024, a. 6; RCG 18-024-1, a. 7.

**7.** *[Abrogé].*

---

RCG 18-024, a. 7; RCG 18-024-1, a. 8.

#### **SOUS-SECTION 2**

##### **LOBBYISME**

**8.** Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications ont été effectuées conformément au présent règlement, à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011), au Code de déontologie des lobbyistes et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et avec qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

---

RCG 18-024, a. 8; RCG 18-024-1, a. 9.

**9.** Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit à un soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier d'effectuer une communication d'influence avec un titulaire d'une charge publique au sujet de cet appel d'offres, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes.

En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence conformément au premier alinéa.

---

RCG 18-024, a. 9; RCG 18-024-1, a. 10.

**10.** Tout titulaire d'une charge publique doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes.

---

RCG 18-024, a. 10; RCG 18-024-1, a. 11.

**11.** Tout titulaire d'une charge publique qui est approché par une personne cherchant à influencer, au sens du paragraphe 2° de l'article 1, une prise de décision sur un sujet visé par le présent règlement, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, le titulaire d'une charge publique doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

---

RCG 18-024, a. 11; RCG 18-024-1, a. 12.

### **SECTION III**

#### **CONFIDENTIALITÉ**

**12.** La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

---

RCG 18-024, a. 12.

**13.** Tout intervenant ou titulaire d'une charge publique doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

---

RCG 18-024, a. 13; RCG 18-024-1, a. 13.

#### **SECTION IV**

#### **PRÉVENTION DE LA FRAUDE ET DE MANŒUVRES DOLOSIVES**

---

RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 14.

**14.** Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la fraude, une manœuvre dolosive ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

---

RCG 18-024, a. 14; RCG 18-024-1, a. 15.

#### **SECTION V**

#### **SOUS-CONTRACTANT ET PERSONNE LIÉE**

---

RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 16.

**15.** Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles ou avec une personne qui leur est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

---

RCG 18-024, a. 15; RCG 18-024-1, a. 17.

**16.** Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible ou une personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant. Le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

---

RCG 18-024, a. 16; RCG 18-024-1, a. 18.

## **SECTION VI**

### **GESTION CONTRACTUELLE**

**17.** Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concernée, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

---

RCG 18-024, a. 17; RCG 18-024-1, a. 19.

### **SOUS-SECTION 1**

#### **VARIATION DES QUANTITÉS**

**18.** Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

---

RCG 18-024, a. 18.

### **SOUS-SECTION 2**

#### **UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES**

**19.** Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

- 1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 \$, incluant toutes les taxes applicables;
- 2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 \$ à 19 999 999,99 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables;
- 3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 \$ à 50 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 \$, incluant toutes les taxes applicables;

- 4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000\$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000\$, incluant toutes les taxes applicables.

---

RCG 18-024, a. 19.

**20.** Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

- 1° pour payer la dépense associée à une contingence;
- 2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;
- 3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

---

RCG 18-024, a. 20.

## **SECTION VII**

### **COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL**

**21.** Conformément à l'article 57.1.9 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

---

RCG 18-024, a. 21; RCG 18-024-1, a. 20.

### CHAPITRE III

#### CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

**22.** Tout titulaire d'une charge publique qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

---

RCG 18-024, a. 22; RCG 18-024-1, a. 21.

**23.** *[Abrogé].*

---

RCG 18-024, a. 23; RCG 18-024-1, a. 22.

**24.** La Ville peut, en cas de contravention aux articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16, à sa seule discrétion et suivant la réception d'une recommandation à cet effet, prévoir l'une ou l'autre, ou une combinaison, des sanctions suivantes :

- 1° déclarer inadmissible le contrevenant pour une période maximale de 5 ans. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée, au sens du paragraphe 9° a) de l'article 1, à ce dernier ainsi que toute personne pour laquelle il agissait lors de la contravention;
- 2° lorsque la contravention est commise en cours d'exécution de contrat, imposer au cocontractant toute pénalité monétaire ne pouvant excéder le montant le moins élevé entre 10 % de la valeur du contrat au moment de l'octroi et :
  - a) 10 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 100 000 \$;
  - b) 50 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 1 000 000 \$;
  - c) 100 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 10 000 000 \$;
  - d) 200 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est de 10 000 000 \$ ou plus;
- 3° imposer toute mesure particularisée de contrôle adaptée à la contravention commise.

Aux fins du paragraphe 1° du premier alinéa, la durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats débute à la date de la décision de l'instance décisionnelle compétente de la Ville, sous réserve de l'article 32.

---

RCG 18-024, a. 24; RCG 18-024-1, a. 23; RCG 18-024-2, a. 1.



**24.1.** La Ville ne peut imposer une sanction prévue à l'article 24 que si les conditions suivantes sont remplies :

- 1° elle fait suite au constat d'une contravention à l'un ou l'autre des articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16 du présent règlement;
- 2° le constat de la contravention et la sanction recommandée sont consignés par écrit dont copie a été transmise au contrevenant;
- 3° un délai d'au moins 10 jours de la réception de la copie de l'écrit visé au paragraphe 2° a été accordé au contrevenant afin qu'il puisse transmettre, par écrit, tout commentaire à la personne désignée dans l'avis transmis par la Ville;
- 4° les commentaires transmis en vertu du paragraphe 3° ont été examinés et considérés, le cas échéant.

La sanction devient définitive en étant approuvée par l'instance décisionnelle compétente de la Ville. Une copie de la décision est transmise au contrevenant.

---

RCG 18-024-1, a. 24.

**24.2.** La Ville détermine la sanction à imposer conformément à l'article 24 en tenant compte notamment des facteurs suivants :

- 1° les avantages tirés du fait de la commission de la contravention;
- 2° le degré de planification lié à la contravention et la période au cours de laquelle elle a été commise;
- 3° les conséquences de la contravention pour la Ville;
- 4° les contraventions et les sanctions antérieures pour des agissements similaires;
- 5° l'adoption de mesures en vue de réduire la probabilité de commission d'autres contraventions.

---

RCG 18-024-1, a. 24.

**25.** Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

---

RCG 18-024, a. 25.

**25.1.** Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5.1, 6 ou 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

---

RCG 18-024-1, a. 25.

**25.2.** Lorsqu'une personne déclare, conformément à l'article 5.1, avoir un lien avec une personne inadmissible et qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Lorsqu'une telle déclaration survient en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible. Le cas échéant, l'article 24.1 s'applique en y faisant les adaptations nécessaires.

---

RCG 18-024-1, a. 25.

**26.** *[Abrogé].*

---

RCG 18-024, a. 26; RCG 18-024-1, a. 26.

**27.** *[Abrogé].*

---

RCG 18-024, a. 27; RCG 18-024-1, a. 26.

**28.** Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

---

RCG 18-024, a. 28.

**29.** La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

- 1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

- 2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :
  - a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;
  - b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;
  - c) de faire de la recherche ou du développement;
  - d) de produire un prototype ou un concept original;
- 3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;
- 4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;
- 5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;
- 6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

---

RCG 18-024, a. 29.

**30.** La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

- 1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;
- 2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

- 3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;
- 4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter;
- 5° lorsqu'il s'agit d'un contrat de location immobilière.

---

RCG 18-024, a. 30; RCG 18-024-1, a. 27.

**31.** La Ville tient un registre des personnes inadmissibles ou qui ont contrevenu au présent règlement.

---

RCG 18-024, a. 31; RCG 18-024-1, a. 28.

#### **CHAPITRE IV**

##### **RÉCIDIVE**

**32.** Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'inadmissibilité est prolongée, le cas échéant, pour la durée déterminée en vertu de l'article 24 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'inadmissibilité est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

---

RCG 18-024, a. 32; RCG 18-024-1, a. 29.

#### **CHAPITRE V**

##### **GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR FAVORISER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS**

---

RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 30.

**33.** La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 \$ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjudgé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

---

RCG 18-024, a. 33.

**34.** La Ville ne peut conclure un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de cet article si ce contrat est en cours ou est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- 1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 autres personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;
- 2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

---

RCG 18-024, a. 34; RCG 18-024-1, a. 31.

## **CHAPITRE V.1**

### **MESURES POUR FAVORISER LES BIENS ET SERVICES QUÉBÉCOIS ET LES ÉTABLISSEMENTS AU QUÉBEC**

---

RCG 18-024-2, a. 2.

**34.1.** Pour tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 \$ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), la Ville sollicite au moins 3 fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs qui offrent des biens ou services québécois ou qui ont un établissement au Québec, s'ils s'en trouvent, en mesure de réaliser le contrat.

Les mesures prévues au premier alinéa doivent demeurer en vigueur minimalement jusqu'au 25 juin 2024.

---

RCG 18-024-2, a. 2.

## **CHAPITRE VI**

### **MESURES TRANSITOIRES ET FINALES**

**35.** Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 24 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1<sup>er</sup> janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

---

RCG 18-024, a. 35.

**36.** Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 25 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 24 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1<sup>er</sup> janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

RCG 18-024, a. 36.

---

## **ANNEXE 1**

### **ENGAGEMENT SOLENNEL**

---

*Cette codification du Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) contient les modifications apportées par les règlements suivants :*

- *RCG 18-024-1 Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024), adopté à l'assemblée du 26 mars 2020;*
- *RCG 18-024-2 Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024), adopté à l'assemblée du 17 juin 2021.*

# ANNEXE 1

## Montréal

### Engagement solennel

Unité d'affaires : \_\_\_\_\_

Mandat :        Appel d'offres XX-XXXXX

(TITRE) \_\_\_\_\_

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection [ou technique], à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection [ou technique] et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avvertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection [ou technique].

Signature des membres du comité de  
sélection [ou technique]

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

Signature du secrétaire du comité de sélection [ou technique]

\_\_\_\_\_

Signé à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

**6.6      ANNEXE F: CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION**



## ANNEXE F

### CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

(numéro de cautionnement)	(numéro d'appel d'offres Ville)
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

\_\_\_\_\_  
(nom de la compagnie d'assurances)  
ayant un établissement dans la province de Québec situé au  
\_\_\_\_\_  
(No, rue, ville, code postal)  
ici représentée par  
\_\_\_\_\_, dûment autorisé(e),  
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**"),  
après avoir pris connaissance du Contrat intervenu entre :

**VILLE DE MONTRÉAL**  
(ci-après appelée la "**Ville**")

et

\_\_\_\_\_  
(nom de l'Adjudicataire)  
ayant un établissement situé au  
\_\_\_\_\_  
(No, rue, ville, code postal)  
ici représenté par  
\_\_\_\_\_, dûment autorisé(e),  
(nom et titre du représentant)  
(ci-après appelé l'"**Entrepreneur**")

pour

\_\_\_\_\_  
(description du Contrat)

lequel Contrat a été adjugé par la **Ville** à l'**Entrepreneur**

le \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_\_, s'oblige solidairement avec l'**Entrepreneur**

envers la **Ville** à exécuter le Contrat, la **Caution** ne pouvant toutefois être appelée à déboursier plus de \_\_\_\_\_ dollars (\$) représentant 50 % du montant total du Contrat incluant les taxes.

La **Caution** consent à ce que la **Ville** et l'**Entrepreneur** puissent en tout temps apporter des modifications au Contrat et à ce que la **Ville** accorde tout délai nécessaire pour exécuter le Contrat.

L'**Entrepreneur** est seul responsable d'aviser la **Caution** des modifications au Contrat comportant une variation de plus de dix pour cent (10 %) du prix initial. Le défaut de donner cet avis n'affectera toutefois pas la validité du présent cautionnement.

En cas de défaut de l'**Entrepreneur**, la **Caution** doit, dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'avis qui lui sera donné par le représentant de la **Ville**, assumer les obligations de l'Entrepreneur et entreprendre avec diligence l'exécution du Contrat, à défaut de quoi la **Ville** peut faire compléter l'exécution du Contrat aux frais de la **Caution** et de l'**Entrepreneur**.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

L'**Entrepreneur** intervient aux présentes pour y consentir.

**En foi de quoi**, la **Caution** et l'**Entrepreneur**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé le présent document à \_\_\_\_\_ ,  
(ville)

le \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_  
(Nom du représentant dûment autorisé de l'**Entrepreneur**) (Signature)

\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_  
(Nom du **témoin** de l'**Entrepreneur**) (Signature)

\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_  
(Nom du représentant dûment autorisé de la **Caution**) (Signature)

\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_  
(Nom du **témoin** de la **Caution**) (Signature)

**6.7 ANNEXE G: CAUTIONNEMENT DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE, DES  
MATÉRIAUX ET SERVICES**

## ANNEXE G

### CAUTIONNEMENT DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DES MATÉRIAUX ET SERVICES

(numéro de cautionnement)	(numéro d'appel d'offres Ville)
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

\_\_\_\_\_  
(nom de la compagnie d'assurances)  
ayant un établissement dans la province de Québec situé au  
\_\_\_\_\_  
(No, rue, ville, code postal),  
ici représentée par  
\_\_\_\_\_, dûment autorisé(e),  
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**"),  
après avoir pris connaissance du Contrat intervenu entre :

**VILLE DE MONTRÉAL**  
(ci-après appelée la "**Ville**")

et

\_\_\_\_\_  
(nom de l'Entrepreneur),  
ayant un établissement situé au  
\_\_\_\_\_  
(No, rue, ville, code postal),  
ici représenté par  
\_\_\_\_\_, dûment autorisé(e),  
(nom et titre du représentant)  
(ci-après appelé l'"**Entrepreneur**")

pour

\_\_\_\_\_  
(description du Contrat)

lequel Contrat a été adjugé par la **Ville** à l'**Entrepreneur**

le \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_\_, s'oblige solidairement avec l'**Entrepreneur**

à payer directement aux **Réclamants** ci-après énumérés les sommes qui leur sont dues pour la main-d'œuvre, les matériaux et les services qu'ils ont fournis ou préparés pour l'exécution du Contrat et pour les obligations incombant à l'Entrepreneur en vertu de la loi, la **Caution** ne pouvant toutefois être appelée à déboursier plus que           dollars           (\$)  
représentant cinquante pourcent 50 % du montant total du Contrat incluant les taxes.

"**Réclamant**" désigne :

1. l'ouvrier et/ou la Commission de la construction du Québec (CCQ);
2. le Fournisseur de matériaux, d'équipements ou d'autres biens qui doivent être incorporés à l'ouvrage ou qui sont nécessaires à son exécution en vertu du contrat;
3. le Fournisseur de machinerie ou d'outillage employés pour exécuter le contrat, jusqu'à concurrence du prix usuel de location de ceux-ci;
4. le Fournisseur de toute forme d'énergie, d'eau, d'explosifs ou d'autres services nécessaires à l'exécution du contrat;
5. le Sous-traitant;
6. l'ingénieur et l'architecte dont les services ont été retenus par l'Entrepreneur;
7. la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (C.N.E.S.S.T.),

La **Caution** consent à ce que la **Ville** et l'**Entrepreneur** puissent en tout temps apporter des modifications au Contrat et à ce que la **Ville** accorde tout délai nécessaire pour exécuter le Contrat

L'**Entrepreneur** est seul responsable d'aviser la **Caution** des modifications au Contrat comportant une variation de plus de dix pour cent (10 %) du prix initial. Le défaut de donner cet avis n'affecte toutefois pas la validité du présent cautionnement.

Pour le paiement de sa créance, un **Réclamant** doit s'adresser à la **Caution**, par écrit, et en aviser l'**Entrepreneur** et la **Ville** dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle il a terminé ses travaux ou fourni les derniers services, matériaux ou matériel. Aucune procédure judiciaire ne peut être intentée avant l'expiration des trente (30) jours suivant l'avis à la **Caution**. Ces délais ne sont pas opposables à la C.N.E.S.S.T.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant, instituée par un **Réclamant**, doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

L'**Entrepreneur** intervient aux présentes pour y consentir.

**En foi de quoi**, la **Caution** et l'**Entrepreneur**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé le présent document à \_\_\_\_\_ ,

(ville)

le \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_  
(Nom du représentant dûment autorisé de l'**Entrepreneur**) (Signature)

\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_  
(Nom du **témo**in de l'**Entrepreneur**) (Signature)

\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_  
(Nom du représentant dûment autorisé de la **Caution**) (Signature)

\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_  
(Nom du **témo**in de la **Caution**) (Signature)

## **6.8 ANNEXE H: LETTRE D'INTENTION D'ASSURER UN SOUMISSIONNAIRE**

## ANNEXE H

Date :

**Objet : Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**

<b>COURTIER:</b>	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

<b>ASSUREUR 1 :</b>	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

<b>ASSUREUR 2 :</b> (si applicable)	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

<b>ASSUREUR 3 :</b> (si applicable)	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

<b>ASSURÉ:</b>	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

*Numéro d'appel d'offres :*

*Titre de l'appel d'offres :*

---

Nous désirons confirmer par la présente que nous \_\_\_\_\_ ,  
(nom du courtier)  
sommes en mesure de fournir à notre client, \_\_\_\_\_ ,  
(nom de l'entrepreneur)  
toutes les assurances qui seront nécessaires en rapport avec le projet mentionné en rubrique.

En conformité avec la section 3.0 relative aux assurances du cahier des clauses administratives générales et des spécifications du cahier des clauses administratives spéciales, nous serons en mesure de mettre en place les garanties suivantes pour notre client :



## A) Assurance Responsabilité civile

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie (\$)		
	ASSUREUR 1	ASSUREUR 2 (si applicable)	ASSUREUR 3 (si applicable)
<b>Responsabilité civile générale des entreprises</b> Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100. Dommage corporel et matériel sur base d'événement.	<input type="text"/> M \$ / sinistre		
Montant global risque produits après travaux (PAT)	<input type="text"/> M \$ / période		
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q. N° 6)	<input type="text"/> M \$ / sinistre		
Montant global général (autre que le risque PAT)	<input type="text"/> M \$ / période		
Umbrella (si applicable)	<input type="text"/> M \$ / sinistre <input type="text"/> M \$ / période	<input type="text"/> M \$ / sinistre <input type="text"/> M \$ / période	
Responsabilité civile excédentaire (si applicable)	<input type="text"/> M \$ / sinistre <input type="text"/> M \$ / période	<input type="text"/> M \$ / sinistre <input type="text"/> M \$ / période	<input type="text"/> M \$ / sinistre <input type="text"/> M \$ / période

## B) Assurance chantier formule étendue

Lorsque requis au cahier des clauses administratives spéciales, nous sommes en mesure de fournir une assurance chantier formule étendue au montant de la valeur du contrat incluant les taxes et les contingences, tel que décrit et selon les termes de l'annexe J, incluse au cahier des charges.

Notre engagement à assurer le client ci-haut mentionné, est valide pour la durée de la validité de la soumission indiquée au cahier des charges et ce, à compter de la date d'ouverture des soumissions de l'appel d'offres, en autant que ce dernier soit toujours notre client.

Par : \_\_\_\_\_  
(Nom du représentant autorisé du courtier d'assurances)

\_\_\_\_\_  
(Signature du représentant du courtier d'assurances)

## **6.9      ANNEXE I: CERTIFICAT D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE**

## ANNEXE I

### CERTIFICAT D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE

Numéro d'appel d'offres :

**ASSUREUR 1:**

Adresse postale :

Téléphone :

Courriel :

N° de contrat

Date d'expiration (jj/mm/aa) :

**ASSUREUR 2:**

Adresse postale :

Téléphone :

Courriel :

N° de contrat

Date d'expiration (jj/mm/aa) :

**ASSUREUR 3:**

Adresse postale :

Téléphone :

Courriel :

N° de contrat

Date d'expiration (jj/mm/aa) :

**COURTIER :**

Adresse postale :

Téléphone :

Courriel :

**ASSURÉ:**

Adresse postale :

Téléphone :

Courriel :

**LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :**

TITULAIRE : VILLE DE MONTRÉAL, ainsi que ses employés et les membres de son conseil d'agglomération, de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement. A l'adresse du greffe de la Ville de Montréal :  
275, rue Notre Dame Est, Montréal, H2Y 1C6

que les contrats d'assurances désignés ci-dessous sont actuellement en vigueur et que les garanties de ces contrats d'assurance sont étendues au TITULAIRE, ajouté à titre d'assuré additionnel, mais uniquement en ce qui concerne la localisation des travaux, la portée des travaux ainsi que la durée des travaux du projet décrit ci-après :

**DESCRIPTION DU PROJET** (localisation, portée des travaux et durée prévue des travaux) :

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie (\$)		
	ASSUREUR 1	ASSUREUR 2 (si applicable)	ASSUREUR 3 (si applicable)
<b>Responsabilité civile générale des entreprises</b> Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100. Dommage corporel et matériel sur base d'événement.	<input type="text"/> M \$ / sinistre		
Montant global risque produits après travaux (PAT)	<input type="text"/> M \$ / période		
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q. N° 6)	<input type="text"/> M \$ / sinistre		
Montant global général (autre que le risque PAT)	<input type="text"/> M \$ / période		
Umbrella (si applicable)	<input type="text"/> M \$ / sinistre	<input type="text"/> M \$ / sinistre	
	<input type="text"/> M \$ / période	<input type="text"/> M \$ / période	
Responsabilité civile excédentaire (si applicable)	<input type="text"/> M \$ / sinistre	<input type="text"/> M \$ / sinistre	<input type="text"/> M \$ / sinistre
	<input type="text"/> M \$ / période	<input type="text"/> M \$ / période	<input type="text"/> M \$ / période

**Les garanties ci-dessus sont notamment assujetties aux conditions suivantes :**

Responsabilité civile générale des entreprises :

Le formulaire BAC 2100 est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre. Il comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période d'assurance.

Est notamment exclue la responsabilité découlant de la prestation ou du défaut de prestation de services professionnels, dont l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de dessins d'atelier ou autres, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de directives de chantier, de modifications, de cahiers des charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son Conseil d'agglomération, Conseil Municipal, de son Comité Exécutif et de ses conseils d'arrondissement.

Avis d'annulation ou de réduction :

Sauf en ce qui a trait à la réduction des montants des garanties par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction, suspension ou résiliation de ces garanties, lequel doit être accompagné d'une copie du certificat visé.

Toutes les autres clauses des contrats demeurent inchangées.

Ce certificat prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le

\_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_\_ à 0 h 01 heure normale, à l'adresse de l'assuré désigné.

Émis le : \_\_\_\_\_  
(année/mois/jour)

Par : \_\_\_\_\_  
(signature du représentant autorisé du courtier d'assurances)

\_\_\_\_\_  
(nom du représentant)

\_\_\_\_\_  
(titre du représentant)

**6.10 ANNEXE J: CERTIFICAT D'ASSURANCE CHANTIER FORMULE ÉTENDUE**

## ANNEXE J

### CERTIFICAT D'ASSURANCE CHANTIER FORMULE ÉTENDUE

<b>ASSUREUR:</b>	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

<b>COURTIER:</b>	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

<b>ASSURÉ:</b>	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

1. Le présent certificat s'applique au numéro d'appel d'offres : \_\_\_\_\_

Description des travaux :

2. L'assuré est \_\_\_\_\_ ,  
(Nom de l'Entrepreneur)

ainsi que la Ville de Montréal, les Sous-traitants et les Fournisseurs de matériaux et d'équipements qui effectuent un travail de construction ou d'installation sur le chantier.

3. Dans les limites de la durée du contrat d'assurance, la garantie consentie par ce contrat d'assurances sera maintenue en vigueur pendant toute la durée des travaux prévue au contrat y compris ceux dont la liste est jointe au certificat de réception provisoire, même si la Ville a pris possession des travaux et/ou si ledit ouvrage devient occupé en entier ou en partie avant telle réception, l'assureur se réservant le droit d'ajuster la prime à compter de la date de l'occupation. En cas d'une telle occupation avant cette réception, la garantie de ce contrat d'assurances pourra être révisée après entente avec la Ville, et ce, dans la mesure où la Ville pourra bénéficier d'une autre protection d'assurance pour couvrir cette partie de l'ouvrage.

4. En cas de sinistre, dès que l'assureur aura fait les constatations nécessaires en vue de l'évaluation de la perte, il en avisera par écrit l'Entrepreneur et prendra entente avec lui afin que celui-ci puisse commencer les réparations.

5. En cas de dommages à des matériaux, poutres, colonnes, murs ou membrures destinés à porter des charges comme parties de l'ossature de l'ouvrage, aucun ne pourra être réutilisé ou

réparé sans l'assentiment écrit des professionnels de la Ville, soit à titre d'employés, soit à titre de conseillers.

6. Tout acte ou omission de la part d'un des co-assurés désignés dans ce contrat qui n'aura pas été porté à la connaissance de l'autre co-assuré, n'aliénera ni ne préjudiciera les droits et les intérêts de l'autre co-assuré du dit contrat d'assurances.

7. En cas de sinistre, les frais encourus par la Ville et, le cas échéant, par le propriétaire en paiement de services professionnels et autres frais relatifs au sinistre seront inclus dans la réclamation finale de l'assuré et payables par l'assureur.

8. Cette assurance inclut notamment les garanties portant sur les inondations et les tremblements de terre.

9. Le certificat d'assurances ne pourra être annulée, résiliée ou la garantie réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé à la Ville. À cet égard, la présente clause a priorité en cas de contradiction avec les dispositions incluses dans une attestation d'assurance.

10. Tout avis, certificat ou correspondance de l'assureur à la Ville devra être clairement identifié et adressé à:

Nom du représentant désigné de la Ville  
(ou Directeur) :

\_\_\_\_\_

Nom du service concerné :

\_\_\_\_\_

Adresse :

Attaché et faisant partie du contrat d'assurance \_\_\_\_\_

Émis par : \_\_\_\_\_  
(Nom de l'assureur)

\_\_\_\_\_  
(Signature du représentant autorisé)

Date : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
(Nom du signataire en caractères d'imprimerie)

**\*L'Entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer au certificat d'assurance chantier formule étendue.**



**6.11    ANNEXE K1: FORMULAIRE 1: DEMANDE DE CHANGEMENT**

## ANNEXE K : Formulaire 1

### Demande de changement

<b>Type de demandes:</b>		Note: les travaux d'une demande exécutoire doivent être réalisés immédiatement	Numéro de la demande		Rév.	Année	Mois	Jour
<input type="checkbox"/> Exécutoire	<input type="checkbox"/> Non exécutoire		DC -					
			Numéro de projet/contrat		Numéro A/O ou soumission			
<b>Discipline:</b> <input type="checkbox"/> : architecture <input type="checkbox"/> : structure <input type="checkbox"/> : mécanique <input type="checkbox"/> : autres <input type="checkbox"/> : aménagement <input type="checkbox"/> : civil <input type="checkbox"/> : électricité								
<b>Description</b>								
<b>Nom et adresse de l'entrepreneur:</b>				<b>Projet:</b>				
<b>Titre du contrat:</b>								
<b>Description des travaux:</b>								
Décrire, de façon technique, les travaux impliqués dans ce changement au contrat (le quoi ?), afin d'informer l'entrepreneur des travaux à réaliser. (Note: justification et contexte ne sont pas requis ici.)								
<b>Documents annexés:</b>								
<b>1) Établissement de la valeur du changement:</b>								
<input type="checkbox"/> : Prix unitaire du formulaire de soumission <input type="checkbox"/> : Prix unitaire (répertoire Ville) <input type="checkbox"/> : Prix unitaire ou forfaitaire négocié <input type="checkbox"/> : Dépenses contrôlées								
Dépense maximale autorisée : <input type="text"/> (pour demande exécutoire seulement)								
<b>2) L'entrepreneur doit répondre à cette demande de changement dans un délai de:</b>								
(cocher une case seulement) <input type="checkbox"/> 10 jours ouvrables <input type="checkbox"/> <input type="text"/> jours								
Note: l'entrepreneur doit soumettre sa proposition de coût en indiquant s'il y a un délai additionnel par rapport au délai de réalisation des travaux.								
<b>Professionnel désigné</b> (Lettres moulées)				Signature		Date (aaaa-mm-jj)		Nom de la firme
<b>Représentant désigné</b> (Lettres moulées)				Signature		Date (aaaa-mm-jj)		

**6.12    ANNEXE K2: FORMULAIRE 2: ORDRE DE CHANGEMENT**

## ANNEXE K : Formulaire 2 Ordre de changement

<b>Article 5.1.11.3 C.C.A.G. :</b> L'entrepreneur est tenu de se conformer à l'ordre de changement et d'exécuter les travaux décrits de façon exécutoire, à l'intérieur du délai de réalisation fixé, et selon le prix établi.	Numéro	Rév.	Année	Mois	Jour
	OC-000				
	Numéro de projet/contrat	Numéro A/O ou soumission			
<b>Description</b>					
<b>Nom et adresse de l'entrepreneur:</b>			<b>Projet:</b>		
<b>Titre du contrat:</b>					
<b>Description des travaux:</b> Décrire, de façon technique, les travaux impliqués dans ce changement au contrat (le quoi ?), afin d'informer l'entrepreneur des travaux à réaliser. (Note: justification et contexte ne sont pas requis ici.)					
<b>Documents soumis par l'entrepreneur:</b>			<b>Numéro de référence entrepreneur :</b>		
<b>1) Conséquences sur l'échéancier des travaux:</b> (cocher une case seulement) <input type="checkbox"/> : Aucune <input type="checkbox"/> : Prolongation du délai contractuel de : _____ jours additionnels (calendrier) Nouvelle date de fin des travaux : _____ (aaaa-mm-jj) <b>Commentaire:</b> _____					
Entrepreneur (Lettres moulées)		Signature		(aaaa-mm-jj)	
Professionnel désigné (Lettres moulées)		Signature		(aaaa-mm-jj)	
Représentant désigné (Lettres moulées)		Signature		(aaaa-mm-jj)	
<b>2) Conséquences sur le coût des travaux:</b> (cocher une case seulement) <input type="checkbox"/> : Aucune <input type="checkbox"/> : Diminution <input type="checkbox"/> : Augmentation Coût des travaux (sans taxes): _____ : Inclus frais généraux et profits <b>Commentaire:</b> _____					
Entrepreneur (Lettres moulées)		Signature		(aaaa-mm-jj)	
Professionnel désigné (Lettres moulées)		Signature		(aaaa-mm-jj)	
Représentant désigné (Lettres moulées)		Signature		(aaaa-mm-jj)	

**6.13    ANNEXE M: QUITTANCE PARTIELLE**

## ANNEXE M

### QUITTANCE PARTIELLE

**Avis important à l'intention de tous les Sous-traitants :** le fait que la Ville demande à l'entrepreneur des quittances de ses sous-traitants ne doit au aucun cas être interprété comme créant un lien de droit entre les Sous-traitants et la Ville ou offrant une protection quelconque aux Sous-traitants ou créanciers de l'entrepreneur ou à toute autre personne. Ces quittances sont demandées au seul bénéfice de la Ville qui peut, à tout moment et à son entière discrétion, cesser de se prévaloir de son droit de les requérir.

<b>Projet :</b>	_____
<b>Sous-traitant :</b>	_____
<b>NEQ du Sous-traitant :</b>	_____
<b>Nom de l'entrepreneur:</b>	_____
<b>Travaux, services, biens ou matériaux exécutés ou fournis jusqu'au :</b>	_____
<b>Description des travaux, services, biens ou matériaux exécutés ou fournis :</b>	_____
<b>Montant total du contrat initial conclu entre le Sous-traitant et l'entrepreneur, incluant toutes les taxes :</b>	_____
<b>Montant total du contrat conclu entre le Sous-traitant et l'entrepreneur, incluant les ordres de changement et toutes les taxes:</b>	_____

Relativement au contrat mentionné ci-dessus, le Sous-traitant reconnaît avoir reçu ce jour de l'entrepreneur la somme (incluant toutes les taxes) de : \_\_\_\_\_ \$.

Le Sous-traitant reconnaît également que le montant cumulatif reçu jusqu'à ce jour s'élève à : \_\_\_\_\_ \$ (incluant les ordres de changement et toutes les taxes).

Ce montant représente la valeur des travaux, services, biens ou matériaux exécutés ou fournis par le Sous-traitant jusqu'au : \_\_\_\_\_ à l'exception de la retenue contractuelle qui s'élève à : \_\_\_\_\_ \$ (incluant les taxes).

En conséquence, le Sous-traitant donne quittance à l'entrepreneur, ses dirigeants, administrateurs, employés, préposés, mandataires et ayants droit de toute réclamation, demande ou poursuite reliée directement ou indirectement au projet mentionné en titre, et ce, jusqu'à concurrence du montant cumulatif reçu à ce jour.

Le soussigné déclare être dûment autorisé par le Sous-traitant à agir pour et au nom de celui-ci aux fins des présentes.

Et j'ai signé à \_\_\_\_\_

Ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour du mois de \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Signature du signataire autorisé

\_\_\_\_\_  
Signature du témoin

\_\_\_\_\_  
Nom et titre en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

**6.14    ANNEXE N : QUITTANCE FINALE**



## ANNEXE N

### QUITTANCE FINALE

**Avis important à l'intention de tous les Sous-traitants :** le fait que la Ville demande à l'entrepreneur des quittances de ses sous-traitants ne doit au aucun cas être interprété comme créant un lien de droit entre les Sous-traitants et la Ville ou offrant une protection quelconque aux Sous-traitants ou créanciers de l'entrepreneur ou à toute autre personne. Ces quittances sont demandées au seul bénéfice de la Ville qui peut, à tout moment et à son entière discrétion, cesser de se prévaloir de son droit de les requérir.

<b>Projet :</b>	_____
<b>Sous-traitant :</b>	_____
<b>NEQ du Sous-traitant :</b>	_____
<b>Nom de l'entrepreneur :</b>	_____
<b>Travaux, services, biens ou matériaux exécutés ou fournis jusqu'au :</b>	_____
<b>Description des travaux, services, biens ou matériaux exécutés ou fournis :</b>	_____
<b>Montant total du contrat initial conclu entre le Sous-traitant et l'entrepreneur, incluant toutes les taxes :</b>	_____
<b>Montant total du contrat conclu entre le Sous-traitant et l'entrepreneur, incluant les ordres de changement et toutes les taxes :</b>	_____

Le Sous-traitant déclare qu'il a reçu tous les montants en lien avec les travaux, services, biens ou matériaux qu'il a exécutés ou fournis dans le cadre du Projet cité en titre.

En conséquence, le Sous-traitant donne quittance totale et finale à l'entrepreneur, ses dirigeants, administrateurs, employés, préposés, mandataires et ayants droit de toute réclamation, demande ou poursuite reliée directement ou indirectement au projet mentionné en titre.

Le soussigné déclare être dûment autorisé par le Sous-traitant à agir pour et au nom de celui-ci aux fins des présentes.

Et j'ai signé à \_\_\_\_\_

Ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour du mois de \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Signature du signataire autorisé

\_\_\_\_\_  
Signature du témoin

\_\_\_\_\_  
Nom et titre en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

**6.15 ANNEXE O: DÉCLARATION SOLENNELLE DES DÉCOMPTES PROGRESSIFS**

## ANNEXE O

### DÉCLARATION SOLENNELLE DES DÉCOMPTES PROGRESSIFS

Concernant la distribution du paiement par l'entrepreneur

L'entrepreneur doit produire la présente déclaration lorsque cela est requis à titre de condition préalable à :

- ☐ l'obtention du deuxième paiement d'acompte ou de tout paiement d'acompte subséquent ;
- ☐ la libération de la retenue.

La dernière demande de paiement, pour laquelle le déclarant a reçu paiement porte le numéro

et est datée du            jour de            de l'an  
20            .

#### Contrat

*Titre du contrat (emplacement et description de l'ouvrage selon les documents contractuels) :*

*Numéro d'appel d'offres :*

*Date du contrat :*

(AAAA-MM-JJ)

*Nom du donneur d'ouvrage :*

*Nom de l'entrepreneur :*

#### Déclarant

*Nom du déclarant :*

*Poste ou titre (de l'emploi occupé auprès de l'entrepreneur)*

#### Déclaration

Je déclare solennellement que je suis le propriétaire de l'entreprise, un associé de l'entreprise ou une personne autorisée à signer au nom de l'entreprise agissant comme l'entrepreneur dans le contrat ci-dessus mentionné et que j'ai, à ce titre, le pouvoir de lier l'entreprise, que je suis personnellement informé que tous les frais pour la main-d'œuvre, les contrats de sous-traitance, les produits, les services, la machinerie et le matériel de construction qui ont été encourus directement par l'entrepreneur pour la réalisation de l'ouvrage stipulé au contrat, et dont le donneur de l'ouvrage pourrait être tenu responsable, ont été entièrement acquittés comme l'exige le contrat, y compris le dernier paiement d'acompte ci-dessus mentionné, à l'exception toutefois :

- 1) Des montants de retenue dûment réservés ;
- 2) Des paiements différés d'un commun accord ou
- 3) Des montants retenus en raison d'un différend légitime dont la partie ou les parties à qui le paiement est retenu sont informées.

Je fais solennellement cette déclaration en la croyant sincèrement vraie et en sachant qu'elle a la même force que si elle était faite sous serment.

Déclaré devant moi à            ,

Le            jour de            l'an 20

\_\_\_\_\_  
(Signature du déclarant)

\_\_\_\_\_  
(Signature du commissaire à l'assermentation,  
notaire, juge de paix, etc.)

\_\_\_\_\_  
Nom et titre en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

## **| 6.16    ANNEXE S: CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

## ANNEXE S

### CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du Soumissionnaire, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

- ☐ (1) le Soumissionnaire n'a pas d'établissement au Québec
- ☐ (2) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec
- ☐ (3) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

*Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le Soumissionnaire a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :*

- *si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre à la Ville, dans le délai et dans la forme exigés par celle-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;*
- *si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, le Soumissionnaire doit, dans le délai exigé par la Ville, lui remettre un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.*

☐ (4) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le Soumissionnaire respecte et va continuer de respecter les exigences de la section II du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

☐ je déclare que le Soumissionnaire détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l'« analyse de la situation linguistique »;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de trois (3) mois; je déclare également que le Soumissionnaire s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le Soumissionnaire n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le Soumissionnaire a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature du représentant \_\_\_\_\_

Nom du représentant \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_





**Direction de l'aménagement urbain  
et services aux entreprises**

Division des études techniques  
11211 avenue Hébert  
Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5

**SECTION III**  
CAHIER DES  
CLAUSES  
ADMINISTRATIVES  
SPÉCIALES

Appel d'offres public  
N° 1140  
Exécution de travaux

## **SECTION III**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES**

Section à NE PAS retourner

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> <b>CAHIER DES</b> <b>CLAUSES</b> <b>ADMINISTRATIVES</b> <b>SPÉCIALES</b>	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

## Table des matières

<b>1. DOMAINE D'APPLICATION .....</b>	<b>3</b>
<b>2. DÉFINITIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>3. MISE À JOUR DU CCAG ET DES IAS .....</b>	<b>4</b>
3.1 MODIFICATIONS DU CCAG .....	4
3.2 MODIFICATIONS AUX IAS .....	4
<b>4. FRAIS GÉNÉRAUX DE CHANTIER.....</b>	<b>4</b>
<b>5. AVIS.....</b>	<b>5</b>
<b>6. ASSURANCES.....</b>	<b>5</b>
6.1 ASSURANCE – RESPONSABILITÉ CIVILE .....	5
6.2 ASSURANCE – RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE DES NON-PROPRIÉTAIRES .....	5
<b>7. RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR.....</b>	<b>6</b>
7.1 LOIS SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL .....	6
7.2 PROTECTION .....	7
7.2.1 Travaux à proximité de lignes aériennes existantes et soutènement temporaire des poteaux d'Hydro-Québec et/ou de Bell Canada .....	7
7.2.2 Protection des infrastructures souterraines .....	7
7.2.3 Protection, des infrastructures, du mobilier et des équipements de parc .....	8
7.2.4 Protection du chalet et de la salle électrique .....	8
7.2.5 Protection des arbres existants .....	8
7.3 UTILISATION DU CHALET ET DES ESPACES MITOYENS.....	9
7.4 PERSONNEL DE L'ENTREPRENEUR.....	9
<b>8. GRILLE DÉTAILLÉE DES CRITÈRES POUR L'ÉVALUATION DU RENDEMENT DE L'ADJUDICATAIRE.....</b>	<b>9</b>
<b>9. EXÉCUTION .....</b>	<b>11</b>
9.1 DÉBUT DES TRAVAUX ET AUTORITÉ DU DIRECTEUR .....	11
9.2 ALIGNEMENTS ET NIVEAUX.....	11
9.2.1 Précision des instruments d'arpentage.....	11
9.3 PLANS ANNOTÉS PAR L'ENTREPRENEUR (ANCIENNEMENT TEL QUE CONSTRUIT OU TQC) .....	12
9.4 ÉCHÉANCIER D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ET PLANIFICATION HEBDOMADAIRE .....	12
9.4.1 Échéancier d'exécution des travaux.....	12
9.4.2 Horaire des travaux.....	13
9.5 DÉLAI DE RÉALISATION DES TRAVAUX .....	14
9.5.1 Délai de réalisation des travaux.....	14
9.6 TRAVAUX SIMULTANÉS ET AUTRES COLLABORATEURS.....	15
9.6.1 Fourniture des modules de jeux d'eau.....	15
9.6.2 Raccordement à l'aqueduc et à l'égout par la Ville de Montréal .....	16
9.7 TRAVAUX DURANT LA PÉRIODE HIVERNALE ET DE DÉGEL .....	16
9.7.1 Protection de la limite des travaux pendant la période hivernale .....	17
9.8 NETTOYAGE FINAL (POUR LE BRANCHEMENT DE L'AQUEDUC ET L'ÉLECTRICITÉ).....	17
9.9 RÉCEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX.....	17

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> <b>CAHIER DES</b> <b>CLAUSES</b> <b>ADMINISTRATIVES</b> <b>SPÉCIALES</b>	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

<b>10. ITEMS DU BORDEREAU DE SOUMISSION .....</b>	<b>18</b>
<b>11. INSPECTION VIDÉO DES SECTEURS AFFECTÉS PAR LE CHANTIER.....</b>	<b>18</b>
<b>12. EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE.....</b>	<b>19</b>
12.1 LICENCE RBQ .....	19
12.2 INSTALLATION DE MODULES DE JEUX D'EAU .....	19
12.3 PASSERELLE .....	19
<b>13. RÉCUPÉRATION DES ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX .....</b>	<b>19</b>
<b>14. BUREAU DE CHANTIER .....</b>	<b>20</b>
<b>15. BOUCLES DE DÉTECTION .....</b>	<b>20</b>
<b>16. EXIGENCES POUR LES DOCUMENTS À SOUMETTRE.....</b>	<b>20</b>
<b>17. PERMIS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC.....</b>	<b>20</b>
<b>18. INTERRUPTION DE SERVICES .....</b>	<b>21</b>
<b>19. ACCÈS AU BÂTIMENT (SALLE ÉLECTRIQUE).....</b>	<b>21</b>
<b>20. CONTRÔLE DE LA QUALITÉ.....</b>	<b>21</b>
<b>21. DISPOSITION HORS SITE.....</b>	<b>21</b>
21.1 TRAÇABILITÉ DES SOLS CONTAMINÉS .....	21
21.2 GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES ET ANALYSES DE SOLS.....	22
<b>ANNEXE : FORMULAIRE DE RETOUR DES MATÉRIAUX .....</b>	

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

## 1. **DOMAINE D'APPLICATION**

Le présent document spécifie les clauses administratives spéciales pour les travaux ici-bas mentionnés et complète les Instructions aux Soumissionnaires (IAS) et le cahier de clauses administratives générales (CCAG).

Le parc Pilon est situé à l'angle des boulevards Pie-IX et Henri-Bourassa à l'arrondissement de Montréal-Nord. Depuis 2012, le parc a subi différentes restructurations dues au retrait de l'échangeur Henri-Bourassa et à l'arrivée du Service Rapide par Bus Pie-IX (SRB Pie-IX). Le parc Pilon comprend désormais les quatre (4) cadrans de l'intersection. L'arrondissement souhaite maintenant réaménager ces espaces verts, dans l'objectif d'affirmer le potentiel régional du parc, de créer un lieu de destination et une véritable entrée de Ville.

En 2023, un plan d'ensemble a été créé pour le réaménagement complet du parc, incluant les espaces verts des quatre (4) intersections. Les travaux pour l'ensemble du parc ont été divisés en trois (3) phases d'aménagement différentes, à réaliser entre 2024 et 2026. **L'objectif du présent mandat est la réalisation des travaux prévus à la phase 1 du plan d'ensemble, incluant les aménagements des lots 1 et 2 :**

Travaux de la phase 1 du plan d'ensemble et du présent mandat :

- Lot 1 – Secteur des Récollets et Arthur-Champoux :
  - Réalisation d'un bassin de rétention paysager étanche;
  - Conversion d'une patageoire existante en aire de jeux d'eau.
- Lot 2 – Secteur Saint-Julien :
  - Réalisation d'un bassin de biorétention paysager.

La localisation exacte des lots est décrite aux plans et l'adresse civique officielle du parc est la suivante :

11135, avenue des Récollets  
Montréal (Québec) H1H 4G6

Sans s'y limiter, les ouvrages à réaliser par l'Entrepreneur sont les suivants :

- Protection des arbres existants;
- Protection de végétaux et des ouvrages existants;
- Démantèlement des ouvrages existants et disposition hors site;
- Remblayage, excavation, terrassement, nivellement de finition et mise en forme;
- Ouvrages de rétention et de drainage des eaux pluviales;
- Travaux de conduites d'eau potable et d'égout;
- Travaux d'électricité et d'éclairage;
- Passerelle en béton avec garde-corps;
- Murets de boulders et enrochement;
- Murets en béton coulé;
- Surfaces en béton coulé et en béton bitumineux;
- Installation de modules de jeux d'eau fournis par la Ville;
- Installation de mobilier fourni par la Ville;
- Fourniture et installation de clôtures;
- Fourniture et plantation d'arbres et de végétaux;
- Ensemencement et gazonnement.

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> <b>CAHIER DES</b> <b>CLAUSES</b> <b>ADMINISTRATIVES</b> <b>SPÉCIALES</b>	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

**Les travaux seront exécutés à partir du mois d'août 2024 et seront échelonnés jusqu'au mois de juillet 2025. Aucun travaux n'est prévu pendant la période hivernale. L'échéancier détaillé est décrit à l'article 9.4 du présent cahier.**

Une description détaillée des travaux par nature est présentée à la clause « domaine d'application » de chacun des DTSP et DTSI du présent projet.

## 2. **DÉFINITIONS**

Dans le présent document, les termes suivants signifient :

- **IAS** : Instructions aux soumissionnaires
- **CCAG** : Cahier des clauses administratives générales
- **DTN** : Document technique normalisé
- **DTNI** : Document technique normalisé d'infrastructures
- **DTNP** : Document technique normalisé parcs;
- **DTSI** : Document technique spécial d'infrastructures;
- **DTSP** : Document technique spécial parcs;
- **LCV** : Loi sur les cités et villes.

## 3. **MISE À JOUR DU CCAG ET DES IAS**

### 3.1 **MODIFICATIONS DU CCAG**

Aucune modification.

### 3.2 **MODIFICATIONS AUX IAS**

Aucune modification.

Conformément à l'article 2.4.5 de l'IAS, toute question concernant le Cahier des charges susceptible d'avoir une incidence sur le prix des soumissions doit être soumise par écrit à l'adresse courriel indiquée à l'article 2.4.6 de l'IAS, au moins 10 Jours calendrier avant l'ouverture des Soumissions.

## 4. **FRAIS GÉNÉRAUX DE CHANTIER**

Mode de paiement

II-IS-1100 Frais généraux de chantier

À l'Item **II-IS-1100 « Frais généraux de chantier »** du bordereau de soumission, l'Entrepreneur doit fournir un prix global en tenant compte des exigences de la clause 1.27 « *Frais généraux de chantier* » du CCAG et est payé à chaque décompte progressif au prorata de la dépense réelle sur le montant total de la soumission jusqu'à concurrence du montant soumissionné de l'item. De plus, l'item est payé en totalité lorsque la réception provisoire ou la réception partielle du projet pourra être effectuée.

**ATTENTION** : selon l'article 3.8.4.1 « *Généralités* » des IAS, le pourcentage maximum à prévoir pour les frais généraux de chantier est de sept pour cent (7,0%) et selon l'article 3.8.4.2 « *Rejet* » des IAS, si l'Entrepreneur inscrit dans le bordereau un montant supérieur au sept pour cent (7,0%) de la valeur totale de la soumission, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ), sa soumission sera automatiquement rejetée.

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

## 5. AVIS

Nonobstant toute indication qui pourrait être donnée dans les fascicules contenus dans le cahier des clauses techniques, tout avis à donner ou à transmettre en rapport au présent contrat doit être transmis à l'adresse suivante :

**À l'attention de : Monsieur Marc-Aurèle Aplogan, secrétaire d'Arrondissement**

**Adresse : 4243, rue de Charleroi, Montréal-Nord, Québec H1H 5R5**

Les avis peuvent également être transmis par courriel à :

[appelsdoffres.mtl.nord@montreal.ca](mailto:appelsdoffres.mtl.nord@montreal.ca)

## 6. ASSURANCES

### 6.1 ASSURANCE – RESPONSABILITÉ CIVILE

En complément et comme décrit à la clause 3.1.2 « *Assurance-responsabilité civile* » (CCAG), l'Entrepreneur doit se procurer un certificat d'assurance de responsabilité civile de :

TYPE DE TRAVAUX		MONTANT DE GARANTIE
<b>Catégorie A</b> Entretien routier	<input type="checkbox"/>	2 millions \$ par sinistre
	<input type="checkbox"/>	2 millions \$ par période d'assurance
<b>Catégorie B</b> Réaménagement, construction et reconstruction	<input checked="" type="checkbox"/>	5 millions \$ par sinistre
	<input checked="" type="checkbox"/>	5 millions \$ par période d'assurance
<b>Catégorie C</b> Égout et conduite d'eau, travaux à proximité de voies ferrées, de voies rapides, sur la propriété de la société des Ponts Jacques-Cartier et Champlain, structure routière, etc.	<input type="checkbox"/>	10 millions \$ par sinistre
	<input type="checkbox"/>	10 millions \$ par période d'assurance
<b>Catégorie D</b> Structure routière au-dessus d'un cours d'eau	<input type="checkbox"/>	15 millions \$ par sinistre
	<input type="checkbox"/>	15 millions \$ par période d'assurance

### 6.2 ASSURANCE – RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE DES NON-PROPRIÉTAIRES

En complément et comme décrit à la clause 3.1.3 « *Assurance-responsabilité civile automobile des non-propriétaires* » (CCAG), l'Entrepreneur doit se procurer une police d'assurance de responsabilité civile automobile des non-propriétaires de :

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

TYPE DE TRAVAUX		MONTANT DE GARANTIE
<b>Catégorie 1</b> Entretien routier, réaménagement et reconstruction	<input checked="" type="checkbox"/>	2 millions \$ par sinistre
<b>Catégorie 2</b> Égout, conduite d'eau et structure routière	<input type="checkbox"/>	10 millions \$ par sinistre
<b>Catégorie 3</b> Structure routière au-dessus d'un cours d'eau	<input type="checkbox"/>	15 millions \$ par sinistre

## 7. **RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR**

### 7.1 LOIS SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Conformément à l'article 4.3.4 « *Loi sur la santé et la sécurité du travail* » du CCAG, l'Entrepreneur doit agir à titre de maître d'œuvre et en rencontrer les exigences. L'Entrepreneur est responsable de protéger et de sécuriser la zone des travaux en tout temps. À chaque fin de journée de travail, l'Entrepreneur doit s'assurer que les lieux sont protégés de toute infiltration d'eau, de tout vandalisme potentiel et de sécuriser le chantier.

Dû à la proximité du terminus du SRB Pie-IX, le parc Pilon reçoit une circulation piétonne et cyclable de transit importante sur les sentiers adjacents à la rue Arthur-Champoux et à la rue d'Amos aux heures d'affluence.

De plus, le parc sera entièrement accessible aux utilisateurs en dehors de la limite des travaux décrite aux plans. Entre autres, les activités événementielles de cinéma plein-air, l'accès au parc canin et les rencontres du club de l'âge d'or seront maintenus. Un bon nombre de famille, de chiens en laisse et de personnes âgées nécessiteront quotidiennement l'accès au chalet ou aux autres installations du parc.

L'Entrepreneur doit tenir compte de l'achalandage accru dans le parc, dont les sentiers adjacents à la rue Arthur-Champoux et à la rue d'Amos, et adapter la sécurisation de la zone des travaux en conséquence. **Conformément au DTSM, l'Entrepreneur doit assurer l'accès au chalet, le passage piéton le long des deux sentiers et du trottoir pendant la totalité des travaux, incluant le branchement à l'aqueduc et les travaux électriques. Un signaleur doit sécuriser le passage des camions et des machines dans le parc et sur le trottoir.**

En plus de se conformer au CCAG et au DTSM-8A « *Maintien et gestion de la mobilité* », l'Entrepreneur devra apposer à ses frais une affiche portant sur les mesures de préventions pour la santé des travailleurs et des travailleuses conformément aux exigences de la CNESST.

Une fois le chantier débuté, tous dangers imminents jugés non conformes par le Directeur seront soulignés à l'Entrepreneur de la façon suivante :

- Fiche d'observation du danger imminent observé à corriger;
- Si l'Entrepreneur ne prend pas action au point ci-haut, un avis sera émis et la CNESST sera avisée aussitôt.

L'Entrepreneur général ainsi que l'ensemble des sous-traitants doivent soumettre un plan de prévention lié à leur activité et qui doit être harmonisé au programme-cadre de prévention de la Ville.

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

L'Entrepreneur est tenu de se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité du travail, au Code de sécurité pour les travaux de construction, au Code canadien du travail ou tout autre règlement en découlant, et ce, pendant toute la durée des travaux.

L'Entrepreneur doit fournir la documentation, les équipements et l'installation des équipements nécessaires afin d'assurer le contrôle de la circulation, l'installation électrique temporaire, la tenue des lieux, les toilettes et leurs accessoires, la sécurité du public, l'accès au chantier, la protection contre l'incendie, le chauffage, le transport ou toutes autres mesures générales de sécurité requises pour l'exécution de ses travaux. Il assurera également la coordination entre les divers intervenants externes.

L'Entrepreneur doit fournir :

- Les installations sanitaires et un local pour le repas des employés et sous-traitants;
- Le plan de circulation, d'aménagement et la signalisation spécifique à son secteur de travail (selon les différentes phases de réalisation);
- Son programme de prévention ainsi que celui de ses sous-traitants, harmonisés au programme-cadre de la Ville.

L'Entrepreneur doit s'assurer que son personnel détient la formation et les équipements de protection individuels requis pour ses tâches et en assume tous les frais.

## 7.2 PROTECTION

Conformément à l'article 4.3.6 « *Protection* » du CCAG, l'Entrepreneur est responsable de la protection et la sécurité de toute personne et de tout bien meuble ou immeuble ou de toute propriété qui se trouvent sur le Chantier et qui peuvent être affectés par l'exécution des travaux. Il est responsable de la réparation de tous les dommages ou dégâts causés sur le site des travaux ainsi qu'à la propriété publique ou privée touchée par ses travaux ou le remisage du matériel, l'entreposage ou l'approvisionnement de matériaux.

### 7.2.1 TRAVAUX À PROXIMITÉ DE LIGNES AÉRIENNES EXISTANTES ET SOUTÈNEMENT TEMPORAIRE DES POTEAUX D'HYDRO-QUÉBEC ET/OU DE BELL CANADA

En présence de lignes aériennes de distribution ou de transport d'Hydro-Québec à proximité des travaux, l'Entrepreneur doit porter une attention particulière afin de respecter les exigences de la clause 4.3.6.1 « *Ouvrages, immeubles, biens, personnes, lieux et environnement* » du CCAG. Il doit respecter les normes de sécurité et les distances minimales lors de travaux près de lignes de distribution.

Si les travaux proposés mettent en jeu l'intégrité structurale des poteaux, l'Entrepreneur doit assurer leur soutènement temporaire pendant les travaux. Il doit présenter au Directeur avant le début des travaux, un plan montrant les détails du soutènement temporaire de ces poteaux pour validation auprès d'Hydro-Québec et/ou Bell Canada selon le cas. Ce plan doit porter le sceau et la signature d'un ingénieur membre de l'OIQ.

### 7.2.2 PROTECTION DES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES

Le site comporte plusieurs infrastructures souterraines, dont le service d'égout, d'aqueduc, d'électricité et de télécommunication. L'Entrepreneur doit y porter une attention particulière afin de respecter les exigences de l'article 4.3.6.2 « *Protection des infrastructures souterraines* » du CCAG. Il doit respecter les normes de sécurité et les distances minimales lors de travaux près des infrastructures souterraines.



<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> <b>CAHIER DES</b> <b>CLAUSES</b> <b>ADMINISTRATIVES</b> <b>SPÉCIALES</b>	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

Il est à noter que les infrastructures souterraines sont représentées aux plans de façon approximative et que certaines d'entre elles pourraient être non indiquées. La présence et la localisation exacte des infrastructures souterraines sont données à titre indicatif seulement. Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de vérifier la présence des infrastructures et leur localisation exacte.

Les travaux requièrent le croisement avec différentes infrastructures souterraines existantes à conserver. En complément de la clause 4.3.6.2 « *Protection des infrastructures souterraines* » du CCAG, l'Entrepreneur est responsable de la protection, du support et du maintien des infrastructures existantes. Tout dommage causé à ces utilités devra être réparé aux frais de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour en assurer la protection et pour supporter à ses frais adéquatement les utilités publiques, s'il y a lieu.

#### 7.2.3 PROTECTION, DES INFRASTRUCTURES, DU MOBILIER ET DES ÉQUIPEMENTS DE PARC

Les zones de travaux comportent plusieurs équipements d'éclairage, borne-fontaine, regard/puisard, mobilier, bâtiment, etc. De plus, le parc détient d'autres infrastructures comme des sentiers existants, des trottoirs, des bordures des surfaces en béton et des aires gazonnées. L'Entrepreneur doit y porter une attention particulière afin de respecter les exigences de l'article 4.3.6.1 « *Ouvrages, immeubles, biens, personnes, lieux et environnement* » du CCAG. Il doit respecter les normes de sécurité et protéger tous les équipements et infrastructures de la Ville.

En cas de bris, l'Entrepreneur est responsable de la réparation de tous les dommages ou dégâts causés dans la zone des travaux, incluant l'accès au chantier. L'Entrepreneur ne peut réclamer aucun dédommagement à la Ville pour les retards, délais ou frais supplémentaires qu'il doit assumer pour s'être conformé aux obligations découlant de la protection, de la remise en état et de la réparation des bris occasionnés par les travaux.

#### 7.2.4 PROTECTION DU CHALET ET DE LA SALLE ÉLECTRIQUE

L'Entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger le mobilier, le bâtiment et tous les équipements de la salle électrique et du bâtiment dans lequel elle est située. En complément à l'article 19. « *Accès au bâtiment (salle électrique)* » du présent cahier, l'Entrepreneur doit s'assurer de ne surcharger ni de permettre de surcharger aucune partie de l'Ouvrage afin de ne pas compromettre l'intégrité du bâtiment et l'accès aux différents utilisateurs.

#### 7.2.5 PROTECTION DES ARBRES EXISTANTS

Le site comprend plusieurs arbres matures existants à conserver. Pour en préserver la valeur et l'intégrité, une stratégie de protection et de préservation a été élaborée avec l'aide d'un ingénieur forestier. L'Entrepreneur devra travailler avec diligence avec le professionnel mandaté pour maximiser le taux de survie des arbres et adapter les méthodes de réalisation aux fins du projet.

**Pour tous dommages aux arbres et en cas de circulation dans les zones de protection d'arbres sans utilisation d'ouvrages de protection du sol adéquat entraînera l'application de mesures correctives en plus des pénalités prévues à l'article 5 du DTSP-F.**

En aucun cas les mesures de protection et préservation des arbres ne pourront être évoquées pour toute demande de délai supplémentaire. La totalité des frais doit être répartie dans la section 5 du bordereau de soumission « *Foresterie* ».

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> <b>CAHIER DES</b> <b>CLAUSES</b> <b>ADMINISTRATIVES</b> <b>SPÉCIALES</b>	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

### 7.3 UTILISATION DU CHALET ET DES ESPACES MITOYENS

La circulation, l'entreposage et le stationnement sur la voie publique et dans le parc Pilon en dehors de la zone des travaux identifiée aux plans sont strictement interdits durant toute la durée des travaux.

Le parc Pilon sera en usage pendant toute la durée des travaux et doit demeurer entièrement accessible aux usagers. **L'Entrepreneur doit prendre en compte le niveau d'affluence élevé sur les sentiers adjacents aux rues Arthur-Champoux et d'Amos et en maintenir les accès.**

De plus, le chalet doit demeurer entièrement accessible aux utilisateurs pendant la totalité des travaux. En aucun cas, les travaux ne devront perturber la tenue des activités quotidiennes.

En aucun cas les accès au parc, le chalet et les espaces mitoyens en dehors de la limite des travaux ne devront être obstrués. Une pénalité de 500,00 \$ par infraction peut être applicable en cas de manquement au présent article.

### 7.4 PERSONNEL DE L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur doit garder sur le Chantier un surintendant qualifié ayant dirigé des travaux du même type et de même envergure. Le surintendant représente l'Entrepreneur sur le Chantier. À cet effet, toute communication qui lui est faite en rapport avec l'exécution des travaux est réputée avoir été faite à l'Entrepreneur. En outre, le surintendant doit être présent à toutes les réunions de Chantier.

L'Entrepreneur doit fournir en quantité suffisante toute la main-d'oeuvre nécessaire aux travaux décrits au Cahier des charges, et en quantité suffisante pour exécuter les travaux dans le délai prévu.

Le surintendant ainsi que le chargé de projet ne peuvent être remplacés, à moins qu'ils ne cessent d'être à l'emploi de l'Entrepreneur ou en raison de maladie. La Ville peut cependant demander le remplacement du surintendant ou du chargé de projet ou de tout autre employé pour des raisons d'incompétence ou de manquement à leurs obligations.

L'Entrepreneur adjudicataire peut octroyer des sous-contrats pour une partie des travaux. Toutefois, il doit maintenir en permanence sur le chantier un contremaître ou un surintendant expérimenté et qui a le pouvoir de prendre des décisions et donner des directives aux sous-traitants. Pour chaque jour où l'Entrepreneur ne se conforme pas à cette exigence, celui-ci doit payer à la Ville une pénalité minimale de 500 \$, et la Ville peut aller jusqu'à suspendre les travaux.

L'Entrepreneur doit fournir à la Ville les coordonnées d'un (1) téléphone cellulaire portatif, pour la durée des travaux. De plus, le surintendant des travaux doit avoir en sa possession un téléphone cellulaire afin d'être joint en tout temps. Les coûts de fonctionnement de ces appareils sont à la charge complète de l'Entrepreneur.

## 8. **GRILLE DÉTAILLÉE DES CRITÈRES POUR L'ÉVALUATION DU RENDEMENT DE L'ADJUDICATAIRE**

En complément de la clause 4.4.3 « *Grille d'évaluation de l'adjudicataire* » du CCAG, voici la grille détaillée d'évaluation avec les critères sous-tendus des thèmes.

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

Thèmes et critères	Pondération
<b>a) Conformité technique des travaux</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect des permis et autorisations émis par la Ville</li> <li>• Respect des plans et devis</li> <li>• Respect des normes, lois et règlements en vigueur</li> <li>• Planification et performance de la mise en service</li> <li>• Installations temporaires de chantier</li> </ul>	25 %
<b>b) Planification, organisation et respect des échéanciers</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect de l'échéancier par l'entrepreneur et les sous-traitants</li> <li>• Suivi rigoureux de l'échéancier et mise à jour régulière</li> <li>• Équipements adéquats et suffisants pour le chantier</li> <li>• Mise en place d'action corrective pour respecter l'échéancier</li> <li>• Compétence de la main-d'œuvre</li> <li>• Ordonnancement des travaux</li> <li>• Encadrement des employés</li> <li>• Autocontrôle ou assurance qualité en chantier</li> <li>• Mise en place d'actions correctives, au besoin</li> </ul>	25 %
<b>c) Administration du contrat</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Qualité des communications</li> <li>• Transmission des documents requis à temps</li> <li>• Organisation des rencontres de chantier</li> <li>• Coordination des sous-traitants</li> <li>• Qualité et l'exactitude des décomptes et des factures</li> <li>• Préparation des « tel que construit »</li> <li>• Respect de toutes les certifications requises</li> <li>• Négociation des ordres de changement</li> <li>• Prestation du chargé de projet (disponibilité, compétence et expérience)</li> <li>• Capacité de la main-d'œuvre</li> </ul>	25 %
<b>d) Signalisation et gestion des impacts des travaux</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécurité aux abords du chantier et signalisation</li> <li>• Propreté des lieux en cours et à la fin des travaux</li> <li>• Conformité de la signalisation temporaire</li> <li>• Maintien d'accès pendant les travaux</li> <li>• Gestion des nuisances (exemple: bruit, poussière, odeurs)</li> </ul>	10 %
<b>e) Santé et sécurité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect des règles et normes de santé et sécurité au travail</li> <li>• Programme de prévention adapté aux travaux</li> <li>• Sensibilisation et priorisation de l'aspect santé-sécurité auprès des employés du chantier</li> <li>• Suivi des correctifs à apporter et mise en place</li> </ul>	15 %

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

## 9. **EXÉCUTION**

### 9.1 **DÉBUT DES TRAVAUX ET AUTORITÉ DU DIRECTEUR**

L'octroi du contrat est prévu être inscrit à l'ordre du jour du conseil d'arrondissement du 5 juin 2024. La lettre d'adjudication du contrat sera transmise à l'Entrepreneur dans les 10 jours ouvrables suivant l'octroi du contrat.

Dès la réception de la lettre d'adjudication du contrat, l'entrepreneur devra procéder de façon diligente pour transmettre les dessins d'atelier et les fiches techniques, puis commander les matériaux et équipements en vue d'être prêt à débiter les travaux prévus à son contrat. **Sans s'y limiter, les bases de lampadaire devront être commandées dès la réunion de démarrage des travaux, prévue à la fin du mois de juin 2024.** Tout matériau ou équipement commandé trop tard ne pourra être évoqué comme raison d'un éventuel retard dans l'avancement des travaux.

**L'Entrepreneur doit commencer les travaux le 5 août 2024**, en se conformant à la clause 5.1.1 « *Début des travaux et autorité du Directeur* » du CCAG, cette date constitue le point de départ pour le calcul du délai de réalisation des travaux prévu à la clause 5.1.8 « *Délai de réalisation des travaux* » du CCAG.

L'Entrepreneur ne doit pas débiter les travaux avant d'en avoir reçu l'autorisation écrite du Directeur.

### 9.2 **ALIGNEMENTS ET NIVEAUX**

Pour le présent projet, l'article 5.1.3 « *Alignement et niveaux* » du CCAG s'applique intégralement, à l'exception de l'article 5.1.3.2 :

La Ville n'implante aucune station d'arpentage aux abords de la zone des travaux. Les coordonnées de stations d'arpentage utilisées lors du relevé sont disponibles. Les points de repère de base (BM) ont été physiquement identifiés surplace à l'été 2023 et pourraient ne plus être visibles.

Les plans des professionnels comprennent les niveaux existants relevés par l'arpenteur de construction et les niveaux proposés. Le plan d'arpentage géoréférencé et le fichier de nivellement théorique en format numérique seront remis à l'Entrepreneur adjudicataire du présent contrat.

Conformément à l'article 5.1.3.3 du CCAG, l'Entrepreneur doit lui-même, à ses frais, implanter l'Ouvrage projeté en plaçant des repères sur le Chantier. Il doit conserver les repères d'implantation jusqu'à ce que l'Ouvrage soit entièrement achevé à la satisfaction du Directeur.

L'Entrepreneur doit répartir tous les coûts reliés aux activités d'alignements et niveaux dans ses prix unitaires de soumission. Aucuns frais supplémentaires ne peuvent être réclamés pour se conformer au présent article.

#### 9.2.1 PRÉCISION DES INSTRUMENTS D'ARPENTAGE

Le relevé des ouvrages permettant de réaliser cette liste des alignements et niveaux doit être réalisé avec un équipement de mesure offrant une précision angulaire de cinq (5) secondes ou moins et une précision pour le mesurage de la distance avec prisme de 2,0 mm +2ppm au maximum.

Le nivellement (donnée en « z ») doit être fait avec un appareil fournissant une précision de  $\pm 2,0$  mm sur 1 km de double nivellement. **L'usage d'un appareil GPS est formellement à proscrire pour le nivellement.**

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> <b>CAHIER DES</b> <b>CLAUSES</b> <b>ADMINISTRATIVES</b> <b>SPÉCIALES</b>	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

### 9.3 PLANS ANNOTÉS PAR L'ENTREPRENEUR (ANCIENNEMENT TEL QUE CONSTRUIT OU TQC)

En plus de tout ce qui est spécifié à la clause 5.1.5 « *Plans annotés par l'Entrepreneur (anciennement tel que construit ou TQC)* » du CCAG, le soumissionnaire doit :

- Effectuer un relevé d'arpentage géoréférencé de **l'ensemble des ouvrages réalisés** incluant les élévations et fournir le fichier au format DWG et PDF (électronique) à la Ville;
- Remplir le **tableau de localisation géodésique** des arbres et du mobilier fourni par la Ville.

À défaut de recevoir lesdits plans annotés par l'Entrepreneur, la clause 5.1.5.4 du CCAG s'applique.

L'Entrepreneur doit répartir le coût de l'émission des plans annotés par l'Entrepreneur dans les prix unitaires du bordereau de soumission.

Les frais pour la fourniture de ses services doivent être inclus à l'article **CCAS-1 « Relevé d'arpentage et plans annotés par l'Entrepreneur »** du bordereau de soumission. L'Entrepreneur doit fournir un prix global en tenant compte des exigences de l'article 5.1.5 « *Plans annotés par l'Entrepreneur (anciennement tel que construit ou TQC)* » du CCAG et du présent article. L'item sera payé à la réception et l'acceptation du Directeur des documents à soumettre, au plus tard trente (30) jours calendrier suivant la réception provisoire des travaux. Aucuns frais supplémentaires ne seront acceptés pour se conformer aux exigences du cahier des charges.

### 9.4 ÉCHÉANCIER D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ET PLANIFICATION HEBDOMADAIRE

#### 9.4.1 ÉCHÉANCIER D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

L'Entrepreneur doit inclure dans son échéancier et dans sa soumission, les délais de mobilisations et de démobilisations, d'arrêt des travaux, de la main-d'œuvre, de la machinerie, de la perte de production ainsi que de la coordination avec les différents sous-traitants et des compagnies d'utilités publiques intégrées dans chacune des phases.

L'Entrepreneur doit aussi tenir compte du fait qu'une partie des travaux aux lots 1 et 2 simultanément doit être réalisée en 2025, selon la planification suivante :

#### Séquence 1 - Travaux à réaliser en 2024 :

- Protection des arbres existant;
- Protection de végétaux et des ouvrages existants;
- Démantèlement des ouvrages existants et disposition hors site;
- Remblayage, excavation, terrassement, nivellement de finition et mise en forme;
- Ouvrages de rétention et de drainage des eaux pluviales;
- Travaux de conduites d'eau potable et d'égout;
- Travaux d'électricité et d'éclairage, excluant l'installation des fûts et des luminaires;
- Passerelle en béton, excluant l'installation du garde-corps;
- Murets de boulders et enrochement;
- Murets en béton coulé.

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

#### Séquence 2 - Travaux à réaliser en 2025 :

- Installation des fûts et des luminaires;
- Installation du garde-corps sur la passerelle;
- Surfaces en béton coulé et en béton bitumineux;
- Installation de modules de jeux d'eau fournis par la Ville;
- Installation de mobilier fourni par la Ville;
- Fourniture et installation de clôtures;
- Fourniture et plantation d'arbres et de végétaux;
- Ensemencement et gazonnement.

**L'Entrepreneur doit obligatoirement exécuter la totalité des ouvrages d'excavation, de terrassement, de disposition hors site et d'installation de la passerelle avant le 1<sup>er</sup> novembre 2024.** Pour chaque jour de retard, la pénalité décrite à l'article 5.1.14.3 « Retard dans l'exécution des travaux » du CCAG est applicable. De plus, les frais supplémentaires de laboratoire et de surveillance quant à la gestion des déblais seront déduits du montant alloué à l'Entrepreneur.

En complément à l'article 5.1.7 « *Échéancier d'exécution des travaux et planification hebdomadaire* » du CCAG, l'échéancier produit par l'Entrepreneur doit tenir compte des obligations suivantes :

- Les délais de livraison des équipements d'éclairage et l'obligation d'installer les bases avant le 1<sup>er</sup> novembre 2024;
- Le temps de cure de la passerelle en béton de trois (3) mois avant l'installation du garde-corps et l'obligation de réaliser la passerelle avant le 1<sup>er</sup> novembre 2024;
- L'excavation, le terrassement et la disposition de la totalité des sols avant la période de gel 2024 obligatoirement;
- Le délai de tassement des sols suivant les travaux d'excavation, si requis;
- Les délais pour les analyses environnementales et le contrôle de la qualité des matériaux;
- Le délai pour la disponibilité du mobilier fourni par la Ville prévu au printemps 2025;
- Le délai pour la disponibilité des équipements et des modules de jeux d'eau prévu au printemps 2025;
- La coordination avec la Ville pour l'installation du compteur d'eau fourni par la Ville et installé par l'Entrepreneur;
- Tous les autres délais nécessaires aux avis requis pour la bonne planification des travaux et exigés au présent mandat.

En complément à l'article 5.1.7.2 « *Planification hebdomadaire des travaux* » l'Entrepreneur doit soumettre le programme détaillé hebdomadaire tous les jeudis de la semaine précédant l'exécution dudit programme.

#### 9.4.2 HORAIRE DES TRAVAUX

L'Entrepreneur doit respecter les exigences présentées au devis technique « DTNI-8A » du présent Cahier des charges.

L'Entrepreneur doit respecter la réglementation 1500 sur le bruit de l'arrondissement de Montréal-Nord. Si les heures visées ne respectent pas la réglementation, l'Entrepreneur devra obtenir une dérogation du Service de Police de la Ville de Montréal et transmettre au Directeur une copie de l'autorisation.

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

Aucuns frais supplémentaires ne peuvent être réclamés pour la décision de l'Entrepreneur d'exécuter les travaux en dehors des heures visées.

L'Entrepreneur devra également respecter les heures de travail imposées par le permis d'occupation du domaine public. Ces heures peuvent varier en fonction de l'artère occupée, de l'achalandage de la circulation routière, des autobus, des chantiers à proximité, etc.

## 9.5 DÉLAI DE RÉALISATION DES TRAVAUX

### 9.5.1 DÉLAI DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Le délai de réalisation des travaux en jours calendrier ne doit pas dépasser **23 semaines, ou 157 jours de calendrier**.

Le calendrier des séquences de travail en 2024 et 2025 ne doit pas dépasser les échéanciers suivants :

#### Séquence 1 - Travaux à réaliser en 2024 :

- Début des travaux : 5 août 2024;
- Fin des travaux : 1er novembre 2024
- Échéancier : **13 semaines ou 88 jours de calendrier**.

#### Séquence 2 - Travaux à réaliser en 2025 :

- Début des travaux : 19 mai 2025;
- Fin des travaux : 25 juillet 2025;
- Échéancier : **10 semaines ou 67 jours de calendrier**.

Le délai de réalisation des travaux débute après l'ordre écrit du Directeur de commencer les travaux, et ce, pour chacune des séquences 1 et 2.

Afin de respecter ce délai, les travaux devront être exécutés sur les lots 1 et 2 simultanément. Par conséquent, l'Entrepreneur doit **obligatoirement prévoir les équipes de travail nécessaires afin d'exécuter les travaux de façon continue, sans aucune interruption, du jour ou de fin de semaine**.

L'Entrepreneur doit établir son échéancier des travaux en fonction des horaires permis, devra rencontrer les quantités prévues au bordereau de soumission et terminer les travaux des deux (2) séquences dans le délai prescrit.

L'Entrepreneur doit commander les équipements et les matériaux le plus tôt possible afin de s'assurer de leur réception et leur mise en place dans le délai prescrit pour terminer les travaux.

L'Entrepreneur doit inclure dans son échéancier et dans sa soumission, les délais de mobilisations et de démobilisations, d'arrêt des travaux, de la main-d'œuvre, de la machinerie, de la perte de production ainsi que de la coordination avec les différents sous-traitants et laboratoires.

Dans le cas de bris d'un de ses équipements, l'Entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour corriger la situation, incluant la location des équipements supplémentaires requis afin de ne pas interrompre la réalisation des travaux.

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

## 9.6 TRAVAUX SIMULTANÉS ET AUTRES COLLABORATEURS

### 9.6.1 FOURNITURE DES MODULES DE JEUX D'EAU

En complément de l'article 5.1.15 « *Travaux simultanés* » du CCAG, l'Entrepreneur doit tenir compte que les modules de jeux d'eau et les équipements connexes seront fournis par la compagnie **Les industries Simexco inc.**, mandatée par la Ville. Les travaux d'installation, quant à eux, sont de la responsabilité de l'Entrepreneur. Celui-ci devra se coordonner avec le Fournisseur et la Ville pour la bonne mise en œuvre et le respect de l'échéancier. De manière générale, la nature des travaux du Fournisseur se fera en plusieurs étapes :

#### Étape 1 :

- La fourniture des ancrages, le chargement, le transport, le déchargement au site et l'entreposage des matériaux, du matériel et des équipements à l'emplacement prescrit par l'Entrepreneur sur le chantier;
- L'enlèvement des mesures de protection des équipements d'ancrages et jets de sols;
- Le chargement, le transport, le déchargement et la disposition hors site des résidus issus des protections des équipements du jeu d'eau;
- La visite du fournisseur du jeu d'eau avant la coulée de béton en coordination avec l'entrepreneur.

#### Étape 2 :

- La fourniture des jeux hors-sol et système d'eau mural, le chargement, le transport, le déchargement au site et l'entreposage des matériaux, du matériel et des équipements à l'emplacement prescrit par l'Entrepreneur sur le chantier;
- L'enlèvement des mesures de protection des équipements des jeux hors-sol et système d'eau mural;
- Le chargement, le transport, le déchargement et la disposition hors site des résidus issus des protections des équipements du jeu d'eau;
- La réfection des surfaces en peinture endommagées sur les jeux d'eau, si requise ;
- La supervision de l'Entrepreneur par le fournisseur du jeu d'eau le jour de l'installation des jeux hors sols.

#### Étape 3 :

- Suivant les travaux, il y aura la formation d'ouverture à l'Entrepreneur et la Ville pour la mise en marche des équipements, la maîtrise des systèmes, de leur mode de fonctionnement et d'entretien (la visite du technicien pour la formation de l'ouverture se fait quand les jeux sont tous en fonction à 100%);
- La transmission des manuels d'entretien relativement à l'installation, à l'exploitation, à la mise en marche et à l'entretien permanent de tous les équipements fournis;
- La fermeture en fin de saison de la première année;
- Le support à la Ville durant une période d'une année administrative suivant l'acceptation finale des travaux.

La livraison par le Fournisseur est prévue tôt en avant-midi dans le but de terminer les travaux la journée même. L'Entrepreneur devra coordonner avec la Ville et le Fournisseur la date d'installation des modules de jeux d'eau et de leurs équipements et en tenir compte dans la préparation de l'échéancier des travaux et du cheminement critique. La fine coordination doit être faite avec la Ville et le Fournisseur au moins 48hrs ouvrables à l'avance.

De manière non limitative, les responsabilités de l'Entrepreneur sont les suivantes :



<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> <b>CAHIER DES</b> <b>CLAUSES</b> <b>ADMINISTRATIVES</b> <b>SPÉCIALES</b>	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

- Coordination nécessaire au bon déroulement des travaux avec le Directeur et le fournisseur;
- L'accès du fournisseur au chantier jusqu'au lieu d'entreposage et/ou d'implantation;
- L'implantation des ancrages, modules de jeux d'eau et de leurs équipements du système d'eau mural;
- La fourniture et l'installation de la plomberie, de la mise à la terre, des compteurs d'eau, de l'alimentation en eau et en électricité en regard des exigences du devis;
- L'installation des ancrages, jets de sols, modules de jeux d'eau hors sols et de leurs équipements du système d'eau mural en suivant les recommandations du fournisseur;
- Le chargement, le transport, le déchargement et la disposition hors site des résidus issus des travaux de l'Entrepreneur;
- Le suivi, l'assistance et la coordination avec le fournisseur pour la formation d'ouverture et la fermeture des jeux d'eau;
- La réfection des surfaces endommagées, si requise;
- La protection des ouvrages jusqu'à l'acceptation provisoire de l'ensemble des travaux.

La maîtrise d'œuvre devra être définie avant tout accès du Fournisseur à l'intérieur de la limite des travaux. L'Entrepreneur reste le seul responsable pour le maintien de la santé et la sécurité du chantier.

L'Entrepreneur devra porter une attention particulière à la protection des modules de jeux d'eau et de leurs équipements pendant la totalité du chantier. En cas de bris, il doit en aviser sans délai le Directeur et se conformer aux exigences de l'article 4.3.6 « *Protection* » du CCAG.

Les frais pour la coordination et l'installation des modules de jeux d'eau et de leurs équipements doivent être inclus à l'article **II-TS-1A-18601 « Installation des modules, du cabinet de contrôle et des ouvrages connexes »** du bordereau de soumission. L'Entrepreneur doit fournir un prix global en tenant compte des exigences de cet article en plus du devis spécial DTSL-1A. Aucuns frais supplémentaires ne peuvent être réclamés pour se conformer au présent article.

#### 9.6.2 RACCORDEMENT À L'AQUEDUC ET À L'ÉGOUT PAR LA VILLE DE MONTRÉAL

L'Entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux d'aqueduc, à l'exception de l'installation du robinet de prise à la conduite principale existante à l'intérieur du parc. Il est également responsable des travaux de drainage à l'exception du percement de l'égout principal existant et de l'installation de la sellette.

La connexion de l'aqueduc et de l'égout sera exécutée par les Travaux Publics (TP) de l'arrondissement de Montréal-Nord. L'Entrepreneur devra aviser le Directeur au moins **14 jours** avant les travaux de connexion, afin de coordonner l'équipe de travail des TP.

La maîtrise d'œuvre devra être définie avant tout accès des TP à l'intérieur de la limite des travaux. L'Entrepreneur reste le seul responsable pour le maintien de la santé et la sécurité du chantier.

### 9.7 TRAVAUX DURANT LA PÉRIODE HIVERNALE ET DE DÉGEL

**Aucun travail n'est prévu pendant la période hivernale.** Tous les travaux exécutés après la date de gel et avant la date de dégel sont proscrits à moins d'un avis écrit par le Directeur et aux frais de l'Entrepreneur. Aucuns frais supplémentaires ne peuvent être réclamés pour l'enlèvement de la neige et/ou de la glace, ou tout autre travail supplémentaire requis dû au climat. Tous les travaux non conformes exécutés pendant cette période devront être retirés et exécutés conformément aux frais de l'Entrepreneur.

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> <b>CAHIER DES</b> <b>CLAUSES</b> <b>ADMINISTRATIVES</b> <b>SPÉCIALES</b>	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

#### 9.7.1 PROTECTION DE LA LIMITE DES TRAVAUX PENDANT LA PÉRIODE HIVERNALE

Malgré l'absence de travaux en période d'hiver, l'Entrepreneur est responsable de la santé et sécurité du chantier à l'intérieur de la limite des travaux et de la protection des ouvrages existants et projetés. Il doit prévoir l'entretien, le repositionnement et le remplacement, si endommagées, de toutes signalisations et tous équipements qui ont été mis en place pour la sécurisation de l'aménagement temporaire, selon les modalités et les exigences du DTSI-M, du DTNI-8A et du DTSI-E.

**L'Entrepreneur doit maintenir en bon état et entretenir les ouvrages de protection du chantier et des excavations pendant toute la période hivernale.** La stratégie de protection du chantier doit être soumise au Directeur pour approbation avant l'hivernation du chantier. Les ouvrages de protection doivent être fixés sécuritairement afin de ne pas en compromettre l'intégrité. L'Entrepreneur doit prévoir l'ajout d'écran, de bâche, de barrière ou de tout soutien supplémentaire si requis. Les sentiers adjacents à la rue Arthur-Champoux et la rue d'Amos, ainsi que les trottoirs doivent demeurer accessibles et permettre le déneigement sans obstacle.

**L'Entrepreneur doit maintenir un éclairage temporaire au même niveau photométrique que l'éclairage existant pendant toute la durée des travaux, dont la période hivernale et conformément aux exigences du DTSI-E.**

L'Entrepreneur reste le seul responsable pour le maintien de la santé et la sécurité du chantier, dont le site hivernisé doit être entièrement sécurisé et sécuritaire. Il demeure également responsable de la protection des ouvrages, du remisage du matériel, de l'entreposage ou de l'approvisionnement de matériaux. Tous les dommages et tous les dégâts survenus pendant la période hivernale et dans la limite des travaux décrits aux plans doivent être réparés aux frais de l'Entrepreneur et jusqu'à la satisfaction du Directeur. Aucun délai supplémentaire ne sera permis pour l'ouverture du chantier, la remise en état des lieux et les travaux prévus en 2025. Les frais de maintien de protection du chantier pendant la période hivernale doivent être répartis dans chacun des items du bordereau. Aucuns frais supplémentaires ne peuvent être réclamés pour se conformer au présent article.

### 9.8 NETTOYAGE FINAL (POUR LE BRANCHEMENT DE L'AQUEDUC ET L'ÉLECTRICITÉ)

En complément de la clause 5.5.5 « *Nettoyage final* » du CCAG, l'Entrepreneur a un délai de quarante-huit (48) heures, à la fin des travaux, pour ramasser ses équipements et matériaux et procéder au nettoyage du sentier.

### 9.9 RÉCEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX

En plus de tout ce qui est spécifié à la clause 5.6.3 « *Réception provisoire des travaux* » du CCAG, l'Entrepreneur doit remettre le formulaire de retour des matériaux, disponible en annexe du CCAS, dûment complété et signé.

La réception provisoire des travaux doit être faite le ou avant le **28 juillet 2025**.

Conformément à l'article 5.6.4 « *Déficiences et travaux à compléter* » du CCAG, l'Entrepreneur doit avoir corrigé les déficiences et effectué tous les travaux différés dans un délai de trente (30) jours calendrier suivant l'acceptation provisoire des travaux, à moins d'un avis écrit par le Directeur.

L'échéancier d'approbation provisoire est établi de la façon suivante :

- 28 juillet 2025 : Visite en vue de l'approbation provisoire (début de la période de correction des déficiences);
- 27 août 2025 : Vérification des correctifs et émission du certificat d'acceptation;
- **Printemps 2026 : Ouverture de l'aire des jeux d'eau. (Date exacte à définir.)**

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

## 10. ITEMS DU BORDEREAU DE SOUMISSION

Le Soumissionnaire doit prendre note que les items du bordereau de Soumission sont présentés selon la nomenclature suivante :

X-XX-XX-XXXX-NOM DE L'ITEM  
(VOIR DTSI-X, ART. XX-XX-XXXX)

Exemples d'items :

Seq.	Numéro de l'Item	Nom de l'Item
1	II-3A-2102	BORDURE EN BETON ARME 300 mm DE LARGEUR (VOIR DTSI-V, ART. II-3A-2102)
2	II-TS-3001	NOM DE L'ITEM (VOIR DTSI-V, ART. II-TS-3001)

où

- 1 ou 2 : numéro séquentiel
- II : Item Infrastructures
- 3A: numéro du document technique normalisé (DTNI) applicable
- DTSI-V : Devis technique spécial voirie (voir exemple seq 2)
- 2102: numéro de l'item contenant sa famille (2000); Bordure et sa sous-famille (2100); Nouvelle bordure de béton
- BORDURE EN BÉTON ARMÉ 300 mm DE LARGEUR : nom de l'item
- (VOIR DTSI-V, ART. II-3A-2102) : Référence pour les exigences complémentaires se trouvant dans le devis technique spécial voirie à l'article II-3A-2102
- (VOIR DTSI-V, ART. II-TS-3001) : Référence pour les exigences complémentaires se trouvant dans le devis technique spécial voirie à l'article II-TS-3001 (exemple 2).

## 11. INSPECTION VIDÉO DES SECTEURS AFFECTÉS PAR LE CHANTIER

En complément de la clause « *Frais généraux de chantier* », du CCAG, l'enregistrement vidéo des secteurs affectés par le chantier doit comprendre tous les structures, arbres, haies, clôtures, sentiers, gazons, équipements, mobiliers, état des lieux ainsi que tout élément susceptible de devenir objet de réclamation en dommage, principalement les aménagements devant les résidences. Une attention particulière doit être apportée aux entrées charretières, aux murets et aux aménagements paysagers existants susceptibles d'être endommagés par les travaux. Lors de l'enregistrement, une pause doit être faite face à chaque adresse pour permettre de bien visualiser et localiser l'ensemble des aménagements existants.

L'Entrepreneur doit confier à un spécialiste le soin de réaliser l'enregistrement sur DVD du site des travaux, des rues et des terrains adjacents.

Aucun travail d'excavation ne sera autorisé avant que le Directeur ait pu télécharger les enregistrements vidéo via un lien Internet qui lui sera fourni par l'Entrepreneur. L'Entrepreneur conservera l'original pour son usage personnel.

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> <b>CAHIER DES</b> <b>CLAUSES</b> <b>ADMINISTRATIVES</b> <b>SPÉCIALES</b>	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

## **12. EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**

### **12.1 LICENCE RBQ**

L'Entrepreneur doit détenir une licence valide émise par la Régie du bâtiment conformément à la Loi sur le bâtiment (RLRQ, c. B-1.1) incluant les sous-catégories suivantes :

- 1.4 Entrepreneur en routes et canalisation (annexe I);
- 1.5 Entrepreneur en structures d'ouvrages de génie civil (annexe I);
- 2.6 Entrepreneur en pieux et fondations spéciales (annexe II);
- 3.1 Entrepreneur en structure de béton (annexe II);
- 15.5.1 Entrepreneur en plomberie pour certains travaux qui ne sont pas réservés exclusivement aux maîtres mécaniciens en tuyauterie (annexe II);
- 16.0 Entrepreneur en électricité (annexe II);
- 2.5 Entrepreneur en excavation et terrassement (annexe III);
- 2.7 Entrepreneur en travaux d'emplacement (annexe III)
- 3.2 Entrepreneur en petits ouvrages de béton (annexe III).

L'Entrepreneur doit, au moment de soumettre sa soumission, détenir et maintenir sa licence RBQ pour exécuter le contrat et assumera l'entière responsabilité de toute réclamation découlant de son défaut en vertu du présent article. L'Entrepreneur s'engage à respecter les lois, normes, réglementations, ordonnances et décrets édictés par les autorités municipales, gouvernementales ou autres et à obtenir et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du contrat, tout permis, certificat ou autorisation requis.

### **12.2 INSTALLATION DE MODULES DE JEUX D'EAU**

Pour l'exécution de ces travaux, l'Entrepreneur doit fournir avec sa soumission une liste d'au moins trois (3) travaux récents exécutés d'importance similaire aux ouvrages proposés dans le présent mandat, attestant le savoir-faire pour l'installation de modules de jeux d'eau. Le Directeur se réserve le droit de refuser ou d'approuver le fournisseur s'il ne soumet pas de liste de travaux similaire.

Pour en faire la démonstration, l'usage d'un formulaire standard n'est pas demandé à l'Entrepreneur, un portfolio de l'entreprise présentant des ouvrages de nature et d'envergure similaire sera accepté.

### **12.3 PASSERELLE**

Pour l'exécution de ces travaux, l'Entrepreneur doit fournir à la réunion de démarrage la certification BNQ 2621-905 « *Béton prêt à l'emploi – Programme de certification* » du fournisseur de béton.

Il doit également fournir une preuve écrite que le fabricant est certifié par le Bureau canadien de Soudage (CWB) suivant les exigences de la norme CSA W47.1, Division 2 pour la conception des assemblages des structures d'acier.

## **13. RÉCUPÉRATION DES ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX**

Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur aura, entre autres, à enlever du mobilier et des équipements. Si la Ville désire récupérer certaines pièces, l'Entrepreneur devra les mettre de côté, et les transporter à ses frais au garage municipal de la Ville. Autrement, l'Entrepreneur doit en disposer à ses frais selon les clauses du devis.

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

Dès la première semaine des travaux, l'Entrepreneur devra se coordonner avec la Ville pour la récupération des équipements municipaux. Chacun des équipements récupérés devra être annoté dans le formulaire de retour des matériaux fourni par la Ville et signé par les deux (2) partis. L'émission du formulaire signé et approuvé par la Ville doit être soumis au plus tard à l'acceptation provisoire des travaux, conditionnellement à la libération de la première moitié de la retenue.

#### **14. BUREAU DE CHANTIER**

Aucun bureau ou toilette de chantier n'est prévu pour l'exécution du mandat. L'Entrepreneur devra donc prévoir des installations sanitaires extérieures adaptées et un bureau de chantier si nécessaire et à sa discrétion. Les frais reliés aux installations temporaires sont inclus dans les frais généraux.

Le chalet de parc ne peut être utilisé aux fins de l'entrepreneur.

#### **15. BOUCLES DE DÉTECTION**

Si au cours de la réalisation des travaux, l'Entrepreneur découvre la présence de boucles de détection qui ne sont pas montrées aux plans, de même que si des boucles de détection, qu'elles soient montrées aux plans ou non, sont endommagées accidentellement, l'Entrepreneur doit informer le Directeur et il doit envoyer un courriel à la boîte : [demandes.efc.dera@montreal.ca](mailto:demandes.efc.dera@montreal.ca) en précisant l'intersection où le dommage a eu lieu afin de coordonner l'installation des caméras dans l'intersection compromise.

Dans tous les cas, les boucles de détection enfouies dans la chaussée, qui sont endommagées, ne sont pas à reconstruire.

#### **16. EXIGENCES POUR LES DOCUMENTS À SOUMETTRE**

En complément de la clause 4.2.8 « *Exigences pour les documents à soumettre* » du CCAG, à la réunion de démarrage des travaux, l'Entrepreneur doit soumettre au Directeur, pour examen et autorisation, les documents suivants :

- Le calendrier des travaux, ainsi que l'organigramme final de chaque équipe affectée aux travaux, incluant le nom et le CV de tous personnels qui seront attribués au projet;
- S'il y a lieu, les noms et adresses des sous-traitants, les CV du personnel clé avec leurs années d'expérience;
- Le plan de mobilisation;
- Les fiches techniques et dessins d'atelier des bases de lampadaires;
- Les certifications requises des fournisseurs et fabricants;
- Le programme de prévention en santé et sécurité incluant les procédures de travail.

#### **17. PERMIS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC**

Contrairement à l'article 4.2.3.2.2 du CCAG et l'article 5.3 du DTNI-8a « *Permis d'occupation temporaire du domaine public* », l'Entrepreneur doit remplir la demande de permis via son compte fournisseur de la Ville de Montréal, auquel il est dûment inscrit.

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> <b>CAHIER DES</b> <b>CLAUSES</b> <b>ADMINISTRATIVES</b> <b>SPÉCIALES</b>	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

## 18. INTERRUPTION DE SERVICES

Aucune coupure de services (électrique ou mécanique) n'est autorisée. Toute interruption de service, même partielle, est de nature temporaire et ne doit se faire qu'avec la permission expresse du Directeur, dans les délais imposés (**minimum 48 heures**) et au moment déterminé par ce dernier.

En aucune façon, il n'est permis d'interrompre un service, sans un avis préalable suffisant pour permettre la coordination essentielle avec le service concerné et les occupants et l'obtention de la permission précitée. Par service, la Ville entend tout approvisionnement en eau ou en électricité.

## 19. ACCÈS AU BÂTIMENT (SALLE ÉLECTRIQUE)

L'accès à la salle électrique devra se faire à l'intérieur des heures ouvrables de l'arrondissement Montréal-Nord, soit entre 8:00 et 16:30 du lundi au jeudi et de 8:00 à 13:00 le vendredi.

Un avis doit être soumis à la ville au moins **14 jours** avant les travaux, afin de prévenir les utilisateurs de la présence de travailleurs. Aucun travail ne peut être exécuté avant d'avoir obtenu l'autorisation écrite du Directeur.

Aucun travail réalisé à l'extérieur de cette plage horaire n'est permis, à moins d'un avis écrit par le Directeur au moins **48 heures** avant lesdits travaux.

L'accès à la salle électrique ne devra jamais compromettre l'accès aux usagers et aux membres du personnel de l'arrondissement Montréal-Nord au reste du bâtiment.

## 20. CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

En complément à l'article 5.3.3 « *Contrôle qualitatif* » du CCAG, une firme déterminée par le Directeur sera mandatée pour effectuer une surveillance de contrôle de la qualité des matériaux et des infrastructures durant les travaux. L'Entrepreneur devra prêter assistance lors des inspections et collaborer avec le laboratoire d'inspection. En cas de différend, d'urgence ou de questions techniques, l'Entrepreneur devra aviser le Professionnel qui décidera de la solution à prioriser.

L'Entrepreneur doit aviser le Directeur au moins **48 heures à l'avance** afin de permettre l'inspection des fonds d'excavation, l'inspection des ouvrages et la réalisation des essais de laboratoire.

Le coût de toute inspection, expertise, test, essai ou analyse exigés par le Directeur, en raison d'une erreur de l'Entrepreneur ou d'une dérogation de celui-ci aux documents contractuels sera assumé par l'Entrepreneur. Il devra assumer également les frais des travaux exécutés pour mettre à découvert et remettre en état les ouvrages qui étaient remblayés avant que les inspections et essais requis aient été effectués et approuvés par le Directeur.

Les matériaux où la confection est non conforme peuvent être rejetés en tout temps durant l'exécution des travaux, et ce, aux frais de l'Entrepreneur.

## 21. DISPOSITION HORS SITE

### 21.1 TRAÇABILITÉ DES SOLS CONTAMINÉS

À la suite de l'entrée en vigueur du Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés le 1er novembre 2021, les arrondissements ainsi que les services centraux visés sont tenus d'intégrer de nouvelles pratiques de gestion des sols contaminés excavés. La Ville de Montréal doit effectuer le suivi dans l'application Traces Québec, développée par Attestra, pour tous les sols plus grands que A.

<b>Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises</b> Division des études techniques 11211 avenue Hébert Montréal-Nord (Québec) H1H 3X5	<b>SECTION III</b> <b>CAHIER DES</b> <b>CLAUSES</b> <b>ADMINISTRATIVES</b> <b>SPÉCIALES</b>	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux
---	---	--

Une firme déterminée par le Directeur sera mandatée pour effectuer la traçabilité des sols contaminés et en faire la gestion. L'Entrepreneur devra prêter assistance et collaborer avec diligence avec la firme mandatée.

Au moins 10 jours avant le début du chantier, l'Entrepreneur devra accepter l'invitation au projet dans l'application et y inscrire la liste des lieux récepteurs et des transporteurs attirés au projet. Il est également responsable d'inviter les fournisseurs mandatés dans l'application.

L'Entrepreneur doit répartir tous les coûts reliés à la traçabilité des sols dans ses prix unitaires de soumission. Aucuns frais supplémentaires ne peuvent être réclamés pour se conformer au présent article.

## 21.2 GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES ET ANALYSES DE SOLS

Selon l'étude de caractérisation des sols, une classe variable de contamination a été interceptée dans le sol. Malgré les niveaux de contamination définis dans les études, si des sols devaient présenter lors des travaux d'excavation des indices (visuel ou olfactif) de contamination ou une stratigraphie différente de ceux rencontrés lors des forages, ceux-ci devront être caractérisés afin de statuer sur leur mode de gestion.

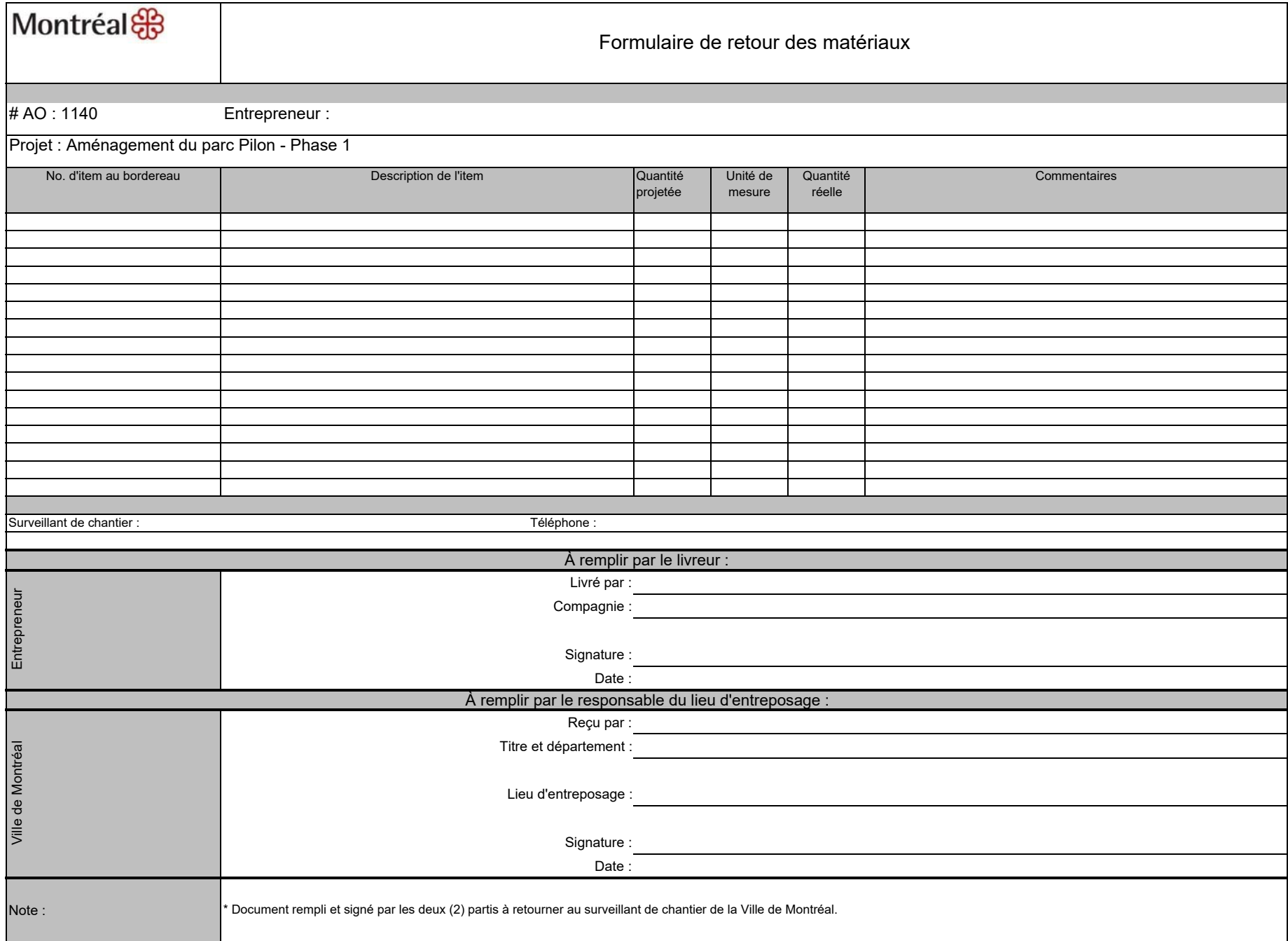
Selon la recommandation de la firme en environnement mandatée par le Directeur, l'Entrepreneur pourrait devoir mettre en pile des sols pour en préciser le niveau de contaminant. Le délai à prévoir pour l'obtention des résultats est de **96 heures**. Cependant, il est possible que les laboratoires ne soient plus en mesure de suffire aux demandes en période de pointe. Advenant un achalandage accru, est aussi possible d'obtenir les résultats dans un délai régulier de 7 à 10 jours ouvrables.

L'Entrepreneur devra planifier l'exécution des travaux conséquemment aux délais d'obtention du rapport d'analyse de et ne pourra pas évoquer cette raison pour prolonger le délai des travaux ni de frais supplémentaires pour perte de production.

<b>Arrondissement de Montréal-Nord</b> <b>Direction des services administratifs</b> 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	<b>SECTION III</b> CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° <b>1140</b> Exécution de travaux 14_cahier_charges_20231017
--	---	---

## ANNEXE : Formulaire de retour des matériaux







**Arrondissement de Montréal-Nord**  
Direction des services administratifs  
4243, rue de Charlevoix  
Montréal (Québec) H1H 5R5

**SECTION IV**  
**FORMULAIRE DE**  
**SOUSSION**

Appel d'offres public  
N° 1140  
Exécution de travaux  
14\_cahier\_charges\_20231017

## **SECTION IV**

### **FORMULAIRE DE SOUSSION**

**(Incluant les sections A, B et C du Formulaire de soumission)**

Documents à retourner



### Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Secrétaire de l'arrondissement 4243, rue de Charlevoix Montréal-Nord (Québec) H1H 5R5, avant 11h
3	4	2024	8	5	2024	

#### AMÉNAGEMENT DU PARC PILON - PHASE 1

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de la phase 1 d'aménagement du parc Pilon à l'arrondissement de Montréal-Nord, selon les documents du présent appel d'offres.	
Montant total avant taxes :	- \$
Taxe sur les produits et services 5 % :	- \$
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	- \$
<b>Montant total :</b>	<b>- \$</b>

#### Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : \_\_\_\_\_

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s):

\_\_\_\_\_ Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

\_\_\_\_\_ Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :		
	Télécopieur :		
	Courriel :		
Signature:	Jour	Mois	Année

**Note :** Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

### Section B - Résumé du bordereau de soumission

#### AMÉNAGEMENT DU PARC PILON - PHASE 1

Description	# Sous-projet	# Simon	Montant	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total
GÉNÉRALITÉS			- \$	- \$	- \$	- \$
LOT 1			- \$	- \$	- \$	- \$
LOT 2			- \$	- \$	- \$	- \$
			<b>Total avant taxes</b>	<b>Total TPS</b>	<b>Total TVQ</b>	<b>Total taxes incl.</b>
			- \$	- \$	- \$	- \$

N° d'inscription de la TPS: \_\_\_\_\_

N° d'inscription de la TVQ: \_\_\_\_\_

#### Identification du soumissionnaire:

\_\_\_\_\_  
Nom en caractères d'imprimerie

\_\_\_\_\_  
Téléphone

\_\_\_\_\_  
Télécopieur

\_\_\_\_\_  
Titre

\_\_\_\_\_  
Adresse courriel

\_\_\_\_\_  
Signature et date

## Section C - Bordereau de soumission

Art.	Description	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant
------	-------------	-------	----------	---------------	---------

### GENERALITES

#### VOLET 0 - FRAIS GÉNÉRAUX

##### FRAIS GÉNÉRAUX - (C.C.A.G., I.A.S. & C.C.A.S.)

1	II-IS-1100	Assurances, garanties et frais généraux de chantier *	global	1,0	- \$
---	------------	---	--------	-----	------

\* Voir article 3.8.4 du Cahier des Instructions aux Soumissionnaires (IAS) : "L'Entrepreneur doit fournir un Prix global pour l'item Frais généraux de chantier, assurance et garanties. Ce Prix global est limité à un maximum de sept pour cent (7%) de la valeur totale de la soumission, sans les taxes. La Soumission de l'Entrepreneur est automatiquement rejetée si le prix à l'item Frais généraux de chantier, assurances et garanties dépasse sept pour cent (7%) de la valeur totale de la soumission, sans les taxes."

**TOTAL GENERALITES**

- \$

### LOT 1 - SECTEUR DES RÉCOLETS / ARTHUR-CHAMPOUX

#### VOLET I - PAYSAGE

##### 1.1 - ORGANISATION DE CHANTIER ET PRÉPARATION DE SITE

##### IMPLANTATION - (C.C.A.G., I.A.S. & C.C.A.S.)

CCAS-1	Relevé d'arpentage et plans annotés par l'Entrepreneur	global	1,0	- \$
<b>Sous-total implantation</b>				- \$

##### 1.1.1 (DTNP-1A & DTSP-C) DÉMOLITION, ENLÈVEMENT ET RÉCUPÉRATION

##### Famille 1000 – Démolition et disposition hors site

<u>Sous famille 1100 – Clôtures</u>					
1	IP-1A-1102	Clôtures métalliques (H:1,2m à 1,8m) à enlever et disposer hors site	global	1,0	- \$
<u>Sous-famille 1200 – Surfaces minérales</u>					
1	IP-1A-1201	Surfaces en béton bitumineux à enlever et disposer hors site	global	1,0	- \$
3	IP-1A-1204	Sable pour aire de jeu à enlever et disposer hors site	global	1,0	- \$
<u>Sous famille 1400 – Structures, bâtiments et abris</u>					
4	IP-1A-TS-1401	Abri à enlever et disposer hors site	global	1,0	- \$
5	IP-1A-TS-1402	Prataugeoire inciuant batiment technique, structures, systemes, raccords souterrains et toutes les composantes, incluant les fondations, à démolir et disposer hors site	global	1,0	- \$
6	IP-1A-TS-1403	Toilette à démolir et disposer hors site	global	1,0	- \$
<u>Sous famille 1500 – Mobilier et équipements</u>					
7	IP-1A-TS-1501	Equipements de jeu à enlever et disposer hors site	global	1,0	- \$
8	IP-1A-1502	Bancs à enlever et disposer hors site	global	1,0	- \$
9	IP-1A-1503	Tables à enlever et disposer hors site	global	1,0	- \$
10	IP-1A-1504	Corbeilles à enlever et disposer hors site	global	1,0	- \$
11	IP-1A-1506	Fontaine à boire à enlever et disposer hors site	global	1,0	- \$
<u>Sous famille 1700 – Dalle et base de béton</u>					
12	IP-1A-1701	Dalles de béton à enlever et disposer hors site	global	1,0	- \$
				<b>Sous-total 1.1.1</b>	- \$

##### 1.2 - TERRASSEMENT

##### 1.2.1 (DTNP-2A & DTSP-T) TRAVAUX D'EXCAVATION, DE REMBLAYAGE ET DE TERRASSEMENT

##### Famille 1000 – Excavation et décapage

<b>Sous-famille 1100 – Surfaces végétalisées</b>					
1	IP-2A-1101	Excavation pour lits de plantation voir détail DNP-5B-05 (DTNP-5B)	global	1,0	- \$
2	IP-2A-1102	Excavation pour fosse d'arbres (10 m.cu / arbre) voir détail DSP-2A-TS-1102 page 9000	global	1,0	- \$
3	IP-2A-1104	Décapage de surface gazonnée voir détail DSP-2A-TS-1104 page 9000	global	1,0	- \$

##### Famille 2000 – Remblayage

<b>Sous-famille 2100 – Apport de matériaux de remblai</b>					
4	IP-2A-TS-2101	Remblayage, nivellement et mise en forme générale	global	1,0	- \$

##### Famille 3000 – Terrassement

<b>Sous-famille 3100 – Préparation de sol</b>					
5	IP-2A-TS-3101	Excavation et terrassement brut général	global	1,0	- \$
<b>Sous-total 1.2.1</b>				-	\$

##### 1.3 - SURFACES ET MATÉRIAUX

##### 1.3.1 (DTNP-3A & DTSP-S) TRAVAUX DE GAZONNEMENT

##### Famille 1000 – Gazonnement

<u>Famille 1000 – Gazonnement</u>					
<u>Sous-Famille 1100 – Gazonnement</u>					
1	IP-3A-TS-1101	Gazon en plaques pour terrain standard (avec ajout de trèfle) (incl. 135 mm terreau no.1) voir détail DSP-3A-TS-1101 (Paysage, page 9000)	m.ca.	1390,0	- \$
				<b>Sous-total 1.3.1</b>	<b>- \$</b>

##### 1.3.2 (DTNP-3B & DTSP-S) TRAVAUX D'ENSEMENCEMENT

##### Famille 1000 – Ensemencement

<u>Famille 1100 – Ensemencement</u>					
<b>Sous-Famille 1100 – Ensemencement</b>					
1	IP-3B-TS-1102	Ensemencement hydraulique type 2 (incl. 300 à 600 mm de terreau no.1) voir détail DSP-3B-TS-1102 (Paysage, page 9000)	m.ca.	820,0	- \$
2	IP-3B-TS-1104	Matelas anti-érosion en coco pour ensemencement à fournir et installer voir détail DSP-3BC-TS-3101 (Paysage, page 9000)	m.ca.	400,0	- \$
3	IP-3B-TS-1105	Ensemencement manuel au pied des plantations voir détail DSP-3B-TS-1105 (Paysage, page 9000)	m.ca.	7,0	- \$
				<b>Sous-total 1.3.2</b>	- \$

1.3.3 (DTNP-3C & DTSP-S) TRAVAUX DE SENTIERS ET DE REVÊTEMENTS EN MATÉRIAUX GRANULAIRES									
<b>Famille 3000 – Finition de surface</b>									
1	IP-3C-TS-3101	Surface de pierres décoratives arrondies voir détail DSP-3C-TS-3101 (Paysage, page 9000)	m.ca.	780,0				-	\$
4	IP-3C-TS-3102	Surface de pierres plates voir détail DSP-3C-TS-1102 (Paysage, page 9000)	m.ca.	5,0				-	\$
2	IP-3C-TS-3103	Murets de roches de type "boulder" voir détail DSP-3C-TS-3103 (Paysage, page 9000)	m.l	200,0				-	\$
Sous-total 1.3.3								-	\$

#### 1.4 - MOBILIERS ET ÉQUIPEMENTS

1.4.1 (DTSP-M) MOBILIERS ET ÉQUIPEMENTS									
<b>Famille 1000 – Mobiliers et équipements</b>									
<b>Sous-Famille 1100 – Mobiliers et équipements fournis par la Ville à transporter et installer</b>									
1	IP-M-TS-1101	Banc "Secteur 5" avec dossier	u.	9,0				-	\$
	IP-M-TS-1102	Banc "Secteur 5" sans dossier	u.	7,0				-	\$
2	IP-M-TS-1103	Chaise longue "Parc Lafontaine"	u.	4,0				-	\$
3	IP-M-TS-1104	Corbeille à rebut "Secteur 5"	u.	2,0				-	\$
4	IP-M-TS-1105	Table pique-nique "Rectangulaire 6 places"	u.	7,0				-	\$
5	IP-M-TS-1106	Table pique-nique "Rectangulaire 6 places adaptée"	u.	1,0				-	\$
<b>Sous-Famille 1200 – Mobiliers et équipements manufacturés à fournir et installer</b>									
6	IP-M-TS-1201	Fontaine à boire	u.	1,0				-	\$
7	IP-M-TS-1202	Panneau d'interprétation (incluant base préfabriquée) voir détail DSP-M-TS-1202 (Paysage, page 9000)	u.	1,0				-	\$
8	IP-M-TS-1203	Clôture ornementale 1,2m de haut (incluant bases) voir détail DSP-M-TS-1203 (Paysage, page 9000)	m.l.	100,0				-	\$
9	IP-M-TS-1204	Paraol fixe voir détail DSP-M-TS-1204 (Paysage, page 9000)	u.	2,0				-	\$
10	IP-M-TS-1205	Bollard fixe voir détail DSP-M-TS-1205 (Paysage, page 9000)	u.	4,0				-	\$
Sous-total 1.4.1								-	\$

#### 1.5 - TRAVAUX DE PLANTATION

1.5.1 (DTNP-5A & DTSP-P) APPORT DE TERRE DE CULTURE									
<b>Famille 1000 – Apport de terre de culture</b>									
<b>Sous-Famille 1100 - Terre de culture</b>									
1	IP-5A-1102	Terre de culture pour fosse d'arbre voir détail DSP-5B-TS-1102 (Paysage, page 9000) et détail DNP-5B-02 (DTNP-5B)	global	1,0				-	\$
2	IP-5A-1103	Terre de culture pour lits de plantation d'arbustes, de vivaces et d'annuelles voir détail DSP-5A-TS-1103 (Paysage, page 9000) et détail DNP-5B-05 (DTNP-5B)	global	1,0				-	\$
Sous-total 1.5.1								-	\$

1.5.2 (DTNP-5B & DTSP-P) FOURNITURE ET PLANTATION DE VÉGÉTAUX									
<b>Famille 1000 – Fourniture et plantation de végétaux</b>									
<b>Sous-Famille 1100 – Fourniture et plantation de végétaux</b>									
1	IP-5B-1101	Fourniture et plantation d'arbres feuillus voir détail DNP-5B-02	u.	3,0				-	\$
2	IP-5B-1102	Fourniture et plantation d'arbres conifères voir détail DNP-5B-04	u.	3,0				-	\$
3	IP-5B-1103	Fourniture et plantation d'arbustes feuillus voir détail DNP-5B-05	u.	281,0				-	\$
5	IP-5B-1105	Fourniture et plantation de vivaces voir détail DNP-5B-07	u.	515,0				-	\$
Sous-total 1.5.2								-	\$
TOTAL - SECTION 1 - PAYSAGE								-	\$

#### SECTION 2 - CIVIL

2.1 (DTNI-1A & DTSI-O) TRAVAUX DE CONDUITES D'EAU POTABLE ET DE CONDUITES D'ÉGOUT									
<b>Famille 3000 – Conduit d'eau existante</b>									
<b>Sous-Famille 3100 – Conduite d'eau à abandonner</b>									
1	II-TS-1A-3103	Réseau d'eau existant à démonter	global	1,0				-	\$
<b>Famille 4000 – Branchement d'eau</b>									
<b>Sous-Famille 4200 – Branchement d'eau de 50 mm et moins sur conduite existante</b>									
2	II-TS-1A-4203	Branchement d'eau du cabinet des jeux d'eau	m.l	35,0				-	\$
3	II-TS-1A-4204	Branchement d'eau de la fontaine	m.l	6,0				-	\$
4	II-TS-1A-4205	Raccordement à l'existant	u.	1,0				-	\$
<b>Famille 8000 – Essais et contrôle sur les conduites d'eau</b>									
5	II-1A-8101	Essais et contrôle sur les conduites d'eau	global	1,0				-	\$
6	II-1A-8102	Désinfection des conduites d'eau	global	1,0				-	\$
<b>Famille 10000 – Conduite d'égout proposée (tranchée unique)</b>									
<b>Sous-Famille 10100 – Conduite d'égout proposée en TBA classe IV (tranchée unique)</b>									
7	II-1A-10103	Conduite d'égout proposée 450 mm en TBA classe IV (tranchée unique)	m.l	9,0				-	\$
<b>Sous-Famille 10300 – Conduite d'égout proposée en PVC DR-35 (tranchée unique)</b>									
8	II-1A-10301	Conduite d'égout proposée 300 mm en PVC DR-35 (tranchée unique)	m.l	20,0				-	\$
9	II-TS-1A-10313	Conduite d'égout proposée 200 mm en PVC DR-35 (tranchée unique)	m.l	25,0				-	\$
10	II-TS-1A-10314	Conduite d'égout proposée 250 mm en PVC DR-35 (tranchée unique)	m.l	3,0				-	\$
<b>Sous-Famille 10800 – Conduite d'égout proposée en PVC DR-28 (tranchée unique)</b>									
11	II-TS-1A-10801	Conduite d'égout proposée 100 mm en PVC DR-28 (tranchée unique)	m.l	30,0				-	\$
12	II-TS-1A-10802	Conduite d'égout proposée 150 mm en PVC DR-28 (tranchée unique)	m.l	15,0				-	\$
<b>Famille 12000 – Conduit d'égout existante</b>									
<b>Sous-Famille 12100 – Conduite d'égout à abandonner</b>									
13	II-TS-1A-12103	Réseau d'égout existant à démonter	global	1,0				-	\$
<b>Famille 13000 – Branchement d'égout</b>									
<b>Sous-Famille 13200 – Branchement d'égout sur conduite existante</b>									
14	II-TS-1A-13203	Raccordement à l'existant	u.	3,0				-	\$



<b>Famille 15000 – Puisard</b>									
<b>Sous-Famille 15100 – Puisard sur conduite proposée</b>									
15	II-1A-15101	Puisard de rue sur conduite proposée	u.	1,0				-	\$
<b>Famille 16000 – Regard d'égout</b>									
<b>Sous-Famille 16100 – Regard d'égout préfabriqué proposé</b>									
16	II-1A-16101	Regard d'égout préfabriqué 1200 mm proposé	u.	6,0				-	\$
<b>Sous-Famille 16200 – Regard-puisard préfabriqué proposé</b>									
17	II-1A-16201	Regard-puisard préfabriqué proposé	u.	1,0				-	\$
<b>Famille 17000 – Essais et contrôle sur les conduites d'égout</b>									
18	II-1A-17101	Inspection avant travaux, essais et contrôle sur les conduites d'égout	global	1,0				-	\$
<b>Famille 18000 – Divers</b>									
<b>Sous-Famille 18600 – Jeux d'eau</b>									
19	II-TS-1A-18601	Installation des modules, du cabinet de contrôle et des ouvrages connexes	global	1,0				-	\$
20	II-TS-1A-18602	Conduits de distribution et de purge pour modules de jeux d'eau	m.l	260,0				-	\$
21	II-TS-1A-18603	Mise en service des jeux d'eau	u.	2,0				-	\$
22	II-TS-1A-18604	Mise hors service des jeux d'eau	u.	2,0				-	\$
<b>Sous-Famille 18700 – Fontaine</b>									
23	II-TS-1A-18601	Raccordement d'une nouvelle fontaine à boire	u.	1,0				-	\$
<b>Sous-Famille 18800 – Bassin de rétention</b>									
24	II-TS-1A-18801	Bassin de rétention étanche	global	1,0				-	\$
25	II-TS-1A-18802	Bassin de biorétention	global	1,0				-	\$
26	II-TS-1A-18803	Noue de biorétention	global	1,0				-	\$
27	II-TS-1A-18804	Noue filtrante	m.l	28,0				-	\$
<b>Sous-Famille 18900 – Drain</b>									
28	II-TS-1A-18901	Drain perforé enrobé Ø100 PEHD R300	m.l	220,0				-	\$
29	II-TS-1A-18902	Drain perforé Ø150 PEHD R320	m.l	320,0				-	\$
<b>Sous-Famille 19000 – Accessoire pluvial</b>									
30	II-TS-1A-19001	Buse de béton préfabriquée avec grille de protection	u.	1,0				-	\$
31	II-TS-1A-19002	Régulateur de débit	u.	2,0				-	\$
32	II-TS-1A-19003	Clapet anti-retour	u.	4,0				-	\$
<b>Sous-total 2.1</b>								-	\$
<b>2.2 (DTSI-3A &amp; DTSI-V) TRAVAUX DE TROTTOIR, BORDURE, TERRE-PLEIN C., ÎLOT ET MURET DE SOUTÈNEMENT</b>									
<b>Famille 1000 – Trottoir</b>									
<b>Sous-Famille 1400 – Ouvrages en béton</b>									
1	II-TS-3A-1401	Dalle en béton pour mobilier de parc	m.ca	65,0				-	\$
2	II-TS-3A-1402	Dalle en béton armé pour jeux d'eau	m.ca	455,0				-	\$
3	II-TS-3A-1403	Cabinet de contrôle	u.	1,0				-	\$
4	II-TS-3A-1404	Caniveau des jeux d'eau	m.ca	6,0				-	\$
5	II-TS-3A-1405	Seuils en béton armé	m.l	23,0				-	\$
6	II-TS-3A-1406	Caniveau sous trottoir	m.ca	8,0				-	\$
<b>Famille 2000 – Bordure</b>									
<b>Sous-Famille 2100 – Bordure en béton</b>									
7	II-3A-2101	Bordure en béton	m.l	6,0				-	\$
<b>Famille 7000 – Aménagement</b>									
<b>Sous-Famille 7200 – Réfection devant l'élément construit</b>									
8	II-3A-7203	Réparation de cours d'eau - Chaussée souple sans trafic lourd	m.ca	6,0				-	\$
<b>Famille 8000 – Divers</b>									
<b>Sous-Famille 8500 – Enrochement</b>									
9	II-3A-8501	Pierre de rivière	m.ca	20,0				-	\$
<b>Sous-Famille 8700 – Pavé de béton préfabriqué</b>									
10	II-TS-3A-8701	Pavé de béton préfabriqué	m.ca	15,0				-	\$
<b>Sous-total 2.2</b>								-	\$
<b>2.3 (DTSI-3B &amp; DTSI-V) TRAVAUX DE CHAUSSEE</b>									
<b>Famille – Sentier</b>									
<b>Sous-Famille 8600 – Sentier</b>									
1	II-TS-3B-8601	Sentier en enrobé bitumineux	m.ca	300,0				-	\$
2	II-TS-3B-8602	Réfection de voirie	m.ca	15,0				-	\$
<b>Sous-total 2.3</b>								-	\$
<b>2.4 (DTSI-4A &amp; DTSI-V) TRAVAUX DE STRUCTURE ET DE MASSIF DE CONDUITS</b>									
<b>Famille 1000 – Massif de conduit</b>									
<b>Sous-Famille 1600 – Conduit électrique en PVC</b>									
1	II-TS-4A-1601	Conduit électrique en PVC	m.l	440,0				-	\$
<b>Famille 2000 – Bases en béton</b>									
<b>Sous-Famille 2100 – Base proposée</b>									
2	II-4A-2101	Base proposée DNI-4A-100	u.	7,0				-	\$
<b>Sous-total 2.4</b>								-	\$
<b>2.5 (DTNI-7A &amp; DTSI-7A) GESTION DES DÉBLAIS ET TRAVAUX DE RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE</b>									
<b>Famille 2000 – Déblais à gérer hors site</b>									
<b>Sous-Famille 2100 – Entreposage temporaire</b>									
1	II-7A-2100	Entreposage temporaire des déblais gérés hors site (PROVISION)	t.m.	500,0				-	\$
<b>Sous-Famille 2300 – Gestion hors site des déblais</b>									
2	II-7A-2301	Chargement et transport des sols B-C	t.m.	1600,0				-	\$
3	II-7A-2302	Chargement et transport des sols >C	t.m.	60,0				-	\$
4	II-7A-2304	Gestion des matières résiduelles	t.m.	250,0				-	\$
5	II-TS-7A-2306	Tranchée d'exploration	u.	8,0				-	\$
<b>Sous-total 2.5</b>								-	\$
<b>2.6 (DTNI-8A &amp; DTSI-M) MAINTIEN ET GESTION DE LA MOBILITÉ</b>									
<b>Famille 1000 – Maintien de la mobilité et de la sécurité routière</b>									
<b>Sous-Famille 1100 – Maintien de la mobilité et de la sécurité routière</b>									
1	II-8A-1101	Maintien de la mobilité et de la sécurité routière	global	1,0				-	\$
<b>Sous-total 2.6</b>								-	\$
<b>TOTAL - SECTION 2 - CIVIL</b>								-	\$

### SECTION 3 - ÉLECTRICITÉ

3.1 (DTNI-5A & DTSI-E) TRAVAUX D'ÉCLAIRAGE									
<b>Famille 1000 – Câblage</b>									
<b>Sous-Famille 1100 – Fourniture et installation de câblage</b>									
1	II-5A-1106	2 X #6 RWU90-XLPE + CU. VERT #6 - alimentation cabinet jeux d'eau	m.l	100,0					- \$
2	II-TS-5A-1116	3 X #14 SJOW + GND - activateur jeux d'eau	m.l	40,0					- \$
3	II-TS-5A-1117	4 X #6 RWU90-XLPE + CU. VERT #6 - lampadaire et prises	m.l	300,0					- \$
<b>Sous-Famille 1200 – Raccordement de câblage et accessoires</b>									
4	II-5A-1301	Enlèvement de câblage - lampadaires, télécom et pataugeoire	u.	1,0					- \$
<b>Famille 3000 – Fût, caisson ou protecteur</b>									
<b>Sous-Famille 3100 – Fourniture de fût, caisson ou protecteur</b>									
5	II-5A-3310	Fût en aluminium rond	u.	7,0					- \$
<b>Sous-Famille 3200 – Installation de fût, caisson ou protecteur</b>									
6	II-5A-3203	Fût de moins de 5m	u.	7,0					- \$
<b>Sous-Famille 3300 – Enlèvement de fût, caisson ou protecteur</b>									
7	II-5A-3303	Fût de moins de 5m	u.	6,0					- \$
<b>Famille 5000 – Luminaire</b>									
8	II-TS-5A-5001	Maintien de l'éclairage	u.	1,0					- \$
<b>Sous-Famille 5100 – Fourniture d'un luminaire</b>									
9	II-5A-5109	Luminaire	u.	7,0					- \$
<b>Sous-Famille 5200 – Installation d'un luminaire</b>									
10	II-5A-5201	Luminaire	u.	7,0					- \$
<b>Sous-Famille 5300 – Enlèvement d'un luminaire</b>									
11	II-5A-5301	Enlèvement d'un luminaire décoratif	u.	6,0					- \$
<b>Famille 8000 – Prise de courant</b>									
<b>Sous-Famille 8100 – Fourniture et installation d'une prise de courant</b>									
12	II-5A-8101	Fourniture et installation d'une prise de courant	u.	2,0					- \$
13	II-TS-5A-8102	Fourniture et installation d'une prise de courant - cabinet jeux d'eau	u.	1,0					- \$
<b>Famille 9000 – Cellule photo-électrique</b>									
<b>Sous-Famille 9100 – Fourniture et installation d'une cellule photo-électrique</b>									
14	II-5A-9101	Fourniture et installation d'une cellule photo-électrique (nœud intelligent externe)	u.	7,0					- \$
<b>Famille 10000 – Mise à la terre</b>									
<b>Sous-Famille 10100 – Mise à la terre</b>									
15	II-5A-10103	Mise à la terre par plaques pour les jeux d'eau	u.	1,0					- \$
<b>Famille 11000 – Essais</b>									
<b>Sous-Famille 11100 – Essais</b>									
16	II-5A-11101	Vérifications électriques et mise en service	u.	1,0					- \$
<b>Famille 13000 – Autres</b>									
<b>Sous-Famille 13100 – Autres</b>									
17	II-TS-5A-13101	Fourniture et installation d'un interrupteur - 60A @ 240V	u.	1,0					- \$
18	II-TS-5A-13102	Fourniture et installation d'un interrupteur - 20A @ 120V	u.	1,0					- \$
19	II-TS-5A-13103	Fourniture et installation d'un interrupteur - 15A @ 120V	u.	1,0					- \$
Sous-total 3.1									- \$
TOTAL - SECTION 3 - ÉLECTRICITÉ									- \$

### SECTION 4 - STRUCTURE

TRAVAUX DE STRUCTURES									
<b>Famille 8000 – Divers</b>									
<b>Sous-Famille 8800 – Passerelle</b>									
1	II-TS-3A-8801	Passerelle de béton armé et gardes corps	global	1,0					- \$
Sous-total									- \$
TOTAL - SECTION 4 - STRUCTURE									- \$

### SECTION 5 - FORESTERIE

TRAVAUX DE FORESTERIE									
<b>Protection des végétaux</b>									
1	IP-1B-1103	Protection individuelle des troncs	unité	32,0					- \$
2	IP-1B-1104	Affiche de protection	unité	26,0					- \$
3	IP-1B-1201	d'entreposage	m.ca	180,0					- \$
4	IP-1B-1202	Pré-coupe racinaire	m.l	22,0					- \$
5	IP-1B-1402	Arrosage des végétaux	global	1,0					- \$
6	IP-1B-TS-1101	Clôture modulaire grillagée	m.l	500,0					- \$
7	IP-1B-TS-1201	Excavation particulière de type 1	m.ca	200,0					- \$
8	IP-1B-TS-1202	Excavation particulière de type 2 (Provisionnement)	m.ca	10,0					- \$
<b>Travaux arboricoles</b>									
9	IP-1C-1103	Élagage préventif (Provisionnement)	unité	1,0					- \$
10	IP-1C-1104	Essouchage	unité	1,0					- \$
Sous-total									- \$
TOTAL - SECTION 5 - FORESTERIE									- \$
TOTAL LOT 1									- \$

**LOT 2 - SECTEUR SAINT-JULIEN**

**VOLET I - PAYSAGE**

**1.1 - TERRASSEMENT**

**1.1.1 (DTNP-2A & DTSP-T) TRAVAUX D'EXCAVATION, DE REMBLAYAGE ET DE TERRASSEMENT**

**Famille 1000 – Excavation et décapage**

**Sous-famille 1100 – Surfaces végétalisées**

1	IP-2A-1101	Excavation pour lits de plantation voir détail DNP-5B-05 (DTNP-5B)	global	1,0		- \$
2	IP-2A-1102	Excavation pour fosse d'arbres (10 m.cu / arbre) voir détail DSP-2A-TS-1102 page 9000	global	1,0		- \$
3	IP-2A-1104	Décapage de surface gazonnée voir détail DSP-2A-TS-1104 page 9000	global	1,0		- \$

**Famille 2000 – Remblayage**

**Sous-famille 2100 – Apport de matériaux de remblai**

4	IP-2A-TS-2101	Remblayage, nivellement et mise en forme générale	global	1,0		- \$
---	---------------	---	--------	-----	--	------

**Famille 3000 – Terrassement**

**Sous-famille 3100 – Préparation de sol**

5	IP-2A-TS-3101	Excavation et terrassement brut général	global	1,0		- \$
---	---------------	---	--------	-----	--	------

**Sous-total 1.1.1 - \$**

**1.2 - SURFACES ET MATÉRIAUX**

**1.2.1 (DTNP-3B & DTSP-S) TRAVAUX D'ENSEMENCEMENT**

**Famille 1000 – Ensemencement**

**Sous-Famille 1100 – Ensemencement**

1	IP-3B-TS-1101	Ensemencement hydraulique type 1 (incl. 150 mm de terreau no.1) voir détail DSP-3B-TS-1101 (Paysage, page 9000)	m.ca.	1950,0		- \$
2	IP-3B-TS-1102	Ensemencement hydraulique type 2 (incl. 300 à 600 mm de terreau no.1) voir détail DSP-3B-TS-1102 (Paysage, page 9000)	m.ca.	920,0		- \$

**Sous-total 1.2.1 - \$**

**1.2.2 (DTNP-3C & DTSP-S) TRAVAUX DE SENTIERS ET DE REVÊTEMENTS EN MATÉRIAUX GRANULAIRES**

**Famille 3000 – Finition de surface**

1	IP-3C-TS-3101	Surface de pierres décoratives arrondies voir détail DSP-3C-TS-3101 (Paysage, page 9000)	m.ca.	8,0		- \$
---	---------------	---	-------	-----	--	------

**Sous-total 1.2.2 - \$**

**1.3 - TRAVAUX DE PLANTATION**

**1.3.1 (DTNP-5A & DTSP-P) APPORT DE TERRE DE CULTURE**

**Famille 1000 – Apport de terre de culture**

**Sous-Famille 1100 - Terre de culture**

1	IP-5A-1102	Terre de culture pour fosse d'arbre voir détail DSP-5B-TS-1102 (Paysage, page 9000) et détail DNP-5B-02 (DTNP-5B)	global	1,0		- \$
2	IP-5A-1103	Terre de culture pour lits de plantation d'arbustes, de vivaces et d'annuelles voir détail DSP-5A-TS-1103 (Paysage, page 9000) et détail DNP-5B-05 (DTNP-5B)	global	1,0		- \$

**Sous-total 1.3.1 - \$**

**1.3.2 (DTNP-5B & DTSP-P) FOURNITURE ET PLANTATION DE VÉGÉTAUX**

**Famille 1000 – Fourniture et plantation de végétaux**

**Sous-Famille 1100 – Fourniture et plantation de végétaux**

1	IP-5B-1101	Fourniture et plantation d'arbres feuillus voir détail DNP-5B-02	u.	7,0		- \$
3	IP-5B-1103	Fourniture et plantation d'arbustes feuillus voir détail DNP-5B-05	u.	104,0		- \$
5	IP-5B-1105	Fourniture et plantation de vivaces voir détail DNP-5B-07	u.	95,0		- \$

**Sous-total 1.3.2 - \$**

**TOTAL - SECTION 1 - PAYSAGE - \$**

**SECTION 2 - CIVIL**

**2.1 (DTNI-1A & DTSI-O) TRAVAUX DE CONDUITES D'EAU POTABLE ET DE CONDUITES D'ÉGOUT**

**Famille 10000 – Conduite d'égout proposée (tranchée unique)**

**Sous-Famille 10300 – Conduite d'égout proposée en PVC DR-35**

4	II-1A-10301	Conduite d'égout proposée 200 mm en PVC DR-35	m.l	40,0		- \$
---	-------------	---	-----	------	--	------

**Famille 13000 – Branchement d'égout**

**Sous-Famille 13200 – Branchement d'égout sur conduite existante**

5	II-1A-13201	Branchement d'égout sur conduite existante avec percement	u.	1,0		- \$
---	-------------	---	----	-----	--	------

**Famille 16000 – Regard d'égout**

**Sous-Famille 16100 – Regard d'égout préfabriqué proposé**

6	II-1A-16101	Regard d'égout préfabriqué 1200 mm proposé	u.	3,0		- \$
---	-------------	--	----	-----	--	------

**Famille 18000 – Divers**

**Sous-Famille 18800 – Bassin de rétention**

8	II-TS-1A-18802	Bassin de biorétention	g.	1,0		- \$
---	----------------	------------------------	----	-----	--	------

**Sous-Famille 18900 – Régulateur de débit et clapet anti-retour**

9	II-TS-1A-18803	Noe de biorétention	g.	1,0		- \$
---	----------------	---------------------	----	-----	--	------

13	II-TS-1A-18901	Régulateur de débit	u.	1,0		- \$
----	----------------	---------------------	----	-----	--	------

14	II-TS-1A-18902	Clapet anti-retour	u.	2,0		- \$
----	----------------	--------------------	----	-----	--	------

**Sous-total 2.1 - \$**

2.2 (DTSI-3A & DTSI-V) TRAVAUX DE TROTTOIR, BORDURE, TERRE-PLEIN C., ÎLOT ET MURET DE SOUTÈNEMENT									
<b>Famille 1000 – Trottoir</b>									
<b>Sous-Famille 1400 – Dalle en béton</b>									
1	II-3A-1101	Trottoir monolithique en béton	m.ca	330,0				-	\$
<b>Famille 8000 – Divers</b>									
<b>Sous-Famille 8600 – Divers éléments en béton</b>									
2	II-TS-3A-8602	Seuil en béton pour noue de biorétention	m.l	30,0				-	\$
<b>Sous-total 2.2</b>								-	\$
2.4 (DTNI-7A & DTSI-7A) GESTION DES DÉBLAIS ET TRAVAUX DE RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE									
<b>Famille 2000 – Déblais à gérer hors site</b>									
<b>Sous-Famille 2100 – Entreposage temporaire</b>									
1	II-7A-2100	Entreposage temporaire des déblais gérés hors site (PROVISION)	t.m.	250,0				-	\$
<b>Sous-Famille 2300 – Gestion hors site des déblais</b>									
2	II-7A-2201	Chargement et transport des sols A-B	t.m.	950,0				-	\$
3	II-7A-2202	Chargement et transport des sols B-C	t.m.	850,0				-	\$
4	II-7A-2203	Chargement et transport des sols >C	t.m.	60,0				-	\$
5	II-7A-2206	Gestion des matières résiduelles	t.m.	60,0				-	\$
6	II-7A-2306	Tranchée d'exploration	u.	4,0				-	\$
<b>Sous-total 2.4</b>								-	\$
2.5 (DTNI-8A & DTSI-M) MAINTIEN ET GESTION DE LA MOBILITÉ									
<b>Famille 1000 – Maintien de la mobilité et de la sécurité routière</b>									
<b>Sous-Famille 1100 – Maintien de la mobilité et de la sécurité routière</b>									
1	II-8A-1101	Maintien de la mobilité et de la sécurité routière	global	1,0				-	\$
<b>Sous-total 2.5</b>								-	\$
<b>TOTAL - SECTION 2 - CIVIL</b>								-	\$
SECTION 3 - FORESTERIE									
<b>TRAVAUX DE FORESTERIE</b>									
<b>Protection des végétaux</b>									
1	IP-1B-1103	Protection individuelle des troncs	unité	3,0				-	\$
2	IP-1B-1104	Affiche de protection	unité	3,0				-	\$
3	IP-1B-1402	Arrosage des végétaux	global	1,0				-	\$
4	IP-1B-TS-1101	Clôture modulaire grillagée	m.l	50,0				-	\$
<b>Sous-total</b>								-	\$
<b>TOTAL - SECTION 3 - FORESTERIE</b>								-	\$
<b>TOTAL LOT 2</b>								-	\$
<b>GRAND TOTAL</b>								-	\$

**Arrondissement de Montréal-Nord**  
Direction des services administratifs  
4243, rue de Charlevoix  
Montréal (Québec) H1H 5R5

**SECTION V**  
DOCUMENTS  
TECHNIQUES  
NORMALISÉS

Appel d'offres public  
N° 1140  
Exécution de travaux  
14\_cahier\_charges\_20231017

## **SECTION V**

### **DOCUMENTS TECHNIQUES NORMALISÉS**

Section à NE PAS retourner

## DOCUMENTS TECHNIQUES NORMALISÉS

Tous les documents identifiés dans cette liste sont disponibles sur SEAO via le porte-documents intitulé «1140\_Documents normalisés ».

Description du document technique normalisé	Nombre de pages
Documents légaux – Formulaires exécutoires – Annexe B « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement » (90 jours validité) (6 mai 2019)	3
Documents légaux – Formulaires exécutoires – Annexe C « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle » (30 août 2016)	2
Documents légaux – Formulaires exécutoires – Annexe D « Formulaire d'absence d'établissement au Québec » (4 juillet 2016)	1
Documents légaux – Formulaires exécutoires – Annexe H « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » (18 juin 2018)	2
DTNP-1A Travaux de démolition, d'enlèvement et de récupération (4 octobre 2021)	20
DTNP-1B Protection des végétaux (Modi.1) (24 octobre 2023)	34
DTNP-1C Travaux arboricoles (4 octobre 2021)	24
DTNP-2A Travaux d'excavation, de remblayage et de terrassement (4 octobre 2021)	16
DTNP-3A Travaux de gazonnement (4 octobre 2021)	19
DTNP-3B Travaux d'ensemencement (4 octobre 2021)	19
DTNP-3C Travaux de sentiers et de revêtements en matériaux granulaires (4 octobre 2021)	22
DTNP-5A Apport de terre de culture (4 octobre 2021)	20
DTNP-5B Fourniture et plantation de végétaux (4 octobre 2021)	40
02-451 Clôtures en métal (octobre 2016)	5
DTNI-1A Travaux de conduites d'eau potable et de conduites d'égout (24 novembre 2023)	401
DTNI-3A Travaux de trottoir, bordure, terre-plein central, îlot et muret de soutènement (Modi-3A-1) (2 novembre 2023)	157
DTNI-3B Travaux de chaussée (11 septembre 2023)	145
DTNI-4A Travaux de structures et de massifs de conduits (11 septembre 2023)	65
DTNI-5A Électricité – Éclairage de rues (Modi.3) (30 août 2023)	156
DTNI-7A Gestion des déblais et de l'eau, et travaux de réhabilitation environnementale (11 septembre 2023)	32
DTNI-8A Maintien et gestion de la mobilité (11 septembre 2023)	86

<b>Arrondissement de Montréal-Nord</b> Direction des services administratifs 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	<b>SECTION VI</b> ANNEXES	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux 14_cahier_charges_20231017
---	------------------------------	--

**SECTION VI**  
**ANNEXES**

## **1. Liste de rappel des documents à joindre à la soumission**

Section à NE PAS retourner



## Liste de rappel des documents à joindre à la soumission et des exigences

*(Ne pas retourner ce document avec la soumission)*

Titre de l'appel d'offres : Aménagement du parc Pilon - Phase 1.

Numéro de l'appel d'offres : 1140

Date d'ouverture des soumissions :

RÉF. IAS	EXIGENCES DE L'APPEL D'OFFRES		LISTE DE CONTRÔLE (à compléter par le Soumissionnaire)
	DOCUMENTS À JOINDRE À LA SOUMISSION	REQUIS	
2.6.1	La Soumission est complétée sur le Formulaire de soumission de la Ville (section IV)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.10.1	Garantie de soumission d'au moins 10 % du montant total de la soumission (incluant les taxes) Si le total de la soumission est < 500 000 \$ (incluant les taxes) sous forme de : 1. Chèque visé; 2. Cautionnement de soumission (Annexe B du CCAG); 3. Lettre de garantie bancaire irrévocable (Annexe C du CCAG). Si le total de la soumission est >= à 500 000 \$ (incluant les taxes) sous forme de : Cautionnement de soumission qui inclut lettre d'engagement à fournir des cautionnements d'exécution et de paiement de la main d'œuvre, des matériaux et services (Annexe B du CCAG).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.10.2	Lettre d'intention d'assurer un Soumissionnaire (Annexe H du CCAG)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.11.1	L'autorisation de contracter délivrée par l'AMP, valide ou accusé réception de l'AMP qui confirme la demande de renouvellement de l'autorisation. (Par le Soumissionnaire) Sous-traitant lorsqu'une exigence spécifique d'admissibilité est demandée au CCAS).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.11.4	La Licence d'Entrepreneur appropriée, valide et sans restriction émise par la Régie du Bâtiment du Québec (selon la nature des travaux).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.11.5	Attestation Revenu Québec (si établissement au Québec); ou Formulaire Absence d'établissement au Québec (Annexe D du CCAG)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.13	Annexe S « Charte de la langue française » du CCAG complétée et, le cas échéant, document appuyant le statut à l'OQLF, pour tout Soumissionnaire ayant ou non un établissement permanent au Québec	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Autres documents à joindre à votre appel d'offres :		
REF. CCAS	Une liste d'au moins trois (3) travaux récents exécutés d'importance similaire aux ouvrages proposés dans le présent mandat, attestant le savoir-faire pour l'installation de modules de jeux d'eau.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
REF. CCAS	Liste des sous-contractants	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## RAPPEL DES EXIGENCES GÉNÉRALES

RÉF. IAS	EXIGENCES DE L'APPEL D'OFFRES		LISTE DE CONTRÔLE (à compléter par le Soumissionnaire)
	EXIGENCES GÉNÉRALES	REQUIS	
2.1	Le Soumissionnaire s'est procuré les documents d'appel d'offres sur le SEAO avec le même NEQ que celui indiqué au Formulaire de Soumission.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.3.5	Avoir participé à la visite supervisée des lieux.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.6.1 2.6.2	La Soumission est complétée sur le Formulaire de soumission de la Ville et contient toutes les informations demandées par la Ville, et est présentée selon les exigences de la Ville.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.6.3	Les ratures faites sur le « Formulaire de Soumission » sont paraphées par le signataire de la Soumission, le cas échéant.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.6.4	Déposer un original et le nombre requis d'exemplaires de la Soumission selon le/les formats demandés.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.6.5	Le Soumissionnaire a inscrit dans le Formulaire de Soumission, le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) et le nom de l'entreprise, tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec (REQ). LE NEQ doit être le même que celui avec lequel les documents ont été achetés sur le SEAO.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.7	Le Formulaire de soumission est dûment signé. Le signataire du Formulaire de soumission est réputé être dûment autorisé à signer la Soumission.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.8	Déposer physiquement la soumission à l'endroit prévu et avant la date et l'heure fixée pour l'ouverture des soumissions dans l'avis public d'appel d'offres.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.11.3	Ne pas être inscrit sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.11.5	Le Soumissionnaire détient une attestation valide délivrée par Revenu Québec (si établissement au Québec).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.11.5	Tout Soumissionnaire n'ayant pas un établissement au Québec, ou qui n'exerce aucune activité ou qui n'exploite pas une entreprise doit, en lieu et place d'une attestation de Revenu Québec, remplir et signer l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » du CCAG lorsqu'un accord de libéralisation des marchés est applicable.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

RÉF. IAS	EXIGENCES DE L'APPEL D'OFFRES	REQUIS	LISTE DE CONTRÔLE (à compléter par le Soumissionnaire)
2.12	S'engage à respecter le Règlement de la gestion contractuelle. Ne pas être sur le Registre des personnes inadmissibles à soumissionner en vertu du Règlement de gestion contractuelle.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.2	La Soumission déposée n'est pas présentée par un consortium.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.8.4.1 3.8.4.2	Le montant global pour l'item Assurances, garanties et frais généraux de Chantier n'excède pas sept pour cent (7%) de la valeur totale de la valeur de la Soumission avant les taxes.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.8.3	S'assurer que dans la Soumission, chaque élément du bordereau de soumission de la section C du Formulaire de soumission est complété (s'assurer qu'aucun prix unitaire n'a été omis).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## **2. Liste des sous-contractants**

Document à retourner

[illegible]

### **3. GABARIT D'ÉTIQUETTE DE RETOUR**

Attention : veuillez utiliser le gabarit suivant pour identifier votre enveloppe de retour

Nom et adresse du soumissionnaire

**Titre de l'appel d'offres :** AMÉNAGEMENT DU PARC PILON - PHASE 1.

**Date et heure d'ouverture :** Le 8 mai 2024 à 11h00

**N° d'appel d'offres :** 1140

**N° SEAO :** 1830491

Cette Soumission, pour être valablement reçue, doit se trouver physiquement entre les mains du greffier de la Ville ou tout autre représentant désigné, à l'adresse ci-dessous mentionnée, avant l'heure et la date d'ouverture des soumissions. Cette soumission sera ouverte immédiatement après par le greffier de la Ville ou un représentant désigné.

**À M. Marc-Aurèle Aplogan, secrétaire d'arrondissement  
Direction des services administratifs**

**4243, rue de Charleroi  
Montréal-Nord (QC) H1H 5R5**





<b>Arrondissement de Montréal-Nord</b> <b>Direction des services administratifs</b> 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	<b>SECTION VII</b> DOCUMENTS TECHNIQUES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° <b>1140</b> Exécution de travaux 14_cahier_charges_20231017
--	--	---

## **SECTION VII**

### **DOCUMENTS TECHNIQUES SPÉCIALES**

Section à NE PAS retourner

<b>Arrondissement de Montréal-Nord</b> <b>Direction des services administratifs</b> 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	<b>SECTION VII</b> DOCUMENTS TECHNIQUES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux 14_cahier_charges_20231017
--	--	--

## Documents techniques spéciales :

(En porte documents)

- 1. DEVIS TECHNIQUE SPÉCIAL PARC - DTSP : ..... 50 pages
  - DTSP-C : Organisation de chantier et préparation de site ;
  - DTSP-T : Travaux de terrassement ;
  - DTSP-S: Travaux de surfaces et de matériaux ;
  - DTSP-M: Mobiliers et équipements ;
  - DTSP-P: Travaux de plantation.
- 2. DEVIS TECHNIQUE SPÉCIAL INFRASTRUCTURES – DTSI : ..... 324 pages
  - DTSI-O : Égout et eau potable ;
  - DTSI-V : Voirie ;
  - DTSI-7A : Gestion des déblais et travaux de réhabilitation environnementale ;
  - Annexes :
    - 1- Caractérisation environnementale des sols (N/D : 19E01-1034) ;
    - 2- Caractérisation environnementale des sols (REF. : 22G1084.42R1) ;
    - 3- Avis hydrogéologique (v/d : 22G1084.42).
  - DTSI-M: Maintien et gestion de la mobilité.
- 3. DEVIS TECHNIQUE SPÉCIAL INFRASTRUCTURES - DTSI-E..... 43 pages
  - Travaux d'éclairage dans le parc Pilon dans l'arrondissement de Montréal-Nord ;
  - Annexes :
    - 1- FT-3700 : Noeud intelligent ;
    - 2- DT-3700 : Mise en fonction des nœuds intelligents ;
    - 3- 09-910: Clauses techniques normalisées - Teinture et peinture.
- 4. DEVIS TECHNIQUES : STRUCTURE : .....
  - Structure : Devis sur plans. Voir plans de structure.
- 5. DOCUMENT TECHNIQUE SPÉCIAL PARCS - DTSP-F : ..... 19 pages
  - DTSP-F : Foresterie urbaine (Protection et préservation des arbres et travaux arboricoles) ;
  - Annexe 1 : « Parc-Pilon – Statut des arbres et travaux ».

<b>Arrondissement de Montréal-Nord</b> <b>Direction des services administratifs</b> 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	<b>SECTION VIII</b> LISTE DES PLANS	Appel d'offres public N° <b>1140</b> Exécution de travaux 14_cahier_charges_20231017
--	--	---

## **SECTION VIII**

### **LISTE DES PLANS**

Section à NE PAS retourner

<b>Arrondissement de Montréal-Nord</b> <b>Direction des services administratifs</b> 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	<b>SECTION VIII</b> LISTE DES PLANS	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux 14_cahier_charges_20231017
--	--	--

## Liste des plans

(En porte documents)

### 1. ARCHITECTURE DE PAYSAGE

#### LOT 1 - SECTEUR DES RÉCOLLETS (DR) :

1 DE 10 AP-DR-CED Plan des conditions existantes, démolition et récupération.....	1 page
2 DE 10 AP-DR-1001 Plan des surfaces et de description des ouvrages .....	1 page
3 DE 10 AP-DR-1002 Plan d'implantation .....	1 page
4 DE 10 AP-DR-1003 Plan de plantation.....	1 page

#### LOT 2 - SECTEUR SAINT JULIEN (SJ) :

5 DE 10 AP-SJ-CED Plan des conditions existantes, démolition et récupération.....	1 page
6 DE 10 AP-SJ-1001 Plan des surfaces et de description des ouvrages .....	1 page
7 DE 10 AP-SJ-1002 Plan d'implantation .....	1 page
8 DE 10 AP-SJ-1003 Plan de plantation.....	1 page

#### LOT 1 & 2 :

9 DE 10 AP-5000 Coupes .....	1 page
10 DE 10 AP-9000 Détails de construction .....	1 page

### 2. CIVIL :

C-000 Page frontispice / liste des plans .....	1 page
C-050A Secteur Arthur-Champoux - vue en plan - conditions existantes et démolition.....	1 page
C-100A Secteur Arthur-Champoux - vue en plan - aménagements proposés.....	1 page
C-101A Secteur Arthur-Champoux - vue en plan - bassin de rétention - drainage souterrain .....	1 page
C-102A SECTEUR Arthur-Champoux - vue en plan - aqueduc et égout.....	1 page
C-103A Secteur Arthur-Champoux - vue en plan - nivellement.....	1 page
C-104A Secteur Arthur-Champoux - vue en plan - dalle de jeux d'eau .....	1 page
C-100B Secteur Saint-Julien - vue en plan - aménagements et services souterrains proposés .....	1 page
C-200 Coupes et détails types.....	1 page
C-201 Coupes et détails types.....	1 page

### 3. ÉLECTRICITÉ :

E-000 Page de présentation et légende .....	1 page
E-101 Démolition - plan d'ensemble .....	1 page
E-201 Construction - Plan d'ensemble .....	1 page
E-801 M.A.L.T. ....	1 page
E-802 Détails .....	1 page

<b>Arrondissement de Montréal-Nord</b> <b>Direction des services administratifs</b> 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	<b>SECTION VIII</b> LISTE DES PLANS	Appel d'offres public N° 1140 Exécution de travaux 14_cahier_charges_20231017
--	--	--

## **4. STRUCTURE**

S-000 Page de présentation .....	1 page
S-001 Notes générales .....	1 page
S-002 Notes générales .....	1 page
S-100 Détails – passerelle .....	1 page

## **5. Foresterie urbaine**

1 DE 4 FU-00 Page titre .....	1 page
2 DE 4 FU-01 Méthode et ouvrage de protection des arbres .....	1 page
3 DE 4 FU-02 Méthode et ouvrage de protection des arbres (coupes et détails) .....	1 page
4 DE 4 FU-03 Méthode et ouvrage de protection des arbres (coupes et détails) .....	1 page

**FIN DE LA LISTE DES PLANS**